

---

**JOURNAUX**  
**DE**  
**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**

---

**VOLUME LXXII**

---

JOURNAUX  
DE  
**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
DE LA  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

---

DU 24 FÉVRIER AU 27 MAI 1937

---

Dans la première année du règne de Sa Majesté

**LE ROI GEORGE VI**

DEUXIÈME SESSION DE LA VINGTIÈME LÉGISLATURE  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

---

**SESSION 1937**

---

*Imprimé par ordre de l'Assemblée législative*



QUÉBEC

---

1937

Volume LXXII



## PROCLAMATION

---

Canada,  
Province de Québec,  
[L. S.]

} ES.-L. PATENAUDE

*GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande  
et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi,  
empereur des Indes:—*

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif  
et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

**A**TTE<sup>N</sup>DU que, pour diverses considérations, il est à propos de  
convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition  
des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le  
VINGT-QUATRE FÉVRIER prochain, et en conséquence, vous mandons  
et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif,  
en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y  
examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

**E**N Foi de quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes  
et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-  
LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada,  
lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-DEUX-  
IÈME jour de JANVIER, l'an de grâce mil neuf cent trente-sept  
et de Notre règne le premier.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

---



**JOURNAUX**  
DE  
**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
DE LA  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

---

**1 GEORGE VI, 1937**

---

**MERCREDI 24 FÉVRIER 1937**

A la première séance de la deuxième session de la vingtième Législature de la province de Québec, convoquée pour l'expédition des affaires, les députés présents, qui ont prêté le serment d'allégeance, prennent leur siège.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

**MESSIEURS,**

"Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil.

---

Les députés étant de retour, M. l'Orateur, s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au greffier de la couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Beauce.

---

St-Martin, Beauce, 14 décembre 1936.

A l'honorable Paul Sauvé,  
Président de l'Assemblée Législative.

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative pour la division électorale de Beauce.

Signé: DR. RAOUL POULIN,  
Médecin, St-Martin de Beauce,

et j'ai rédigé et signé cette lettre en présence des deux témoins dont les signatures apparaissent ci-contre.

Édouard-E. Poulin, marchand, St-Martin, Beauce  
Robert Poulin, commis, St-Martin, Beauce.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

---

Puis, M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il lui a plu de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre, comme suit:

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Vous avez été convoqués pour continuer l'élaboration des mesures progressives que le gouvernement désire appliquer sans tarder, pour reprendre l'étude des projets particuliers, — plusieurs d'intérêt public, — qui sont devenus caducs à la dissolution de la dernière législature, et aussi pour examiner différentes autres lois qui vous seront soumises.

L'avènement de Sa Majesté le roi George VI, dont le noble caractère et les belles qualités avaient depuis longtemps gagné tous les cœurs, a été salué avec joie chez nous. Au milieu des vicissitudes des temps présents, il est consolant de constater que le trône reste non seulement le symbole du lien qui unit les nations britanniques, mais le rempart de nos institutions démocratiques et de nos libertés constitutionnelles. Daigne le Ciel guider toujours les actions de notre nouveau Souverain et lui accorder, ainsi qu'à notre très gracieuse Souveraine, un règne long, heureux et des plus prospères.

Le redressement économique, en notre province, s'effectue graduellement, mais sûrement. Grâce aux qualités de notre population, grâce aux initiatives du ministère, grâce aussi aux mesures que vous avez approuvées à la dernière session, l'avenir s'annonce meilleur. Sans doute, de savoir que la politique et la législation sont orientées vers la protection du capital humain, que l'agriculture et la colonisation occupent, dans les préoccupations administratives, le rang qui leur appartient, que les ressources naturelles serviront la collectivité, que l'on s'emploie à faire à notre jeunesse la place qui lui revient dans la mise en valeur de notre patrimoine, jeunes et vieux de chez nous ont repris confiance. Cette foi en des lendemains féconds, le gouvernement veut travailler à l'affermir davantage avec votre précieuse collaboration.

Déjà vous avez voulu, par des lois, assurer l'honnêteté des élections, améliorer le sort des travailleurs, rendre plus efficace la loi des retraites pour la vieillesse, procurer aux agriculteurs et à ceux qui désirent le devenir les fonds dont ils peuvent manquer, venir en aide à la petite propriété, faire disparaître la duperie des obligations industrielles mal garanties; de son côté, le ministère, tout en veillant à l'exécution de ces lois, a pris les moyens de faire payer des salaires raisonnables aux ouvriers, de réprimer les abus de certains concessionnaires, particulièrement de compagnies distributrices d'électricité. Au cours de la session qui s'ouvre, vous serez appelés à continuer le travail de réforme que vous avez commencé l'automne dernier.

Des mesures importantes vous seront soumises en vue d'aider à la restauration de l'agriculture et au progrès de la colonisation.

Le gouvernement n'oublie pas que, chez nous, la colonisation est intimement liée à l'agriculture. Aussi recherche-t-il l'expansion agricole en poursuivant d'après un plan d'ensemble la séparation du domaine arable du domaine forestier, de telle sorte que défricheurs et exploitants de la forêt soient entièrement libres sur leurs terres respectives et puissent en tirer tout le rendement qu'ils ont droit d'en attendre.

Pendant les vacances, deux comités d'étude ont été formés: l'un pour indiquer les moyens de sauvegarder la petite propriété dans les centres urbains, l'autre pour faire toutes suggestions propres à améliorer la loi actuelle sur les contrats collectifs; de plus, il s'est tenu à Québec un congrès forestier dont les délibérations ne manqueront pas d'avoir les meilleurs résultats, surtout si elles reçoivent l'adhésion très utile

des autres provinces de la Confédération, dont les représentants seront convoqués à cette fin dans le plus court délai possible. Le gouvernement se propose d'accueillir favorablement les recommandations de ces comités et de la conférence projetée.

L'avenir de l'industrie minière du Québec est des plus brillants. Les progrès qu'elle a accomplis et les avantages dont elle peut bénéficier depuis quelques mois permettent de fonder sur elle de grandes espérances. Mais il ne faudrait pas que la spéculation vienne tout gâcher. C'est pourquoi on vous demandera d'approuver une loi destinée à mieux prévenir les fraudes dans le commerce des titres miniers et à protéger l'épargne contre les menées des exploiters.

Suivant l'autorisation que vous lui avez donnée à la dernière session, le ministère fait procéder, par des techniciens compétents et impartiaux, à l'inventaire de notre patrimoine national, inventaire nécessaire pour bien connaître la valeur de nos ressources et de nos moyens d'action, indispensable aussi pour offrir à toute initiative les éléments de sécurité et de stabilité propres à assurer le succès. Les techniciens ont commencé leur travail par nos ressources hydro-électriques.

Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau; il a amené certaines compagnies à vendre l'électricité à des taux plus bas; mais il n'entend pas s'arrêter là dans la voie des réformes qui s'imposent. Les abus dans la distribution de l'électricité doivent cesser partout où ils existent, et le ministère est bien déterminé à les combattre avec énergie, par tous les moyens à sa disposition, mais avec toute la prudence dont les administrateurs de la chose publique ne doivent jamais se départir. Dès cette session, il vous soumettra toute la législation actuellement possible en vue de remédier aux abus des compagnies d'électricité. Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire. De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines centrales électriques, qui devront rester la propriété de la Province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général.

Le gouvernement désire appliquer les meilleures méthodes de venir en aide aux mères et aux orphelins nécessiteux, et il vous soumettra une législation à ce sujet.

Nos lois ont besoin, en général, d'être coordonnées et leurs textes manquent de la clarté et de la précision nécessaires. Vous serez invités à en autoriser la refonte.

La constitutionnalité des lois qui déterminent l'organisation de quelques-uns de nos tribunaux a été révoquée en doute. Ces tribunaux ne peuvent rester ainsi sous la menace continuelle de poursuites en invalidation de leurs décisions. Une réorganisation s'impose. Un projet de loi sera présenté en vue de raffermir l'autorité de ces tribunaux et de mettre leur compétence à l'abri de toute atteinte.

Le gouvernement désire aider dans la mesure du possible au maintien du crédit municipal, qui est à la base du crédit de la province. Il vous invitera à étudier un projet de conversion volontaire des dettes municipales.

Vous serez appelés à légiférer sur la voirie, dont il importe de diriger les activités de façon à en faire profiter toute la province; sur le chômage, auquel vos ministres s'efforcent de remédier avec l'intention bien arrêtée d'y mettre fin le plus tôt possible; sur plusieurs autres problèmes, particulièrement la protection des classes travailleuses, la santé publique, l'éducation et les pêcheries.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les comptes publics de l'an dernier vous seront distribués. Tout indique que les résultats de l'exercice courant seront plus satisfaisants. Le gouvernement travaille à rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, en pratiquant l'économie et en activant la rentrée des contributions. L'étude du rajustement de notre système d'impôts est devenu nécessaire, et vous saurez y donner toute votre attention.

Le gouvernement considère qu'il est de l'intérêt général de continuer et poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics.

Le budget des dépenses prévues pour le prochain exercice vous sera soumis, et je vous demanderai de l'approuver.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Les questions dont vous serez saisis sont aussi importantes que nombreuses, et j'aime à croire que vos délibérations seront inspirées par l'amour de la justice et le souci du bien public. Je demande à Dieu de bénir vos travaux, pour qu'ils contribuent au bonheur et à la prospérité de notre province.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que les comités permanents suivants soient institués, savoir: 1° un comité des privilèges et élections; 2° un comité des règlements;

3° un comité des comptes publics; 4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6° un comité des industries et du commerce; 7° un comité du Code municipal; 8° un comité des bills privés en général; 9° un comité des bills publics en général; 10° un comité de la bibliothèque de la législature; 11° un comité des impressions législatives; et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autres des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

*Ordonné* que les honorables MM. Duplessis, Auger et Fisher, MM. Bastien, Beïque, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

*Résolu* qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le roi George VI dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ  
LE ROI GEORGE VI

TRÈS GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous, les membres.....  
de l'Assemblée législative de Québec, réunis en parlement, sommes heureux de profiter des premiers moments de notre session annuelle pour saluer avec joie votre accession au trône.

En notre nom comme au nom de ceux que nous représentons, nous Vous prions de recevoir l'assurance de notre fidélité à la Couronne Britannique et l'hommage de notre respectueux attachement à Votre personne ainsi qu'à celles de Notre gracieuse Souveraine et de Leurs Altesses royales les princesses Elizabeth et Margaret-Rose. Nulle part, que Votre Majesté veuille le croire, la loyauté de vos nombreux sujets ne restera plus sincère et plus parfaite que dans notre province de Québec.

La confiance que Votre Majesté a su mériter par son noble caractère et ses excellentes qualités, l'affection que le charme exquis de la reine

---

et des princesses royales inspire à tous, sont sans doute le gage d'un règne heureux. Nous formons des vœux pour Votre bonheur et celui de Votre auguste famille, et nous demandons à Dieu, "de qui vient tout pouvoir et procède toute sagesse", que votre avènement marque une ère de paix et de prospérités, pour la gloire de notre cher pays comme de la Couronne britannique.

*Ordonné* qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative a voté l'adresse ci-dessus et lui demander d'y donner son adhésion.

*Ordonné* que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

---

L'honorable M. Paquette, secrétaire de la province, transmet les deux messages suivants de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec que M. l'Orateur lit:

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 24 février 1937. (*Document de la session No 4.*)

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 24 février 1937. (*Document de la session No 5.*)

---

M. l'Orateur dépose; sur le bureau de la Chambre:

Rapport sur les élections générales de 1936.

(*Document de la session No 3.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**JEUDI 25 FÉVRIER 1937**

---

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis, du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents, les membres dont les noms suivent:

*Comité des règlements:*

Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Langlais, Larochelle, Larouche, Marcoux, Marier, Roy.

*Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:*

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bouthillier, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibault, Turcotte.

*Comité des privilèges et élections:*

Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Leduc; MM. Barré, Barrette (Terrebonne), Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Ducharme, Duguay, Dumaine, Jolicœur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

*Comité des bills privés en général:*

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Coonan, Dussault, Elie, Fisher, Gagnon, Layton, Leduc, Paquette, Tremblay; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette, (Joliette) Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Dumaine, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier,



---

Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibault, Trudel, Turcotte, Vachon.

*Comité du Code Municipal:*

Les honorables MM. Bilodeau, Dussault, Elie, Fisher, Leduc; MM. Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Bouthillier, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Dumaine, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Raynault, Sherman, Taché, Tardif, Turcotte, Vachon.

*Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation:*

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Elie, Fisher, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Dumaine, Fleury, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

*Comité des comptes publics:*

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Layton, Paquette, Tremblay; MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Caron, Casgrain, Connors, Delagrave, Drouin, Duguay, Dumaine, Hamel, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Taché, Tardif, Tellier, Thibault.

*Comité des bills publics en général:*

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Dumaine, Jolicœur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tellier, Trudel.

*Comité des Industries et du Commerce:*

Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Elie, Layton, Tremblay; MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien,

---

Beaudry, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Carignan, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Gagné, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larochelle, Lawn, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibault, Turcotte.

*Résolu* que la Chambre adopte ledit rapport.

---

L'honorable M. Bourque dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport général du Ministre des travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1936.

*(Document de la session No 6)*

L'honorable M. Auger dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport succinct des activités du ministère de la colonisation, Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1936.

*(Document de la session No 7).*

---

M. Labelle propose, secondé par M. Bulloch, que l'Adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A Son Honneur,*

*le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**MARDI 2 MARS 1937**

---

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—L'honorable M. Bouchard.

De la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Carignan.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Carignan.

De la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Ducharme.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Lafleur.

De la Commission des Écoles Catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire certains emprunts.—M. Lafleur.

De The Sherbrooke Railway & Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Marier.

De la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à faire certains paiements.—M. Marier.

Des Syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.—M. Thibault.

---

L'honorable M. Duplessis, du comité des Bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis, pour son Président et M. Boyer, pour son vice-président, et recommande de réduire le quorum à huit (8).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

---

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son Président et recommande de réduire le quorum à sept (7).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bégin, du comité des Bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Bégin pour son Président et recommande de réduire le quorum à quinze (15).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Carignan, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Carignan pour son Président et recommande de réduire le quorum à sept (7).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Duguay, du comité des Privilèges et Élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Duguay pour son Président et recommande de réduire le quorum à sept (7).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des Règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Marier pour son Président et recommande que son quorum soit réduit à cinq (5).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Tardif, du comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Tardif pour son Président et recommande de réduire le quorum à sept (7).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Taché, du comité des Comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Taché pour son Président et recommande que le quorum soit réduit à quinze (15).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Gagné, du comité des Industries et du Commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Gagné pour son Président et recommande de réduire le quorum à sept (7).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 25 février 1937.

*Résolu* que l'adresse de l'Assemblée législative à Sa Très Excellente Majesté le roi George VI, à l'occasion de son accession au trône, reçoive l'assentiment de cette Chambre et que le blanc laissé dans cette adresse soit rempli en y insérant les mots "le Conseil législatif et."

*Ordonné* qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a donné son assentiment à ladite adresse.

*Ordonné* que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 25 février 1937.

*Résolu* qu'une humble adresse soit présentée à l'honorable Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit:

*A L'Honorable Esioff-Léon Patenaude,*

*Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif . . . .

..... de la province de Québec, réunis en législature provinciale, avons résolu de présenter une adresse à Sa Gracieuse Majesté le Roi, pour lui faire part de nos félicitations à l'occasion de son accession au trône.

Nous sollicitons le privilège de prier Votre Honneur de vouloir bien transmettre ladite adresse à Son Excellence le Très honorable Baron Tweedsmuir d'Elsfield, Gouverneur-Général du Canada, priant Son Excellence de faire parvenir cette adresse à Sa Gracieuse Majesté le Roi.

*Ordonné* qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a voté ladite adresse destinée à l'honorable

Lieutenant-Gouverneur et qu'elle demande l'agrément de l'Assemblée législative.

*Ordonné* que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que cette Chambre adopte l'adresse du Conseil législatif à l'honorable Lieutenant-Gouverneur, après y avoir rempli le blanc qui s'y trouve par les mots "et l'Assemblée législative";

*Ordonné* qu'un message soit adressé au Conseil législatif pour l'informer de l'adoption de la résolution ci-dessus;

*Ordonné* que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant lequel est lu ainsi qu'il suit:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 25 février 1937.

*Résolu*: Que les honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard, constituent une commission permanente pour aider l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant que les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour agir au nom de ce Conseil comme membres de la commission mixte des deux Chambres chargée d'administrer ladite bibliothèque.

*Ordonné*: Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative, et qu'elle lui soit transmise par le greffier du Conseil législatif.

*Ordonné* que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que les honorables MM. Fisher, Gagnon, Paquette, Leduc et Elie; MM. Barré, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Boyer, Casgrain, Dumaine, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy et Taché soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

---

*Ordonné* qu'il soit envoyé au conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

*Ordonné* que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger et Coonan; MM. Auger (Gatineau), Bastien, Bertrand (Saint-Sauveur), Bullock, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette chambre dans ledit comité mixte.

*Ordonné* que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que le nom de M. Tellier soit ajouté à la liste des membres du comité permanent du Code municipal, celui de M. Larivière, à la liste des membres du comité permanent de l'Industrie et du Commerce, et celui de M. Larochelle, à la liste des membres du comité permanent des Chemins de fer et autres moyens de communication.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 25 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A Son Honneur*

*Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), il est—

*Ordonné* que le débat soit de nouveau ajourné.

---

L'honorable M. Fisher dépose, sur le bureau de la Chambre:

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET  
DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉ-  
BEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE  
LA PROVINCE.—**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
<b>10.—DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE:—</b>			
Université de Montréal: octroi spécial..... (O.C. No 3571, du 23 décembre 1936)	50,000.00	50,000.00	
<b>11.—DIVERS SERVICES:—</b>			
<b>Département des Travaux publics:—</b>			
Taxes d'eau sur les édifices publics:			
Édifice central "E" et École Normale Laval	2,949.00	2,536.22	412.78
<b>Département du Travail:—</b>			
Dépenses contingentes..... (O.C. No 3570, du 24 décembre 1936).	25,000.00	9,139.04	15,860.96
<b>12.—DIVERS SERVICES:—</b>			
<b>Législation—Assemblée législative:—</b>			
Traitements, dépenses contingentes, etc.....	50,450.00		50,450.00
<b>Bibliothèque de la législature:—</b>			
Traitements, dépenses contingentes, etc.....	5,000.00		5,000.00
<b>Service civil—Dépenses d'administration:—</b>			
Dépt. du trésor: Bureau de l'Auditeur.....	2,500.00	2,500.00	
Ministres sans portefeuille.....	1,500.00		1,500.00
<b>Secrétaire de la province:—</b>			
Fonds des écoles élémentaires.....	192,863.48	142,200.66	50,662.82
Économie domestique.....	16,000.00	16,000.00	
<b>Affaires municipales, Industrie et Commerce:—</b>			
Salaires et dépenses de voyage, etc., se ratta- chant aux renseignements commerciaux, de l'Industrie et du commerce, des re- cherches économiques, etc.....	25,000.00	2,460.38	22,539.62
<b>Colonisation:—</b>			
Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture.....	165,000.00	22,448.09	142,551.91
Primes de défrichement, de labour et de rési- dence..... (O.C. No. 252, du 1er février 1937).	200,000.00	30,827.50	169,172.50
<b>13.—DIVERS SERVICES:—</b>			
<b>Item dont les crédits sont insuffisants:</b>			
<b>Dette publique:—</b>			
Dette publique et amortissement de l'escompte sur emprunts émis.....	70,000.00		70,000.00
<b>Administration de la justice:—</b>			
Divers.....	80,000.00		80,000.00



**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
<b>13.—DIVERS SERVICES:—(Suite).</b>			
<b>Département du Secrétaire de la province:—</b>			
Fonds des écoles élémentaires.....	20,641.71.....		20,641.71
<b>Services Divers:—</b>			
Divers en général.....	15,000.00.....		15,000.00
<b>Service Civil—Dépenses contingentes:—</b>			
Département du trésor, Bureau du trésorier...	1,500.00.....		1,500.00
Département du trésor, Bureau de l'Auditeur— (Dépenses de voyage et autres re-investi- gations).....	3,500.00	677.87	2,822.13
<b>Colonisation:—</b>			
Grains de semence—(A être distribués dans les districts d'Abitibi, Gatineau, Labelle, Lac St-Jean, Bas St-Laurent (de la Ri- vière-du-Loup à Gaspé inclusivement)....	450,000.00.....		450,000.00
<b>Agriculture:—</b>			
Grains de semence—(A être distribués dans di- vers comtés de la province, c-a-d. ceux qui ne sont pas couverts par le dépt. de la Co- lonisation).....	300,000.00.....		300,000.00
<b>Terres et forêts:—</b>			
Arpentages—(Pour rencontrer les dépenses des districts miniers et de colonisation).....	50,000.00.....		50,000.00
<b>Non prévus, au budget:—</b>			
<b>Affaires municipales, Industrie et Commerce:—</b>			
<b>Industrie et commerce:</b>			
Salaires et dépenses de voyage, etc., se ratta- chant aux renseignements commerciaux, de l'Industrie et du Commerce, des recher- ches économiques, etc.....	22,000.00.....		22,000.00
<b>Bureau des statistiques:—</b>			
Réorganisation du bureau, location de ma- chine à statistique, impression de l'An- nuaire Statistique et salaires d'em- ployés temporaires, etc.....	30,550.00.....		30,550.00
<b>Colonisation:—</b>			
<b>Mouvement du Retour à la Terre:—</b>			
Entente entre les gouvernements fédéral et provincial:			
Administration—(Dépenses à être encou- rues pour l'organisation de ce Mouve- ment).....	40,000.00.....		40,000.00
Construction de chemins de pénétration et de chemins de front dans les comtés d'Abitibi et Témiscamingue.....	58,000.00.....		58,000.00

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).....**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
<b>13.—DIVERS SERVICES:—(Suite).</b>			
<b>Travaux:—</b>			
Pour régler les frais médicaux, médecins et autres dépenses concernant des accidents du travail dont sont victimes les employés de son département..... (O.C. No. 533, du 20 février 1937).	500.00.....		500.00
	1,877,954.19	278,789.76	1,599,164.43

Département du Trésor,  
Bureau de l'Auditeur.

EDGAR VÉZINA,  
Auditeur de la Province.

Québec, le 2 mars, 1937.

*(Document de la session No 8).*

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

**MERCREDI 3 MARS 1937**

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi validant l'acte de dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal.—M. Boyer.

De l'Association des Vétérans policiers de Montréal demandant l'adoption d'une loi abrogeant et modifiant certains articles de la loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.—M. Boyer.

De l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Boiteau.

De la Commission des Écoles Catholiques Romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire certains emprunts.—M. Delagrave.

De la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement.—M. Larouche.

---

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Leduc (Soulanges).

Des Frères des Écoles Chrétiennes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.—M. Marcoux.

Des Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.—M. Marcoux.

De Order Sons of Italy in Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.—M. Monette.

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant l'Île de Saint-Bernard et modifiant la charte de la Ville de Châteauguay.—M. Monette.

De Dame Alice Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.—M. Monette.

Du Brigadier Général Charles Allan Smart et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sur le nom de "Quebec Goldfields Transport Company.—M. Barrette (Terrebonne).

---

M. Marier, du comité des Règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à faire certains paiements.

De la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

---

*Ordonné* que l'honorable M. Bouchard ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'incendie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Ordonné* que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi autorisant la cité de St-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de St-Hyacinthe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 25 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A Son Honneur*

*Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**JEUDI 4 MARS 1937**

---

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Louis-Philippe Lafond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant son titre relatif à la propriété d'un certain emplacement situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.—M. Marier.

Des directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du Syndic de l'Église Presbytérienne d'Écosse, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à acheter de la Puissance du Canada des pensions pour le compte des bénéficiaires.—M. Bulloch.

De la Cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Choquette.

Des Syndics de la paroisse de la Sainte-Famille de Granby, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de prélever les sommes nécessaires pour pourvoir aux remboursements d'emprunts.—M. Choquette.

De la Corporation Municipale de la Ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre elle et la Donnacona Paper Company.—M. Delagrave.

Des commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certain contrat passés et faits entre eux et la Donnacona Paper Company.—M. Delagrave.

De Dame Hermine Dalbec et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec.—M. Jolicœur.

De la compagnie de Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Messier.

De Joseph Anatole Marier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau.—M. Leclerc.

De A. Joly de Lotbinière et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Conseil Armorial de Québec.—M. Pelletier (Lotbinière).

De Adélard Bélanger, demandant l'adoption d'une loi rétablissant son titre de propriété à un certain emplacement situé à Montréal.—M. Thibault.

---

M. Marier, du comité des Règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Dame Alice Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

De l'Association des Vétérans Policiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant et modifiant certains articles de la loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.

De la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement.

Des Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

Des Frères des Écoles Chrétiennes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant l'Île de Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

De The Sherbrooke Railway & Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

---

*Ordonné* que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Châteauguay concernant l'île Saint-Bernard".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la police de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de The Sherbrooke Railway & Power Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Larouche ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Marcoux ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Marcoux ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Frères des Écoles Chrétiennes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu.* Qu'un comité spécial soit institué pour étudier les questions relatives à la chasse et à la pêche en vue d'assurer la survivance de la faune et d'augmenter les revenus de la province, et que le comité ait le pouvoir d'enquêter et d'envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers.

Que le comité soit composé des Honorables MM. Gagnon, Paquette, Bilodeau, Layton, et de MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien (Berthier), Beaudry (Stanstead), Bullock (Westmount), Caron (Maskinongé), Casgrain (Rivière-du-Loup), Delagrave (Québec-Ouest), Ducharme (Laviolette), Duguay (Lac St-Jean), Dubé (Témiscouata), Dumaine (Bagot), Jolicœur (Bonaventure), Larouche (Chicoutimi), Larivière (Témiscamingue), Labbé (Mégantic), Lawn (Pontiac), Leclerc (Charlevoix-Saguenay), Lorrain (Papineau), Paradis (Matapédia), Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson (Brôme), Roy (Montmorency), Tellier (Montcalm), Taché (Hull), Thibault (Montréal-Mercier), Trudel (St-Maurice).

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 25 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A Son Honneur*

*Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Lafleur, il est—  
*Ordonné* que le débat soit de nouveau ajourné.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 75) intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 80.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Bill 117.—Loi autorisant la cité de St-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de St-Hyacinthe.

Bill 96.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est —

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---



---

**MARDI 9 MARS 1937**

---

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Beaudry, secondé par M. Choquette, il est—  
*Ordonné* que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée.

Sur la motion de M. Pouliot (Missisquoi), secondé par M. Béique, il est—

*Ordonné* que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Farnham demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée.

---

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Three Rivers Grain & Elevator Co. Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation, et la taxation de ses biens.—M. Barrette (Terrebonne).

De la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte.—M. Boiteau.

De Dr. Chs Langlois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire du Canton de Fournière, Comté de l'Abitibi et concernant "The Canadian Malartic Gold Mines Ltd".—M. Lesage.

De Canadian Home Assurance Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Robinson.

De la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Robinson.

De Dame Marion Anderson Davidson, veuve de Leslie H. Gault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie H. Gault.—M. Robinson.

De Henry D. Clapperton en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, demandant l'adoption d'une loi relative à la vente par lui du droit de reversion dans un fonds de rente créé en vertu du testament de feu James Ross.—M. Robinson.

De The Bishop's College School Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Robinson.

---

De Henry Hawkins Rath et de Dame Dorothy Gertrude Silcock son épouse, demandant l'adoption d'une loi pour changer le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui de Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath pour autres fins.—M. Robinson.

De William Ernest Greer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation of Christians.—M. Robinson.

De "Le Sun Trust Limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits et pouvoirs octroyés, à Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company, par sa charte et prolongeant les délais pour construire.—M. Duguay.

---

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Béïque, il est—

*Ordonné* que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi refondant la Charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 25 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A Son Honneur*

*Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, secondé par M. Bercovitch, il est—

*Ordonné* que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

---

---

**MERCREDI 10 MARS 1937**

---

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Ducharme, secondé par M. Bégin, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Corporation de la Cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la Cité des Trois-Rivières, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Raynault, secondé par M. Duguay, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition "des inspecteurs d'appareils sous pression", demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "les inspecteurs d'appareils sous pression", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Beaudry.

De la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Pouliot (Missisquoi).

---

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

---

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la ville LaSalle. Les articles 4 et 5 sont soumis à votre Honorable Chambre pour considération.

---

M. Langlais, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Des Syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

Du Brigadier Général Charles Allen Smart et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Quebec Goldfields Transport Company".

De Louis-Philippe Lafond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant son titre relatif à la propriété d'un certain emplacement situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.

Des directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du Syndic de l'Église Presbytérienne d'Écosse, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à acheter de la Puissance du Canada des pensions pour le compte des bénéficiaires.

De la Cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Des Syndics de la paroisse de la Sainte-Famille-de-Granby, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de prélever les sommes nécessaires pour pourvoir aux remboursements d'emprunts.

De la Corporation Municipale de la Ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre elle et la Donnacona Paper Company.

Des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certain contrat passés et faits entre eux et la Donnacona Paper Company.

De Dame Hermine Dalbec et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec.

De la compagnie de Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Adélard Bélanger, demandant l'adoption d'une loi rétablissant son titre de propriété à un certain emplacement situé à Montréal.

De la Commission des Écoles Catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire certains emprunts.

---

Ordonné que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation The Quebec Goldfields Transport Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Thibault ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Thibault ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un certain emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Ecosse."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Messier ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de Tramways Verchères, Chambly et Laprairie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Ordonné* que M. Jolicœur ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Choquette ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi concernant les Syndics de la paroisse de la Sainte-Famille-de-Granby".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Choquette ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Delagrave ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Delagrave ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre la Corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par M. Lafleur, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi protégeant la province contre la propagande communiste".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

---

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi relative à l'expropriation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par M. Lafleur, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi relative aux exemptions de taxes municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon, ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Dussault propose, secondé par l'honorable M. Bourque:

Qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit rural provincial".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Fisher:

Qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 7) intitulé: "Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Fisher:

Qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

---



---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 25 février dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A son Honneur*

*le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Drouin, secondé par M. Bertrand (Saint-Sauveur), il est—

*Ordonné* que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## JEUDI 11 MARS 1937

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Rochefort, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Auguste De Villers, demandant l'adoption d'une loi autorisant La Société des comptables agréés de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres monsieur Auguste De Villers, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Rochefort, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant

la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 2 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de référer à la Chambre le bill suivant:

Bill 75.—“Loi concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'incendie.”

M. Marier, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Three Rivers Grain & Elevator Co., Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation de ses biens.

De la Société St-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte.

De Canadian Home Assurance Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Dame Marion Anderson Davidson, veuve de Leslie H. Gault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie H. Gault.

De The Bishops' College School Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Henry Hawkins Rath et de Dame Dorothy Gertrude Silcock, son épouse, demandant l'adoption d'une loi pour changer le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui de Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath pour autres fins.

De William Ernest Greer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation of Christians".

Du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi validant l'acte de dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal.

De la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Commission des Écoles Catholiques Romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire certains emprunts.

De A. Joly de Lotbinière et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation, le Conseil Armorial de Québec.

De Henry D. Clapperton en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, demandant l'adoption d'une loi relative à la vente par lui du droit de réversion dans un fonds de rente créé en vertu du testament de feu James Ross.

De "Le Sun Trust Limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits et pouvoirs octroyés à Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company par sa charte et prolongeant les délais pour construire.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 2 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

*Ordonné* que M. Ducharme ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de la dite ville ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal à Crédit Foncier franco-canadien."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Duguay ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Pelletier (Lotbinière) ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi constituant en corporation le Conseil Armorial de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Beaudry ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Delagrave ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant la vente du droit de reversion dans

un fonds d'annuités conformément aux termes du testament de feu James Ross".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption des dits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi modifiant la charte de Bishops College School Association".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation une congrégation religieuse appelée The Congregation of Christians".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: "Loi concernant The Canadian Home Assurance Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par M. Lafleur, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la Loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province".

En conséquence il présente ce bill.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une première fois, est mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 25 février dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*A son Honneur*

*Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et le débat continue.

M. Dumaine propose, secondé par M. Turcotte:

Que le débat s'ajourne maintenant.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Casgrain,*

*Delagrave,  
Dumaine,  
Lawn,  
Turcotte.—8.*

CONTRE:

Messieurs:

*Auger (Montréal-St-Jacques), Barrette (Terrebonne),  
Barrette (Joliette), Bégin,*

Béïque,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Bilodeau,  
Bourque,  
Boyer,  
Carignan,  
Caron,  
Dubé (Témiscouata),  
Ducharme,  
Duguay,  
Duplessis,  
Élie,  
Fleury,  
Gagnon,  
Goudreau,  
Jolicœur,  
Labelle,  
Lafleur,  
Langlais,

Larivière,  
Larouche,  
Leclerc,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Lorrain,  
Marier,  
Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Robinson,  
Rochefort,  
Roy,  
Sauvé,  
Taché,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Vachon.—46.

La motion est ainsi rejetée.

La Chambre, en conséquence, reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 25 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

*A Son Honneur*

*le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.*

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres".

Et la motion étant mise aux voix est adoptée.

M. l'Orateur-suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 11 mars 1937.

*Résolu*, Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Bryson, Garneau, Giroux, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confié la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

*Ordonné* que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les Voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

### VENDREDI 12 MARS 1937.

*Onze heures du matin.*

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:



Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

De Les Inspecteurs d'appareils sous pression, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "les inspecteurs d'appareils sous pression".

De Dr. Chs Langlois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire du Canton de Fournière, Comté de l'Abitibi et concernant "The Canadian Malartic Gold Mines Ltd".

De Joseph-Anatole Marier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation La Ville de Baie-Comeau.

---

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Raynault ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Sur la motion de M. Pouliot (Gaspé-Sud), secondé par M. Pelletier (Gaspé-Nord), il est—

*Ordonné* que M. Pouliot (Gaspé-Sud) ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi refondant la Charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 6) intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit rural provincial".

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Dussault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, Que le montant de dix millions de dollars autorisé par l'article 8 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3, soit porté à quinze millions de dollars, conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

La résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

*Ordonné* que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 6) intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le Crédit agricole provincial".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le Crédit agricole provincial".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Châteauguay concernant l'île Saint-Bernard".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 77) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la police de Montréal".

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de The Sherbrooke Railway & Power Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de 'Les Frères des Écoles Chrétiennes'".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation The Quebec Goldfields Transportation Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 83) intitulé: "Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 101) intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 90) intitulé: "Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la

propriété d'un certain emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de Tramways Verchères, Chambly et Laprairie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 85) intitulé: "Loi concernant les Syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé: "Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal à Crédit Foncier franco-canadien".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 109) intitulé: "Loi constituant en corporation le Conseil Armorial de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 76) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant la vente du droit de reversion dans un fonds d'annuités conformément aux termes du testament de feu James Ross".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 81) intitulé: "Loi changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 115) intitulé: "Loi modifiant la charte de Bishops College School Association".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 86) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des Chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 94) intitulé: "Loi constituant en corporation une congrégation religieuse appelée The Congregation of Christians".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant The Canadian Home Assurance Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la Loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province".

---

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

## MARDI 16 MARS 1937

---

Prière.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick Mullin, comptable, et Michael James McCrory, agent, tous deux de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Delagrave, secondé par M. Lawn, il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

---

Votre comité a examiné le bill (No 80) intitulé: Loi modifiant la charte de la cité de Verdun; y a fait certains amendements et a retranché du préambule, les clauses 1 à 23 inclusivement.

---

M. Marier, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Association Mutuelle des Fabriques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Order Sons Of Italy in Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

De Auguste De Villers, demandant l'adoption d'une loi autorisant La Société des comptables agréés de la Province de Québec, à admettre au nombre de ses membres, monsieur Auguste De Villers.

---

*Ordonné* que M. Lesage ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Leclerc ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi autorisant La Société des comptables agréés de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres monsieur Auguste De Villers".



En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Ducharme ait la permission de présenter un bill (No 102), intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi constituant en corporation l'*Order Sons of Italy in Quebec*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Leduc (Soulanges) ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi relative au bien-être de la jeunesse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi relative aux terrains détenus sous billet de location".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre-51".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux immeubles imposables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi, aux fins mentionnées dans l'article 31c de la Loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80), tel que édicté par la loi 1 Édouard VIII, (2e session), chapitre 21, section 1 et modifié par l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, disposer en faveur de tout exploitant de mines, aux prix, charges et conditions qu'il jugera à propos, de toute étendue de terrain nécessaire.

*Résolu, 2.*—Que les revenus provenant de la vente des terrains situés dans les villages ou les villes établies en vertu de l'article 31c de ladite Loi des mines de Québec, seront employés, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, pour aider à l'organisation de la municipalité et de ses services, pour faciliter la vente des terrains ou pour indemniser ceux qui pourront y avoir des droits et que le montant qui pourra être affecté à l'organisation de la municipalité et de ses services formera un fonds municipal qui sera détenu en fidéicommiss par le trésorier de la province et administré par le ministre des mines et des pêcheries et par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, qui pourront en déterminer l'emploi aux conditions qu'ils imposeront.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

Ledit bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que de nombreuses exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires ont été légalisées ou accordées depuis au moins vingt ans;

ATTENDU qu'au cours de la session de 1931 le gouvernement d'alors a déclaré ne pas connaître la valeur réelle des biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'exemptions ou de commutations de taxes, soit municipales, soit scolaires;

ATTENDU qu'il est du devoir d'un gouvernement de protéger et garantir les droits de la population en se rendant compte de la situation qui est faite à celle-ci par les lois adoptées;

ATTENDU qu'il est urgent et d'intérêt public d'établir le bilan des exemptions et réductions de taxes municipales et scolaires accordées aux établissements industriels et commerciaux et de connaître la valeur des biens immobiliers de ces établissements;

Qu'il soit en conséquence:

*Résolu*, 1.—Que le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce soit autorisé à établir:

1° La valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales ou scolaires; et

2° A combien s'élèvent les exemptions et les commutations des taxes municipales et scolaires accordées à ces établissements industriels ou commerciaux,—et que pour les fins ci-dessus, une somme de dix mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

*Résolu*, 2.—Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pourra nommer les officiers et les employés dont il a besoin pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquences, adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 119) intitulé: "Loi ratifiant certaine résolution et certain contrat passés et faits entre Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre la Corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 114) intitulé: "Loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**MERCREDI 17 MARS 1937**

Prière.

Sur la motion de M. Trudel, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières, et des Sœurs du Bon Pasteur, demandant l'adoption d'une loi précisant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 96.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine. Certains articles sont soumis à votre Honorable Chambre pour considération.

Bill 85.—Loi concernant les syndics de la paroisse de La Sainte-Famille-de-Granby.

Bill 82.—Loi modifiant la charte de la cité de Granby.

---

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 93.—Loi modifiant la charte de la Compagnie de Tramways Verchères-Chambly et Laprairie.

---

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 126.—Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.

Bill 77.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

Bill 115.—Loi modifiant la charte de Bishop's College School Association.

Bill 81.—Loi changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath.

*Question* par M. Casgrain.—1.—A quelle date le Dr Ernest Pettigrew a-t-il été destitué comme médecin de la prison de Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska ?

2.—Sur la recommandation de qui ?

3.—A quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis ?

4.—Pour quelles raisons a-t-il été destitué ?

5.—Si le gouvernement a destitué le docteur Pettigrew pour cause, y a-t-il eu enquête ?

6.—S'il y a eu enquête :—

a) Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue ?

b) Le docteur Pettigrew a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité d'y comparaître et de faire entendre des témoins ?

7.—Pendant combien de temps le docteur Pettigrew a-t-il été médecin de la prison de Rivière-du-Loup ?

8.—Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui ?

9.—Le département du Procureur-Général a-t-il jamais été informé qu'il n'avait pas rempli son devoir ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

1.—Le Dr Ernest Pettigrew n'a jamais été officiellement médecin de la prison, mais il était de temps à autre, appelé pour y donner ses soins professionnels, probablement à la demande du Shérif. Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a décidé de nommer officiellement un médecin et il a choisi un homme compétent après avoir obtenu les renseignements qu'il a jugé nécessaires.

Il est impossible de dire s'il y a des plaintes contre le docteur Pettigrew au Département du Procureur Général, parce que sous l'ancien gouvernement des papiers et documents de ce département ont été détruits, enlevés ou sont disparus.

*Question* par M. Casgrain.—1.—MM. Olivier Gagné, Gérard Viel, Yvon Lavoie et Mlle Anne-Marie Pelletier, employés au magasin de la Commission des Liqueurs à Rivière-du-Loup, ont-ils été congédiés ?

2.—Dans l'affirmative, à quelle date ?



3.—De quelle manière et à quelle date ont-ils été avertis que leurs services n'étaient plus requis au magasin de la Commission des Liqueurs ?

4.—Depuis quand ces quatre personnes étaient-elles à l'emploi de la Commission des Liqueurs à Rivière-du-Loup ?

5.—Y a-t-il eu des plaintes contre elles durant qu'elles ont été à l'emploi de la Commission des Liqueurs ?

6.—Dans l'affirmative, y a-t-il eu enquête ?

7.—S'il y a eu enquête, les intéressés ont-ils eu l'opportunité de se faire entendre ou cette enquête s'est-elle faite *ex-parte* ?

8.—Pour quelles raisons ces quatre employés ont-ils été congédiés ?

9.—Qui a recommandé leur destitution ou leur renvoi ?

10.—Y a-t-il eu enquête avant leur destitution ?

11.—Dans l'affirmative, les intéressés ont-ils eu l'opportunité de se faire entendre ou cette enquête s'est-elle faite *ex-parte* ?

12.—Par qui ont-ils été remplacés ?

13.—Qui a recommandé à la Commission des Liqueurs le choix de leurs remplaçants ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1.—Oui.

2.—Les instructions ont été données à cet effet le ou vers le 28 janvier 1937.

3.—Il est impossible de dire si des plaintes ont été faites contre ces personnes parce que plusieurs dossiers ou documents sont disparus.

8.—Pour ingérence politique et dans l'intérêt public. Ces anciens employés ont été remerciés de leurs services à la demande de nombreux citoyens du comté de la Rivière-du-Loup. Ont été nommés à la place desdites personnes renvoyées: MM. Ovide Laplante, Omer Lévesque, Gérard Lévesque de la Rivière-du-Loup, et Mlle Pelletier a été remplacée par M. Camille Marquis.

L'Ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières".

L'honorable M. Gagnon propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 9) intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi protégeant la province contre la propagande communiste".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi relative aux exemptions de taxes municipales".

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 107) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 84) intitulé: "Loi autorisant La Société des comptables agréés de la Province de Québec à admettre au nombre de ses membres, monsieur Auguste de Villers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 123) intitulé: "Loi constituant en corporation *the Order Sons of Italy in Quebec*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

#### JEUDI 18 MARS 1937

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 117.—Loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 101.—Loi relative aux Syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 12) intitulé: "Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province".

L'honorable M. Paquette propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi relative aux terrains détenus sous billet de location".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux immeubles impossibles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 77) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable George-Elie Amyot".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: "Loi modifiant la charte de *Bishop's College School Association*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

---

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.  
*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### VENDREDI 19 MARS 1937

*Onze heures du matin.*

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MARDI 23 MARS 1937

Prière.

Sur la motion de M. Larivière, secondé par M. Lesage, il est—

*Ordonné*, que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Louis-de-Gonzague Prevost, Avocat et Conseiller du Roi; Daniel Hilman, Ingénieur Civil, et Geoffrey G. Ommanney, Ingénieur Civil, tous trois de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Temiscamingue et Abitibi Railway Company, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 104.—Loi modifiant la charte de Les Frères des Écoles Chrétiennes.

Bill 105.—Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles chrétiennes de Québec.

Bill 118.—Loi concernant la commission des Écoles catholiques de Verdun.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 111.—Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.

Le bill suivant a été référé à la Chambre:

Bill 92.—Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse.

Les bills suivants ont été rejetés:

Bill 86.—Loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.

Bill 84.—Loi autorisant la société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Auguste De Villers.

M. Boyer, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 116.—Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 87.—Loi modifiant la charte de "The Sherbrooke Railway and Power Company".

Bill 124.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.



Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

---

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Bourque dépose sur le bureau de la Chambre;

Rapport des Chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1935, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31 des Statuts Refondus de la province de Québec, de 1925.

*(Document de la session No 9).*

États, Rapports et Statistiques des Chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1935, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts Refondus de la province de Québec, de 1925.

*(Document de la session No 10).*

L'honorable M. Paquette dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1935-1936.

*(Document de la session No 12).*

Rapport de l'Assistance Publique pour l'année finissant le 30 juin 1936.

*(Document de la session No 11).*

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'à partir du trente mars, la Chambre tienne une séance à trois heures de l'après-midi tous les jours de la semaine, le samedi et le dimanche exceptés, et qu'à chaque séance, sauf celle du mercredi, l'ordre

des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi abolissant les exemptions et réduction des taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 7) intitulé: "Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU qu'il y a lieu d'aider les pêcheurs à disposer avantageusement du fruit de leur pêche en leur procurant l'organisation frigorifique nécessaire à la conservation du poisson;

ATTENDU qu'il importe aussi d'assurer aux pêcheurs une réserve constante de boëtte et que cette organisation frigorifique permettra d'atteindre cette fin;

Qu'il soit en conséquence:

*Résolu, 1.*—Que le ministre des mines et des pêcheries soit autorisé à établir et à aménager des entrepôts frigorifiques pour y conserver le poisson et la boëtte et qu'il puisse aux mêmes fins acquérir des entrepôts frigorifiques existants.

*Résolu, 2.*—Que le ministre des mines et des pêcheries soit autorisé à fixer le site de ces entrepôts; établir un plan d'aménagement des entrepôts qu'il construira ou acquerra, et déterminer les conditions auxquelles ces entrepôts seront mis à la disposition des pêcheurs.

*Résolu, 3.*—Que tout immeuble dont la prise de possession sera nécessaire pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique puisse être acquis par le ministre des mines et des pêcheries, à l'amiable ou par expropriation, et que cette acquisition s'étende à tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconque affectant l'immeuble.

*Résolu, 4.*—Que les dépenses encourues pour l'établissement, l'acquisition et l'aménagement d'entrepôts frigorifiques en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soient payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des mines et des pêcheries, mais que cependant ces dépenses ne doivent pas excéder cent mille dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois et une seconde et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 7) intitulé: "Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 5) intitulé: "Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

##### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Layton,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bourque,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Chaloult,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Coonan,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Vachon.</i> —54.

#### CONTRE

##### Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Bouchard,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Casgrain,</i>

*Connors,  
Dansereau,  
Delagrave,*

*Dumaine,  
Messier.—9.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements les bills suivants:

Bill No 2, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province."

Bill No 3, intitulé: "Loi relative aux exemptions de taxes municipales."

Bill No 4, intitulé: "Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal."

Bill No 8, intitulé: "Loi protégeant la province contre la propagande communiste."

Bill No 9, intitulé: "Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires."

Bill No 13, intitulé: "Loi concernant les municipalités dans les régions minières."

Bill No 14, intitulé: "Loi relative aux terrains détenus sous billet de location."

Bill No 15, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession."

Bill No 16, intitulé: "Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51."

Et, alors la Chambre s'ajourne.

---

### MERCREDI 24 MARS 1937

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 123.—Loi constituant en corporation "The Order Sons of Italy in Quebec".

---

L'honorable M. Bouchard propose, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de tous documents et correspondances concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois.

La motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier) secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 6, intitulé: "Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial".

---

Sur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 2 Loi modifiant la Loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province.
- 3 Loi relative aux exemptions de taxes municipales.
- 4 Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal.
- 6 Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.
- 8 Loi protégeant la province contre la propagande communiste.
- 9 Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.
- 13 Loi concernant les municipalités dans les régions minières.
- 14 Loi relative aux terrains détenus sous billet de location.
- 15 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession.
- 16 Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51.



---

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills”.

Et à leur retour.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Bouchard, dont elle a été saisie, à la présente séance, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: copie de tous documents et correspondances concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

#### JEUDI 25 MARS 1937

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 95.—Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

*Ordonné* que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 152) intitulé: “Loi modifiant le Code du notariat”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Trudel, il est—

*Ordonné* que M. Barré ait la permission de présenter un bill (No 153) intitulé: “Loi modifiant le Code municipal concernant les chiens errants”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Tremblay dépose, sur le bureau de la Chambre:  
Neuvième Rapport Annuel de la Commission des Accidents du  
Travail de Québec, 1936.

(Document de la session No 13).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

L'honorable M. Tremblay propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Tremblay informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées à même le fonds consolidé du revenu ; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour le paiement de ces dépenses extraordinaires ; que le produit de ces emprunts ne doive être employé qu'au paiement des allocations et des autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi et que, en attendant le produit de ces emprunts, le trésorier de la province puisse avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises aux fins prévues par la présente résolution et que ces avances doivent être remboursées à même le produit des emprunts.

*Résolu, 2.*—Que les employés nécessaires à l'application et au bon fonctionnement de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient nommés et leur salaire fixé et payé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10) ou de la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A,) selon le cas.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du Comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Gagnon</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Hamel</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Jolicœur</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Labbé</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labelle</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Laflleur</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Larouche</i> ,
<i>Bélanger</i> ,	<i>Layton</i> ,
<i>Bellemarre</i> ,	<i>Leclerc</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boiteau</i> ,	<i>Marcoux</i> ,
<i>Carignan</i> ,	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Chaloult</i> ,	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Coonan</i> ,	<i>Raynault</i> ,
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Rocheffort</i> ,
<i>Ducharme</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Duplessis</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Élie</i> ,	<i>Thibault</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Trudel</i> ,
<i>Gagné</i> ,	<i>Vachon</i> .—42.

## CONTRE:

Messieurs:

<i>Bastien</i> ,	<i>Connors</i> ,
<i>Bouchard</i> ,	<i>Delagrave</i> ,
<i>Bouthillier</i> ,	<i>Messier</i> .—6.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

Ledit bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour être étudié à la prochaine séance.

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité

(EN COMITÉ)

*Résolu.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse augmenter, au montant qu'il déterminera, les droits prévus par l'article 37 de la Loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37) pour chaque catégorie des permis visés par ledit article 37.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

*Ordonné* que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill No 24, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

---

Sur la motion de M. Thibault, secondé par M. Roy, il est—

*Ordonné* que les articles 497, 498, 499, 503, 510, 511, 542 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. le chanoine Drouin et de Me Jean-Marie Bureau demandant l'adoption d'une loi pour modifier la Loi constituant en corporation la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 132 intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Thibault, en conséquence, présente le bill No 132, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Gagnon, du comité spécial de la Chasse et de la Pêche, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre Comité s'est réuni ce matin et a choisi comme son Président l'honorable M. Onésime Gagnon; il a en plus fixé son quorum à cinq. M. William Ross Bulloch a été choisi Vice-Président du Comité. Monsieur L.-P. Gagnon a été nommé Secrétaire du Comité. Le Comité s'ajourne au 31 mars à 10.00 heures du matin.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

---

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MARDI 30 MARS 1937

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Achille Joli-Cœur, avocat, C.R., qui parlait dimanche soit le 14 mars à la Radio, est-il le même M. Achille Joli-Cœur, avocat, C.R., employé civil, aviseur légal au département du Prêt Agricole?

2. Si oui, à la demande de qui cet employé civil a-t-il accepté le rôle de faire publiquement de la propagande politique?

3. Dans l'affirmative, quelle attitude le Gouvernement entend-il prendre dans le cas de cet employé civil et envers ceux qui lui ont fait jouer ce rôle?

4. Quel est le salaire de M. Achille Joli-Cœur?

*Réponse* par l'honorable M. Dussault:

1. Le gouvernement l'ignore.

2 et 3. Répondus par le No 1.

4. Monsieur Achille Jolicœur, C.R., avocat de la cité de Québec, a été nommé aviseur légal relativement au crédit agricole provincial et son traitement est de \$150.00 par mois.

*Question* par M. Chaloult.—1. Quels sont les noms des économistes experts et techniciens que le député des Trois-Rivières a déclaré, à la séance du 10 mars, avoir été retenus par les départements du commerce et de la colonisation et qui sont destinés à faire partie du conseil économique de la province?

2. Quel est le traitement de chacun de ces employés ?

3. Quand feront-ils partie du conseil économique ?

*Réponse* par l'honorable M. Bilodeau :

Cette question n'est pas conforme aux déclarations faites par le Premier Ministre à la séance du 10 mars.

*Question* par M. Casgrain.—1. L'usine de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, est-elle réouverte ?

2. Si oui :

a. Depuis quand ?

b. Par qui est-elle exploitée ?

c. Combien d'ouvriers y sont employés ?

d. Quel est le montant des salaires payés chaque mois ?

e. A quelles conditions le gouvernement a-t-il obtenu la réouverture de cette usine ?

f. Le gouvernement a-t-il engagé le crédit de la province, et, si oui, jusqu'à concurrence de quel montant ?

3. Si l'usine de Chandler n'est pas encore réouverte, quand le sera-t-elle ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

1. Cette usine est fermée depuis plusieurs années.

2. a, b, c, d, e, f, répondus par le No 1.

3. Grâce aux démarches du gouvernement actuel, nous avons lieu de croire que l'usine sera ouverte prochainement et qu'elle commencera ses opérations dans le plus court délai possible.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra choisir trois personnes de cette province auxquelles il confiera la révision et la refonte des lois d'un caractère général et permanent et que ces personnes recevront le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

*Résolu, 2.*—Que chaque fois qu'elles jugeront qu'une partie de ce travail de refonte est suffisamment avancé, ces personnes en transmettront un nombre suffisant d'exemplaires au procureur général avec leur rapport.

*Résolu, 3.*—Que le procureur général pourra adjoindre à ces personnes pour les aider dans l'accomplissement de ce travail de refonte, les secrétaires, commis et autres employés dont il jugera nécessaire de retenir les services et il pourra fixer leur traitement.

*Résolu, 4.*—Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.



Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a par terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la présente séance.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de Tramways Verchères-Chambly et Laprairie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Frères des Écoles chrétiennes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation *La Fédération des Scouts Catholiques de la province de Québec*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et envoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 21) intitulé: "Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Tremblay propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Connors:

Que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instruction de l'amender:

1. En étendant le bénéfice de la loi aux mères nécessiteuses quelque soit le nombre des enfants et à celles dont l'époux est hospitalisé ou incapable de travailler en raison d'une maladie incurable;

2. En établissant dans la loi la quotité de la pension;

3. En décrétant que les pensions seront payées à même le fonds consolidé de la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,  
Bouchard,*

*Casgrain,  
Connors,*

*Dansereau,  
Delagrave,  
Lawn,*

*Messier,  
Turcotte,  
—9.*

# CONTRE

Messieurs:

*Auger (Gatineau),  
Auger (Montréal-St-Jacques),  
Barré,  
Bégin,  
Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Bilodeau,  
Boiteau,  
Bourque,  
Carignan,  
Caron,  
Choquette,  
Coonan,  
Dubé (Rimouski),  
Dubé (Témiscouata),  
Ducharme,  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Fisher,  
Fleury,*

*Gagné,  
Gagnon,  
Goudreau,  
Labbe,  
Labelle,  
Lafleur,  
Larouche,  
Layton,  
Leclerc,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Marier,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Roy,  
Sauvé,  
Taché,  
Tardif,  
Trudel,  
Vachon.—45.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Question* par M. Casgrain.—1. Le gouvernement a-t-il payé les salaires des cantonniers et des hommes qui ont travaillé sous leurs ordres à l'entretien des chemins, dans le comté de Rivière-du-Loup, pour la période s'étendant du 17 août au 29 août inclusivement, 1936?

2.—Dans la négative:—

a) Quel est le montant total dû?

b) Sur la recommandation de qui ces paiements ont-ils été différés ou refusés?

c) Qui a donné les instructions de ne pas payer: est-ce le Ministre de la Voirie ou le Procureur-Général?

3.—Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il négligé ou refusé de payer ces comptes?

4.—Est-ce l'intention du gouvernement de payer?

5.—Dans l'affirmative, quand les paiements seront-ils faits?

6.—Dans la négative, quelles raisons a le gouvernement de refuser de payer?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:—

Après l'entrée en fonction du gouvernement actuel, des enquêtes s'imposaient afin de connaître le montant des deniers publics détournés par l'ancien gouvernement durant son stage au pouvoir, en vue de préparer les élections générales de 1936.

Ces enquêtes ont été poursuivies avec toute la célérité possible vu l'urgence des problèmes nombreux légués par l'ancien gouvernement; elles ont révélé de nombreux abus; elles ont été terminées ces jours-ci, et tous ceux qui ont droit d'être payés le seront sans délai.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. Combien y a-t-il d'enquêteurs pour distribuer les secours directs dans le comté de Gaspé-Nord?

II. Quels sont leurs noms et leurs adresses?

III. Quel salaire mensuel reçoivent-ils?

*Réponse* par l'honorable M. Auger:

1.—Dix enquêteurs.

2.		3.
Noms des enquêteurs	Adresses	Salaire mensuel
MM. Côté, L.-P.....	Cap-Chat.....	\$75.00
" Pelletier, Alexis.....	St-Bernard des Caps.....	75.00
" Boucher, Jos.....	Manche d'Épée.....	75.00
" Côté, Georges.....	St-Yvon.....	75.00
" Lescelleur, John.....	Cloridorme.....	75.00
" Bérubé, Ephrem.....	Cap Chat.....	75.00
" Anctil, Ernest.....	St-Maurice.....	75.00
" Blanchet, Adalbert.....	Rivière Madeleine.....	75.00
" Richard, Irénée.....	Grande Vallée.....	75.00
" St-Laurent, Edmond.....	St-Joachim.....	75.00

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi relative au bien-être de la jeunesse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Goudreau,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Carignan,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.</i>
<i>Gagnon,</i>	—39.

#### CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Dansereau,</i>	—9.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant le Code du notariat".

---

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MERCREDI 31 MARS 1937

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Commissaires d'Écoles de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites scolaires de ladite cité, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 109.—Loi constituant en corporation le Conseil Armorial de Québec, et soumet le préambule à votre considération.

---

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 103.—Loi constituant en corporation "The Quebec Goldfields Railway Company".

---

Sur la motion de M. Pouliot (Gaspé-Sud), il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état démontrant:

1. Combien y a-t-il de rivières à saumon (a) sur la côte nord et (b) sur la côte sud du fleuve Saint-Laurent, y compris la Gaspésie et le comté de Bonaventure?

2. Combien de ces rivières ont été louées à des clubs ou à des individus, et à qui?

3. Sur la recommandations de qui, à quelles dates et pour combien de temps le droit de pêche dans ces rivières a-t-il été loué ?

4. Dans combien de rivières à saumon un citoyen de la province de Québec qui ne fait pas partie d'un club a-t-il le droit de pêcher le saumon ?

L'honorable M. Gagnon, dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour demandant un état démontrant:

1. Combien y a-t-il de rivières à saumon (a) sur la côte nord et (b) sur la côte sud du fleuve Saint-Laurent, y compris la Gaspésie et le comté de Bonaventure ?

2. Combien de ces rivières ont été louées à des clubs ou à des individus, et à qui ?

3. Sur la recommandation de qui, à quelles dates et pour combien de temps le droit de pêche dans ces rivières a-t-il été loué ?

4. Dans combien de rivières à saumon un citoyen de la province de Québec qui ne fait pas partie d'un club a-t-il le droit de pêcher le saumon ?

(Document de la session No 14).

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. A quelle date M. Philippe Coulombe, garde-chasse et pêche, de Oskelaneo, Abitibi, a-t-il été destitué ?

II. Y a-t-il eu une enquête dans son cas ?

III. Si oui, par qui cette enquête a-t-elle été faite ?

IV. Pour quelle raison a-t-il été démis de ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

I. 5 novembre 1936.

II. et III. Non.

IV. Dans l'intérêt public.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger, qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Le Gouvernement a-t-il payé des subventions à des cultivateurs du comté de Beauce depuis le 26 août 1936, en vertu de la loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, 25-26 George V, chapitre 35 (établissement sur des terres libres) ?

2. Dans l'affirmative:

(a) Quels sont les cultivateurs qui ont ainsi reçu des subventions ?

(b) A quel endroit résident-ils ?

(c) A quelle date ces subventions ont-elles été payées ?

(d) Ont-elles été payées à chacun des cultivateurs directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs personnes ?

(e) S'il y a eu un ou des intermédiaires pour la distribution de ces subventions, donnez les noms, prénoms, occupations et adresses de ce ou de ces intermédiaires ?

(f) Quel montant chaque cultivateur a-t-il reçu ?

Et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger, qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant :

1. Le Gouvernement a-t-il payé des subventions à des cultivateurs du comté de Beauce depuis le 26 août 1936 à date, en vertu de la loi désignée par le Ministère de la Colonisation sous le nom de et communément appelée "La loi dite de l'établissement des fils de cultivateurs et par laquelle un père peut obtenir un octroi de \$300.00 pour l'établissement de son fils" ?

2. Dans l'affirmative :

(a) Quels sont les cultivateurs qui ont ainsi reçu des subventions ?

(b) A quel endroit résident-ils ?

(c) A quelle date ces subventions ont-elles été payées ?

(d) Ont-elles été payées à chacun des cultivateurs directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs personnes ?

(e) S'il y a eu un ou des intermédiaires pour la distribution de ces subventions, donnez les noms, prénoms, occupations et adresses de ce ou de ces intermédiaires ?

(f) Quel montant chaque cultivateur a-t-il reçu ?

Et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger, qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant :

I. Quels sont les aides de cultivateurs qui sont placés avec les octrois du gouvernement dans les paroisses de St-Gervais, Honfleur et St-Lazare ?

II. Chez quels cultivateurs sont-ils ou sont-elles placés ?

III. De quelle paroisse viennent-ils ou viennent-elles ?

IV. Quels sont les noms des pères ou mères de famille dont ils ou elles dépendent ?

V. Quel montant ont-ils ou ont-elles reçu comme octrois, frais de déplacement ou autres ?

Et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et d'adopte.



Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Connors, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts. à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup: l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles, ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu".

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Connors, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis le 17 août 1936, relativement à l'établissement d'un bureau de Colonisation à Notre-Dame du Lac, dans le comté de Témiscouata et à la fermeture du bureau de Colonisation de Rivière-du-Loup.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant la Code municipal concernant les chiens errants".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 20, intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que le ministre des mines et des pêcheries puisse nommer des gardiens et autres fonctionnaires pour l'application de la Loi du

---

parc national de la Gaspésie édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions et déterminer leurs fonctions et leur traitement.

*Résolu, 2.*—Que le gouvernement de la province puisse acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation, tout terrain privé situé dans le parc national de la Gaspésie ou tout droit ou intérêt affectant tel terrain et qu'il puisse aussi donner des biens du domaine public en échange de tel terrain, droit ou intérêt.

*Résolu, 3.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer un surintendant pour prendre charge de l'application de la Loi du parc national de la Gaspésie et des règlements établis sous son empire, et déterminer son traitement.

*Résolu, 4.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire des règlements pour l'octroi et le prix des licences et des permis.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer une somme annuelle de vingt-cinq mille dollars pendant dix ans pour l'exécution de ladite Loi du parc national de la Gaspésie et que toute partie non dépensée du montant prévu pour une année soit ajoutée à celui de l'année suivante.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation Les Frères des écoles chrétiennes de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est.—

*Ordonné* que l'ordre soit révoqué.

*Ordonné* que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

L'honorable M. Tremblay propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Tremblay informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que la part contributive des pensions aux aveugles mise à la charge du gouvernement de la province en vertu d'une convention prévue par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit payée par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu et qu'il en soit ainsi des autres dépenses occasionnées par l'exécution d'une telle convention et par l'application de ladite loi.

*Résolu, 2.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toute-fois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour le paiement des dépenses extraordinaires et que le produit de ces emprunts ne doive être employé qu'au paiement de la part contributive du gouvernement de la province pour les pensions aux aveugles et des autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions.

*Résolu, 3.*—Que, en attendant le produit de ces emprunts, le trésorier de la province puisse avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, et de toute convention conclue sous son empire et que ces avances devront être remboursées à ce fonds dès la perception du produit des emprunts.

*Résolu, 4.*—Que les employés nécessaires à l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions et à l'exécution de toute convention visée par l'article 1 de ladite loi puissent être nommés et leur salaire fixé et payé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Et la motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Barrette</i> (Terrebonne),
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Bégin</i> ,

*Béique,*  
*Bertrand (St-Sauveur),*  
*Bilodeau,*  
*Boiteau,*  
*Boyer,*  
*Bulloch,*  
*Carignan,*  
*Caron,*  
*Castonguay,*  
*Choquette,*  
*Coonan,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Ducharme,*  
*Duguay,*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Elie,*  
*Fleury,*  
*Gagné,*  
*Gagnon,*  
*Goudreau,*  
*Jolicœur,*

*Labbé,*  
*Labelle,*  
*Lafleur,*  
*Langlais,*  
*Larouche,*  
*Layton,*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*  
*Marier,*  
*Paquette,*  
*Paradis,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Raynault,*  
*Rousseau,*  
*Roy,*  
*Sauvé,*  
*Tardif,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel.—50.*

# CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Dansereau,</i>	—11.

La motion est adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

**JEUDI 1er AVRIL 1937**

---

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 113.—Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier-Franco-Canadien.

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 22 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 150.—Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Et sans amendement, le bill suivant :

Bill 89.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation.

M. Marier, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

Du Séminaire Saint-Joseph des Trois-Rivières, et des Sœurs du Bon Pasteur, demandant l'adoption d'une loi précisant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard.

De Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick Mullin, comptable et Michael James McCrory, agent tous deux de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready.

---

De La Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 22 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

---

*Ordonné* que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi concernant la Commission des Écoles Catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Trudel ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Gagnon dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du ministre des Mines et des Pêcheries de la Province de Québec pour l'année financière 1935-36.

(Document de la session No 15.)

---



M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie le certificat d'élection suivant:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 1er avril 1937.

A Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le treize février mil neuf cent trente-sept et adressé à M. Joseph-A. Lambert, avocat et président d'élection résidant à Saint-Joseph-de-Beauce, M. Joseph-Émile Perron, comptable à East-Broughton, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Raoul Poulin, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,  
L.-P.-GEOFFRION.

M. Joseph-Émile Perron, député du collège électoral de Beauce, qui a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, est présenté et prend séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le Bill "B", intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale", pour lequel il demande son adhésion.

Sur la motion de M. Bélanger, il est—

*Ordonné* que le bill "B" du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant La Loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale" soit maintenant lu une première fois.

Le bill est, en conséquence, lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc national de la Gaspésie".

---

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill, et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la séance.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de M. Carignan, secondé par M. Langlois, il est—

*Ordonné* que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc national de la Gaspésie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Gagnon:

*Résolu* que le nom de M. Perron soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, du comité du code municipal et du comité des comptes publics.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 25) intitulé: "Loi d'assistance aux aveugles".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**VENDREDI 2 AVRIL 1937**

---

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval, et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 99.—Loi modifiant la charte de "Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company".

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 88.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 5, intitulé: Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Bill No 7, intitulé: Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.

Bill No 21, intitulé: Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

---

*Question* par M. Casgrain.—1. Combien de compagnies minières ont été incorporées depuis le 1er septembre 1936 ?

2. Quelles sont ces compagnies ?

3. Y en a-t-il qui sont actuellement en opération ?

4. Quelles sont-elles ?

*Réponse* par l'honorable M. Paquette:

1. 106.

2. Gold Mining Financial Corporation.

(Sans responsabilité personnelle)

Louvest Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Malco Explorations Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Grenfell Goldfields Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Richard Exploration Company, Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Trout Creek Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Syndicat des Mines d'Or Matchi Manitou Limitée.

(Sans responsabilité personnelle)

Vega Gold Mines Ltd.

(Sans responsabilité personnelle)

Ramsey Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Twinmac Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Fontana Gold Mines, Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Westwood Cadillac Mines, Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Valco Cadillac Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Twinlake Cadillac Gold Mines Syndicate Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Crown Point Gold Mines Company, Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Caché Lake Chibougamau Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

La Salle Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Arncœur Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

---

Central Chibougamau Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Roy Chibougamau Mining Company Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Radio Prospectors Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Scott Chibougamau Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Dubuisson Goldfields Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Beaucourt Gold Mines Ltée.	(Sans responsabilité personnelle)
Chibougamau Ventures Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
East Cadillac Syndicate Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
McRae Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Barraute Mining Company Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
La Compagnie Minière Barrauté Limitée.	(Sans responsabilité personnelle)
Thompson Bousquet Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
La Compagnie Minière Mirador Mining Company.	(Sans responsabilité personnelle)
West Siscoe Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Sarmac Gold Mining Corporation.	(Sans responsabilité personnelle)
Acme Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Tudor Company Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Chibougamau North Gold Mining Corporation.	(Sans responsabilité personnelle)
Bapoma Bousquet Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Twinlake Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Brown Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Consolidated Mines & Finance Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)

---

---

The Chibougamau Proulx Bay Gold Mine Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
La Mine d'Or de la Baie Proulx de Chibougamau Ltée.	(Sans responsabilité personnelle)
Primont Exploration Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Mines Landry Limitée.	(Sans responsabilité personnelle)
Landry Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Central Duvernay Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Daubree Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Peninsula Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Mainland Chibougamau Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Penn Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Flavrian Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Yates United Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Centremaque Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Benard Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Quemaque Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
York Bousquet Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Ford Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
La Pause Gold Mining Corporation Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Bayside Malartic Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Macdonald Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Coronation Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Lake Bousquet Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)

---

Laval Bousquet Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Central Louvicourt Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Cavalier Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Continental Explorations Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Cadillac Goldfields Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Macaboug Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Abbeville Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Sullivan Bourlamaque Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Gignac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Taylor Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Tiblemont Siscoe Mining Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Oremonte Mines Inc.	(Sans responsabilité personnelle)
Valmac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Valpin Cadillac Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Pershing Manitou Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Granby Kent Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Iroquois Gold Mining Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Cournor Mining Company, Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Questor Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
National Malartic Mining Company Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Beau Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
West Duvernay Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)

---

LaRoc Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Porcupine Brismont Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Mary Jane Copper Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Barrow Engineering & Development Company, Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Duvernay Goldfields Corporation.	(Sans responsabilité personnelle)
La Compagnie des Placements Miniers de Québec Inc.	(Sans responsabilité personnelle)
Higginson Gold Mines Ltd.	(Sans responsabilité personnelle)
Canadian Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Bourlamaque Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Joannes Davidson Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Gladstone Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Ricanaw Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Remo-Katrine Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Beauchastel Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Cassels Duval Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Bourlamaque Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
O'Hara Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Caledonia Cadillac Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Ioma Duvernay Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Senator Rouyn Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Lago Gold Mines Limited.	(Sans responsabilité personnelle)
Les Mines d'Or Provencher Limitée.	(Sans responsabilité personnelle)



St. James Gold Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

High Camp Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

Quebec United Mines Limited.

(Sans responsabilité personnelle)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 22) intitulé "Loi relative aux taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 23) intitulé: "Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

• *Résolu*, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner trois personnes pour étudier les divers systèmes d'imposition de taxes provinciales, municipales, scolaires et autres actuellement en usage

dans la province et les réformes à y apporter et que ces personnes recevront le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

*Résolu, 2.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adjoindre aux personnes mentionnées dans la résolution qui précède, pour les aider dans l'accomplissement de leurs fonctions, les secrétaires, commis et autres employés dont elles auront besoin et fixer leur traitement.

*Résolu, 3.*—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 29) intitulé: "Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 28) intitulé: "Loi concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'Assurance mutuelle du Commerce contre l'incendie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a

pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MARDI 6 AVRIL 1937

Prière.

Sur la motion de M. Trudel, secondé par M. Choquette, il est—

*Ordonné* que les articles 506 à 508, 510, 511, 513, 514. et 543 des règles et règlements soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Blanche Laurence, épouse séparée de biens de monsieur Émile Desrochers, médecin de Montréal et de dame Alice Laurence, épouse séparée de biens de monsieur J. G. Bridges, des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint; que cette pétition soit maintenant lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 125, intitulé: "Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Trudel, en conséquence, présente un bill (No 125) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 91.—Loi modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île St-Bernard.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:  
Bill 152.—“Loi modifiant le Code du Notariat”.

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 97.—“Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec”.

Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Taché, il est—

*Ordonné* que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 154) intitulé: “Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Labelle, secondé par M. Marier, il est—

*Ordonné* que M. Labelle ait la permission de présenter un bill (No 155) intitulé: “Loi concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire.”

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: “Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85 relativement aux aqueducs municipaux”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No. 32) intitulé: “Loi relative à la Commission des services publics de Québec”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: “Loi déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taché, secondé par M. Auger (Gatineau), il est—

*Ordonné* que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dubé (Témiscouata), secondé par M. Marier, il est—

*Ordonné* que M. Dubé (Témiscouata) ait la permission de présenter un bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Fisher dépose, sur le bureau de la Chambre:

État des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

*(Document de la session No 16).*

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger:

Que le comité des comptes publics soit autorisé:

1. A continuer une enquête et à requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier relativement à toute affaire ou matière ayant trait, directement ou indirectement, à l'administration de la province ou à la gestion des deniers de celle-ci;

2. A employer deux sténographes bilingues pour recueillir les dépositions des témoins entendus et prendre les autres notes que le comité jugera nécessaire;

3. A siéger les jours où la chambre ne tiendra pas de séance;

4. A considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics institué à la dernière et à l'avant-dernière session de la Législature a reçues au cours de l'enquête qu'il a commencée.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

### POUR

#### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Hamel,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Lafleur,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Langlois,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Beique,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Chaloult,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot,</i> (Gaspé-Sud),
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Drouin,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Rochefort,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Vachon.</i> —68.

## CONTRE

Messieurs

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Casgrain,*

*Connors,  
Delagrave,  
Messier,  
—7.*

La motion est ainsi adoptée.

L'honorable M. Auger propose, secondé par l'honorable M. Bourque:

Que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 30) intitulé: "Loi pour protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et pour réparer les erreurs de l'ancien gouvernement".

L'honorable M. Bouchard objecte que l'avis donné n'est pas suffisant. M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 34) intitulé: "Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins".

L'honorable M. Fisher transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1938, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement.

E.-L. PATENAUDE.

Québec, le 6 avril 1937.

(Document de la session No 1).

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par l'honorable M. Bartien, il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 10) intitulé: "Loi relative à l'expropriation".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.



L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du Commerce contre l'incendie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de La Sainte-Famille-de-Granby".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement no 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la *Brown Corporation*."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 129) intitulé: "Loi concernant la Commission des Écoles Catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 130) intitulé: "Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. Bouchard propose, secondé par l'honorable M. Bastien:

1. Que cette Chambre ayant pris connaissance de la teneur d'une lettre adressée par le professeur W. B. Pitkin, de l'Université Columbia, à W. B. Northgrave, de Toronto, dont un extrait a été publié dans "The Globe and Mail" de Toronto, le samedi 27 février 1937, et dans laquelle ledit professeur accumule une série d'insultes absolument gratuites à l'adresse de millions de Canadiens-français vivant sur le continent américain et dont 4,000,000 environ sont des loyaux sujets des États-Unis, proteste énergiquement contre ces accusations malicieuses, libelleuses et fausses et, désire attirer l'attention du Président de l'Université Columbia, le professeur Nicholas Murray Butler, pour qu'il prenne toute action qu'il jugera juste dans la circonstance.

2. Que le greffier de cette Chambre reçoive instruction de transmettre copies de la présente résolution et de l'article paru dans le *Globe and Mail*, de Toronto, aux dits Professeurs Nicholas-Murray Butler et W. B. Pitkin.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Pouliot (Missisquoi), secondé par M. Boiteau, il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi concernant la dation en paiement par La Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco Canadien".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'ordre soit révoqué.

*Ordonné* que ledit bill soit renvoyé au comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, secondé par M. Lorrain: Qu'il soit résolu:

Que cette chambre se rend compte de la nécessité d'étudier d'une façon pratique la disproportion évidente qui a existée jusqu'ici entre les propriétaires d'automobiles dans les centres urbains et dans les centres ruraux quant au taux d'enregistrement.

Que cette chambre est d'avis d'accorder une réduction de ce taux d'enregistrement dans les campagnes où il n'y a pas de circuit d'hiver pour les automobiles.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) retire sa motion.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 34, intitulé: "Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins".

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Auger informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que les caisses populaires Desjardins sont appelées à rendre de grands services à la population de la province en général et à celle de nos campagnes en particulier;

Attendu qu'elles constituent un encouragement et une sauvegarde à l'épargne populaire;

Attendu qu'il est opportun d'affecter des octrois publics raisonnables à la diffusion, au maintien et à la surveillance de ces caisses dans la province.

Qu'il soit en conséquence

*Résolu*, 1.—Que le gouvernement pourra accorder des subsides annuels à toute fédération de caisses populaires Desjardins, constituée en vertu de l'article 49 de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 254), pour la diffusion, le maintien et la surveillance de ces caisses dans la province.

*Résolu*, 2.—Que ces subsides pourront être accordés pour un montant total annuel de quarante mille dollars pendant une période de cinq ans.

*Résolu*, 3.—Que le ministre de l'agriculture sera autorisé à signer au nom du gouvernement des contrats déterminant les conditions d'emploi et les termes de paiement de ces subsides.

*Résolu*, 4.—Que ceux-ci seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté quatre résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Sherbrooke Railway and Power Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Auger* (Gatineau),  
*Barrette* (Joliette),  
*Bégin*,  
*Béique*,  
*Bélanger*,  
*Bilodeau*,  
*Boiteau*,  
*Bourque*,  
*Boyer*,  
*Caron*,  
*Castonguay*,  
*Ducharme*,  
*Duguay*,  
*Duplessis*,  
*Dussault*,  
*Fleury*,  
*Gagné*,  
*Gagnon*,  
*Labbé*,  
*Labelle*,  
*Laflour*,

*Langlais*,  
*Larouche*,  
*Layton*,  
*Leclerc*,  
*Leduc* (Soulanges),  
*Lesage*,  
*Lorrain*,  
*Marier*,  
*Paradis*,  
*Pelletier* (Gaspé-Nord),  
*Pelletier* (Lotbinière),  
*Perron*,  
*Pouliot* (Missisquoi),  
*Robinson*,  
*Roy*,  
*Taché*,  
*Tardif*,  
*Tellier*,  
*Thibault*,  
*Tremblay*,  
*Vachon*.—42.

CONTRE

Messieurs:

*Barré*,  
*Bastien*,  
*Bouchard*,  
*Casgrain*,  
*Chaloult*,  
*Connors*,  
*Delagrave*,

*Drouin*,  
*Dumaine*,  
*Hamel*,  
*Marcoux*,  
*Messier*,  
*Turcotte*.  
—13.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Combien y avait-il de services au département de l'Agriculture le 26 août 1936 ?

2. Est-ce que le nombre de ces services a été augmenté depuis le 26 août 1936 ?

3. Dans l'affirmative, quel est le nombre de l'augmentation de ces services ?

a) Sous quelle dénomination le ministère de l'Agriculture désigne-t-il ces nouveaux services ?

b) Quel est le nom de chacun des nouveaux titulaires de ces services ?

c) Quel service chacun d'eux dirige-t-il ?

d) Quel était le salaire de chacun de ces nouveaux chefs de services au 26 août 1936 ?

e) Quel est leur salaire maintenant ?

4. Le ministère de l'Agriculture a-t-il engagé des hommes de l'extérieur ou a-t-il procédé par voie de promotion ?

a) Dans l'affirmative: Par quel moyen dans l'un ou dans l'autre cas ?

b) Quels sont leurs salaires ?

5. Monsieur S.-J. Chagnon a-t-il été promu ?

a) Dans l'affirmative, à quel poste ?

b) Quel était son salaire le 26 août 1926 ?

c) Quel est-il maintenant ?

*Réponse* par l'honorable M. Dussault:

1.—4

2.—Oui

3.—5

<i>a et c</i>	<i>b</i>	<i>d</i>	<i>e</i>
Enseignement agricole... J.-C. Magnan . . . . .		\$2,800.00	\$3,499.00
Grande culture . . . . . André Auger . . . . .		\$2,400.00	\$3,000.00
Industrie domestique . . . . . Émile Gauthier . . . . .		\$2,200.00	\$3,499.00
Industrie laitière . . . . . Marc Hudon . . . . .		\$2,799.00	\$3,499.00
Protection des plantes . . . . . Georges Maheux . . . . .		\$3,000.00	\$3,499.00

4.—a) Par voie de promotion.

b) Répondu à 3-E.

5.—Non a) Répondu à 5.

b) \$3,250.00.

c) \$3,250.00.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

**MERCREDI 7 AVRIL 1937**

---

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Des Commissaires d'Écoles de la Cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites scolaires de la dite cité.

De Louis de Gonzague Prévost, Avocat et Conseiller du Roi, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Témiscamingue et Abitibi Railway Company.

De la Cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 110.—Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

---

*Ordonné* que M. Larivière ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Ordonné* que M. Delagrave ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

M. l'Orateur rend la décision suivante:

A l'appel de l'ordre du jour numéro 16 au cours de la séance du 6 avril 1937, une question d'ordre a été soulevée et il a été signalé à l'orateur que l'avis requis par les articles 136 et 137 du règlement n'avait pas été donné et publié. Les procès-verbaux et les renseignements additionnels que nous avons obtenus nous démontrent que l'avis requis par l'article 136 a été déposé régulièrement le samedi, 3 avril, avant 11 heures de l'avant-midi. Sur cette première question il n'y a donc pas lieu à une question d'ordre.

Quant à la publication de l'avis dont il est question à l'article 137, elle n'a évidemment pas été faite parce qu'il n'y a pas eu de séance le lundi, 5 avril. Il s'agit donc de savoir si une motion qui a été précédée de l'avis requis, déposée régulièrement le samedi avant 11 heures, peut être inscrite sur l'ordre du jour du mardi.

Bourinot, à la page 309 dit que "pour l'interprétation du règlement, on s'en rapporte moins à la lettre qu'à la pratique généralement suivie."

L'article 93 déclare que tous les jours de la semaine sont jours de séance sauf le samedi et le dimanche. En fait, la Chambre ne siège jamais le lundi, excepté dans les dernières semaines de la session et il a été admis comme pratique régulière par mes prédécesseurs et moi-même depuis une vingtaine d'années que les motions dont l'avis est déposé avant 11 heures le samedi sont inscrites à l'ordre du jour du mardi après-midi. C'est, dans mon opinion, une pratique qui doit être continuée parce qu'autrement il faudrait prendre comme règle pratique générale que l'avis de motion doit être donné le mercredi d'une semaine pour que la motion puisse être inscrite à l'ordre du jour du mardi de la semaine suivante puisque la Chambre pendant une large part de la session ne siège ni le vendredi ni le lundi.

Je ne vois donc aucune raison sérieuse ni dans les règlements ni dans la pratique pour interrompre une coutume suivie depuis de nombreuses années et je renvoie le point d'ordre et déclare l'inscription de la motion à l'ordre du jour parfaitement régulière.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris



place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et lex annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable M. Bouchard, dont elle a été saisie, le mardi le 6 avril courant, proposant:

1. Que cette Chambre ayant pris connaissance de la teneur d'une lettre, adressée par le professeur W. B. Pitkin, de l'Université Columbia, à W. B. Northgrave, de Toronto, dont un extrait a été publié dans "The Globe and Mail" de Toronto, le samedi 27 février 1937, et dans laquelle ledit professeur accumule une série d'insultes absolument gratuites à l'adresse des millions de Canadiens-français vivant sur le continent américain et dont 4,000,000 environ sont des loyaux sujets des États-Unis, proteste énergiquement contre ces accusations malicieuses, libel-

leuses et fausses et, désire attirer l'attention du Président de l'Université Columbia, le professeur Nicholas Murray Butler, pour qu'il prenne toute action qu'il jugera juste dans la circonstance.

2. Que le greffier de cette Chambre reçoive instruction de transmettre copies de la présente résolution et de l'article paru dans le *Globe and Mail*, de Toronto, aux dits Professeurs Nicholas-Murray Butler et W. B. Pitkin.

Et le débat se continue.

M. Pouliot (Missisquoi) propose, par voie d'amendement, secondé par M. Boiteau:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"après avoir entendu la lecture des opinions que l'américain Walter B. Pitkin aurait exprimées sur les Canadiens-Français et les Franco-Américains dans une lettre dont un journal de Toronto a, de façon condamnable, récemment publié des extraits, l'Assemblée législative tient ces assertions pour méprisables, proclame son admiration pour les qualités, pour les vertus des descendants de Français en Amérique, et passe à l'ordre du jour suivant".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont registrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

#### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Dubé</i> (Témiscouata),
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Ducharme</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Duguay</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Duplessis</i> ,
<i>Beaudry</i> ,	<i>Dussault</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Fisher</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Fleury</i> ,
<i>Bélanger</i> ,	<i>Gagné</i> ,
<i>Bellemare</i> ,	<i>Gagnon</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Goudreau</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Labbé</i> ,
<i>Boiteau</i> ,	<i>Labelle</i> ,
<i>Bourque</i> ,	<i>Lafleur</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Langlais</i> ,
<i>Bullock</i> ,	<i>Larochelle</i> ,
<i>Carignan</i> ,	<i>Larouche</i> ,
<i>Caron</i> ,	<i>Layton</i> ,
<i>Castonguay</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Coonan</i> ,	<i>Lesage</i> ,
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Lorrain</i> ,

*Marcoux,*  
*Marier,*  
*Paquette,*  
*Paradis,*  
*Pelle'ier* (Lotbinière),  
*Perron,*  
*Pouliot* (Missisquoi),  
*Raynault,*  
*Rochefort,*  
*Rousseau,*

*Roy,*  
*Sauvé,*  
*Sherman,*  
*Taché,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Vachon.*  
—59.

## CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bouchard,*  
*Bouthillier,*  
*Casgrain,*  
*Chaloult,*  
*Connors,*

*Drouin,*  
*Dumaine,*  
*Hamel,*  
*Lawn,*  
*Messier,*  
*Turcotte.*—12.

En conséquence l'amendement est adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 11 intitulé: "Loi relative au bien-être de la jeunesse".

Bill No 26 intitulé: "Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

Bill No 115 intitulé: "Loi modifiant la charte de Bishop's College School Association".

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 30, intitulé: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et pour réparer les erreurs de l'ancien gouvernement".

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Auger informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la colonisation est le complément nécessaire de l'agriculture, qui est l'industrie fondamentale de la province;

Attendu que durant la session tenue en 1935, l'ancien gouvernement a fait voter dix millions de dollars qui devaient être affectés à l'établissement des colons;

Attendu que l'ancien gouvernement a contracté à ce sujet des engagements pour un montant excédant de beaucoup cette somme;

Attendu qu'une grande partie de cette somme n'a pas été dépensée par l'ancien gouvernement pour des fins de véritable colonisation;

Attendu qu'il est urgent et d'intérêt public de réparer les erreurs de l'ancien gouvernement à ce sujet;

Attendu que pour garantir et sauvegarder les véritables intérêts de la colonisation une somme de huit millions deux cent mille dollars est absolument nécessaire.

Qu'il soit en conséquence

*Résolu, 1.*—Que le gouvernement de la province soit autorisé à dépenser une somme de huit millions deux cent mille dollars pour l'établissement des colons, la construction de chemins et de ponts nécessaires à la colonisation et généralement l'organisation des colonies au point de vue religieux, municipal et social.

*Résolu, 2.*—Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu; que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans, les sommes requises pour le paiement de ces dépenses extraordinaires; que le produit de ces emprunts ne devra être employé qu'au paiement des dépenses encourues pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et que, en attendant le produit de ces emprunts, le trésorier de la province pourra avancer au ministre de la colonisation, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises aux fins prévues par la présente résolution et que ces avances devront être remboursées à même le produit des emprunts.

*Résolu, 3.*—Que le ministre de la colonisation sera chargé de l'application de la Loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et réparer les erreurs de l'ancien gouvernement à ce sujet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

#### JEUDI 8 AVRIL 1937

Prière.

Sur la motion de M. Jolicœur, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

*Ordonné* que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, (sauf celles qui ont trait aux droits à payer), soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Hector Warren et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 135, intitulé: Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Jolicœur, en conséquence, présente le bill (No 135) intitulé: "Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Larouche, secondé par M. Castonguay, il est—

*Ordonné* que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi relative aux Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 121.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 114, intitulé: "Loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 122.—"Loi concernant la Canadian Home Assurance Company".

---

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi relative au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la communauté des Sœurs de Charité de la Providence (24 George V, chapitre 4)".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi sauvegardant l'autonomie municipale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont la Chambre a été saisie, le mardi 6 avril courant:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides.)

Et le débat se continue.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Connors:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires, mais elle demande au Gouvernement d'adopter sans plus de délai les mesures requises:

a) Pour payer les dépenses courantes à même les revenus de la Province de manière à faire cesser l'augmentation inquiétante de la dette publique;

b) pour faire cesser les diminutions injustifiables des droits de coupe à un moment où les prix des produits forestiers augmentent dans des proportions considérables;

c) Pour faire respecter les règlements de la Chambre assurant la liberté de parole aux représentants du peuple;

d) Pour rendre plus conforme aux besoins des veuves et des orphelins la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier en ce que l'un de ses paragraphes, celui qui a trait à la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, se rattache à une question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée pendant la présente session (article 322 du règlement.)

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur, laquelle étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Auger (Gatineau),  
Barré,  
Barrette (Joliette),  
Béique,  
Bellemare,  
Bilodeau,  
Bourque,  
Bullock,  
Castonguay,  
Choquette,  
Dubé (Témiscouata),  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagnon,  
Labelle  
Lafleur,*

*Lamoureux,  
Langlais  
Larivière,  
Larouche,  
Layton,  
Leclerc,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Lorrain,  
Marier,  
Paradis,  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Roy,  
Taché,  
Tardif,*

*Thibault,  
Tremblay,*

*Vachon,  
—41.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Connors,  
Dansereau,*

*Delagrave,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Lawn,  
Messier,  
Turcotte.—14.*

En conséquence la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'Orateur, Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.



---

**VENDREDI 9 AVRIL 1937**

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

*Ordonné* que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, (sauf celles qui ont trait aux droits à payer), soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Claude de Angelis et autres propriétaires de taxis, de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "*Public Service Mutual Assurance Company*", que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 137) intitulé: Loi incorporant Public Service Mutual Assurance Company.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Boyer, en conséquence, présente le bill (No 137) intitulé: "Loi incorporant Public Service Mutual Assurance Company", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Bellemare, il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soit suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de *Standard Church of America*, demandant l'adoption d'une loi incorporant une congrégation religieuse appelée "*The Standard Church of America*", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

---

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 102.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Votre comité recommande de réduire le quorum à dix (10).

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

Des Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi relative aux Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill No 119.—Loi ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Bill No 120.—Loi ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited.

---

*Ordonné* que M. Larouche ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi relative aux Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'interprétation des lois de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 24 intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Bill No 93 intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie".

---

Bill No 116 intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 30) intitulé: "Loi pour protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et pour réparer les erreurs de l'ancien gouvernement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi relative à la Commission des services publics de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi relative au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, (24 George V, chapitre 4)".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la Province de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'ordre soit révoqué.

*Ordonné* que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 133) intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 135) intitulé: "Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'honorable M. Paquette, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 mars, 1937 pour:

I. Quels sont les aides de cultivateurs qui sont placés avec les octrois du gouvernement dans les paroisses de St-Gervais, Honfleur et St-Lazare?

II. Chez quels cultivateurs sont-ils ou sont-elles placés?

III. De quelle paroisse viennent-ils ou viennent-elles?

IV. Quels sont les noms des pères ou mères de famille dont ils ou elles dépendent?

V. Quel montant ont-ils ou ont-elles reçu comme octrois, frais de déplacement ou autres?

*(Document de la session No 17.)*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 mars 1937, pour:

Copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts, à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup: l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles, ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu".

(Document de la session No 18.)

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 mars 1937, pour:

Copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts, à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup: l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles, ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu".

(Document de la session No 19.)

*Question* par M. Casgrain.—1. A quelle date monsieur J.-Fred Arsenault, de l'Étang-du-Nord, Iles-de-la-Madeleine, a-t-il été destitué comme inspecteur sanitaire?

2.—Qui a recommandé sa destitution?

3.—A quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis?

4.—Pour quelles raisons a-t-il été destitué?

5.—Si le gouvernement a destitué M. Arsenault pour cause, y a-t-il eu enquête?

6.—S'il y a eu enquête:

a) Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue?

b) M. Arsenault en a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité d'y comparaître et de faire entendre des témoins?

7.—Pendant combien de temps M. Arsenault a-t-il été inspecteur sanitaire aux Iles-de-la-Madeleine?

8.—Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui?

9.—Dans l'affirmative:

a) Quelle était la nature de ces plaintes?

b) Y a-t-il eu enquête, et si oui, M. Arsenault a-t-il eu l'avantage de comparaître et de se défendre?

c) S'il y a eu enquête, par qui, où et quand a-t-elle été faite?

d) Quel a été le rapport ou le résultat de la dite enquête?

*Réponse* par l'honorable M. Paquette:

1.—1er septembre 1936.

2.—A la suite de plaintes.

3.—Par un télégramme et une lettre en date du 3 septembre 1936.

4.—Cette position était inutile et non justifiable.

5.—Le gouvernement a obtenu les renseignements jugés nécessaires.

- 6.—Répondu par 4 et 5.
- 7.—Du 1er juillet au 1er décembre 1935 et du 1er juin au 1er septembre 1936.
- 8.—Les dossiers sont incomplets.
- 9.—La décision prise.

*Question* par M. Casgrain.—1. A quelle date M. J.-E. Garon, de Causapscal, dans le comté de Matapédia, a-t-il été destitué comme inspecteur sanitaire ?

2. Qui a recommandé sa destitution ?
3. A quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis ?
4. Pour quelles raisons a-t-il été destitué ?
5. Si le gouvernement a destitué M. Garon pour cause, y a-t-il eu enquête ?
6. S'il y a eu enquête:
  - a. Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue ?
  - b. M. Garon en a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité d'y comparaître et de faire entendre des témoins ?
7. Pendant combien de temps, M. J.-E. Garon a-t-il été inspecteur sanitaire dans le comté de Matapédia ?
8. Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui ?
9. Dans l'affirmative:
  - a. Quelle était la nature de ces plaintes ?
  - b. Y a-t-il eu enquête, et si oui, M. Garon a-t-il eu l'avantage de comparaître et de se défendre ?
  - c. S'il y a eu enquête, par qui, où et quand a-t-elle été faite ?
  - d. Quel a été le rapport ou le résultat de ladite enquête ?

*Réponse* par l'honorable M. Paquette:

- 1.—30 septembre 1936.
- 2.—Ordre du ministre.
- 3.—Avisé par lettre en date du 4 septembre 1936 adressée à lui-même et dont copie a été transmise au docteur J.-U. Bédard.
- 4.—Ingérence politique et dans l'intérêt public.
- 5.—Le gouvernement a obtenu les renseignements jugés nécessaires.
- 6.—a) Répondu par 5.  
b) Répondu par 5.
- 7.—Du 26 septembre 1932 au 30 septembre 1936.
- 8.—Oui.
- 9.—a) Ingérence politique et intérêt public.  
b) Non.  
c) Répondu par b.  
d) Répondu par b.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. Monsieur Gilbert Daoust, de Mont-Laurier, comté de Labelle, est-il à l'emploi de la province ?

II. Dans l'affirmative:

- a) Quel est son salaire ?
- b) Quels sont les devoirs attachés à sa fonction ?
- c) Est-il sujet britannique ?

III. A-t-il reçu une autorisation du gouvernement pour occuper l'édifice public du palais de justice à Mont-Laurier ?

IV. Monsieur Daoust, est-il assisté d'une secrétaire ?

V. Dans l'affirmative:

- a) Quel est le nom de cette secrétaire ?
- b) Quel est le montant de son salaire ?
- c) Quelle est la date de son entrée en fonction ?

*Réponse* par l'honorable M. Paquette:

I. Oui.

- II. a) \$125.00 par mois.  
b) Secrétaire du ministre.  
c) Le gouvernement a lieu de le croire.

III. Oui.

IV. M. Daoust est le seul fonctionnaire provincial de ce bureau.

- V. a) Répondu par IV.  
b) Répondu par IV.  
c) Répondu par IV.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MARDI 13 AVRIL 1937

Prière.

Sur la motion de M. Raynault, secondé par M. Thibault, il est—

*Ordonné* que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et la lecture des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le Bill 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Mont-

réel", et que ce bill soit lu une première et une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général pour considération.

M. Raynault, en conséquence, présente le Bill 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", qui est lu une première fois et une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Thibault, secondé par M. Labelle, il est—

*Ordonné* que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La Prévoyance", demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Carignan, secondé par M. Boyer, il est—

*Ordonné* que les articles 497, 498, 500, 503, 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Esdras Minville et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Société d'entreprise du Canada; que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 139, intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada".

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Carignan, en conséquence, présente le bill 139, intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill 96.—"Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

M. Dubé (Témiscouata), du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

Des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval.



*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est et de Saint-Yves-de-Laval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duguay, secondé par M. Raynault, il est—

*Ordonné* que M. Duguay ait la permission de présenter un bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taché, secondé par M. Auger (Gatineau), il est—

*Ordonné* que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction des tribunaux de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille cinq cent vingt-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

---

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts (Imprimeur du roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du service civil (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-trois mille deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MERCREDI 14 AVRIL 1937

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 108.—Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 128.—Loi concernant la succession de feu James McCready.

---

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 90.—Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant.

Bill 131.—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

I. Le gouvernement a-t-il dépensé de l'argent depuis le 17 août 1936 à faire des travaux dans un chemin qui conduit de l'Annonciation à l'Ascension, comté de Labelle?

II. Dans l'affirmative:

a) Quel montant?

III. Combien y avait-il de contremaîtres engagés sur ce chemin?

IV. Quels étaient leurs noms et le montant de leur salaire?

V. Quelle est la longueur totale du chemin amélioré à la suite des travaux susdits?

VI. Combien d'hommes ont été employés sur ces travaux?

VII. Quels sont leurs noms?

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

I. Quels sont les noms des personnes employées par le gouvernement provincial dans les limites du comté de Labelle?

II. A quelle date sont-ils entrés en fonctions?

III. Quel salaire reçoivent-ils?

IV. Quels sont les devoirs attachés à leur fonction?

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. A quelle date le registraire de la division des Deux-Montagnes, M. J.-H. Langlois, de Ste-Scholastique, a-t-il été destitué ?

II. Y a-t-il eu une enquête dans son cas ?

III. Si oui, a) Par qui a été tenue cette enquête ?

b) Pour quelle raison a-t-il été destitué ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

I. Le 15 février 1937.

II. a) Le gouvernement a obtenu les renseignements qu'il a jugés nécessaires.

b) Pour ingérence politique et dans l'intérêt public.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Les salaires aux ouvriers charpentiers travaillant pour le gouvernement dans les régions de colonisation ont-ils été baissés de \$3.00 à \$2.50 par jour ?

2. Si oui : A quelle date ce changement a-t-il été fait ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger :

Non.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—Le gouvernement se propose-t-il d'adopter, à cette session, une loi pour abolir la pétition de droit à Sa Majesté de manière à permettre à tout citoyen de poursuivre le gouvernement sans avoir au préalable à obtenir sa permission, suivant la promesse que le premier ministre a faite au cours des dernières élections ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

Le premier ministre n'a pas fait la déclaration mentionnée dans cette question et il n'est pas question actuellement d'abolir la pétition de droit à Sa Majesté.

*Question* par M. Chaloult.—1. Quels sont les noms des économistes experts ou techniciens dont les services ont été retenus par les départements du Commerce et de la Colonisation et qui sont destinés à faire partie du Conseil économique de la province ?

2. Quel est le traitement de chacun de ces employés ?

3. Quand feront-ils partie du Conseil économique ?

*Réponse* par l'honorable M. Bilodeau :

Le gouvernement établira en temps opportun un Conseil économique provincial et fixera alors les traitements appropriés.

*Question* par M. Chaloult.—Le Gouvernement a-t-il confié des travaux d'impression à l'imprimerie Frontenac, qui édite le Journal ?

Dans l'affirmative, le Gouvernement sait-il que cette compagnie n'a pas l'outillage nécessaire pour exécuter ces travaux ?

Si oui, le Gouvernement pense-t-il pratiquer quelque économie en favorisant ainsi des intermédiaires ?

*Réponse* par l'honorable M. Paquette:

1. Oui.
2. Le gouvernement l'ignore.
3. Les prix payés par la province pour ces travaux d'impressions sont sensiblement plus bas que les prix payés précédemment par l'ancien gouvernement et l'ouvrage exécuté est pour le moins égal.

*Question* par M. Delagrave.—1. Monsieur M.-J.-L. Thibault, gouverneur de la prison de Québec, a-t-il été suspendu ou destitué ?

2. Si oui, pourquoi ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

1. Oui.
2. Dans l'intérêt de la bonne administration de la prison de Québec.

M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Connors:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac depuis le 1er janvier 1933.

Et la motion est mise en délibération.

Un débat s'élève.

Sur la motion de M. Pouliot (Missisquoi), secondé par M. Boiteau, il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill 10, intitulé: "Loi relative à l'expropriation", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'alinéa f) de l'article 4 est amendé en remplaçant, les mots "de l'heure de la présentation de cette demande à la cour" par les mots suivants: "de l'endroit où il produira les procédures et les pièces mentionnées à l'article 6".

2. L'article 4 est amendé en insérant à la suite de l'alinéa f), le paragraphe suivant:  
"L'expropriateur doit, sous peine de nullité de la signification de l'avis, produire au greffe de la cour, le ou avant le jour de cette signification, tous les documents établissant le droit qu'il possède en matière d'expropriation; il doit, dans l'avis, faire mention de cette production et de sa date".
3. L'article 6 est amendé en remplaçant à la deuxième ligne les mots "produire à la cour", par les mots "produire au greffe de la cour", et en y retranchant "et à l'heure";  
Cedit article 6 est également amendé aux lignes troisièmes et quatrième, en retranchant les mots "à la même heure".
4. Le titre 111 à la page 4 du bill est modifié, en remplaçant les mots "des dépens" par les mots "de la compensation".

Aussi le bill No 20, intitulé: "Loi concernant le Parc National de la Gaspésie", avec l'amendement suivant qu'il l'a prie d'agréer:

1. L'article 7 est amendé en retranchant le mot "privé", à la troisième ligne de cedit article.

---

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi relative à l'expropriation", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 20) intitulé: "Loi concernant le Parc national de la Gaspésie", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant le Code du notariat".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a

pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger au cours de la séance.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 22 intitulé: "Loi relative aux taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

Bill No 23 intitulé: "Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés".

Bill No 25 intitulé: "Loi de l'assistance aux aveugles".

Bill No 28 intitulé: "Loi concernant la revision des divers systèmes de taxation dans la province".

Bill No 34 intitulé: "Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins".

Bill No 77 intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot".

Bill No 32 intitulé: "Loi relative à la Commission des services publics de Québec".

Bill No 153 intitulé: "Loi modifiant le Code municipal concernant les chiens errants".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Le bill 111 intitulé: "Loi ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers", avec les amendements suivants qu'il l'a prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé, en retranchant aux lignes 2 et 3, les mots suivants: "Reproduit comme cédule A de la présente loi";

2. L'article 2 est amendé, en retranchant aux lignes 2 et 3, les mots suivants: "Reproduite comme cédule B de la présente loi";

Et les cédules A et B sont retranchées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction des tribunaux de Hull".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

Sur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 5 Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.
- 7 Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.
- 10 Loi relative à l'expropriation.
- 11 Loi relative au bien-être de la jeunesse.
- 20 Loi concernant la Parc national de la Gaspésie.
- 21 Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.
- 22 Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.
- 23 Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés.
- 24 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.
- 25 Loi de l'assistance aux aveugles.
- 26 Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.
- 28 Loi concernant la revision des divers systèmes de taxation dans la province.
- 32 Loi relative à la Commission des services publics de Québec.
- 34 Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins.
- 77 Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.
- 93 Loi modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie.



- 111 Loi ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.
- 115 Loi modifiant la charte de *Bishops' College School Association*.
- 116 Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".
- 153 Loi modifiant le Code municipal concernant les chiens errants.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Au retour des députés:

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation" *The Quebec Goldfields Transport Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements, dont un dans le titre.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait le rapport suivant à M. l'Orateur:

M. l'Orateur:

J'ai l'honneur de vous informer que, durant la discussion de l'article 16 du bill No 102, l'honorable premier ministre s'est opposé à ce que l'on discute de façon générale sur les agissements de la compagnie City Gas Electric Corporation, hors de la ville des Trois-Rivières, et après avoir entendu la discussion sur le point d'ordre, j'ai décidé que celui-ci devait être maintenu. L'honorable chef de l'opposition en appelle de ma décision.

Et appel de la décision du président du comité étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labbé,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Larochelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bulloch,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Caron,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Paquette,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Duplessis,</i>	<i>Pelletier,</i> (Lotbinière),
<i>Élie,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Fleury,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Gagné,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Rocheport,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Sauvé,</i>

*Taché,  
Tardif,  
Tellier,*

*Thibault,  
Tremblay,  
Vachon.—54.*

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Dansereau,  
Delagrave,  
Drouin,*

*Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Lawn,  
Marcoux,  
Messier,  
Turcotte.—14.*

La décision du président du comité est ainsi maintenue.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

M. Ducharme propose que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Un débat s'élève.

M. Drouin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Hamel:

Que le présent bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais soit référé de nouveau au comité plénier, avec instruction de l'amender en retranchant l'article 16.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Dansereau,  
Delagrave,  
Drouin,*

*Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Lawn,  
Marcoux,  
Messier,  
Turcotte.—14.*

---

 CONTRE

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Layton,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bourque,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boyer,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé Nord),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Ducharme,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dussault,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Tremblay.</i> —56.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. ♦

En conséquence, ledit bill est lu la troisième fois.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## (EN COMITÉ)

*Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille cent neuf dollars et vingt-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour Intérêts et autres dépenses (*Département du Trésor*), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### JEUDI 15 AVRIL 1937

Prière.

M. Tardif, du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rejeter le bill "B": "Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale", mais avec la recommandation suivante:

Proposé par M. Leduc, secondé par l'honorable M. Dussault:

Que le bill "B": "Loi modifiant la loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale", soit rejeté, mais avec la recommandation suivante:

Votre comité recommande que le gouvernement soit sévère à l'égard des conducteurs qui conduisent, sous l'influence de la boisson, ou qui n'observent pas la loi de circulation, principalement en ce qui concerne l'abaissement des lumières d'avant, en rencontrant une autre voiture.

Que l'on étudie la possibilité de forcer les propriétaires de véhicules automobiles insolubles à se procurer une assurance contre les dommages à autrui en cas d'accident.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 132.—Loi modifiant la charte de la Fédération des Scouts Catholiques de la Province de Québec.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Résolu* qu'à partir du seize avril, la Chambre tienna une séance à trois heures de l'après-midi tous les jours de la semaine, le dimanche excepté, et qu'à chaque séance, sauf celle du mercredi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi sauvegardant l'autonomie municipale".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi concernant l'interprétation des lois de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi modifiant le Code du notariat".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt quatre mille cent dix-sept dollars et trente sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour Taxe d'eau sur édifices parlementaires, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses de voyage, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux de poste: traitements, dépenses contingentes, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales: entretien et réparations, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour Bureaux du Gouvernement, Montréal, entretien et réparations (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Octrois (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes: Entretien, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Route: divers (Travaux publics) pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de péage, entretien, (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris



place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer *Témiscamingue and Abitibi Railway Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (no 125) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 137) intitulé: "Loi incorporant *Public Service Mutual Assurance Company*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 136) intitulé: "Loi relative aux Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 139) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'école des municipalités de Ville de Montréal-Est et de Saint-Yves-de-Laval".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million, cinq cent huit mille, trois cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la Justice en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal: Aide re-entretien d'un édifice de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École Polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille, deux cent soixante-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 mars, 1937, pour:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis le 17 août 1936, relativement à l'établissement d'un bureau de Colonisation à Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata et à la fermeture du bureau de Colonisation de Rivière-du-Loup.

*(Document de la session No 20.)*

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1935-1936.

*(Document de la session No 21.)*

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## VENDREDI 16 AVRIL 1937

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a examiné le bill No 133, intitulé: Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil, et a l'honneur de le rapporter sans amendement; votre comité a ajouté au préambule les mots suivants: "Vu le consentement des municipalités scolaires intéressées à la procédure adoptée pour obtenir cette modification de limites".

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill No 135, intitulé: "Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi modifiant la Loi des bourses pour des cours additionnels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École industrielle de Verdun, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des Beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'Histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

---

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles primaires complémentaires et primaires supérieures (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques (cités et villes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques (écoles rurales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour municipalités qui emploient des instituteurs pour garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour journaux d'éducation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

---

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du mérite scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications pour succès dans l'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille six cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de coupe et de couture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'enseignement protestant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du français, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant (Aide supplémentaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour centralisation des écoles rurales protestantes pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

---

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour municipalités pauvres (protestantes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de maisons d'écoles centralisées et établissements de la 12ième année d'études, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Assurances, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi concernant la gasoline, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---



---

**LUNDI 19 AVRIL 1937**

Prière.

L'honorable M. Dussault dépose, sur le bureau de la Chambre:

Rapport du Ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1936. (*Document de la session No 22.*)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'Agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation *La Fédération des Scouts Catholiques de la province de Québec*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour grande culture (Département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie domestique (Département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des plantes (Département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

---

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MARDI 20 AVRIL 1937

Prière.

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Barrette (Joliette):

*Ordonné* que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés, (sauf celles qui ont trait aux droits à payer), soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Dimitri Shalikoff, maire du village de Val d'Or et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Val d'Or, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 141: "Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Lesage, en conséquence, présente un bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Marier, du comité des règlements, présente le douzième rapport, de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De "La Prévoyance" demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.

Sur la motion de M. Thibault, secondé par M. Dubé (Témiscouata):

*Ordonné* que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 140, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

M. Thibault, en conséquence, présente un bill No 140, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. M. Pierre Pelletier, père de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement comme inspecteur d'hôtels ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

II. M. Eugène Pelletier, frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du département du Revenu Provincial, à Montréal ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

III. M. Auguste Pelletier, frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement comme chef des gardiens de nuit à Québec ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

IV. M. Georges Pelletier, frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement comme garde-forestier et garde-pêche ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

V. M. Ivanhoe Pelletier, frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement, comme police provinciale, à Montréal ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

VI. M. Emerie Pelletier, frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement, au Bureau des Licences, à Québec ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

VII. M. Joseph Barras, beau-frère de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouvernement, à titre d'ingénieur stationnaire ?

Dans l'affirmative: a) A quel salaire ?

b) Par qui a-t-il été recommandé ?

*Réponse* par l'honorable M. Bilodeau:

I. M. Pierre Pelletier est à l'emploi du gouvernement comme inspecteur d'hôtels.

a) \$1,500.00 par année. (Classe G temporaire.)

b) Il a été recommandé par de nombreux et braves citoyens qui ne sont pas de ses parents, et il a été nommé sur la recommandation personnelle du premier ministre.

II. Non.

III. Non.

IV. 1. M. Georges Pelletier est à l'emploi du gouvernement comme garde-forestier et garde-pêche.

a) \$150.00 par année.

b) Il a été recommandé à cette position par de nombreuses personnes qui ont et méritent la confiance du gouvernement et qui ne sont pas parentes avec lui.

V. Non.

VI. Non.

VII. M. Joseph Barras est à l'emploi du gouvernement à titre d'ingénieur stationnaire.

a) \$1,500.00 par année.

b) Il a été recommandé par de nombreux et braves citoyens et qui ne sont pas de ses parents.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85, relativement aux aqueducs municipaux".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Pouliot (Gaspé-Sud), secondé par M. Pelletier (Gaspé-Nord), il est—

*Résolu* que cette Chambre est d'avis:

---

1. Qu'il y a lieu d'étudier les conditions particulières dans lesquelles se trouvent les comtés de la Gaspésie et des Iles de la Madeleine au point de vue du cadastre et des titres de propriété;

2. Qu'il y a intérêt public de recueillir tous les actes passés en vertu des lois particulières qui régissent ces comtés;

3. Que le pouvoir de faire des actes dans ces comtés devrait être restreint à des personnes lettrées dont la juridiction territoriale serait bien définie et dont le droit à des honoraires serait déterminé par un tarif spécial.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société pomologique et fruitière de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**MERCREDI 21 AVRIL 1937**

---

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 134.—Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval.

Bill 136.—Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Votre comité recommande de prolonger au 28 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 156.—Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la cour supérieure à Hull.

Bill 158.—Loi modifiant la loi des dentistes de Québec.

Bill 139.—Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada.

M. Marier, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 28 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

---

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi pourvoyant à la protection des chemins de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Question* par M. Delagrave.—1. Le Gouvernement fait-il ou a-t-il fait des travaux de voirie sur le chemin de Québec-Charlesbourg?

2. Des soumissions ont-elles été demandées pour les travaux en question?

3. A qui les travaux en question ont-ils été confiés?

4. A quel prix?

5. Combien les travaux ont-ils coûtés à date?

6. A combien s'élèvent à date les comptes non payés?

7. Le Gouvernement fédéral contribue-t-il à ces travaux en vertu de l'accord intervenu entre le Gouvernement de Québec et le Gouvernement fédéral concernant le chômage?

8. Est-ce qu'en vertu dudit accord intervenu entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement provincial concernant le chômage, des soumissions ne doivent pas être demandées avant d'accorder un contrat?

9. Dans le cas présent, si des soumissions n'ont pas été demandées quelle en est la raison?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

1. Oui.

2. Travail exécuté en régie.

3 et 4. Répondu par No 2.

5. \$379.116.10

6. \$3,457.28.

7. Oui.

8. Non.

9. Répondu à 3 et 4.



*Question* par M. Delagrave.—1. Le Gouvernement fait-il ou a-t-il fait des travaux de voirie sur le chemin de Champigny ?

2. Des soumissions ont-elles été demandées pour les travaux en question ?

3. A qui les travaux en question ont-ils été confiés ?

4. A quel prix ?

5. Combien les travaux ont-ils coûté à date ?

6. A combien s'élèvent à date les comptes non payés ?

7. Le Gouvernement fédéral contribue-t-il à ces travaux en vertu de l'accord intervenu entre le Gouvernement de Québec et le Gouvernement fédéral concernant le chômage ?

8. Est-ce qu'en vertu dudit accord intervenu entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement provincial concernant le chômage, des soumissions ne doivent pas être demandées avant d'accorder un contrat ?

9. Dans le cas présent, si des soumissions n'ont pas été demandées, quelle en est la raison ?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

1. Oui.

2. Travaux exécutés en régie.

3 et 4. Répondu par No 2.

5. \$157,710.38.

6. \$13,699.40.

7. Oui.

8. Non.

9. Répondu à 3 et 4.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de personnes dans le comté de Rivière-du-Loup ont reçu des pensions de vieillesse depuis la mise en application de la loi 1, Édouard VIII, chap. 1 ?

2. Quels sont les noms, prénoms, profession ou métiers, et adresses de ces personnes ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de personnes dans le comté de Témiscouata ont reçu des pensions de vieillesse depuis la mise en application de la loi 1, Édouard VIII, chap. 1 ?

2. Quels sont les noms, prénoms, professions ou métiers, et adresses de ces personnes ?

*Question* par M. Delagrave.—I. Quelle est la largeur de la route nouvelle dans Charlesbourg ?

II. A la demande de qui cette route-a-t-elle été entreprise, dans quel but et des plans préalables ont-ils été préparés et par qui ?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc :

I. Emprise variant entre 66 et 80 pieds.

II. Doter la ville de Québec de sorties rationnelles vers le nord.

Les plans furent préparés par les ingénieurs de la voirie et ces travaux ont été demandés par de nombreuses personnes qui s'intéressent au bien public.

Sur la motion de M. Chaloult, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant :

A qui le Gouvernement a-t-il accordé des contrats ou travaux s'impression depuis le mois de septembre 1936 ?

A-t-il donné des contrats à la suite de demandes de soumissions ?

Quel est le montant de chacun de ces contrats ?

Sur la motion de M. Chaloult, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant :

Quelle est la liste complète de tous les employés du Gouvernement qui ont été congédiés par la nouvelle administration depuis août dernier ?

Pour quelle raison ont-ils été congédiés dans chaque cas ?

A-t-on fait une enquête dans chaque cas ?

Par qui les employés destitués ont-ils été remplacés ?

Avec quelle augmentation ou diminution de salaire dans chaque cas ?

*Question* par M. Casgrain.—1. Est-ce que le nom de M. Edouard Jacques, de East Broughton, apparaît sur la liste des bénéficiaires des pensions de vieillesse ?

2. Dans l'affirmative :

a) Par qui ce monsieur a-t-il été recommandé ?

b) Depuis quand reçoit-il une allocation ?

c) Quelle allocation mensuelle reçoit-il ?

---

*Réponse* par l'honorable M. Tremblay:

1. Oui.

2. a) Par M. J. Ouellet, reviseur de la Commission des pensions de vieillesse, après une enquête et après avoir consulté monsieur le curé M. Martel ainsi que M. L.-S. Dubé, secrétaire-trésorier de East-Broughton.

b) le 28 février 1937.

c) \$5.97.

---

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Rochefort, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le Gouvernement et toute personne relativement à la loi qui tient le vendeur d'un immeuble responsable des créances hypothécaires qui grévaient cet immeuble lors de sa vente.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance et document entre le gouvernement et toute personne relativement à certains griefs de la Brotherhood of Maintenance of way Employees, loge 148 de Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 43 intitulé: "Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière."

---

L'honorable M. Gagnon, du comité spécial de la Chasse et de la Pêche, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Ce Comité a tenu douze séances, il a entendu un nombre assez considérable de témoins et il a pensé que, pour la présente session, il était préférable de ne pas pousser son enquête au delà de la faune dite sportive. Au surplus, il a considéré toutes les questions d'une façon générale, afin d'avoir une vue d'ensemble de la situation, sauf à entreprendre l'étude des conditions locales lors d'une prochaine session s'il y a lieu. Il est un fait avéré et c'est que la faune dite sportive a une importance considérable dans notre économie. D'après les témoi-

gnages qui ont été entendus, cette faune représente un capital d'au delà de deux cent millions de dollars et les revenus annuels qu'en retire notre population s'élèvent à plus de dix millions. Pour ces raisons, les membres du Comité ont paru unanimes à penser qu'il était sage de prendre sans plus de retard toutes les mesures nécessaires pour protéger convenablement cette faune et pour en assurer la permanence dans l'intérêt de la génération présente comme dans l'intérêt des générations à venir.

Voici les recommandations que les membres du Comité désirent soumettre à cette Chambre; je les résume brièvement, mais on trouvera dans l'appendice les raisons sur lesquelles le Comité s'est appuyé dans chaque cas;

1°.—Établissement, dans les endroits où les conditions s'y prêtent, de réserves publiques de pêche, ainsi que de centres de villégiature, dans l'intérêt de notre population comme celui du tourisme;

2°.—Maintien de la politique de location sauf à faire tous les redressements qui peuvent s'imposer dans chacune des régions;

3°.—Réorganisation du corps des gardes-pêche et des gardes-chasse, en faisant surtout appel à des hommes jeunes et actifs, et en les rémunérant convenablement, afin d'assurer une protection efficace de la faune;

4°.—Les lois de pêche et de chasse étant beaucoup trop généreuses pour le nombre de pêcheurs et de chasseurs qui pratiquent présentement ces sports, amendements à ces lois afin de les rendre conformes à la situation actuelle et assurer la permanence de la faune et, conséquemment, de ces sports;

5°.—Encouragement aux cercles de jeunes naturalistes parmi lesquels on recrutera plus tard une élite qui s'intéressera tout spécialement à la conservation de la flore et de la faune;

6°.—Pour maintenir la valeur sportive des lacs et des rivières, nécessité d'accorder de plus en plus d'importance aux piscicultures et aux services de biologie;

7°.—Collaboration avec le gouvernement fédéral pour l'établissement de parcs nationaux dans cette partie des Laurentides située à l'ouest de la province ainsi que dans les Cantons de l'Est;

8°.—Comme il est peu raisonnable de faire payer les dépenses relatives à la pêche et à la chasse à cette partie de notre population qui ni ne pêche ni ne chasse, adoption d'une licence de pêche et de chasse que devront payer pêcheurs et chasseurs pour la pratique de leurs sports à la condition que le produit de cette licence soit affecté à l'amélioration des conditions de la pêche et de la chasse.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du co-

---

mité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### JEUDI 22 AVRIL 1937

Prière.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 83.—Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-et-unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 94 intitulé: "*The Congregation of Christians*" ont déclaré qu'ils désireraient le retirer.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Tardif, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

*Ordonné* que M. Tardif ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 89 intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant à la deuxième ligne les mots suivants: "reproduit comme cédule de la présente loi".

Et la cédule est retranchée.

Aussi le bill No 118 intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'alinéa a) de l'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 5 et 6 les mots suivants: "conformément à l'état certifié annexé à la présente loi comme cédule A".

Et la cédule est retranchée.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard—I. Quels sont les travaux qui avaient été autorisés à St-Jérôme en vertu de l'entente de 1936 pour des travaux de chômage?

II. Pour quel montant ces travaux avaient-ils été autorisés?

III. Pour quel montant ces travaux ont-ils été exécutés ?

IV. Le gouvernement d'Ottawa a-t-il refusé de payer le montant ou une partie du montant total réclamé ?

V. Si le montant ou une partie du montant réclamé n'a pas été payé, quelles raisons a-t-on données pour les déclarer irréguliers ?

*Réponse* par l'honorable M. Tremblay :

I. a) Prolongement de la rue St-Georges suivant l'alignement actuel jusqu'aux limites de la ville et construction d'un nouveau chemin à la route No 11;

b) Complétion des travaux de voirie provinciaux sur la rue Labelle, des limites de la ville jusqu'à vis-à-vis de la rue St-Georges.

II. a) \$25,000.00;

b) \$10,000.00.

III. a) et b) \$34,973.61.

IV. et V. Le Ministre du Travail du gouvernement fédéral nous a informé qu'il n'existait aucune autorité après le 1er avril 1937 lui permettant de modifier la liste des travaux approuvés par l'entente. A noter que la demande de la province lui avait été soumise le 22 mars 1937.

*Question* par M. Delagrave.—1. Le Gouvernement a-t-il fait des travaux pour un chemin d'hiver dans la région du lac Chibougamau ?

2. Si oui, des soumissions ont-elles été demandées et à quelle date ?

3. Quand les soumissions devaient-elles être produites ?

4. A qui le contrat pour lesdits travaux a-t-il été accordé ?

5. A quel prix ?

6. Combien a été payé par le gouvernement ?

*Réponse* par l'honorable M. Gagnon :

1. Oui.

2. Oui, le 28 octobre 1936.

3. Le 2 novembre 1936.

4. Armand Lévesque et R. T. Gilman.

5. Section A.—\$600.00 le mille (longueur approximative: 27 milles)

Section B.—\$800.00 le mille (longueur approximative: 36 milles)

Section C.—\$800.00 le mille (longueur approximative: 30 milles)

Section D.—\$800.00 le mille (longueur approximative: 42 milles)

6. \$90,180.00.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Depuis quelle date monsieur Léopold Brabant est-il à l'emploi du Ministère de la Colonisation ?

2. Quelles sont ses attributions ?

3. Quel est son salaire ?

4. Quelle fonction occupait-il avant son entrée au Département de la Colonisation ?

5. Quelle préparation avait-il pour remplir cette position ?

*Réponse par l'honorable M. Auger :*

1. 10 septembre 1936.
2. Inspecteur général.
3. \$2,400.00 par année.
4. Secrétaire de l'honorable Henry-L. Auger.
5. Bonne.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé : "Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Un débat s'élève.

Au cours du débat, l'honorable M. Duplessis objecte que, sur une motion de deuxième lecture, la discussion ne doit porter que sur le principe du bill et que l'honorable M. Bouchard enfreint en conséquence le règlement en discutant en détail un article du bill. Après avoir entendu la discussion sur cette objection, M. l'Orateur décide que le débat sur une motion de deuxième lecture ne doit porter que sur le principe du bill et qu'il est irrégulier de discuter en détail les articles du bill (article 455 du règlement.) L'honorable M. Bouchard en appelle à la Chambre.

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Bilodeau</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Boiteau</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Bourque</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Bullock</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Carignan</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Castonguay</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Coonan</i> ,
<i>Bélanger</i> ,	<i>Dubé</i> (Rimouski),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Dubé</i> (Témiscouata),



*Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagné,  
Gagnon,  
Goudreau,  
Labbé,  
Labelle,  
Lafleur,  
Langlais,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Layton,  
Leclerc,  
Leduc (Soulanges),  
Lorrain,  
Marcoux,*

*Marier,  
Monette,  
Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Missisquoi),  
Raynault,  
Robinson,  
Rocheport,  
Roy,  
Sauvé,  
Sherman,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel,  
Vachon.—59.*

## CONTRE:

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bertrand (Montréal-Laurier),  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Connors,  
Dansereau,*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Messier,  
Turcotte.—15.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

L'honorable M. Bouchard propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Drouin:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désapprouve le bill No 17, intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité", parce que ce bill est non seulement inutile, mais parce qu'il impose aux municipalités des obligations nouvelles de nature à nuire à la municipalisation, qu'il fait disparaître à leur égard des droits favorisant l'électrification rurale et parce qu'au lieu de promouvoir la municipalisation, il tend à la décourager au profit des grandes corporations hydro-électriques."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

## POUR :

## Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—16.</i>

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel.—55.</i>
<i>Goudreau,</i>	

---

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat se continue sur la motion principale.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Connors, il est—

*Ordonné* que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### VENDREDI 23 AVRIL 1937

Prière.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 125—"Loi concernant la succession de Dame Céline Laurin alias Laurint."

Bill 130—"Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard."

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 33 intitulé: "Loi déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini".

Bill No 85 intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby".

L'honorable M. Fisher, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:

Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1937, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 23 avril 1937.

E.-L. PATENAUDE.

(Document de la session No 2.)

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que le message de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 22 avril courant, de l'honorable M. Bilodeau proposant la deuxième lecture du bill 17.—"Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

Et la motion "Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Barrette</i> (Joliette),
<i>Barré</i> ,	<i>Barrette</i> (Terrebonne),

*Bégin,  
Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Bilodeau,  
Boiteau,  
Bourque,  
Boyer,  
Carignan,  
Castonguay,  
Choquette,  
Coonan,  
Dubé (Rimouski),  
Dubé (Témiscouata),  
Ducharme,  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagné,  
Gagnon,  
Goudreau,  
Jolicœur,  
Labbé,  
Labelle,  
Lafleur,*

*Langlais,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Leclerc,  
Leduc (Laval),  
Lesage,  
Lorrain,  
Marier,  
Monette,  
Paquette,  
Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Raynault,  
Robinson,  
Rocheffort,  
Roy,  
Sauvé,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel,  
Vachon.—62.*

CONTRE:

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bertrand (Montréal-Laurier),  
Bouchard,  
Casgrain,  
Connors,  
Dansereau,*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Hamel,  
Messier,  
Turcotte.—13.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## LUNDI 26 AVRIL 1937

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Quand a été destitué M. Joseph Ross, gardien à la réserve Ouimet de St-Anaclet, Rimouski?

2. Pour quelle raison a-t-il été destitué?
3. Y a-t-il eu une enquête dans son cas?
4. Si oui, par qui cette enquête a-t-elle été faite?
5. Par qui a-t-il été remplacé?
6. Quelle est la position de son remplaçant?

*Réponse* par l'honorable M. Gagnon:

1. Le 10 novembre 1936.
2. Dans l'intérêt public.
3. et 4. Le gouvernement a obtenu les renseignements qu'il a jugé nécessaires.
5. M. Arthur Lévesque, de St-Gabriel de Rimouski.
6. Même position.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 48, intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques."

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard—I. Le département de la Voirie a-t-il accordé un contrat pour le transport de 1,500 verges de gravier à M. Ald. Bergeron, maire de la municipalité de la paroisse de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean ?

II. Ce contrat lui a-t-il été accordé personnellement ou à la municipalité dont il est le maire ?

III. Ce contrat a-t-il été ratifié par le Conseil municipal ?

IV. Sur la recommandation de qui ce contrat a-t-il été accordé ?

V. Le gouvernement a-t-il reçu une réclamation pour compensation d'un accident survenu à deux des hommes travaillant au déblaiement du gravier ?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

I. et II. Le ministère de la voirie a autorisé la municipalité de la paroisse de St-Gédéon, à la demande du maire, et de nombreuses personnes intéressées, à transporter 1,500 verges de gravier pour servir à l'entretien des chemins.

III. Le gouvernement l'ignore.

IV. A la recommandation de l'ingénieur de division.

V. Oui.

---

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MARDI 27 AVRIL 1937

Prière.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:



---

Bill 76.—“Loi modifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la “Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited.”

Bill 106.—“Loi modifiant la charte de l'Assurance Mutuelle des fabriques de Québec.”

Bill 137.—“Loi constituant en corporation “Public Service Mutual Assurance Company.”

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: “Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MERCREDI 28 AVRIL 1937

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 5 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 5 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le para-

graphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 avril 1937, pour: Qu'un état de la Chambre soit émis démontrant:

I. Le gouvernement a-t-il dépensé de l'argent depuis le 17 août 1936 à faire des travaux dans un chemin qui conduit de l'Annonciation à l'Ascension, comté de Labelle?

II. Dans l'affirmative:

a) Quel montant?

III. Combien y avait-il de contremaîtres engagés sur ce chemin?

IV. Quels étaient leurs noms et le montant de leur salaire?

V. Quelle est la longueur totale du chemin amélioré à la suite des travaux susdits?

VI. Combien d'hommes ont été employés sur ces travaux?

VII. Quels sont leur noms?

*(Document de la session No 23.)*

Sur la motion de M. Jolicœur, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 135, intitulé: "Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic", a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Raynault, secondé par M. Dubé (Témiscouata), il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", a pour objet de favoriser une institution religieuse, tous les droits et honoraires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Bellemare, il est

*Ordonné* que, vu que le bill No 81, intitulé: "Loi changeant le nom d'Élizabeth Ann Wilson en celui d'Élizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath", a été retiré au Conseil législatif, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Bellemare, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 94, intitulé: "The Congregation of Christians", a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payé, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Marcoux, secondé par M. Vachon, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 104, intitulé: "Loi modifiant la charte de Les Frères des Écoles Chrésiennes", a pour objet de favoriser le développement d'une œuvre de formation religieuse, d'enseignement et de charité les droits ordinaires que le pétitionnaire a payés lui soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Marcoux, secondé par M. Vachon, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 105, intitulé: "Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrésiennes de Québec", a pour objet de favoriser le développement d'une œuvre d'enseignement, de charité et de formation religieuse, les droits ordinaires que les pétitionnaires ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est en conséquence adopté.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 43, intitulé: "Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

---

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que l'exploitation de nos mines prend un essor considérable;

ATTENDU qu'il est opportun de pourvoir à la formation de jeunes techniciens et de leur ouvrir des carrières dans l'industrie minière;

Qu'il soit en conséquence:

*Résolu*,—Que le ministre des mines et des pêcheries soit autorisé à dépenser une somme de vingt-cinq mille dollars pour aider à la formation professionnelle de jeunes gens de la province, afin de leur permettre de bénéficier de l'ouverture de carrières nouvelles dans l'industrie minière et que cette somme soit payée par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi pourvoyant à la protection des chemins de colonisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chamhre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Question* par M. Chaloult.—Le Gouvernement a-t-il accordé quelques contrats ou fait exécuter quelques travaux à l'Action Sociale Limitée, éditrice du journal l'Action Catholique, depuis son avènement au pouvoir ?

Quelques-uns de ces contrats ont-ils été annulés par le Gouvernement ?

Dans l'affirmative, quels sont ces contrats et pourquoi ?

*Réponse* par l'honorable M. Tremblay :

1. Oui pour un montant de \$17,599.32.

2 et 3. Non.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Le ministre de la Colonisation a-t-il acheté du bois du docteur Camille Giguère, de Rouyn, depuis le 26 août 1936 ? Dans l'affirmative :

a) Quelle quantité le Ministère de la Colonisation a-t-il acheté de ce monsieur ?

b) Quel prix a-t-il payé ?

2. Le Ministère de la Colonisation a-t-il acheté du bardeau, depuis le 26 août 1936 ? Dans l'affirmative :

a) Quelle quantité ?

b) De quels fournisseurs le Ministre de la Colonisation a-t-il acheté ce bardeau ?

c) Quel prix a-t-il payé ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger :

1. Non.

a) et b). Répondus par 1.

2. Oui.

a) 16,592,000.

b) Aubin Alcide.  
Bélanger Jos.,  
Brochu Pierre  
Bond Bainbridge, W  
Chalifour J.-Georges,  
Cyr J.-M.,  
Durocher Napoléon,  
Desrochers Aldem,  
D'Auteuil Adélard  
Grenier Lorenzo  
Godbout Ltée,

Palmarolle, Abitibi.  
Kedgwick, N. B.  
St-Félix, Abitibi  
Maniwaki,  
Québec,  
New-Richmond,  
Taschereau, Abitibi.  
Palmarolle, Abitibi.  
St-Guy, Rimouski.  
Amos, Abitibi.  
Québec.

Gohier Édouard,	Ville St-Laurent,
Gravel, D.-E.,	Québec.
Larose Napoléon,	Barraute, Abitibi.
Lepage Jos.-A.,	Ruisseau Blanc, Matapédia.
Létourneau Willie	La Sarre, Abitibi.
Larochelle Jos.,	La Sarre, Abitibi.
Legault la Maison J.-N. Enrg.	Rollet Abitibi.
Lambert J.-Eug. Enrg.,	La Sarre, Abitibi.
Labbé Micher	La Sarre, Abitibi.
Martineau William,	La Sarre, Abitibi.
Morneault J.-P.,	St-Edmond, Gaspé.
Paré, Charles	Launay, Abitibi.
Perreault Georges	St-Honoré, Témiscouata.
Richard Héras,	Palmarolle, Abitibi.
Soucy Eugène-E.,	St-Alexandre, Kamouraska.
c) \$2.00 à \$3.50 le mille, suivant la qualité.	

Gaspé.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 45) intitulé: "Loi modifiant la Loi du secrétariat relativement aux lettres patentées et autres documents".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Drouin propose par voie d'amendement, secondé par M. Hamel:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter les subsides nécessaires au fonctionnement du gouvernement, regrette de constater que jusqu'à maintenant, ce gouvernement n'a pas encore institué un Conseil économique."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Dansereau,  
Delagrave,*

*Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Lawn,  
Messier,  
Turcotte.  
—15.*

#### CONTRE

MESSIEURS:

*Auger (Gatineau),  
Auger (Montréal-St-Jacques),  
Barrette (Joliette),  
Barrette (Terrebonne),  
Bégin,  
Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bilodeau,  
Boiteau,  
Boyer,  
Bullock,  
Caron,  
Castonguay,*

*Coonan,  
Dubé (Rimouski),  
Dubé (Témiscouata),  
Ducharme,  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagné,  
Goudreau,  
Labbé,  
Labelle,*

*Lafleur,  
Lamoureux,  
Langlais,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Leclerc,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Lorrain,  
Marcoux,  
Marier,  
Monette,*

*Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Sauvé,  
Sherman,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Vachon,  
—55.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale "que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

*Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille six cent quatre-vingt dix-neuf dollars et soixante huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en Comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.



*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No. 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de *Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No. 97) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval, et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi concernant la succession de Dame Céline Laurin alias Laurint".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 130) intitulé: "Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la *Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation *"La Prévoyance"*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Juges des Cours des Sessions de la Paix, etc. (Administration de la Justice), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cent cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour fonds des écoles élémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille six cent cinquante-six dollars et cinquante-cinq cents, soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institut Scientifique Franco-Canadien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Aide à la Femme, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour corporation des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille neuf cent quarante-huit dollars et quarante-huit cents soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi abolissant les rentes seigneuriales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du Gouvernement, Montréal: entretien et réparation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de péage, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des pensions de vieillesse de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries, Jardin zoologique et Ferme expérimentale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour élevage des animaux à fourrure, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'Agriculture, École de Médecine, vétérinaire et École de Laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives (Département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille sept cent huit dollars et dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille neuf cent soixante-et-seize dollars et quatre-vingt-dix cents, soit ouvert à Sa Majesté pour école de papeterie "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour licences, assurances, etc., (Revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses relatives au couronnement du roi George VI, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fêtes du centenaire de la fondation de la ville de Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

---

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements les bills suivants:

Bill No 31 intitulé: "Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85, relative aux aqueducs municipaux".

Bill No 35 intitulé: "Loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses".

Bill No 37 intitulé: "Loi sauvegardant l'autonomie municipale".

Bill No 39 intitulé: "Loi modifiant la Loi des bourses pour des cours additionnels".

Bill No 154 intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 113, intitulé: "Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco Canadien", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 2 et 3 les mots suivants: "reproduit comme cédule A de la présente loi";

2. L'article 2 est amendé en retranchant aux lignes 6 et 7 les mots suivants: "reproduit comme cédule B de la présente loi";

Les cédules A et B sont retranchées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 113) intitulé: "Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco Canadien", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

*Résolu* que cette Chambre s'ajourne pour marquer le deuil que lui cause la mort de l'honorable M. Andrew R. McMaster, ancien trésorier de la province, et de M. Samuel Genest, ancien commissaire des écoles catholiques d'Ottawa.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**JEUDI 29 AVRIL 1937**

---

Prière.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 150.—“Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec”.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: “Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 50, intitulé: “Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.”

---

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 17) intitulé: “Loi autorisant toutes les corporations municipales en cette province à municipaliser l'électricité”.

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier):

Que tous les mots après “QUE” soient remplacés par les suivants:

QUE ce projet de loi soit référé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender :

1° En permettant aux municipalités d'exproprier non seulement l'entreprise de toute personne, société ou compagnie exploitant un service d'électricité mais aussi partie de telle entreprise;



2° En obligeant les compagnies d'électricité à vendre du courant aux corporations municipales à un prix à être fixé, au cas de divergences d'opinion, par un organisme public;

3° En faisant soumettre le vote sur la municipalisation aux électeurs municipaux, propriétaires et locataires;

4° En autorisant les conseils municipaux à nommer comme agents au scrutin un représentant des électeurs favorables au règlement et un représentant de ceux qui le désapprouvent;

5° En restreignant au cinquième de la valeur imposée le montant sur lequel les compagnies peuvent voter;

6° En retranchant l'obligation pour les municipalités de charger des taux spécifiques avant d'avoir pu établir le coût réel de l'administration, de l'exploitation et de l'entretien de l'entreprise et avant d'avoir eu le temps de donner le service à toute sa clientèle d'usagers;

7° En laissant aux municipalités le droit de se grouper pour établir et maintenir un système de production et de distribution électriques ou l'un ou l'autre.

M. le premier ministre objecte que l'amendement de M. Bouchard est irrégulier, parce qu'il propose d'insérer dans le bill des dispositions qui s'y trouvent déjà, et, après discussion de la question de règlement, M. l'Orateur déclare l'objection bien fondée et l'amendement irrégulier.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision de l'Orateur étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Boiteau,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Boyer,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Bullock,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Castonguay,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Dubé (Rimouski),</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Dubé (Témiscouata),</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Duguay,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Duplessis,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Élie,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Fleury,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Gagné,</i>

Gagnon,  
 Labbé,  
 Labelle,  
 Lafleur,  
 Langlais,  
 Larivière,  
 Larochelle,  
 Larouche,  
 Leclerc,  
 Leduc (Laval),  
 Leduc (Soulanges),  
 Lesage,  
 Lorrain,  
 Marier,

Monette,  
 Paradis,  
 Pelletier (Gaspé-Nord),  
 Pelletier (Lotbinière),  
 Perron,  
 Pouliot (Gaspé-Sud),  
 Pouliot (Missisquoi),  
 Rousseau,  
 Sauvé,  
 Taché,  
 Tardif,  
 Tellier,  
 Tremblay,  
 Trudel.—52.

# CONTRE

Messieurs:

Bastien,  
 Bercovitch,  
 Bertrand (Montréal-Laurier),  
 Bouchard,  
 Bouthillier,  
 Casgrain,  
 Chaloult,  
 Connors,  
 Dansereau,

Delagrave,  
 Drouin,  
 Dumaine,  
 Hamel,  
 Lawn,  
 Marcoux,  
 Messier,  
 Turcotte.—17.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

La motion principale étant soumise aux voix.

M. Casgrain propose, par voie d'amendement, secondé par M. Connors:

Que tous les mots après "que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants:

QUE cette loi ne soit pas lue maintenant mais dans six mois parce que:

PREMIÈREMENT, au lieu d'augmenter l'autonomie des municipalités au sujet de la municipalisation de l'électricité, elle la diminue;

DEUXIÈMEMENT, parce qu'elle sera nuisible à l'électrification rurale en rendant presque impossible l'adoption d'un règlement de municipalisation et en abolissant les octrois pour la construction de lignes rurales;

TROISIÈMEMENT, parce qu'elle favorise l'achat par les grandes corporations des usines et réseaux municipalisés actuellement existant;

QUATRIÈMEMENT, parce qu'elle augmente l'influence des grandes corporations dans le vote des règlements de municipalisation en faisant

disparaître la restriction en vertu de laquelle les grandes compagnies ne pouvaient inscrire leur valeur foncière que pour un cinquième de la valeur de leurs biens imposés;

CINQUIÈMEMENT, parce qu'au lieu de favoriser généralement la municipalisation elle est de nature à la décourager au profit des grandes corporations privées.

M. le premier ministre objecte que l'amendement de M. Casgrain est irrégulier parce que l'amendement proposant le renvoi à six mois ne peut contenir un exposé de motifs, et, après discussion de la question de règlement, M. l'Orateur déclare l'objection bien fondée et l'amendement irrégulier.

M. Casgrain en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision étant ainsi mis aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

#### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labbé,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larivière,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Perron,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel.</i> —54.

val),

## CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

## POUR

Messieurs :

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Gagné,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Labbe,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Élie,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Sherman,</i>

*Taché,  
Tardif,  
Tellier,*

*Thibault,  
Tremblay,  
Trudel.—58.*

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bertrand (Montréal-Laurier),  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Connors,  
Dansereau,*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Lawn,  
Marcoux,  
Messier,  
Turcotte.—18.*

La motion principale est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Barré propose, secondé par M. Beaudry:

Que cette Chambre est d'avis:

ATTENDU que par la loi 25-26 George V, chap. 82, intitulée: Loi abolissant les rentes seigneuriales, le rachat et l'abolition des rentes seigneuriales ont été prévus à certaines conditions et avec certaines formalités.

ATTENDU que l'article 16 de la loi sus mentionnée prévoit la confection d'un terrier par le secrétaire-trésorier de toute municipalité où se paient des rentes seigneuriales.

ATTENDU que ledit terrier et sa confection sont chose indispensable au fonctionnement de la loi.

ATTENDU que l'article 40 de ladite loi paralyse la mise à exécution de toute la loi tant que ledit terrier n'a pas été préparé dans chacune des municipalités intéressées.

ATTENDU que plusieurs secrétaires ont négligé de préparer ledit terrier.

ATTENDU que des municipalités ont protesté contre les montants réclamés par les propriétaires de seigneuries.

ATTENDU que de ces protestations, il résulte que la valeur actuelle de ces seigneuries devrait être établie d'une manière aussi juste et exacte que possible.

ATTENDU que ces rentes doivent disparaître le plus tôt possible,

Que le Gouvernement devrait prendre, dès cette session, les moyens d'établir sans délai la valeur réelle des seigneuries et la justice des

réclamations de leurs propriétaires, afin d'en arriver au plus tôt possible à l'abolition des rentes seigneuriales.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. Y a-t-il des employés du Ministère de la Colonisation (Service du chômage), qui ont fait du temps supplémentaire le soir au cours des mois de novembre et décembre 1936 ?

II. Dans l'affirmative:

- a) Quel est le nombre de ces fonctionnaires ?
- b) Combien d'heures supplémentaires chacun d'eux ont-ils fait le soir ou le samedi après-midi s'il y a lieu ?
- c) Combien de ces fonctionnaires ont été destitués ?
- d) A quelle date l'ont-ils été ?
- e) Quel est leur nom ?
- f) Quel traitement recevait chacun d'eux ?

III. Les employés maintenus en fonction, ont-ils été payés pour leur temps supplémentaire ?

IV. Les employés destitués ont-ils été payés pour leur temps supplémentaire ?

V. Dans l'affirmative:

- a) Combien ont-ils reçu de l'heure ?

VI. Dans la négative:

- a) Quand seront-ils payés ?
- b) Combien recevront-ils de l'heure ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger:

I. En novembre, non. En décembre, oui.

II. a) Quatorze

b)	Nom	Hrs	Min.	Nom	Hrs	Min.
	Amyot Georges . . . . .	21	35	Gagné, H.-P. . . . .	28	15
	Aubé Gérard . . . . .	6	15	Gagné J.-C. . . . .	3	5
	Bélanger G.-A. . . . .	26	25	Marchand A. . . . .	3	5
	Bélanger R. . . . .	28		Patry Gaston . . . . .	27	30
	Caron Raymond . . . . .	27	45	Plante A.-R. . . . .	9	15
	Fontaine Roméo . . . . .	20	35	Rochefort Jos. . . . .	15	35
	Fortier M. . . . .	27	15	Villemaire R.-A. . . . .	12	5
c)	Trois					
d)	Fontaine Roméo . . . . . le 1er février 1937.					
et	Gagné H.-P. . . . . le 1er février 1937.					
e)	Patry Gaston . . . . . le 15 janvier 1937.					
f)	Fontaine Roméo . . . . . \$80.00 par mois.					
	Gagné H.-P. . . . . 75.00 par mois.					
	Patry Gaston . . . . . 3.50 par jour.					

III. Non.

IV. Non.

V. a.) nil

VI. a) Sous peu.

b) 0.65 de l'heure.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Le Département de la Colonisation a-t-il à son emploi un monsieur Alphonse Coutu, résidant à St-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier ?

2. Dans l'affirmative :

a) A quelle date a-t-il commencé à travailler pour ce département ?

b) Quelles sont ses fonctions ?

c) Quelles sont ses qualifications ?

d) Reçoit-il un salaire annuel ou un salaire mensuel pour un certain nombre de mois déterminé ou est-il payé journellement ?

e) Dans chacun des cas, quel est ce salaire ?

f) Les dépenses de voyages lui sont-elles allouées et pour quel montant, dans chacun des modes d'engagement que le Ministère de la Colonisation aurait pu faire avec lui ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

2. a) Le 24 décembre 1936.

b) Inspecteur de lots.

c) Bonnes.

d) M. Coutu est payé à la journée.

e) \$3.00 par jour de travail.

f) M. Coutu a droit à ses dépenses légitimes de déplacement et de pension lorsqu'il travaille pour le Département.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé : "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la séance.

*Ordonné* que la Chambre se forme en comité au cours de la présente séance.

---

*Sept heures et demie du soir.*

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi modifiant la charte de "L'Assurance mutuelle des Fabriques de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation "Public Service Mutual Assurance Company".

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que l'ordre soit révoqué.

*Ordonné* que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.



L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 47) intitulé: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

M. Chaloult propose, par voie d'amendement, secondé par M. Grégoire:

Que tous les mots après "Que" dans la motion proposée, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre tout en se déclarant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration du Gouvernement, regrette que celui-ci n'ait pas encore accordé la prime promise sur le beurre et le fromage et exprime l'avis qu'elle devrait être octroyée sans plus de délai.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.—15.</i>
<i>Delagrave,</i>	

#### CONTRE

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Bellemare,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Bilodeau,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Boiteau,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Boyer,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Bulloch,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Caron,</i>

Castonguay,  
Coonan,  
Dubé (Témiscouata),  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagné,  
Jolicœur,  
Labbé,  
Labelle,  
Langlais,

Larivière,  
Larouche,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Marier,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Trudel.—40.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

*Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour affaires municipales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

## VENDREDI 30 AVRIL 1937

Prière.

M. Boiteau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-et-unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 137.—"Loi constituant en corporation "*Public Service Mutual Assurance Company*".

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 132 intitulé: "Loi modifiant la charte de la Fédération des Scouts Catholiques de la province de Québec".

Bill No 151 intitulé: "Loi abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59".

Bill No 152 intitulé: "Loi modifiant le Code du notariat".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 30 intitulé: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et réparer les erreurs de l'ancien gouvernement à ce sujet", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation".
2. Le préambule est modifié:
  - a) En retranchant le quatrième alinéa commençant par les mots: "Attendu qu'une grande partie";
  - b) En retranchant le cinquième alinéa commençant par les mots: "Attendu qu'il est urgent".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 30) intitulé: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et réparer les erreurs de l'ancien gouvernement à ce sujet", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

M. Chaloult s'étant levé pour soulever une question de privilège au sujet d'accusations qui auraient été portées contre lui au cours d'un débat de la séance d'hier, M. l'Orateur décide que l'on ne peut soulever une question de privilège non urgente et mettant en question la conduite d'un membre de l'Assemblée, si ce n'est par motion préalablement annoncée. (article 132 du règlement.)

M. Drouin en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Appel de la décision étant fait ainsi et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Perron,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Trudel.</i> —44.

## CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Grégoire.</i> —10.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

M. Grégoire s'étant levé pour soulever une question de privilège au sujet d'une discussion qui aurait eu lieu ce matin au comité des bills privés, M. l'Orateur décide qu'il est irrégulier de "faire allusion aux délibérations d'un comité avant que ces délibérations soient rapportées à la Chambre". (article 245 du règlement, paragraphe 6.)

M. Chaloult en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labbé,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Marier,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Caron,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel.</i> —38.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux.</i> —12.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre:  
État financier du Surintendant de l'Instruction publique de la  
Province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1936.

(Document de la session No 24.)

*Question* par M. Chaloult.—Est-il vrai que la maison Hughes Owen Co. Ltd, de Montréal, a chargé au gouvernement provincial la taxe d'accise et la taxe de vente sur toute la marchandise qu'elle lui a livrée depuis janvier 1924?

A combien se chiffre le total de ces taxes exigées injustement du gouvernement?

Quelle somme le gouvernement a-t-il fait rembourser à date par la maison Hughes Owen & Co. Ltd?

*Réponse* par l'honorable M. Fisher:

Depuis que le gouvernement est au pouvoir, j'ai demandé une enquête sur la taxe de vente et d'accise fédérale imposée sur les marchandises achetées par les divers départements de l'administration.

Afin de sauvegarder les deniers publics, je suis à m'enquérir et à m'assurer si le gouvernement provincial a bénéficié de l'exemption de cette taxe imposée par le gouvernement fédéral.

Le cas dont il est fait mention est présentement à l'étude.

*Question* par M. Delagrave.—1. Le gouvernement a-t-il acheté une lisière de terrain de M. Jean-Maurice Riverin, de Charlesbourg?

II. Si oui, à quel prix?

III. M. Riverin est-il un employé du gouvernement provincial?

IV. Si oui, quelle charge occupe-t-il et quel salaire retire-t-il?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

I. Oui.

II. \$1,586.20.

III. Pas de la Voirie.

IV. Voir 3.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Donat Trudel, cantonnier de la voirie à Nédélec, a-t-il été démis de ses fonctions?

II. Si oui, pourquoi a-t-il été démis de ses services?

III. Y a-t-il eu une enquête dans son cas?

IV. Par qui cette enquête a-t-elle été tenue?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

I. Oui.

II. Pour réinstaller le cantonnier nommé par l'administration précédente et qui avait été démis injustement par cette administration parce qu'il voulait se consacrer à son travail de cantonnier et se refusait d'être un agent électoral alors qu'il était employé à la voirie.

III. Oui.

IV. Par le département de la voirie.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Wilfrid Ouimet, de Ste-Agathe-des-Monts, a-t-il été remercié de ses services comme cantonnier ?

II. Dans l'affirmative:

a) A quelle date ?

b) Pour quelle raison ?

III. Y a-t-il eu enquête dans son cas ?

*Réponse* par l'honorable M. Leduc:

1. Oui.

2. a) Le 19 avril.

b) Dans l'intérêt public.

3. Oui.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bastien propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Bouchard:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre approuve l'établissement d'un salaire minimum pour les bûcherons et les travailleurs en général de l'industrie forestière tant sur les terres privées que sur les terres de la Couronne, mais elle s'oppose à l'adoption du bill proposé par le gouvernement et intitulé: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières", parce que ce bill aura pour effet:

a) de remettre la décision définitive du salaire raisonnable au lieutenant-gouverneur en conseil:

b) parce qu'il ne prévoit pas à la création d'un organisme distinct du gouvernement pour régler l'échelle de salaires minima et voir à l'exécution de la loi.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bertrand* (Montréal-Laurier),

*Bouchard,*  
*Casgrain,*

*Connors,  
Delagrave,*

*Dumaine.—7.*

CONTRE

Messieurs :

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel.—48.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Le gouvernement a-t-il fait des travaux sur le pont de Cullen Brook, Bonaventure-est, en novembre ou décembre 1936 ?*

*2. Si oui, quelle est la quantité de pierre qui a été achetée pour ces travaux ?*

*3. De qui cette pierre a-t-elle été achetée ?*

*4. Quels sont les noms qui apparaissent au rôle-de-paie pour l'exécution de ces travaux et quel montant a été payé à chaque personne ?*



*Réponse par l'honorable M. Auger :*

1. Oui.

2. 182 verges.

3. Poirier, Édouard. . . 7 vgs.

Poirier, Dalbert. . . 6½ "

Henry, Sylva. . . . . 9 "

Poirier, Ls-Charles . 5 "

Sinclair, Clément . . 5 "

Campbell, David. . . 5 "

Balin, Théodore . . . 2 "

Fournier, Ernest. . . 3½ "

Poirier, Antoinin. . . 5 "

Balin, Elzéar. . . . . 5 "

Gourmier, Lucien . . 5 "

Gourmier, Antoine . 5 "

Babin, Léo. . . . . 5 "

Babin, Billy. . . . . 6 "

Campbell, Roland. . 5 "

Sinclair, Wilson. . . 5 "

Sinclair, John. . . . 5 "

Sinclair, Ned. . . . . 5 "

4. Bourdages, Léon. . . \$36.40

Bourdages, Urbain . . 28.80

Bourdages, Edgar. . . 28.80

Bourdages, Nap. . . . 12.00

Bourdages, Arthur. . . 9.20

Fournier, Frs. . . . . 4.80

Bourdages, Edgar. . . 3.20

Fournier, Ernest. . . 5.60

Balin, Théodore . . . 15.20

Poirier, Édouard. . . 3.20

Bourdages, Nap.-A. . 8.80

Balin, Léo. . . . . 3.20

Balin, Bonaventure. . 4.80

Fournier, Alexis. . . . 6.40

Bourdages, Alfred. . . 2.00

Poirier, Napoléon . . 6.40

Gourmier, François. 6 vgs.

Poirier, Norbert . . . 2½ "

Bourdages, Fortunat 5 "

Babin, Pitre. . . . . 5 "

Poirier, Arsène. . . . 5½ "

Babin, Valmont. . . . 5 "

Poirier, Oswald. . . . 6 "

Henry, Bonaventure 6 "

Poirier, Joseph. . . . 6 "

Campbell, Evelyn. . . 3 "

Bourdages, René. . . . 6 "

Poirier, Lionel. . . . . 4 "

Babin, Antoine. . . . 5 "

Campbell, Harold. . . 3 "

Desbiens, Wilfrid . . 5 "

Tozer, Harvard. . . . 5 "

Bourdages, Édouard 5 "

Bourdages, Elzéar. . . 5 "

Poirier, Adélard. . . . \$6.40

Bourdages, James. . . 8.00

Bourdages, Félix. . . . 6.40

Poirier, Delphis. . . . 6.40

Sinclair, Hayward. . . 2.40

Bourdages, Nicolas. . 1.60

Poirier, Samuel. . . . . 80

Cayouette, Albert. . . 19.20

Bourdages, André. . . 9.60

Poirier, Lionel. . . . . 1.60

Arsenault, Arthur. . . 4.00

Henry, Sylva. . . . . 1.60

Bourdages, Louis. . . . 2.40

Bourdages, Alfred—

(factures bois de

de construction). . . 16.00

Total. . . . . \$265.20

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Château-guay, concernant l'île St-Bernard".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

*Ordonné* que l'ordre soit révoqué.

*Ordonné* que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Pelletier (Lotbinière), secondé par M. Jolicoeur, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 109, intitulé: "Loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec", a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Choquette, secondé par M. Tardif, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 85, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby", a pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITE)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publicité (Département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agrandissement du palais de justice d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante et onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, ventes des terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et d'ensemencement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés de colonisation et Œuvres de secours aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour retour à la terre, plan Rogers-Auger (Adm.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie des combustibles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'utilisation des bois francs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour transport des colons, de leur famille et de leur ménage et roulant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développer l'industrie de la chèvrerie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour creusage de puits, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de chemins de mines, (Département des Mines et des Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président au comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire a voir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une deuxième fois et adoptées.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### LUNDI 3 MAI 1937

Prière.

*Trois heures de l'après-midi.*

Sur la motion de M. Barrette (Terrebonne), secondé par M. Langlais, il est—

*Ordonné* que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la Loi 24 George V, chapitre 101".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Langlais, il est—

*Ordonné* que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le district électoral de Saint-Jean, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le même district".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Perron, secondé par M. Paradis, il est—

*Ordonné* que M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Monsieur Jules Simard a-t-il fait au cours des derniers six mois un travail quelconque pour le compte du ministère de l'agriculture ?

2. Dans l'affirmative :

a) Depuis quand ?

b) Quel est son salaire journalier ?

3. Ce même monsieur Simard remplit-il une autre fonction officielle ?

4. Dans l'affirmative ?

a) laquelle ?

b) Quel est son salaire ?

*Réponse* par l'honorable M. Dussault :

1.-2.-3.-4. L'honorable J.-G. Gardiner, ministre fédéral de l'agriculture, a bien voulu nous prêter, depuis décembre 1936, les services de M. Jules Simard, chef de la division fédérale des semences dans la province, et ce pour la distribution de nos grains de semence. M. Simard ne reçoit aucun salaire du gouvernement provincial; ses dépenses sont payées par le gouvernement fédéral; il ne remplit aucune autre fonction officielle pour le ministère de l'agriculture provincial.

*Question* par l'honorable M. Bastien.—1. Depuis quand Monsieur Pierre Dorion est-il à l'emploi du ministère de l'agriculture ?

2. Quelles sont ses attributions ?

3. Quel est son salaire ?

4. Quels sont les états de services qui lui ont valu cette importante position ?

5. Quelles fonctions a-t-il occupé avant d'entrer au service du ministère de l'agriculture ?

*Réponse* par l'honorable M. Dussault :

1. 25 septembre 1936.

2. Agronome régional.

3. \$2,200.00 par an.

4. Expérience de six ans comme technicien agricole officiel dans la province d'Ontario.

5. Agronome officiel en Ontario.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état indiquant:

1. Depuis le 26 août 1936, le conseil de Louiseville a-t-il demandé au Gouvernement que des travaux soient faits dans cette ville avec les argents que le gouvernement a dépensés conjointement avec le gouvernement fédéral pour remédier au chômage?

2. Dans l'affirmative:

a) Quelles sommes ont été octroyées à Louiseville?

b) Quelles sommes ont été dépensées?

c) A qui ces argents ont-ils été payés pour salaires, matériaux, marchandises, terrains, terres servant à faire des travaux de nivellement et de remplissage ainsi que pour toutes fournitures nécessaires à ces travaux?

3. Ces travaux ont-ils été interrompus?

4. Dans l'affirmative:

a) Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux déjà mentionnés ont été interrompus?

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Tremblay:

Qu'à partir de lundi, le 3 mai prochain, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de trois heures à six heures de l'après-midi; et la deuxième depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relative aux séances du mardi.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

*Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels et commerciaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

---

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent quatre-vingt quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des Pensions de vieillesse de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Renseignements commerciaux (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Taux de transport (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente sept mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Recherches économiques (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante dix-huit mille quatre-vingt douze dollars, quarante cents soit ouvert à Sa Majesté pour Statistiques (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quatorze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau du Tourisme (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MARDI 4 MAI 1937

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 79.—Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

M. Marier, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

Bill 157.—"Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata."

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Barrette (Joliette), il est—

*Ordonné* que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---



*Question* par M. Hamel.—1. Le gouvernement a-t-il reçu une pétition de droit de M. Georges Lachapelle demandant la permission de poursuivre le gouvernement et la "Gatineau Power" en vertu de l'article 1019 du Code de Procédure Civile, pour faire casser et annuler des baux emphythéotiques consentis par le gouvernement à la susdite "Gatineau Power Company" ?

2. Dans le cas affirmatif, le gouvernement a-t-il accordé au susdit Georges Lachapelle le fiat lui donnant la permission qu'il demandait par sa pétition de droit de poursuivre le gouvernement et la "Gatineau Power Company" ?

3. Si, d'un autre côté, le gouvernement a refusé d'accorder au susdit Georges Lachapelle le fiat en question, pour quelle raison lui refuse-t-il ainsi la permission de soumettre sa cause aux tribunaux pour qu'il soit fait droit à sa réclamation ?

4. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder au pétitionnaire Georges Lachapelle le fiat qu'il sollicite et ainsi de lui permettre de soumettre sa cause aux tribunaux compétents afin que "droit soit fait", et, dans le cas affirmatif, quand ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

1. Non, en ce qui concerne le gouvernement actuel. Oui, sous l'ancien gouvernement, savoir le 26 avril 1935.

2. Sur rapport du procureur général du temps, en date du 16 mai 1935, la pétition de droit a été refusée.

3. Le rapport mentionné dans la deuxième réponse concluait à l'absence totale de liens de droit entre le requérant et la couronne et à la possibilité par le requérant de faire valoir tous ses droits sans mettre la couronne en cause, les actes de concession à la Gatineau Power Co. ne cédant que les droits que la couronne pouvait avoir et réservant tous les droits des tiers.

4. Vu les faits mentionnés à la réponse trois, le gouvernement actuel ne croit pas, dans l'intérêt de la province, devoir intervenir.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Médéric Pelletier, frère de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, a-t-il été à l'emploi du gouvernement provincial au bureau du Revenu, service de la Gazoline ?

II. Occupe-t-il encore cette position ?

III. S'il ne l'occupe pas et s'il l'a occupée quand a-t-il été remercié de ses services ?

IV. Pour quelle raison a-t-il été remercié de ses services ?

*Réponse* par l'honorable M. Fisher:

I. Non.

II. Rien à répondre.

III. Rien à répondre.

IV. Rien à répondre.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 48 intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Leduc, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi relative à la loi 25-26 George V, chapitre 27".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 29 intitulé: "Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés".

Bill No 41 intitulé: "Loi pourvoyant à la protection des chemins de colonisation".

Bill No 43 intitulé: "Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière".

Bill No 45 intitulé: "Loi modifiant la Loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents".

Bill No 46 intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension".

---

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 48 intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer à la Régie créée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à titre de prêt, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes dont elle aura besoin pour l'application de ladite loi.

*Résolu, 2.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement en entier ou partiel de ces avances au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

*Résolu, 3.*—Que la Régie remboursera ces avances au gouvernement à même les montants perçus des distributeurs en vertu de l'article 27 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, au fur et à mesure de leur perception.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

L'honorable M. Bouchard propose, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier):

Que cette Chambre proteste contre la violation par le gouvernement des privilèges des représentants du peuple en empêchant les députés, surtout ceux de l'opposition, de discuter librement des résolutions relatives aux bills du gouvernement et en faisant voter des résolutions sans tenir compte du désir déclaré de certains députés de parler; et que cette Chambre blâme la conduite du gouvernement à ce sujet et réclame ses prérogatives essentielles; que, en conséquence, les résolutions relatives au bill 48 soient considérées et étudiées de nouveau.

M. le premier ministre objecte que la motion de privilège est irrégulière.

M. l'Orateur, après discussion de la question de règlement, déclare la motion irrégulière, parce que la dernière partie de cette motion constitue une demande de renvoi des résolutions au comité, non une question de privilège, et vicie le reste de la motion (article 144 du règlement.)

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision étant ainsi fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Lafleur</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Langlais</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Larivière</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Larochelle</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larouche</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Leclerc</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bellemare</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Lesage</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Lorrain</i> ,
<i>Boiteau</i> ,	<i>Marier</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Caron</i> ,	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Choquette</i> ,	<i>Perron</i> ,
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Dussault</i> ,	<i>Sauvé</i> ,
<i>Élie</i> ,	<i>Sherman</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tardif</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Gagné</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Gagnon</i> ,	<i>Trudel</i> ,
<i>Labbé</i> ,	<i>Vachon</i> .—46.

## CONTRE:

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Dansereau,</i>	—17.

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR:

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Auger Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Élie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tardif,</i>

*Tellier,  
Tremblay,*

*Trudel,  
Vachon:—48*

CONTRE :

Messieurs :

*Bastien,  
Bercovitch,  
Bertrand (Montréal-Laurier),  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Connors,  
Dansereau.*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hame,  
Lawn,  
Messier,  
Turcotte,  
—17.*

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 48) intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 50, intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Auger informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le gouvernement de la province pourra acquérir de gré à gré, par échange ou autrement, dans le district électoral de Témiscouata, toutes terres ou parties de terres qui, dans son opinion, seront, par leur nature et leur situation, susceptibles de favoriser la colonisation, de permettre l'agrandissement de vieilles paroisses ou d'aider à la fondation de nouvelles paroisses.

*Résolu, 2.*—Que lorsque pour une raison quelconque, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, ces terres ou parties de terres ne

pourront être acquises de gré à gré, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre à les exproprier conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions.

*Résolu, 3.*—Que dans les quinze jours qui suivront le jugement final rendu sur l'ordre de distribution ou de collocation du protonotaire de la cour, le trésorier de la province paiera l'indemnité à qui de droit, selon le jugement de distribution, suivant la loi qui accompagne les présentes résolutions.

*Résolu, 4.*—Que le prix des acquisitions des terres ou parties de terres en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les indemnités fixées conformément à ladite loi, les frais encourus sur les procédures et toutes autres dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel des sommes visées à la résolution qui précède au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 50) intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MERCREDI 5 MAI 1937

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 140.—Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

M. Marier, du comité des règlements, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

*Question* par M. Casgrain.—1. Monsieur Narcisse Morin, autrefois de Montmagny et organisateur de la Renardière de Montmagny Incorporée, est-il à l'emploi du Gouvernement?

2. Si la réponse est affirmative,

a) depuis quand?

b) quelles sont ses fonctions?

c) qui a recommandé sa nomination?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

Monsieur Narcisse Morin est à l'emploi du gouvernement depuis le 1er décembre 1936 comme inspecteur au service du ministère des Terres et Forêts, il a été recommandé par des citoyens nombreux et importants.

*Question* par M. Delagrave.—1. M. Élie, agent d'expropriation de terrains à Charlesbourg, est-il cultivateur?

II. Si non, quel est son emploi?



III. Est-il parent de l'honorable ministre sans portefeuille du même nom ?

IV. Où demeure-t-il ?

*Réponse par l'honorable M. Leduc :*

I. Monsieur Élie est fils de cultivateur et ingénieur civil.

II. Il s'occupe des expropriations pour le ministère de la voirie.

III. Le gouvernement l'ignore.

IV. Il est domicilié à Montréal et réside à Québec une grande partie du temps.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé : "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose, par voie d'amendement, secondé par M. Hamel :

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants :

Cette Chambre s'oppose à la deuxième lecture de ce bill parce qu'il n'est pas de nature à protéger effectivement les consommateurs contre les taux abusifs des compagnies intéressées dans la production et la vente de l'électricité.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Dansereau,</i>	—15.

CONTRE :

Messieurs :

<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Barrette (Joliette),</i>
<i>Barré,</i>	<i>Barrette (Terrebonne),</i>

*Beaudry,*  
*Bégin,*  
*Béique,*  
*Bélanger,*  
*Bellemare,*  
*Boiteau,*  
*Boyer,*  
*Bulloch,*  
*Castonguay,*  
*Choquette,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fleury,*  
*Gagné,*  
*Gagnon,*  
*Goudreau,*  
*Labbé,*  
*Lufleur,*  
*Langlais,*  
*Larivière,*

*Larochelle,*  
*Larouche,*  
*Leduc (Laval),*  
*Leduc (Soulanges),*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*  
*Marier,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Perron,*  
*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Sauvé,*  
*Taché,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel,*  
*Vachon.*  
 —49.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport suivant:

M. l'Orateur:

Le député de Kamouraska a été déclaré hors d'ordre, parce qu'il s'est éloigné de l'article en discussion. (Art. 7 du bill 48.)

Il en appelle de ma décision à la Chambre.

Et appel de la décision de M. le Président étant fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Auger (Gatineau),*                      *Barré,*  
*Auger (Montréal-St-Jacques),*      *Barrette (Joliette),*

---

<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.</i> —50.

## CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Delagrave,</i>	—13.

La décision de M. le président est ainsi maintenue.

---

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

---

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 mai 1937, pour: Qu'un état de la Chambre soit émis indiquant:

1. Depuis le 26 août 1936, le conseil de Louiseville a-t-il demandé au Gouvernement que des travaux soient faits dans cette ville avec les argents que le gouvernement a dépensés conjointement avec le gouvernement fédéral pour remédier au chômage?

2. Dans l'affirmative :

a) Quelles sommes ont été octroyées à Louiseville?

b) Quelles sommes ont été dépensées?

c) A qui ces argents ont-ils été payés pour salaires, matériaux, marchandises, terrains, terres servant à faire des travaux de nivellement et de remplissage ainsi que pour toutes fournitures nécessaires à ces travaux?

3. Ces travaux ont-ils été interrompus?

a) Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux déjà mentionnés ont été interrompus?

*(Document de la session No 25.)*

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 131 intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 48) intitulé: "Loi instituant la régie provinciale de l'électricité".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR:

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labbé,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Perron,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.</i> —42.

## CONTRE:

## Messieurs:

<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.</i> —12.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 50) intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 51) intitulé: "Loi relative à la loi 25-26 George V, chapitre 27".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à vendredi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**VENDREDI 7 MAI 1937**

---

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Le gouvernement a-t-il pris à son emploi comme gardien de la prison de Bordeaux un monsieur Oscar Bélair ?

2. Sur la recommandation de qui ce monsieur a-t-il été nommé ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis.

1. Monsieur Oscar Bélair, gardien à la prison de Bordeaux, qui avait été condamné à deux mois de prison, pour assaut grave, le 1er mai 1929, a été nommé néanmoins par l'ancien gouvernement gardien à la prison de Bordeaux le 31 mai 1930, et promu sergent par l'ancien gouvernement le 3 février 1936.

2. Sur la recommandation personnelle de l'honorable Alexandre Taschereau alors premier ministre et procureur général, au gouverneur de la prison de Bordeaux et au shérif de Montréal.

---

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état indiquant:

1. Combien y avait-il d'employés au service du premier ministre à Montréal, aux bureaux du Gouvernement, du 1er janvier 1931 au 26 août 1936 ?

2. Quels étaient leurs noms et prénoms ?

3. Quels salaires annuels recevaient-ils et quelles étaient leurs fonctions respectives ?

4. Combien y en a-t-il maintenant au service du premier ministre actuel ?

5. Quels sont leurs noms et prénoms ?

6. Quels sont leurs salaires annuels et quelles sont leurs fonctions respectives ?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état indiquant:

1. Combien de plaintes ont été faites à la police provinciale pour toutes infractions depuis le 17 août 1936 ?

2. Dans combien de cas les enquêtes ont été commandées ?

3. Dans combien de cas les enquêtes ont été terminées ?

4. Combien y a-t-il eu de condamnations ?
5. Quelle est la nature de chacune de ces plaintes ?

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de rétablir les augmentations statutaires des employés civils permanents ?

2. Dans l'affirmative :

a) L'augmentation s'appliquera-t-elle à l'année 1937 ou aux années suivantes seulement ?

b) Cette augmentation sera-t-elle rétroactive ?

3. Dans la négative :

Le gouvernement a-t-il l'intention d'expliquer pourquoi le Premier Ministre, ses collègues et ses partisans ont promis au cours de la dernière campagne électorale de rétablir les augmentations statutaires ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

1. Question à l'étude.

2. Répondu par un.

3. Le premier ministre ou le gouvernement n'ont jamais fait la déclaration mentionnée dans cette question, qui est inexacte au point de vue des faits.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction des tribunaux de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris



place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

##### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Leclerc,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Lesage,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Monette,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Castonguay,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Lafleur,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Langlais,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Larivière,</i>	<i>Vachon.</i> —37.
<i>Larochelle,</i>	

#### CONTRE

##### Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Delagrave,</i>

*Drouin,  
Grégoire,*

*Hamel,  
Messier.*—8.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. A quelle date M. Diomède Cousineau, député protonotaire de la Cour Supérieure du district de Bonaventure, a-t-il été destitué ?

II. Pour quelle raison a-t-il été destitué ?

III. Y a-t-il eu une enquête dans son cas ?

IV. Si oui,

a) Par qui a-t-elle été faite ?

b) Quelles en ont été les conclusions ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

I. Le 17 mars 1937.

II. Ingérence politique.

III et IV. Le gouvernement a obtenu les renseignements nécessaires.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le district électoral de Saint-Jean, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le même district".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 82 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est amendé en retranchant à la première ligne de l'alinéa 10°, les mots suivants: "les mendiants";

2. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"L'article 429 de la Loi des Cités et Villes est modifié pour la Cité, en y ajoutant, après le paragraphe 1°, le suivant:

1°. a) Les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, sont sensés être des chemins, places et trottoirs publics et la propriété de la Cité sur toute leur superficie et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une Cour de Justice compétente, dans l'année de la sanction de la présente loi qui devra être publiée durant deux semaines consé-

cutives deux fois dans l'année à intervalle de six mois dans un journal français et anglais dans la cité.

Aussi le bill No 88 intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer.

1. L'article 11 est remplacé par ce qui suit:

L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"64. Le maire et les échevins ne recevront pour leurs services, aucune rémunération; cependant, ils pourront être remboursés des dépenses qu'ils auront faites quand ils représenteront la cité, en vertu d'une résolution du Conseil".

2. L'article 35 est amendé en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots: "l'article suivant", par les mots: "l'article 37 de la présente loi";
3. L'article 97 est amendé en insérant à la suite du mot "municipales" de la ligne 2, les mots: "et scolaires".
4. L'article 100 est amendé en y ajoutant ce qui suit comme troisième alinéa:

"Nonobstant les prescriptions de la présente section, le Conseil pourra faire tout contrat ou convention avec les compagnies de téléphone ou télégraphe, pour la construction, l'exploitation, la propriété et l'usage en commun des poteaux appartenant à la cité de Sherbrooke ou auxdites compagnies, et pourra acheter et vendre tous poteaux ou ses intérêts dans iceux, de temps à autres, selon les conditions et stipulations de tels contrats ou conventions en vigueur présentement ou qui pourront l'être à l'avenir, entre la cité de Sherbrooke et toute compagnie de téléphone ou télégraphe".

5. L'article 120 est amendé:

a) en insérant à la suite du mot "pension" à la ligne 2, le mot "contributoire";

b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le règlement créant le fonds de pension prévu au présent article devra être approuvé par le Ministre des affaires municipales et le Surintendant des assurances de la province de Québec".

6. L'article 122 est biffé.
7. L'article 123 devient l'article 122.

Aussi le bill No 102 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 5 de l'alinéa "a", le mot "cinquante" par le mot "trente"; et, à la ligne 8 du même alinéa "a", le mot "dix" par le mot "vingt";

b) en remplaçant aux lignes 5 et 6 de l'alinéa "b", "mai 1936" par "janvier 1937".

2. L'article 13 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 3 le mot "vingt" par le mot "trente";

b) en remplaçant aux lignes 9 et 10 les mots: "l'indemnité qu'il déterminera", par les mots suivants: "la pension annuelle qu'il déterminera et qui sera payable mensuellement".

3. L'article 16 est amendé en biffant à la page 6, le paragraphe 2.

Et la cédule est biffée.

Aussi le bill No 119 intitulé: "Loi ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 1 et 2 les mots suivants: "reproduit comme cédules de la présente loi".

Les cédules A et B sont retranchées.

Aussi le bill No 120 intitulé: "Loi ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe "b" de l'article 1 est amendé, en retranchant à la ligne 6 les mots suivants: "Et reproduits comme cédules de la présente loi".

Les cédules sont retranchées.

Aussi le bill 133 intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 7 comme article 8:

"8. Nonobstant les dispositions de l'article 78 de la loi de l'instruction Publique (S.R.Q. 1925, ch. 133) chacune des municipalités scolaires que concerne la présente loi garde son actif situé dans ses limites telles que modifiées par la présente loi, et demeure responsable de son passif sans remise, ni recours de part et d'autre".

2. L'article 8 devient l'article 9.

Aussi le bill No 134 intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est,

dans le comté de Laval", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a) en retranchant aux lignes 1 et 2 de la page 3 les mots suivants: "et annexée à la présente loi comme cédule A";

b) en retranchant à la ligne 5 de la page 3 les mots suivants: "annexés à la présente loi comme cédule B".

2. L'article 4 est amendé, en remplaçant aux lignes 7 et 8 les mots: "les fins mentionnées dans les résolutions annexées à la présente loi comme cédules A et B", par les mots "lesdites fins".

Les cédules A et B sont retranchées.

---

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 119) intitulé: "Loi ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited", et les dits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 133) intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la Province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

---

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Ducharme, il est—

*Ordonné* que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, pour lesquels il demande son adhésion.

Bill "C" intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code municipal".

Bill "D" intitulé: "Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'instruction publique".

Sur la motion de M. Langlais, il est—

*Ordonné* que le bill ("C") du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code municipal", soit maintenant lu une première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Langlais, il est—

*Ordonné* que le bill "D" du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'instruction publique", soit maintenant lu une première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---



---

**LUNDI 10 MAI 1937**

---

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de M. Goudreau, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la présentation, à l'examen et à la lecture des bills privés, (sauf celles qui ont trait aux droits à payer), soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 142:—Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Goudreau, en conséquence, présente le bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville", qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi relative aux salaires des ouvriers".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

*Question* par M. Bercovitch.—1. Les dépôts faits par les candidats pour les listes des électeurs à la dernière élection générale, ont-ils été remboursés ?

2. Dans la négative, quand seront-ils remboursés ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

En vertu de l'article 46a de l'ancienne loi électorale, c'est Monsieur Albert McCaughan de Montréal qui percevait les honoraires pour copies des listes électorales de Montréal et qui devait remettre à toute personne proclamée candidat, la somme déboursée par elle pour telles listes. Monsieur McCaughan était un employé de l'ancien gouvernement.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. Y a-t-il eu des travaux d'exécutés sur la rue Sherbrooke à Montréal, en vertu de l'entente 1936-37 pour les travaux de chômage ?

II. Combien ont coûté ces travaux ?

a) globalement ?

b) par verge carrée ?

*Réponse* par l'honorable M. Tremblay:

I. Oui. Les travaux suivants:

a) Travaux mesurés à la verge carrée. Abaissement et nivellement de la rue Sherbrooke. Enlèvement et posage de béton avec armature et correction de "binder".

b) Autres travaux. Déplacement de poteaux de lumières, de tuyaux de gaz, de prises d'eau, de regard d'égouts et d'entrées privées, et la pose de la pierre à bordure et le remplacement sur une certaine longueur de tuyaux d'égouts suivis de remblayage et d'un tamponnement du terrain.

II. a) \$376,313.22.

b) \$3.09 la verge carrée, pour travaux mesurés à la verge carrée.

*Question* par M. Hamel.—1. Le Gouvernement a-t-il nommé une commission ou un comité pour étudier et reviser la loi de l'extension des conventions collectives de travail ?

Dans l'affirmative, quels étaient les membres de cette dite commission ou de ce dit comité ?

Dans l'affirmative, cette commission ou ce comité a-t-il fait un rapport ?

Dans l'affirmative, ce rapport sera-t-il publié et porté à la connaissance de la Chambre ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de légiférer à la présente session sur l'extension des conventions collectives de travail ?

Dans l'affirmative, sera-ce en conformité avec les recommandations de ladite commission ou dudit comité ?

*Réponse par l'honorable M. Duplessis:*

A la suite de la déclaration du premier ministre lors des délégations ouvrières qui furent reçues par le ministère de la province de Québec, le ministre du Travail nomma un comité d'études composé de:

MM. Guy Hudon,  
Robert Lafleur,  
Alfred Charpentier,  
Pierre Lefebvre,  
Marie-Louis Beaulieu,

MM. L.-J.-S. Deschamps,  
D. A. Paterson,  
T. P. Slattery,  
R. W. Gould,  
Jos. Wall.

Au commencement de mai, cette année, des suggestions ont été faites par ce comité et le gouvernement verra immédiatement, dès cette session, à soumettre à la Chambre, la législation appropriée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Drouin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Hamel:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter les subsides nécessaires au fonctionnement du gouvernement, regrette que ce gouvernement n'ait pas encore pris les mesures pour briser le trust de la gasoline et en faire baisser le prix".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Chaloult,*

*Connors,  
Delagrave,  
Drouin,  
Hamel.—8.*

CONTRE

Messieurs:

*Barré,  
Barrette (Joliette),  
Barrette (Terrebonne),  
Bégin,  
Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Boiteau,  
Boyer,  
Bulloch,  
Dubé (Rimouski),  
Ducharme,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Gagné,  
Gagnon,  
Goudreau,  
Labbe,  
Labelle,*

*Langlais,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Leclerc,  
Lesage,  
Lorrain,  
Marier,  
Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Missisquoi),  
Roy,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel,  
Vachon.—42.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil.

Le président du comité fait le rapport suivant à M. l'Orateur:

M. l'Orateur:

Le premier ministre appelle les crédits de la voirie; le chef de l'opposition donne ses raisons pour ne pas discuter ces crédits. Le député de Berthier (l'honorable M. Bastien) veut faire un débat, ce que je refuse.

Le député de Berthier en appelle de ma décision.

Et appel de la décision de M. le Président étant ainsi fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labelle,</i>	<i>Vachon.—34.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Dumaine.—7.</i>
<i>Connors,</i>	

La décision de M. le Président est ainsi maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Juges de la Cour des Sessions de la Paix, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

---

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Regina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ass. des Maréchaux-Ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 130 intitulé: "Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 103 intitulé: "Loi constituant en corporation La compagnie de chemin de fer nord-ouest Québécois", avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est amendé en remplaçant les mots: "nord-ouest Québécois", par les mots: "Québec occidental".
2. L'article 1 est amendé, en remplaçant à la ligne 5 les mots: "nord-ouest Québécois", par les mots: "Québec occidental".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation La compagnie de chemin de fer nord-ouest Québécois", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 49, intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que le Syndicat national de l'électricité créé en vertu de la loi accompagnant les présentes résolutions, est composé de trois administrateurs, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement.

*Résolu*, 2.—Que ledit Syndicat peut nommer un ingénieur en chef, un secrétaire et tous autres officiers et employés nécessaires, et déterminer leur rémunération, le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu*, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à verser et mettre à l'entière disposition dudit Syndicat les sommes dont celui-ci a besoin pour les fins de la loi accom-

pagnant ces résolutions, jusqu'à concurrence d'un montant de dix millions de dollars, qui pourra être augmenté par la Législature; que ces sommes seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant en décréter le paiement entier ou partiel au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

*Résolu, 4.*—Que tous les biens meubles et immeubles des entreprises prévues à l'article 6 de la loi accompagnant les présentes résolutions et les profits réalisés par le Syndicat sont la propriété du gouvernement de la province et que les sommes d'argent perçues par ledit Syndicat et que le trésorier de la province considère comme disponibles sont remises à celui-ci à sa demande, et dès qu'il les a reçues elles font partie du fonds consolidé du revenu de la province.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser ledit Syndicat à établir et maintenir à tout endroit de la province qu'il désigne en dehors des districts électoraux d'Abitibi, de Témiscamingue, du Lac Saint-Jean et de Roberval, d'autres centrales de production et d'autres systèmes de distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, pour l'usage du public et que ledit Syndicat exerce ces droits et ces pouvoirs sous le contrôle et la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu, 6.*—Que pour toute entreprise que le lieutenant-gouverneur en conseil permet au Syndicat d'établir en vertu de l'article 28 de la loi accompagnant les présentes résolutions, il peut l'autoriser à émettre des actions au montant qu'il détermine de temps à autre et qui constituent son capital social et que dans ce cas, le Syndicat, ses opérations et telles entreprises sont régis par les articles 31 à 37 inclusivement de la loi accompagnant les présentes résolutions et sauf incompatibilité, par le chapitre 1 de ladite loi.

*Résolu, 7.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à acheter les obligations émises par le Syndicat et des actions de son capital-actions en outre de celles qui lui sont attribuées de droit par l'article 32 de la loi accompagnant les présentes résolutions.

*Résolu, 8.*—Que les emprunts dudit Syndicat doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu, 9.*—Que les actions et les obligations acquises par le gouvernement en vertu des articles 32 et 33 de la loi accompagnant les présentes résolutions, sont payables à même le fonds consolidé du revenu et que, le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces actions et obligations au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

*Résolu, 10.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, à la demande dudit Syndicat, afin de venir en aide à toute corporation municipale rurale pour l'établissement d'un système municipal de distribution de



l'électricité, peut autoriser le trésorier de la province à acquitter cinquante-cinq pour cent du coût de construction de tel système et que, les dispositions de l'article 44 de la loi accompagnant les présentes résolutions s'appliquent aux dépenses prévues par cette résolution.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

L'honorable M. Duplessis propose que les dites résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Drouin propose, par voie d'amendement, secondé par M. Chaloult:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant favorable au principe de l'é-tatisation, désapprouve les résolutions du bill No 49, parce qu'elles sont insuffisantes, trop limitées, et que, spécialement, elles ne peuvent servir de base à une loi établissant réellement une concurrence immédiate au trust de l'électricité sur des points stratégiques."

Et un débat s'élève sur l'amendement.

Au cours du débat, M. le premier-ministre objecte que le chef de l'opposition ne peut discuter la régularité du rapport fait par M. le président des comités, et M. l'Orateur décide que le débat ne peut maintenant porter que sur l'amendement proposé par l'honorable M. Drouin.

M. le chef de l'opposition (l'honorable M. Bouchard) en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision étant ainsi mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Barré,*  
*Barrette (Joliette),*  
*Barrette (Terrebonne),*  
*Bégin,*  
*Béique,*  
*Bélanger,*  
*Bellemare,*  
*Bertrand (St-Sauveur),*  
*Bilodeau,*  
*Boiteau,*

*Boyer,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Ducharme,*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fleury,*  
*Gagné,*  
*Gagnon,*

*Goudreau,  
Labbé,  
Labelle,  
Lamoureux,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Leclerc,  
Lesage,  
Lorrain,  
Marier,  
Paradis,*

*Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Missisquoi).  
Roy,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel,  
Vachon.—44.*

CONTRE :

Messieurs :

*Bastien,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Chaloult,*

*Connors,  
Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine.—8.*

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

*Bastien,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Connors,*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Hamel.—9.*

CONTRE :

Messieurs :

*Barré,  
Barrette (Joliette),  
Barrette (Terrebonne),  
Bégin,  
Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Bilodeau,  
Boiteau,*

*Boyer,  
Dubé (Rimouski),  
Dubé (Témiscouata),  
Ducharme,  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie,  
Fleury,  
Gagné,  
Gagnon,*

Goudreau,  
 Labbé,  
 Labelle,  
 Lamoureux,  
 Langlais,  
 Larivière,  
 Larochelle,  
 Larouche,  
 Leclerc,  
 Lesage,  
 Lorrain,  
 Marier,

Paradis,  
 Pelletier (Lotbinière),  
 Perron,  
 Pouliot (Missisquoi),  
 Roy,  
 Taché,  
 Tardif,  
 Tellier,  
 Thibault,  
 Tremblay,  
 Trudel,  
 Vachon.—44.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR:

##### Messieurs:

Barré,  
 Barrette (Joliette),  
 Barrette (Terrebonne),  
 Bégin,  
 Béique,  
 Bélanger,  
 Bellemare,  
 Bertrand (St-Sauveur),  
 Bilodeau,  
 Boiteau,  
 Boyer,  
 Dubé (Rimouski),  
 Dubé (Témiscouata),  
 Ducharme,  
 Duplessis,  
 Dussault,  
 Élie,  
 Fleury,  
 Gagné,  
 Gagnon,  
 Goudreau,  
 Labbé,

Labelle,  
 Lamoureux,  
 Langlais,  
 Larivière,  
 Larochelle,  
 Larouche,  
 Leclerc,  
 Lesage,  
 Lorrain,  
 Marier,  
 Paradis,  
 Pelletier (Lotbinière),  
 Perron,  
 Pouliot (Missisquoi),  
 Roy,  
 Taché,  
 Tardif,  
 Tellier,  
 Thibault,  
 Tremblay,  
 Trudel,  
 Vachon.—44.

## CONTRE:

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Connors,</i>	—9.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR:

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon.</i>
<i>Labelle,</i>	—43.

---

CONTRE :

Messieurs :

*Bastien,  
Bouchard,  
Casgrain,  
Chaloult,  
Connors,*

*Delagrave,  
Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel.—10.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

---

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Réparations et entretien des chemins, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses administratives, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service des outillages, (Voirie) pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien des chemins d'hiver, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**MARDI 11 MAI 1937**

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 13 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 13 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

---

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour le bois du pont construit dans les rangs 3 et 4 du canton de Warwick, à Ste-Élizabeth-de-Warwick, comté d'Arthabaska?

*Réponse* par l'honorable M. Auger:

1. Le gouvernement n'a rien payé.

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (no 49) intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Lafleur</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Lamoureux</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larivière</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Larochelle</i> ,
<i>Bélanger</i> ,	<i>Larouche</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leclerc</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Boiteau</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boyer</i> ,	<i>Lesage</i> ,
<i>Castonguay</i> ,	<i>Lorrain</i> ,
<i>Choquette</i> ,	<i>Paradis</i> ,
<i>Coonan</i> ,	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Perron</i> ,
<i>Ducharme</i> ,	<i>Pouliot</i> , (Gaspé-Sud),
<i>Duguay</i> ,	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis</i> ,	<i>Robinson</i> ,
<i>Dussault</i> ,	<i>Rousseau</i> ,
<i>Élie</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tardif</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Gagnon</i> ,	<i>Thibault</i> ,
<i>Goudreau</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Jolicœur</i> ,	<i>Trudel</i> ,
<i>Labbé</i> ,	<i>Vachon</i> —53.
<i>Labelle</i> ,	

## CONTRE

## Messieurs:

<i>Bastien</i> ,	<i>Delagrave</i> ,
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Drouin</i> ,
<i>Bouchard</i> ,	<i>Dumaine</i> ,
<i>Casgrain</i> ,	<i>Grégoire</i> ,
<i>Chaloult</i> ,	<i>Hamel</i> ,
<i>Connors</i> ,	<i>Messier</i> —12.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (no 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 36 intitulé: "Loi relative au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence (24 George V, chapitre 4)".

Bill No 90 intitulé: "Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond".

Bill No 101 intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont".

Bill No 106 intitulé: "Loi modifiant la charte de L'Assurance mutuelle des Fabriques de Québec".



---

Bill No 121 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

Bill No 155 intitulé: "Loi concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire".

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que toute personne, société ou corporation qui, directement ou indirectement, expédiera hors la province par quelque moyen de transport que ce soit des bois non ouvrés au sens de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et provenant soit des terres publiques soit des terres privées en la province, devra se procurer au préalable un permis d'expédition émis par le département des terres et forêts, sur paiement des honoraires déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

La résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

*Ordonné* que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier du bill (No 53) intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport suivant à M. l'Orateur:

M. l'Orateur,

M. le premier ministre, en parlant, a déclaré que M. le député de Berthier montrait de l'enthousiasme comme s'il pactisait avec les prévaricateurs. M. le député de Berthier demande que le premier ministre retire ses paroles. Je ne vois aucune raison pour me rendre à la demande de M. le député de Berthier et je renvoie le point d'ordre. M. le chef de l'opposition (l'honorable M. Bouchard) en appelle de ma décision.

Et appel de la décision de M. le Président étant ainsi fait, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Dubé</i> (Témiscouata),
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Ducharme</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Duplessis</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Dussault</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Élie</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Fisher</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Fleury</i> ,
<i>Boiteau</i> ,	<i>Gagnon</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Goudreau</i> ,
<i>Castonguay</i> ,	<i>Labbé</i> ,
<i>Choquette</i> ,	<i>Lafleur</i> ,
<i>Coonan</i> ,	<i>Langlais</i> ,
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Larivière</i> ,

*Larochelle,*  
*Larouche,*  
*Leduc (Laval),*  
*Leduc (Soulanges),*  
*Lesage,*  
*Paradis,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Perron,*

*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Taché,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Tremblay,*  
*Vachon—44.*

#### CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bertrand (Montréal-Laurier),*  
*Bouchard,*  
*Casgrain,*  
*Chaloult,*  
*Connors,*

*Delagrave,*  
*Drouin,*  
*Dumaine,*  
*Grégoire,*  
*Hamel,*  
*Messier—12.*

La décision de M. le Président est ainsi maintenue.

La Chambre appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 27) intitulé: "Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Auger (Montréal-St-Jacques),*  
*Barré,*  
*Barrette Joliette),*  
*Barrette (Terrebonne),*  
*Béique,*  
*Bélanger,*  
*Bertrand (St-Sauveur),*

*Bilodeau,*  
*Boiteau,*  
*Boyer,*  
*Castonguay,*  
*Chaloult,*  
*Choquette,*  
*Coonan,*

*Drouin,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Ducharme,*  
*Duguay,*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*  
*Goudreau,*  
*Grégoire,*  
*Hamel,*  
*Jolicœur,*  
*Labbé,*  
*Laflour,*  
*Langlais,*  
*Larivière,*

*Larochelle,*  
*Larouche,*  
*Leduc (Laval),*  
*Leduc (Soulanges),*  
*Lesage,*  
*Paradis,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Perron,*  
*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Tremblay,*  
*Trudel,*  
*Vachon—51.*

#### CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bertrand (Montréal-Laurier),*  
*Bouchard,*  
*Casgrain,*  
*Connors,*  
*Delagrave,*  
*Dumaine,*  
*Messier—8.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

L'honorable M. Tremblay, propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Auger (Montréal-St-Jacques),*  
*Barré,*  
*Barrette (Joliette),*  
*Barrette (Terrebonne),*  
*Béique,*  
*Bélanger,*

*Bertrand* (St-Sauveur),  
*Bilodeau*,  
*Boiteau*,  
*Boyer*,  
*Castonguay*,  
*Choquette*,  
*Dubé* (Rimouski),  
*Dubé* (Témiscouata),  
*Ducharme*,  
*Duguay*,  
*Duplessis*,  
*Dussault*,  
*Fisher*,  
*Fleury*,  
*Gagnon*,  
*Goudreau*,  
*Jolicœur*,  
*Labbé*,  
*Lafleur*,  
*Langlais*,

*Larivière*,  
*Larochelle*,  
*Larouche*,  
*Leduc* (Laval),  
*Leduc* (Soulanges),  
*Lesage*,  
*Paradis*,  
*Pelletier* (Gaspé-Nord),  
*Pelletier* (Lotbinière),  
*Perron*,  
*Pouliot* (Missisquoi),  
*Robinson*,  
*Roy*,  
*Taché*,  
*Tardif*,  
*Tellier*,  
*Tremblay*,  
*Trudel*,  
*Vachon*—45.

#### CONTRE

#### Messieurs:

*Bastien*,  
*Bertrand* (Montréal-Laurier),  
*Bouchard*,  
*Casgrain*,  
*Chaloult*,  
*Connors*,

*Delagrave*,  
*Drouin*,  
*Dumaine*,  
*Grégoire*,  
*Hamel*,  
*Messier*—12.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

---

**POUR****Messieurs :**

<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larochelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Langlais,</i>	<i>Vachon</i> —36.

**CONTRE****Messieurs :**

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier</i> —12.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

*Résolu* que la Chambre s'ajourne à jeudi, pour marquer son respect envers Leurs Majestés le roi George VI et la reine Élisabeth dont le couronnement doit avoir lieu à Londres demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

---

**JEUDI 13 MAI 1937***Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill No 78.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 107, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande de prolonger au 20 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

*Résolu* que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Tellier, il est—

*Ordonné* que M. Lesage ait la permission de présenter un bill (No 165) intitulé: "Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

---

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi relative aux salaires des ouvriers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Langlais, il est—

*Résolu* que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait au plus tôt étudier et prendre les moyens d'encourager la production et la vente du cidre de pomme en cette province.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingt-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 112.—"Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

---



Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi relative au règlement de la question des Tramways à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi relative aux tribunaux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à partir de samedi, le 15 mai courant, cette Chambre tienne trois séances par jour: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 58, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et les Sulpiciens."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 60, intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways à Montréal".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 62, intitulé: "Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 63, intitulé: "Loi relative aux tribunaux".

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 64, intitulé: "Loi relative au congrès du parler français de 1937, aux salaires des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général".

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 133, intitulé: "Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil", a pour objet

de favoriser l'instruction publique en général, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Larouche, secondé par M. Castonguay, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 136, intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi", a pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 134, intitulé: "Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval," a pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 92, intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse", a pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Bulloch, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 126, intitulé: "Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross", a été présenté après les délais, vu la maladie du procureur, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, contrat ou autres documents concernant l'achat par le Gouvernement du lot 3 du rang 6, du canton de Bellechasse, dans le comté de Bellechasse.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie des rôles-de-paie pour travaux de Voirie exécutés à Grande-Rivière-Ouest, comté de Gaspé, durant novembre 1936.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie des rôles-de-paie pour l'entretien du chemin de Port Daniel-ouest, comté de Bonaventure, depuis 1927.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 88) intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par M. Fisher, il est—

*Résolu* que cette Chambre ne peut accepter les amendements du Conseil législatif parce que ces amendements sont contraires à l'opinion exprimée par le Conseil municipal de la cité de Sherbrooke.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 51 intitulé: "Loi relative à la loi 25-26 George V, chapitre 27."

Bill No 156 intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull."

Bill No 163 intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce."

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Paradis, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 107, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic", a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi relative aux Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci examiné le bill et l'adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi établissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi constituant en corporation *Public Service Mutual Assurance Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 76 intitulé: "Loi ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 3 et 4 les mots suivants: "reproduits comme cédules A, B, C et D de la présente loi";

Et les cédules A, B, C et D sont retranchées.

Aussi le bill No 158, intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec," avec les amendements suivants, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est amendé:

a) en remplaçant à l'avant-dernière ligne du paragraphe 10 les mots "qui peuvent", par les mots "à qui elle peut";

b) en ajoutant à la suite du paragraphe 2, après les mots "que ce soit", les mots "sauf le droit pour tout technicien de solliciter du travail directement des chirurgiens dentistes dûment licenciés";

c) en remplaçant, aux lignes 4 et 5 les mots "à moins qu'il ne prouve que telle possession n'était pas pour des fins de pratique illégale" par les mots "pour des fins de pratique illégale";

d) 1. en insérant à la ligne 3, à la suite du mot "ordonnance", les mots "verbale ou écrite";

2. en insérant à la ligne 4, à la suite du mot "licencié", les mots d'un médecin ou chirurgien dûment licencié".

2. L'article 4 est amendé en ajoutant à la ligne 6, à la suite de "(chapitre 165)", les mots "des statuts refondus de Québec, 1925".

Aussi le bill No 97, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec", avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est amendé:

a) en insérant à la ligne 3, à la suite du mot "liquidation" le mot "ou";

b) en retranchant à la ligne 4, l'abréviation "etc".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par M. Casgrain:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas rempli les promesses qu'il a faites à la population de cette province depuis un grand nombre d'années, et spécialement lors de la dernière campagne électorale:

a) En n'équilibrant pas le budget et en annonçant un déficit considérable, déficit qui aura pour effet d'augmenter dans des proportions alarmantes la dette publique de la province et de nuire à son crédit;

b) En n'accordant pas aux municipalités une part équitable des revenus provenant de la loi des liqueurs dans les limites des municipa-

lités où la commission exerce son négoce. (Journaux de l'Assemblée législative, 1931, Québec, Volume LXV, page 130.)

c) En ne subventionnant pas plus largement et plus justement les écoles élémentaires des cités de Montréal et de Québec, malgré que les revenus de la province aient plus que décuplés depuis 1896. (Journaux de l'Assemblée législative, Québec, 1931, Volume LXV, page 466.)

d) En n'ayant pas encore pris les mesures nécessaires pour faire rader l'hypothèque de \$483,000,000. qui, d'après les prétentions du chef du gouvernement actuel grève "notre domaine forestier" à l'avantage des grandes compagnies et au détriment de notre "patrimoine national et de l'avancement de la colonisation;"

e) En refusant ou négligeant de prendre actions contre le trust du charbon.

M. le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) objecte que l'amendement est irrégulier, et après discussion de l'objection, M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier parce qu'il se rattache à une affaire inscrite au feuillet et parce qu'il tient du pamphlet politique (art. 322 et note 2 sous-art. 140 du règlement).

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Élie,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Fleury,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Gagné,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Monette,</i>



<i>Paradis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Pelletier (Lotbinière),</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Perron,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Pouliot (Missisquoi),</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Roy,</i>	<i>Vachon—54.</i>

## CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte—17.</i>
<i>Dansereau,</i>	

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue sur la motion principale.

L'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier) propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Bastien:

Que tous les mots après "QUE" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas sauvegardé les intérêts de cette province:

a) En négociant un emprunt de 51 millions sans demander de soumissions publiques et en donnant des contrats importants pour les travaux de voirie de la même façon;

b) En destituant, sans avis suffisant et sans enquête, un grand nombre d'officiers et d'employés publics honnêtes, ce qui a eu pour effet de nuire et nuit encore à la bonne administration de la province;

c) En négligeant d'entretenir convenablement les chemins améliorés, causant ainsi préjudice grave à la population de la province et à l'industrie du tourisme;

d) En n'ayant pas inséré, lors de la refonte de la loi électorale, une disposition obligeant les partis politiques à faire connaître la provenance de leurs fonds électoraux.

M. le premier ministre objecte que l'amendement est irrégulier et, après discussion de l'objection, M. l'Orateur décide que l'amendement

est irrégulier parce que l'un des paragraphes de cet amendement critique une loi en vigueur, la loi électorale. (art. 245, paragraphe 8, et décision du 18 février 1932).

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

##### Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labelle</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Lafleur</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Lamoureux</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larivière</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Larochelle</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Larouche</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boiteau</i> ,	<i>Lesage</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Lorrain</i> ,
<i>Carignan</i> ,	<i>Marier</i> ,
<i>Castonguay</i> ,	<i>Paradis</i> ,
<i>Choquette</i> ,	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan</i> ,	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Perron</i> ,
<i>Duguay</i> ,	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Duplessis</i> ,	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dussault</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Élie</i> ,	<i>Taché</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tardif</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Gagné</i> ,	<i>Thibault</i> ,
<i>Gagnon</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Jolicœur</i> ,	<i>Trudel</i> ,
<i>Labbé</i> ,	<i>Vachon</i> —52.

#### CONTRE

##### Messieurs:

<i>Bastien</i> ,	<i>Bouthillier</i> ,
<i>Bercovitch</i> ,	<i>Casgrain</i> ,
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Connors</i> ,
<i>Bouchard</i> ,	<i>Dansereau</i> ,

*Delagrave,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Lawn,*

*Marcoux,  
Messier,  
Turcotte—15.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Dumaine propose par voie d'amendement, secondé par M. Turcotte:

Que tous les mots après "QUE" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, est d'opinion que le gouvernement devrait payer les sommes légitimement dues aux officiers ou reviseurs nommés par l'ancienne administration pour la mise en application de la loi concernant les pensions de vieillesse."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Barré,  
Bastien,  
Bercovitch,  
Bertrand (Montréal-Laurier),  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Connors,*

*Dansereau,  
Delagrave,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Lawn,  
Messier,  
Turcotte—15.*

#### CONTRE

Messieurs:

*Auger (Gatineau),  
Auger (Montréal-St-Jacques),  
Barrette (Joliette),  
Barrette (Terrebonne),  
Bégin,  
Béique,  
Bertrand (St-Sauveur),  
Bilodeau,  
Boiteau,  
Boyer,  
Carignan,  
Castonguay,*

*Choquette,  
Dubé (Témiscouata),  
Duguay,  
Duplessis,  
Dussault,  
Elie,  
Fisher,  
Fleury,  
Gagné,  
Gagnon,  
Jolicœur,  
Labbé,*

Labelle,  
Lafleur,  
Lamoureux,  
Langlais,  
Larivière,  
Larochelle,  
Larouche,  
Leduc (Laval),  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Lorrain,  
Marcoux,  
Marier,

Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Pelletier (Lotbinière),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Roy,  
Taché,  
Tardif,  
Teltier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel—50.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour extinction des incendies forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école de papeterie "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de Géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à la prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## VENDREDI 14 MAI 1937

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingthuitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement le bill suivant:

Bill No 91.—Loi modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île St-Bernard.

Et avec des amendements, les bills suivants:

Bill No 129.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill No 141.—Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bastien propose par voie d'amendement, secondé par M. Messier :

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, est d'opinion que le gouvernement, dans l'intérêt de la classe agricole de cette province, devrait publier, comme sous l'ancienne administration, le "Journal de l'Agriculture."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

#### POUR

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier—11.</i>
<i>Chaloult,</i>	

#### CONTRE

Messieurs :

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Taché,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Vachon—41.</i>
<i>Gagnon,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des mines, (mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêcheries—Jardin Zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cie de transport du Bas St-Laurent, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'Agriculture, École de Médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à la prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 18) intitulé: "Loi abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill ("C" du Conseil législatif), intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code municipal".

M. Langlais propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.



*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill ("D" du Conseil législatif), intitulé: "Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'instruction publique".

M. Langlais propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 58, intitulé: "Loi relative

au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et les Sulpiciens."

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU que depuis nombre d'années les Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice se sont constamment dévoués à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse et qu'il est d'importance vitale que leur œuvre admirable survive;

ATTENDU qu'à plusieurs reprises ils ont payé, contribué et donné, dans l'intérêt de la cité de Montréal, de la province et de l'éducation en général, des sommes d'argent se chiffrant à des millions de dollars;

ATTENDU que tout en ayant actuellement un actif supérieur à leur passif il leur est impossible, vu la dépression mondiale de liquider raisonnablement cet actif et de payer leur dette à l'échéance;

ATTENDU qu'il est d'intérêt public, à cause de circonstance et de conditions toutes spéciales de ce cas, d'adopter une législation appropriée.

Qu'il est en conséquence:

*Résolu*, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, assumer et payer, s'il y a lieu, aux conditions qu'il déterminera et jusqu'à concurrence d'une somme de cinq millions de dollars, à même le fonds consolidé du revenu, les dettes et obligations des Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice et des corporations subsidiaires qu'ils ont formées, savoir: le Collège de Montréal Inc. et The Chomedey Land Company Limited et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de la somme susdite, au moyen d'emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

*Résolu*, 2.—Que pour obtenir les avantages mentionnés à la résolution précédente lesdites corporations, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, à même les biens meubles et immeubles leur appartenant et qui sont dans le commerce, seront autorisées à et devront céder au gouvernement de cette province en pleine et absolue propriété et libres de toute charge, obligation, privilège, hypothèque et servitude ceux que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'exiger, et aucune somme d'argent ne sera payée en vertu des dispositions qui pré-

cèdent tant et aussi longtemps que cette cession n'aura pas été exécutée à l'entière satisfaction de ce dernier.

*Résolu, 3.*—Que toutes les conventions au sujet de la gestion ou de l'administration des biens prévus à la résolution 2, toutes les obligations qui en découlent de part et d'autre, ainsi que tout acte de fiducie y relatif, deviendront nuls, *ipso facto* à compter de la sanction de la loi qui sera posée sur les présentes résolutions.

*Résolu, 4.*—Que les biens ainsi cédés ne seront pas confondus avec les autres biens de la couronne; mais ils seront gérés et administrés, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé conformément aux présentes résolutions par un ou plusieurs fiduciaires qui seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra leur attribuer tous les droits et pouvoirs qu'il jugera nécessaires ou utiles soit à l'époque de leur nomination soit à toute époque ultérieure et que la rémunération de ce ou de ces fiduciaires sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à payer relativement aux biens ainsi cédés au gouvernement de la province toutes taxes ou cotisations municipales, scolaires ou religieuses qu'il croira devoir payer, et à faire et conclure à ces sujets toute transaction, compromis ou convention qu'il croira convenable.

*Résolu, 6.*—Que toutes les sommes provenant de l'aliénation des biens susdits ainsi que tous les fruits et revenus qu'ils produiront, seront imputées, après déduction des dépenses encourues en raison ou à l'occasion de leur gestion, au remboursement des sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil aura payées en capital, intérêts et accessoires en exécution des dispositions qui précèdent et qu'il appartiendra au lieutenant-gouverneur en conseil de décider quelles dépenses seront réputées dépenses de gestion.

*Résolu, 7.*—Que advenant que le gouvernement de cette province soit entièrement remboursé de toutes les sommes qu'il aura payées et complètement libéré de toutes les obligations qu'il aura assumées, sous l'empire des présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra rétrocéder aux Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice ce qui lui restera des biens qui lui auront été cédés, dans l'état où ces biens se trouveront et qu'aucun recours ne pourra être exercé contre le gouvernement de cette province, en raison de l'administration ou de l'aliénation des biens ci-dessus ou pour toute autre raison quelconque.

*Résolu, 8.*—Que la présente loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

L'honorable M. Duplessis propose que lesdites résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Bastien:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre regrette de ne pouvoir supporter ce projet de résolutions dans sa présente forme et teneur mais elle se déclare prête à appuyer toute loi pour venir en aide aux Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice ayant pour objet, à leur choix,

Soit:

PREMIÈREMENT: d'autoriser la dite corporation à émettre des obligations portant un intérêt annuel de quatre pour cent remboursable en capital la quarante et unième année de leur émission pour payer ses créanciers garantis par privilège spécial et une seconde classe d'obligations portant un intérêt annuel de deux pour cent, capital remboursable dans le même délai pour payer ses créanciers non garantis, les créanciers de l'une ou de l'autre classe étant obligés d'accepter les dites obligations en règlement de leurs créances respectives, pourvu que la suffisance de la garantie pour classer les créances dans la première catégorie soit établie par la loi devant être adoptée aux fins du présent paragraphe.

Soit:

DEUXIÈME: l'octroi d'un subside annuel n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars et en plus la garantie par le gouvernement d'un emprunt de huit millions cinq cent mille dollars portant un intérêt annuel de trois pour cent à une corporation qui deviendrait propriétaire des biens de la corporation de Saint-Sulpice et de l'Université de Montréal, cette nouvelle corporation recevant cet octroi et cette garantie en considération des services qu'elle rendra à la province en se chargeant de l'enseignement universitaire de la majeure partie de la population.

M. le premier ministre objecte que cet amendement contrevient aux dispositions des articles 157 et 670 du règlement.

Après discussion de cette objection, M. l'Orateur la maintient.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Langlais,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Perron,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dussault,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon.</i> —43.
<i>Laflour,</i>	

## CONTRE

## Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier.</i> —8.

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Boiteau,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Caron,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Castonguay,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Coonan,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Dubé</i> (Témiscouata),
<i>Bilodeau,</i>	<i>Ducharme,</i>

*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*  
*Goudreau,*  
*Jolicœur,*  
*Labbé,*  
*Lafleur,*  
*Langlais,*  
*Larivière,*  
*Larochelle,*  
*Larouche,*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*

*Marier,*  
*Paradis,*  
*Pelletier* (Gaspé-Nord),  
*Pelletier* (Lotbinière),  
*Perron,*  
*Pouliot* (Gaspé-Sud),  
*Pouliot* (Missisquoi),  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Taché,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel,*  
*Vachon.*—43.

#### CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bouchard,*  
*Casgrain,*  
*Connors,*

*Delagrave,*  
*Dumaine,*  
*Lawn,*  
*Messier.*—8.

La motion principale est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Auger* (Gatineau),  
*Auger* (Montréal-St-Jacques),  
*Barrette* (Terrebonne),  
*Bellemare,*  
*Bertrand* (St-Sauveur),  
*Bilodeau,*  
*Boiteau,*  
*Caron,*  
*Castonguay,*  
*Coonan,*  
*Dubé* (Témiscouata),  
*Ducharme,*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*

*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*  
*Goudreau,*  
*Jolicœur,*  
*Labbé,*  
*Lafleur,*  
*Langlais,*  
*Larivière,*  
*Larochelle,*  
*Larouche,*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*

*Marier,*  
*Paradis,*  
*Pelletier* (Gaspé-Nord),  
*Pelletier* (Lotbinière),  
*Perron,*  
*Pouliot* (Gaspé-Sud),  
*Pouliot* (Missisquoi),  
*Robinson,*

*Roy,*  
*Taché,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel,*  
*Vachon.*—43.

## CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bouchard,*  
*Casgrain,*  
*Connors,*

*Delagrave,*  
*Dumaine,*  
*Lawn,*  
*Messier.*—8.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et les Sulpiciens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

Messieurs:

*Auger* (Gatineau),  
*Auger* (Montréal-St-Jacques),  
*Barrette* (Terrebonne),  
*Bellemare,*  
*Bertrand* (St-Sauveur),  
*Bilodeau,*  
*Boiteau,*  
*Caron,*  
*Castonguay,*

*Coonan,*  
*Dubé* (Témiscouata),  
*Ducharme,*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*

<i>Goudreau,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Lafleur,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Langlais,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Larivière,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Larochelle,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Larouche,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Lesage,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Lorrain,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Marier,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Paradis,</i>	<i>Vachon.—43.</i>
<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>	

## CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier.—8.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Fisher,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Fleury,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Paradis,</i>



<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),	<i>Taché,</i>
<i>Pelletier</i> (Lotbinière),	<i>Tellier,</i>
<i>Perron,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),	<i>Tremblay,</i>
<i>Pouliot</i> (Missisquoi),	<i>Trudel,</i>
<i>Robinson,</i>	<i>Vachon.</i> —43.
<i>Roy,</i>	

## CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier.</i> —8.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi constituant en corporation the "*Order Sons of Italy in Quebec*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la "*Canadian Home Assurance Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## LUNDI 17 MAI 1937

*Onze heures du matin.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par l'honorable M. Bulloch, il est—

*Ordonné* que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi relative aux conventions de paiement en or".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Pelletier (Lotbinière), secondé par M. Pelletier (Gaspé-Nord), il est—

*Ordonné* que M. Pelletier (Lotbinière) ait la permission de présenter un bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

---

*Ordonné* que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi sauvegardant les droits de la colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

---

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 68, intitulé: "Loi sauvegardant les droits de la colonisation".

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Auger informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le transfert des terres de colonisation au ministre de la colonisation, sera effectué par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des terres et forêts; que lorsqu'il s'agira pour le ministre de la colonisation de remettre les lots qui avaient été placés sous sa propre juridiction à la disposition et sous le contrôle du ministre des terres et forêts, le transport ne pourra être fait que par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre de la colonisation; que les terres de colonisation qui seront désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil seront exclues de tout permis d'exploitation forestière dès le moment de leur transfert sous le contrôle du ministre de la colonisation, et que les terres sous billet de location seront administrées et définitivement concédées par le ministre de la colonisation et, au cas de révocation, ces terres ne seront sujettes à aucun permis d'exploitation forestière, à moins qu'elles n'aient été transférées par le lieutenant-gouverneur en conseil du contrôle du ministre de la colonisation à celui du ministre des terres et forêts.

*Résolu, 2.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer les conditions suivant lesquelles les terres de colonisation seront concédées, tant pour fins agricoles que pour toute autre fin jugée dans l'intérêt de la colonisation.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 68) intitulé: "Loi sauvegardant les droits de la colonisation".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi sauvegardant les droits de la colonisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 87 intitulé: "Loi modifiant la charte de The Sherbrooke Railway and Power Company".

Bill No 104 intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Frères des Écoles chrétiennes".

Bill No 105 intitulé: "Loi constituant en corporation Les Frères des écoles chrétiennes de Québec".

Bill No 117 intitulé: "Loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe".

Bill No 126 intitulé: "Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross".

L'honorable M. Auger dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mai 1937, pour:

Copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, contrat ou autres documents concernant l'achat par le Gouvernement du lot 3 du rang 6, du canton de Bellechasse, dans le comté de Bellechasse.

(Document de la session No 26.)

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Monsieur Alfred-O. Ramier, de Port Daniel ouest, est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Quelle position occupe-t-il ?

3. Quel est son salaire ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

2. Inspecteur des ponts et chaussées.

3. \$3.00 par jour de travail.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—1. Monsieur J.-Zotique Leclerc, de Saint-Pamphile, est-il à l'emploi du Gouvernement ?

2. Dans l'affirmative :

a) pour quel ministère ?

b) quelles sont ses fonctions ?

c) quel salaire reçoit-il ?

*Réponse* par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

2.

a) Ministère de la Colonisation (Service du chômage).

b) Contrôleur pour secours directs.

c) \$90.00 par mois.

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que le bill (No 65) intitulé : "Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements", soit lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 61) intitulé: "Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936".

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 165) intitulé: "Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité plénier fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi le 14 avril dernier, sur la motion de M. Casgrain demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac, depuis le 1er janvier 1933.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Sur la motion de M. Carignan, secondé par M. Larivière, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 139, "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada", a été présenté après les délais pour des raisons de force majeure indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 110, intitulé: "Loi refondant la charte de La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres dans l'intérêt public, notamment l'éducation, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Sauvé, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 137, intitulé: "Loi constituant en corporation "*Public Service Mutual Assurance Company*", a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."



En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Ville Châteauguay, concernant l'île St-Bernard".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 125 intitulé: "Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint".

Bill No 160 intitulé: "Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac".

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Sur un message de Son Honneur l'Administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M, l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur l'Administrateur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 29 Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés.
- 30 Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation.
- 31 Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85, relative aux aqueducs municipaux.
- 33 Loi déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini.
- 35 Loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses.
- 36 Loi relative au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence (24 George V, chapitre 4).
- 37 Loi sauvegardant l'autonomie municipale.
- 39 Loi modifiant la Loi des bourses pour des cours additionnels.
- 41 Loi pourvoyant à la protection des chemins de colonisation.
- 43 Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière.
- 45 Loi modifiant la Loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents.
- 46 Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse relativement à l'emdossement des chèques de pension.
- 51 Loi relative à la loi 25-26 George V, chapitre 27.
- 76 Loi ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "*Three Rivers Grain & Elevator Company, Limited.*"

- 
- 82 Loi modifiant la charte de la cité de Granby.
- 85 Loi concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby.
- 87 Loi modifiant la charte de *The Sherbrooke Railway and Power Company*.
- 89 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant intervenu entre ladite ville et la *Brown Corporation*.
- 90 Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.
- 97 Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec.
- 101 Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.
- 102 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
- 103 Loi constituant en corporation La compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.
- 104 Loi modifiant la charte de "Les Frères des Écoles Chrésiennes".
- 105 Loi constituant en corporation Les Frères des écoles Chrétiennes de Québec.
- 106 Loi modifiant la charte de "L'Assurance mutuelle des Fabriques de Québec".
- 113 Loi concernant la dation en paiement par La Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco Canadien.
- 117 Loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe.
- 118 Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdum.
- 119 Loi ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*.
- 120 Loi ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la *Donnacona Paper Company, Limited*.
- 121 Loi modifiant la charte de la cité de Salabarry de Valleyfield.
- 125 Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint.
- 126 Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.
- 130 Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard.
- 131 Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi.

- 
- 132 Loi modifiant la charte de la Fédération des Scouts catholiques de la province de Québec.
  - 133 Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil.
  - 134 Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval.
  - 151 Loi abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59.
  - 152 Loi modifiant le Code du notariat.
  - 154 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel.
  - 155 Loi concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire.
  - 156 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull.
  - 158 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.
  - 160 Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac.
  - 163 Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur l'Administrateur de la province sanctionne ces bills".

Au retour des députés:

---

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 59) intitulé: "Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 64) intitulé: "Loi relative au congrès du parler français de 1937, aux salaires des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général".

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Bilodeau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le gouvernement de la province soit autorisé à dépenser une somme de vingt mille dollars, dont quinze mille dollars pourront être employés à subventionner l'organisation du congrès du parler français de 1937, et cinq mille dollars pour acquitter les dépenses occasionnées au gouvernement en raison de ce congrès.

*Résolu, 2.*—Qu'un fonds annuel de quatre-vingt-cinq mille dollars soit créé et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à approprier ce fonds pour des fins de construction ou de réparation d'écoles ou de maisons d'enseignement et que les subventions provenant de ce fonds soient accordées aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

*Résolu, 3.*—Qu'une somme de quatre cent mille dollars devant servir à aider les corporations scolaires rurales à améliorer les salaires de leurs instituteurs et de leurs institutrices soit mise à la disposition du gouvernement et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, détermine les conditions auxquelles sera soumis l'octroi de ces subventions.

*Résolu, 4.*—Que le maximum du traitement du surintendant de l'instruction publique, au lieu d'être de six mille dollars soit de sept mille dollars, tel que prévu par la section 4 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

*Résolu, 5.*—Que les sommes prévues aux résolutions 1, 2 et 3 qui précèdent seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant déroger le paiement entier ou partiel de ces sommes au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

*Résolu, 6.*—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

---

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi relative au congrès du parler français de 1937, aux salaires des instituteurs ruraux et à la question éducative en général".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 44 intitulé: "Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski".

Bill No 50 intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre".

Bill No 53 intitulé: "Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger".

---

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 60) intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways à Montréal".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra instituer un Comité d'enquête composé de pas moins de trois membres et de pas plus de cinq, dont un président et un vice-président; qu'il sera attribué à chacun de ces membres la rémunération qui sera fixée par l'arrêté ministériel qui les nommera ou par tout arrêté ministériel ultérieur; qu'en cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra pourvoir à leur remplacement et que deux membres du Comité formeront le quorum.

*Résolu, 2.*—Que le comité sera autorisé, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, à employer tous les experts nécessaires et toutes personnes utiles ou nécessaires pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions et à fixer leur rémunération.

*Résolu, 3.*—Que toutes sommes nécessitées pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront prises à même le fonds consolidé du revenu; mais que ces sommes ne constitueront que des avances et seront remboursées au gouvernement de la province en la manière et en la forme décrétées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 60) intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 60) intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au Comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que la Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 62) intitulé: "Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*,—Que nonobstant toute loi à ce contraire, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à concéder, aux conditions qu'il déterminera, à la Gaspesia Sulphite Company, Ltd., qui a acquis l'usine de Chandler et qui s'est engagée à la rouvrir et à la maintenir en opération:

a. les cinq cent vingt-quatre milles de concessions forestières situées dans la Gaspésie et vendues en 1934 à la Maritime Operating Corporation, après distraction des lots affectés aux fins de colonisation;

b. une étendue additionnelle n'excédant pas six cents milles de concessions forestières, dans un territoire qu'il jugera convenable.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

Et la motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:



## POUR

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labelle,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larouche,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bellemare,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Drouin,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Trudel.</i> —46.

## CONTRE

## Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine.</i> —5.
<i>Connors,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR

## Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Barré,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Barrette</i> (Terrebonne),

*Béique,*  
*Bélanger,*  
*Bellemare,*  
*Bilodeau,*  
*Boyer,*  
*Bullock,*  
*Castonguay,*  
*Coonan,*  
*Drouin,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*  
*Jolicœur,*  
*Labbé,*  
*Labelle,*  
*Langlais,*

*Larivière,*  
*Larouche,*  
*Leclerc,*  
*Leduc (Soulanges),*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*  
*Monette,*  
*Paradis,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Perron,*  
*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Taché,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel.—46.*

#### CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bouchard,*  
*Connors,*

*Delagrave,*  
*Dumaine.—5.*

La motion est ainsi adoptée.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 62) intitulé: "Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Auger (Gatineau),*  
*Auger (Montréal-St-Jacques),*  
*Barré,*

*Barrette (Terrebonne),*  
*Béique,*  
*Bélanger*

*Bellemare,*  
*Bilodeau,*  
*Boyer,*  
*Bulloch,*  
*Castonguay,*  
*Coonan,*  
*Drouin,*  
*Dubé (Rimouski),*  
*Dubé (Témiscouata),*  
*Duplessis,*  
*Dussault,*  
*Élie,*  
*Fisher,*  
*Fleury,*  
*Gagnon,*  
*Jolicœur,*  
*Labbé,*  
*Labelle,*  
*Langlais,*  
*Larivière,*

*Larouche,*  
*Leclerc,*  
*Leduc (Soulanges),*  
*Lesage,*  
*Lorrain,*  
*Monette,*  
*Paradis,*  
*Pelletier (Gaspé-Nord),*  
*Pelletier (Lotbinière),*  
*Perron,*  
*Pouliot (Gaspé-Sud),*  
*Pouliot (Missisquoi),*  
*Robinson,*  
*Roy,*  
*Taché,*  
*Tardif,*  
*Tellier,*  
*Thibault,*  
*Tremblay,*  
*Trudel.—46.*

#### CONTRE

Messieurs:

*Bastien,*  
*Bouchard,*  
*Connors,*

*Delagrave,*  
*Dumaine,*  
 —5.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

#### POUR

Messieurs:

*Auger (Gatineau),*  
*Auger (Montréal-St-Jacques),*

*Barré*  
*Barrette (Terrebonne),*

*Béique,  
Bélanger,  
Bellemare,  
Bilodeau,  
Boyer,  
Bulloch,  
Coonan,  
Drouin,  
Dubé (Témiscouata),  
Duplessis,  
Dussault,  
Élie  
Fisher,  
Fleury,  
Gagnon,  
Jolicœur,  
Labbé,  
Labelle,  
Langlais,*

*Larivière,  
Leclerc,  
Leduc (Soulanges),  
Lesage,  
Lorrain,  
Monette,  
Paradis,  
Pelletier (Gaspé-Nord),  
Perron,  
Pouliot (Gaspé-Sud),  
Pouliot (Missisquoi),  
Roy,  
Taché,  
Tardif,  
Tellier,  
Thibault,  
Tremblay,  
Trudel.—41.*

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,  
Bouchard,  
Connors,*

*Delagrave,  
Dumaine.—5.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

MARDI 18 MAI 1937

*Onze heures du matin.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 53",

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

---

*Question* par M. Casgrain.—1. A quelle date monsieur Eugène Létourneau, de Montmagny, a-t-il été destitué comme grand constable de ce district ?

2. Qui a recommandé sa destitution ?

3. A quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis ?

4. Pour quelle raison a-t-il été destitué ?

5. Si le Gouvernement a destitué monsieur Létourneau pour cause, y a-t-il eu enquête ?

6. Dans l'affirmative:

a) Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue ?

b) Monsieur Létourneau en a-t-il été averti ?

c) A-t-il eu l'avantage d'y comparaître et de faire entendre des témoins ?

7. Pendant combien de temps monsieur Létourneau a-t-il été grand constable pour le district de Montmagny ?

8. Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui ?

9. Dans l'affirmative:

a) Quelle était la nature de ces plaintes ?

b) Y a-t-il eu enquête et si oui, monsieur Létourneau a-t-il eu l'avantage de comparaître et de se défendre ?

c) S'il y a eu enquête, par qui, quand et où a-t-elle été faite ?

d) Quel a été le rapport ou le résultat de cette enquête ?

10. Monsieur Létourneau a-t-il été remplacé ?

11. Dans l'affirmative: Par qui ?

12. S'il n'a pas été remplacé, quand le sera-t-il et par qui ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

M. Eugène Létourneau a été destitué le 5 février 1937 du poste de grand connétable du district de Montmagny pour ingérence politique et dans l'intérêt public, sur la recommandation de M. René Paré et du député actuel de Montmagny.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 73) intitulé: "Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 67) intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. Monsieur L.-B. Pelletier, oncle de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, a-t-il été à l'emploi du gouvernement sur les travaux de chômage à Lévis ?

- II. Quelle position occupait-il ?
- III. Quel était son salaire par jour ?
- IV. Est-il encore à l'emploi du gouvernement ?
- V. Quelle somme totale lui a-t-elle été payée:
  - a) Pour salaire ?
  - b) Pour autres considérations ?

*Réponse* par l'honorable M. Tremblay:

Le gouvernement l'ignore.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. M. J.-R. René, de Trois-Rivières, est-il à l'emploi du gouvernement de la Province ?

II. Dans l'affirmative:

- a) Quelle position occupe-t-il ?
- b) Quel est son salaire ?

III. Dans la négative:

a) A quel titre occupe-t-il certains bureaux du Palais de justice de Trois-Rivières ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

Monsieur J.-R. René est à l'emploi de la province à raison de \$125.00 par mois, à titre de commis en charge au bureau du gouvernement provincial aux Trois-Rivières.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. La déclaration de l'échevin Atchez Pitt, de Trois-Rivières, telle que publiée dans le "Nouvelliste" du 13 avril 1937 à l'effet que le Premier-Ministre de la Province lui aurait déclaré que M. l'échevin Robert Ryan n'était plus pro-maire depuis le 17 août 1936 et que le Premier-Ministre lui aurait aussi suggéré de faire intervenir la police si M. Ryan refusait de se rendre à ce fait, est-elle conforme à la vérité ?

II. Dans l'affirmative: a) Quelle raison le gouvernement apporte-t-il pour expliquer cette intervention dans les affaires de la municipalité de Trois-Rivières ?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis :

Le gouvernement ignore si l'échevin Pitt a fait ces déclarations; le gouvernement respecte l'autonomie municipale.

*Question* par l'honorable M. Bouchard.—I. A quelle date M. Jean Meloche, employé de la Commission des liqueurs sur la rue Sherbrooke, à Montréal, a-t-il été destitué ?

II. Y a-t-il eu une enquête dans son cas ?

III. Dans l'affirmative:

- a) Par qui a-t-elle été tenue ?
- b) Quel en a été le rapport ?



IV. Dans la négative:

a) pour quelle raison le gouvernement l'a-t-il destitué?

b) par qui a-t-il été remplacé?

*Réponse* par l'honorable M. Duplessis:

Il n'y a pas d'employé de ce nom qui a été destitué au magasin de la Commission des Liqueurs sur la rue Sherbrooke, à Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Résolu* que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 69) intitulé : "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2".

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Bilodeau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, — Que le gouvernement de cette province pourra acquérir de gré à gré ou par expropriation jusqu'à concurrence d'une somme totale de trois cent mille dollars les immeubles requis pour l'exécution de travaux en vertu de la loi 23 George V, chapitre 2, ainsi que tous droits quelconques affectant ces immeubles.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Et la motion "Que la résolution soit maintenant lue une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est en conséquence, lue une première fois.

La motion "Que la résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

*Ordonné* que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 69) intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2".

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que le bill (No 74) intitulé: "Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9", soit lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi relative aux conventions de paiement en or".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Goudreau, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 142, intitulé: "Loi modifiant la Charte de la ville de Bromptonville", a pour objet de favoriser une construction municipale, les amendes que la Pétitionnaire a payées lui soient remboursées.

Sur la motion de M. Thibault, secondé par M. Labelle, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 140, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance", a été présenté en retard à raison de causes indépendantes de la volonté des promoteurs, les droits additionnels payés par ceux-ci leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 123, constituant en corporation "Order Sons of Italy in Quebec", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill No 91, Loi modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'Ile St-Bernard, a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par l'honorable M. Drouin, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

---

Copie de tous documents, lettres, télégrammes, correspondance quelconque concernant la pétition de droit de M. Georges Lachapelle, cultivateur d'Aylwin, comté de Wright et district de Hull, vs Sa Majesté le Roi.

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant la Loi du barreau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité:

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 73, intitulé: "Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

---

(EN COMITÉ)

ATTENDU que l'ancien gouvernement paraît avoir contracté, pour la construction du pont du lac Saint-Louis vis-à-vis la réserve de Caughnawaga, des obligations s'élevant à environ trois millions deux cent trente mille dollars;

Attendu que, sans admettre le bien fondé des réclamations faites relativement à la construction de ce pont, il est nécessaire actuellement que le gouvernement obtienne des droits supplémentaires à ceux que les lois adoptées dans le passé lui confèrent à ce sujet.

Qu'il soit en conséquence

*Résolu*,—Que le gouvernement de la province soit autorisé à garantir, aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil et jusqu'à concurrence de la somme de trois millions deux cent trente mille dollars, tout emprunt que pourra contracter la Corporation du pont du lac Saint-Louis, pourvu que l'échéance de tel emprunt n'excède pas vingt-cinq ans et que le taux d'intérêt ne dépasse pas quatre pour cent par année.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

La résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

*Ordonné* que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 73) intitulé: "Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis".

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

*Ordonné* que le bill (No 73) intitulé : "Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis" soit lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 52, intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage".

Sur la motion de l'honorable M. Drouin, secondé par M. Hamel, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, contrats, plans ou tous écrits quelconques échangés entre le gouvernement, la Commission d'Électricité, la City Gas & Electric Corporation et la ville d'Amos, concernant les obstacles qui se dressent pour empêcher la municipalisation de devenir effective dans cette ville.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 47 intitulé: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières".

Bill No 54 intitulé: "Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés".

Bill No 56 intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

Bill No 83 intitulé: "Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal".

Bill No 95 intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville LaSalle".

Bill No 122 intitulé: "Loi concernant la "Canadian Home Assurance Company".

Bill No 124 intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière".

Bill No 128 intitulé: "Loi concernant la succession de feu James McCready".

Bill No 136 intitulé: "Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi".

Bill No 140 intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".

Sur la motion de M. Chaloult, secondé par l'honorable M. Drouin, il est—

*Résolu* que cette Chambre est d'avis qu'il y aurait lieu d'étudier un projet ayant pour but la création d'un Office de Géographie, doué de pleins pouvoirs, et de qui relèverait, pour toute la province, le choix ou l'approbation des appellations géographiques.

Que cet Office s'applique particulièrement à utiliser les souvenirs historiques des différentes régions de la province.

Qu'il soit autorisé à corriger les erreurs déjà commises et à en prévenir de nouvelles en refrançant le plus possible en vue de favoriser le tourisme.

Sur la motion de l'honorable M. Drouin, secondé par M. Hamel, il est—

*Ordonné* qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous documents, lettres, télégrammes, correspondance quelconque concernant la grève dite du "vêtement" à Montréal, la menace d'arrestation de MM. Trépanier et Shane, et l'attitude du Gouvernement sur ces sujets.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

### MERCREDI 19 MAI 1937

*Onze heures du matin.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 79, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant à la ligne 6, "1925" par "1935".

Aussi le bill No 92, intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en ajoutant à la suite du mot "loi" à la ligne 1 les mots "de l'ancienne province".

Aussi le bill No 96, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est amendé:
  - a) en remplaçant à la ligne 13 du paragraphe 8, les mots "l'année commencée le premier mai, 1936," par les mots "chacune des années commencées le 1er mai 1936 et le 1er mai 1937";
  - b) en remplaçant à la ligne 14 du paragraphe 8, le mot "mille" par le mot "cinq cent".
2. L'article 7 est biffé.

Le bill No 99, intitulé: "Loi modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en remplaçant aux lignes 1 et 2 de la page 2 les mots "d'une année" par les mots "cinq années".

Aussi le bill No 139, intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est amendé:
  - a) en retranchant dans le paragraphe "1" à la ligne 11 de la page 9, les mots "sauf par les administrateurs";
  - b) en insérant, à la ligne 1 du paragraphe "m", page 9, après le mot "rendus" les mots "sauf par les administrateurs".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.



La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 92) intitulé: "Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 139) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 52, intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que le gouvernement de la province soit autorisé à payer, pendant une période de dix années à compter du 1er juillet 1937.

a) à la Compagnie de Navigation du Bas St-Laurent, un subside annuel de cinquante mille dollars pour maintenir en opération, pendant la période annuelle de navigation, un service bi-hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Rimouski et la région de la Pointe-aux-Outardes, entre Rimouski et la région qui s'étend de la Baie de Comeau à la Baie de Trinité et entre Matane, Baie Comeau et les Sept-Iles, à condition que cette compagnie construise un nouveau bateau au coût d'au moins deux cent mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

b) à la Clarke Steamship, un subside annuel de quarante mille dollars pour maintenir en opération, pendant la période annuelle de navigation, un service hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Montréal, Québec et Gaspé et Paspébiac, ainsi que les points intermédiaires de la côte de la Gaspésie, et pour prolonger ce service jusqu'aux Iles-de-la-Madeleine tous les quinze jours, à condition que cette compagnie construise un bateau du coût d'au moins deux cent cinquante mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

c) à la Clarke Steamship, un subside annuel de vingt-cinq mille dollars pour maintenir en opération, pendant la saison annuelle de navigation, un service hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Québec et Natashquan et pour étendre ce service de Natashquan à Blanc Sablon tous les quinze jours;

d) à la Compagnie de Traverse de Rivière-du-Loup-Tadoussac, Limitée, un subside annuel de douze mille dollars pour maintenir en opération, pendant la saison du tourisme, un service de transport de voyageurs deux fois par jour, le dimanche excepté, entre la Rivière-du-Loup et Saint-Siméon et Tadoussac, à condition que cette compagnie construise un bateau au coût d'au moins deux cent mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

e) Les subsides mentionnés aux présentes résolutions comprennent les items votés dans le budget soumis à la Chambre à la présente session;

f) Le contrat que le ministre des mines et des pêcheries est autorisé à passer pour mettre à exécution les présentes résolutions et la loi basée sur icelles, remplace tous autres contrats, lesquels sont en conséquence annulés;

g) Le paiement de ces octrois est subordonné à l'accomplissement de toutes les conditions imposées dans les présentes résolutions et dans la loi basée sur ces résolutions;

*Résolu, 2.*—Que les subsides prévus par la résolution 1 seront payés, sur la recommandation du ministre des mines et des pêcheries, à même le fonds consolidé du revenu.

*Résolu, 3.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces subsides au moyen d'emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 52) intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux bills suivants:

---

Bill "C" intitulé: "Loi modifiant l'article 716 du Code municipal".

Bill "D" intitulé: "Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'ins-truction publique".

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

---

*Trois heures de l'après-midi.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil légis-latif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 142 intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville".

Bill No 165 intitulé: "Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or".

*Question* par M. Dumaine.—1. Quel était le montant total des salaires payés mensuellement au Département de l'Agriculture (Service Intérieur), avant le 26 août 1936 ?

2. Quel montant le gouvernement paie-t-il mensuellement maintenant ?

*Réponse* par l'honorable M. Dussault:

1. \$36,342.30.

2. \$39,195.26.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 63, intitulé: "Loi relative aux tribunaux".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que le traitement annuel de chacun des magistrats de district remplissant ordinairement les devoirs de cette charge ne pourra excéder la somme de six mille dollars; et que le traitement ainsi fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil sera payé à même le fonds consolidé du revenu de la province, et que chacun de ces magistrats de district sera tenu de remplir les devoirs attachés à sa charge ainsi que tous autres devoirs que lui imposera ou pourra lui imposer toute loi en vigueur en cette province.

*Résolu*, 2.—Que le traitement des juges des cours du bien-être social, établies par la loi qui accompagne les présentes résolutions sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder six mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

*Résolu, 3.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les commis et employés nécessaires au bon fonctionnement de chacune des Cours du bien-être social qui seront établies en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

*Résolu, 4.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera durant bonne conduite par une commission sous le grand sceau, parmi les juges des tribunaux de la province autres que la Cour du banc du roi, la Cour supérieure et la Cour de circuit du district de Montréal

a) un juge en chef avec résidence à Montréal ou à Québec, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil; et

b) un juge en chef adjoint avec résidence à Québec, si celle du juge en chef est fixée à Montréal, et avec résidence dans cette dernière cité, si celle du juge en chef est à Québec et que le traitement du juge en chef et du juge en chef adjoint sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil et ne devra pas excéder, pour le premier neuf mille dollars par année, et pour le second huit mille dollars. Ces traitements seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

*Résolu, 5.*—Tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers, registres, documents et archives d'une cour abolie, seront tenus de les transmettre au greffe de la cour indiquée dans la proclamation, dans les quinze jours de la date de la suppression de telle cour, et que les frais et déboursés occasionnés par cette transmission seront à la charge de la province et seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi relative aux tribunaux".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR:

## Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—49.</i>
<i>Labbé,</i>	

## CONTRE:

## Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—13.</i>
<i>Drouin,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

*Huit heures et demie du soir.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis, ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi abrogeant l'article 638 du Code Civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 60, intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est amendé:

a) en ajoutant à la ligne 10 à la suite du mot "dollars" les mots: "applicable aux redevances stipulées dans le contrat mentionné au paragraphe 4";

b) en ajoutant à la ligne 17 à la suite du mot "Montréal" les mots "ses administrateurs et officiers";

c) en remplaçant à la ligne 17 le mot "pourra" par le mot "pourront".



Aussi le bill No 78, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a) en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots "six cent soixante et un mille" par "onze cent soixante et un mille";

b) en ajoutant l'alinéa suivant à la suite de l'alinéa b comme alinéa c:

"Quatre cent mille dollars pour consolider une partie du déficit pour l'exercice financier courant (1937-1938);"

c) les alinéas c, d, e, f, g, h, i, j, deviennent respectivement d, e, f, g, h, i, j, k.

2. L'article 24 est amendé dans la version française seulement, en remplaçant à la ligne 4 du paragraphe 74 les mots "en conformité de" par le mot "suivant".

3. L'article 28 est amendé:

a) en insérant immédiatement après le numéro "19" à la ligne 1, le numéro "21";

b) en remplaçant à la ligne 6 les mots "électorales provinciales" par les mots "pour ladite élection".

4. L'article 30 est amendé en ajoutant dès le commencement les mots "A partir du 1er juillet 1937".

5. Le paragraphe 183 de l'article 35 est remplacé par le suivant:

"La cité a le droit de percevoir de toutes corporations, compagnies, sociétés mutuelles ou autres et de tous individus faisant le commerce d'assurance contre le feu, ou leurs agents, faisant affaires dans la cité, les deux tiers des montants qu'elle aura dépensés pour l'administration du Commissariat des incendies, d'après le mode et aux époques qui peuvent être déterminées par un règlement qu'elle est autorisée à adopter, ou modifier, de temps à autre; par ce règlement, la cité peut établir la proportion payable par chacune desdites compagnies, corporations ou sociétés d'assurances contre le feu ou leurs agents et dans le cas de non paiement, l'action à cet effet doit être intentée devant la Cour du Recorder et décidée suivant la loi qui régit ce tribunal. Le présent article ne s'applique pas à l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec.

Le présent article s'applique à l'exercice financier 1936-1937 et aux exercices subséquents".

6. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 35 comme article 35a:

L'article 184 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Néanmoins la cité de Québec pourra nommer M. Eugène Leclerc, ci-devant Commissaire des Incendies, "Consultant de la Prévention des Incendies" à compter du 1er décembre

1936, avec un traitement annuel ne dépassant pas \$2,000.00, payable de la manière prévue par les articles 182 et 183”.

7. L'article 37 est amendé à la suite de l'alinéa (m) du paragraphe "185", l'alinéa suivant:

“Le Comité administratif pourra autoriser toutes dépenses n'excédant pas mille dollars; cependant les salaires et les gages pourront être payés dans le cours ordinaire de l'administration”.

8. L'article suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'article 39 comme article 39a:

39a. L'article 200 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que modifié par l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 111 est de nouveau modifié comme suit:

“200. Chaque année, entre le premier septembre et le quinze janvier suivant, les cotiseurs doivent dresser, pour chacun des quartiers de la cité, un livre d'évaluation pour tous les immeubles y situés.

Ce livre doit contenir:

(a) Les noms et les numéros des rues où ces immeubles sont situés, ainsi que leurs numéros de cadastre;

(b) Les noms, prénoms et occupations des propriétaires de ces immeubles et leur résidence actuelle, autant qu'il est possible de s'en assurer. Dans le cas de succession, où les héritiers ne sont pas connus d'après les registres du bureau d'enregistrement ou ne donnent pas leurs noms et qualité aux cotiseurs, le nom de l'auteur sera suffisant;

(c) Le montant de la valeur réelle desdits immeubles.

Ce livre d'évaluation deviendra en vigueur suivant les dispositions des articles 215 et suivants de la charte de la cité et il servira de base pour l'imposition des taxes foncières (municipales et scolaires) pour l'année fiscale commençant le premier mai suivant.

Une copie de ce livre d'évaluation certifiée par le bureau des cotiseurs sera transmise au trésorier, le plus tard le deux mars de chaque année, pour que celui-ci prépare l'imposition des taxes ou contributions foncières de l'exercice financier suivant, lequel livre devra comprendre les taxes foncières imposées par la loi, les règlements et résolutions y compris la taxe scolaire.

9. L'article suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'article 39a comme article 39b:

39b. L'article 201 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que modifié par l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, est de nouveau modifié comme suit:

“201. Entre le premier février et le premier septembre de chaque année, les cotiseurs devront faire un livre d'évaluation foncière supplémentaire pour tout immeuble ou partie

d'immeuble où il serait survenu des changements depuis la confection du livre d'évaluation précédent, auquel ce livre supplémentaire sera incorporé pour en faire partie.

Les changements susdits comprennent aussi les mutations de propriétés, les transports par héritage et autres.

Les cotiseurs, en sus des livres d'évaluation foncière ci-dessus, dresseront entre le premier février et le premier septembre de chaque année, un livre d'évaluation et d'imposition des taxes personnelles, des taxes d'affaires et de toutes les autres taxes de la cité, en vertu de toute loi et de tout règlement; il y sera inscrit les noms et la profession des personnes qui y sont sujettes. Ce livre sera dressé par quartier.

10. L'article 65 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 6 du paragraphe 195 le mot "mille" par les mots "cinq cents";

b) en retranchant aux lignes 6, 7, 8 et 9 du paragraphe 197 les mots "Toutes autres salles ou locaux dans lesquels des exhibitions d'un autre genre sont données, seront aussi sujets à une taxe spéciale annuelle mais n'excédant pas vingt-cinq centins";

c) le paragraphe 198 est retranché.

11. L'article 71 est amendé:

a) en remplaçant aux lignes 4 et 5 du paragraphe 445 les mots "à chacun des bureaux" par les mots "au bureau";

b) en remplaçant à la ligne 5 du paragraphe 445 les mots "de la cité" par les mots "de Québec".

12. L'article 78 est biffé.

Aussi le bill No 110, intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec," avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est amendé en remplaçant à la ligne 12 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

2. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. La société constituée par la présente loi, est diocésaine et a pour objectif d'établir dans les paroisses du diocèse de Québec, des conseils locaux d'une seule et même société Saint-Jean-Baptiste, conseils unis aux conseils régionaux et au conseil diocésain par des liens réels et homogènes".

3. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"8.a. La société a pour but d'unir et de protéger les Canadiens d'origine et de langue française ou réputés tels, pratiquant la religion catholique, de défendre leurs intérêts nationaux, de conserver les croyances, la langue et les traditions des ancêtres, de fonder ou d'encourager les œuvres patriotiques, de charité, d'éducation ou de simple récréation, de développer les œuvres paroissiales et l'esprit paroissial.

b. Elle entend augmenter l'influence des Canadiens-français, en unissant dans une même société diocésaine ceux d'entre eux qui veulent travailler au bien-être de leurs compatriotes.

c. Elle se propose pour atteindre ses fins:

1° L'étude de l'Histoire du Canada, des droits acquis et de la situation actuelle des Canadiens-français.

2° L'organisation de toutes les entreprises susceptibles de contribuer au relèvement national de ces derniers, en particulier, la tenue de congrès; la propagande par la parole et par la plume, l'organisation de cours et de conférence, la publication d'ouvrages, de bulletins, de périodiques; la fondation de prix, l'octroi de diplômes ou de certificats; l'établissement de système d'assurances et de fonds de pension au bénéfice de ses membres; l'organisation coopérative, l'établissement d'un sou scolaire".

4. L'article 9 est amendé en ajoutant à la fin de l'alinéa 6° après le mot "s'unir" les mots "que ces sociétés, associations ou corporations soient ou non du diocèse de Québec".
5. L'article 10 est amendé en retranchant aux lignes 3 et 4 de l'alinéa 3° les mots "le nombre", le choix, la nomination, la démission et le remplacement de leurs membres".
6. L'article 15 est amendé:
  - a) en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux";
  - b) en remplaçant à la ligne 7 le mot "généraux" par le mot "régionaux".
7. L'article 17 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".
8. L'article 23 est amendé:
  - a) en remplaçant à la ligne 3 du paragraphe 2° le mot "général" par le mot "régional";
  - b) en remplaçant à la ligne 1 du paragraphe 5° le mot "généraux" par le mot "régionaux";
9. L'article 25 est amendé en remplaçant aux lignes 3, 4 et 5 les mots "indiquant la nature et la durée de semblable pouvoir confère l'autorité requise sujet à ratification par le conseil diocésain" par les mots "indiquera la nature et la durée de cette délégation".
10. L'article 27 est amendé:
  - a) en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots "le bureau de direction" par les mots "l'exécutif";
  - b) en remplaçant à la ligne 3 le mot "généraux" par le mot "régionaux".
11. L'article 28 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".

- 
12. L'article 29 est amendé en remplaçant à la ligne 4 le mot "général" par le mot "régional".
  13. Le titre 4 est amendé en remplaçant le mot "généraux" par le mot "régionaux".
  14. L'article 30 est amendé:
    - a) en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional";
    - b) en remplaçant à la ligne 5 le mot "général" par le mot "régional".
  15. L'article 31 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".
  16. L'article 32 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".
  17. L'article 33 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".
  18. L'article 34 est amendé en remplaçant à la ligne 3 le mot "général" par le mot "régional".
  19. L'article 35 est amendé en retranchant aux lignes 2 et 3 les mots "courante de la société et de toutes autres affaires".
  20. L'article 36 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".
  21. L'article 37 est amendé en remplaçant à la ligne 3 le mot "général" par le mot "régional".
  22. L'article 38 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".
  23. L'article 39 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".
  24. L'article 40 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".
  25. L'article 44 est amendé en remplaçant à la ligne 7 le mot "général" par le mot "régional".
  26. L'article 46 est amendé en remplaçant à la ligne 7 le mot "général" par le mot "régional".
  27. L'article 48 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".
  28. L'article 49 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".
  29. L'article 53 est amendé en remplaçant à la ligne 2 du paragraphe 5° le mot "général" par "régional".
  30. Le titre 6 est amendé en ajoutant les mots "et fonds de pension".
  31. L'article 56 est remplacé par ce qui suit:

"56. Il est permis à la société d'assurer à ses membres, et aux membres des sociétés affiliés en vertu de l'article 9, le droit à des bénéfices appropriés prévus par les règlements, au

moyen de cotisations et en observant les formalités fixées par le Conseil diocésain.

La société aura le droit, sous la surveillance d'un actuaire nommé par elle de faire elle-même ses assurances, et de créer un fonds de pension pour le bénéfice des personnes ci-haut nommées.

Toutes les dispositions de la loi des assurances de Québec, Statuts refondus 1925, chapitre 243, concernant la société de secours mutuel et les sociétés de fonds de pension, s'appliquent à la société en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi".

32. L'article 57 est remplacé par ce qui suit:

"57. Le Conseil diocésain devra nommer une commission de trois membres, chargée d'administrer sous son contrôle et surveillance, toute somme destinée au fonds de pension et d'assurance et de tenir à cette fin une comptabilité complètement séparée".

Aussi le bill No 150, intitulé: "Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en retranchant le paragraphe 6.
2. L'article 12 est amendé en remplaçant à la ligne 12 le mot "cinquante" par le mot "trente".
3. L'article 13 est amendé en remplaçant à la ligne 4 le mot "cinquante" par le mot "trente".
4. L'article 17 est amendé en retranchant le dernier alinéa".
5. L'article 19 est amendé en insérant à la suite du mot libre de la ligne 1 de l'alinéa "b" les mots "des yeux artificiels, des lunettes d'approche".
6. L'article 21 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".
7. L'article 22 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".
8. L'article 23 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".
9. L'article 24 est amendé en remplaçant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne" par les mots "ni aucune personne autorisée à vendre, fournir ou remplacer des verres ophtalmiques au détail dans cette province".
10. L'article 21 est biffé.
11. Les mots "Assemblées Générales" sont placés à la suite de l'article 38 comme titre".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 60) intitulé: "Loi relative au règle-

ment de la question des tramways de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 150) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No. 12 intitulé: "Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Relativement à toute corporation séculière administrant un hôpital et ayant reçu ou recevant, sous une forme quelconque, une subvention ou un octroi du gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter la conduite, par une ou des personnes qu'il désigne, de la manière et avec les formalités et pouvoirs qu'il décrète, de toute enquête sur la façon dont les deniers publics versés à telle corporation ont été, sont ou seront dépensés".

2. L'article 2 est biffé.

3. L'article 3 devient article 2.

Aussi le bill No 38 intitulé: "Loi relative à l'interprétation des lois de la province", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 2 comme article 3:

"L'article 2615 du Code civil est abrogé".

2. Les articles 4, 5, 6 et 7 deviennent respectivement 5, 6, 7 et 8.

Aussi le bill No 80 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est biffé.
2. L'article 5 est amendé en ajoutant à la ligne 6, après le mot "établie" les mots "et payée".
3. L'article 7 est biffé.
4. L'article 9 est amendé en remplaçant aux lignes 6, 7, 8 et 9 les mots "lorsqu'il aura été adopté par le conseil, ce règlement devra être approuvé par la commission métropolitaine et ne pourra être abrogé ou modifié que par les mêmes procédures" par les mots "Lorsqu'il aura été adopté par le conseil, ce règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission Métropolitaine et soumis à l'approbation du surintendant provincial des assurances; il ne pourra être abrogé ou modifié que par les mêmes procédures".
5. L'article 10 est amendé en remplaçant aux lignes 4 et 5 les mots "une pension annuelle de \$1,200.00 payable \$100.00 par mois" par les mots "une pension annuelle n'excédant pas \$1,500.00 payable par versements mensuels".
6. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 11 comme article 12:

"12. L'article 428 du chapitre 102 des Statuts Refondus 1925, intitulé: "Loi des Cités et Villes, est amendé pour la cité de Verdun, en ajoutant après l'article 428, l'article 428a:

428a. Le conseil peut faire un règlement, pour décréter que les enfants âgés de moins de 15 ans, non accompagnés d'une personne responsable, devront réintégrer leur domicile à une certaine heure le soir, pour que cette heure ne soit pas plus tôt que 9 heures, et pour pourvoir à une pénalité n'excédant pas un dollar après la deuxième offense, et à défaut de paiement à la détention d'une heure au poste de police, dans le cas d'infractions aux règlements qui seront édictés à ce sujet par la cité. Ladite pénalité sera imposée à la personne ayant charge légale de l'enfant".

7. L'article 12 devient article 13.

Aussi le bill No 100 intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est amendé en remplaçant à la ligne 6 du paragraphe 49 "1er mars" par "1er décembre".



2. L'article suivant est inséré immédiatement après l'article 28 comme article 28a:

28a L'article 182 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"182. Si, dans les quatre jours qui suivent celui où l'officier-rapporteur a fait l'addition définitive des suffrages dans le but de déclarer le candidat élu, il est, sur requête appuyée de l'affidavit parfaitement détaillé d'un témoin digne de foi, démontré à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, qu'un décompte pourrait changer le résultat de l'élection, tel qu'énoncé par l'officier-rapporteur; et si le requérant dépose dans ledit délai, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure, la somme de mille dollars, s'il s'agit d'un décompte pour la charge de maire, et la somme de deux cents dollars s'il s'agit de la charge d'échevin, comme garantie des frais à encourir par le candidat sur le nouveau dépouillement du scrutin, qui paraît, par l'addition des suffrages, avoir été élu, tel juge, avant l'expiration dudit délai, fixe l'un des quatre jours suivant la réception de tels requête et affidavit, pour recompter les suffrages et en faire l'addition finale.

La requête mentionnée au paragraphe précédant avec un avis de présentation d'au moins douze heures, doit être signifiée au candidat élu et être ensuite entendue par le tribunal en séance régulière. Les douze heures mentionnées au présent article doivent commencer à courir avant cinq heures de la journée précédente.

Si la requête est rejetée, le requérant doit supporter les dépens".

3. Le paragraphe "296" de l'article 32 est remplacé par ce qui suit:

"296. Les copies et extraits certifiés par le greffier de la cité et revêtus du sceau de la cité, des livres, registres, rôles, règlements, résolutions, font preuve *prima facie*, devant toute cour de justice de la province, de leur contenu et font également preuve que les formalités requises par la loi pour leur adoption et leur mise en vigueur ont été remplies, sauf le droit de toute personne d'en contester la vérité ou la régularité suivant la loi".

4. L'article 33 est amendé:

a) en ajoutant à la ligne 3 du paragraphe 104a, après le mot "service" le mot "provincial";

b) en retranchant aux lignes 3 et 4 du paragraphe 104a les mots "de provincial";

c) en remplaçant à la ligne 7 du paragraphe 104a, les mots "vingt-cinq" par le mot "quinze".

5. L'article 42 est amendé:

a) en retranchant l'alinéa "a";

- b) les alinéas *b, c, d, e, f, g, h* deviennent respectivement *a, b, c, d, e, f, g, h*;
- c) en ajoutant à la ligne 3 de l'alinéa "*h*", après le mot "*qui*" le mot "*fait*".
6. L'article 48 est amendé:
- a) en remplaçant l'alinéa "*2*" du paragraphe "*373*" par le suivant:
- "2. Au mois de décembre de chaque année le chef estimateur est nommé par le conseil sur rapport du comité exécutif et les estimateurs sont nommés par le conseil, mais sur la recommandation du chef estimateur et du comité exécutif";
- b) l'alinéa suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'alinéa "*3*" comme alinéa "*3a*":
- "3a. Le chef estimateur sur rapport du comité exécutif et les estimateurs sur rapport du chef estimateur et du comité exécutif peuvent être démis ou remplacé en tout temps par le conseil lorsqu'il sont devenus incapables de remplir leurs fonctions ou qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient démis ou remplacés".
7. L'article 49 est amendé en remplaçant aux lignes 6, 7, 8 et 9 du paragraphe "*375*", des mots "*Il doit être certifié sous serment prêté devant le maire ou le greffier de la cité, et signé par la majorité du bureau des estimateurs dans ledit délai*"; par les mots "*Il doit être signé par le chef estimateur dans ledit délai*";
- b) en remplaçant à la ligne 4 de l'alinéa "*3*" les "*dépréciation résultant de l'état d'entretien*" par les mots "*situation actuelle*";
- c) en ajoutant à la fin de l'alinéa 3 les mots "*mais seulement un des facteurs dans l'appréciation*".
8. L'article 50 est amendé:
- a) en remplaçant à la ligne 25 de la page 27 le mot "*troisième*" par le mot "*présent*";
- b) en remplaçant à l'avant-dernière ligne de la page 28 le numéro "*17*" par le numéro "*16*".
9. L'article 55 est amendé en remplaçant aux lignes 2, 3, et 4 les mots "*dans la forme mentionnée à l'article 495 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102)*" du paragraphe "*381*" par les mots "*en la forme prescrite par le bureau de révision*".
10. L'article 56 est amendé:
- a) en ajoutant à la fin de l'alinéa "*5*" à la suite du mot "*Canada*", les mots "*ou commissaires d'école*";
- b) en retranchant à la ligne 3 de l'alinéa "*20*" les mots "*selon le cas*";
- c) en retranchant aux lignes 10, 11, 12, 13, 14 et 15 les mots "*Nonobstant toute disposition à ce contraire, à compter de (insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent bill No 100),*

le bureau de revision devra refaire toute l'évaluation municipale sur la base décrétée dans la présente loi, pour le ou avant le premier décembre 1938".

11. L'article 68 est amendé en retranchant les neuf premières lignes et le mot "également" de la ligne "10".
12. L'article suivant est inséré immédiatement à la suite de l'article 71 comme article 71a:

"71a. L'article 12 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, est modifié en remplaçant le septième alinéa, par le suivant:

"Il est par la présente section imposé et il sera prélevé et perçu chaque année en sus de toute autre taxe, à compter du 1er mai 1935, sur tout individu ayant sa résidence ordinaire, son domicile ou sa place d'affaires dans la cité de Montréal ou dans une des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal, (et sur tout individu qui sans y avoir son domicile ou sa résidence ordinaire y occupe un emploi, une situation ou une fonction rémunérés) une taxe n'excédant pas 20% du montant de la taxe payable par tel individu en vertu des Statuts Révisés du Canada 1927, chapitre 97 et ses amendements pour l'année précédente, se terminant le 31 décembre. (L'individu n'ayant ni résidence ordinaire ni domicile dans ledit territoire ne sera assujetti au paiement de la taxe que pour la partie de son revenu gagné à Montréal ou dans une des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal".

b) les cinq dernières lignes de l'alinéa "e" sont retranchées sauf les mots "été commise".

13. L'article 75 est biffé.

14. L'article 76 est amendé:

a) en ajoutant à la suite du mot "emprunter" à la ligne 1, les mots "sans referendum";

b) en ajoutant à la suite du mot "et" à la ligne 5, les mots "qui doivent recevoir".

15. L'article suivant est inséré immédiatement à la suite de l'article 78 comme article "78a";

"78a. La cité est autorisée à emprunter pour l'enfouissement des fils de systèmes électriques de la cité en général comprenant les alarmes d'incendie, l'éclairage, les signaux et téléphones de la police et les signaux de circulation, une somme ne devant pas excéder \$283,000.00

Cet emprunt qui sera effectué sous l'autorité de la présente section, n'affectera pas le pouvoir général d'emprunt de la cité et ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs propriétaires".

16. L'article 80 est biffé.

17. L'article 91 est amendé en remplaçant à la ligne 5 le mot "Verdun" par le mot "Montréal".

18. L'article 92 est biffé.

19. L'article 99 est remplacé par ce qui suit:

"99. Le conseil est autorisé, sur rapport du comité exécutif, à acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les terrains requis pour l'établissement d'une route de grande circulation entre le viaduc sous les voies du C. N. R., et le pont Lachapelle et à charger la moitié du coût de ces améliorations aux propriétaires d'immeubles que le conseil croira devoir bénéficier d'icelles et à imputer l'autre moitié de ce coût, en vingt versements annuels, sur la taxe spéciale prévue par la section 23 de la loi 6 George V, chapitre 44, telle que remplacée par la section 40 de la loi 22 George V, chapitre 105".

20. L'article 100 est biffé.

21. L'article 106 est biffé.

Aussi le bill No 108 intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 10 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

b) en remplaçant à la ligne 9 de l'alinéa (a) "1941" par "1940";

c) en remplaçant à la ligne 5 de l'alinéa (b) "1941" par "1940";

d) en remplaçant à la ligne 1 de l'alinéa (e) "1941" par "1940";

e) en remplaçant à la ligne 7 de l'alinéa (e) "1943" par "1942".

2. L'article 11 est amendé en remplaçant à la ligne 1 du paragraphe 48 "1941" par "1940".

3. L'article 15 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

4. L'article 16 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

5. L'article 17 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

6. L'article 18 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

7. L'article 27 est amendé en remplaçant à la ligne 5 du paragraphe 112 "1941" par "1940";

8. L'article 31 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

9. L'article 32 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

10. L'article 34 est amendé en insérant à la suite du mot "remplacer" à la ligne du paragraphe 173, les mots "le maire, s'il y a lieu et";
11. L'article 35 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1943" par "1942";
12. L'article 36 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";
13. L'article 42 est amendé en remplaçant à la ligne 1 "1943" par "1942";
14. L'article 43 est biffé.

Aussi le bill No 123 intitulé: "Loi constituant en corporation the "Orders Sons of Italy in Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer;

1. Le titre est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "Québec" par le mot "Canada".
2. Le préambule est amendé en remplaçant à la ligne 4 les mots "Order Sons of Italy in Québec" par les mots "Order Sons of Italy in Canada".
3. L'article 1 est amendé en remplaçant à l'avant-dernière ligne les mots "Order Sons of Italy in Québec" par les mots "Order Sons of Italy in Canada".

Aussi le bill No 164 intitulé: "Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les alinéas a, b, c et d de l'article 2 sont remplacés par les suivants:
  - a) à mille dollars chacun pour les pylônes (tours) dont la base couvre une superficie de cent pieds carrés ou plus;
  - b) à huit cents dollars chacun pour les pylônes (tours) dont la base couvre une superficie excédant vingt-cinq pieds carrés, mais n'atteignant pas cent pieds carrés;
  - c) à deux cent cinquante dollars chacun pour les pylones (tours) dont la base couvre une superficie de vingt-cinq pieds carrés ou moins;
  - d) à soixante-quinze dollars chacun pour les poteaux faits avec d'autres matériaux que le bois;
  - e) à vingt-cinq dollars chacun pour les poteaux de bois.
2. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. La présente loi s'applique uniquement aux corporations régies par le Code municipal".

Aussi le bill No 112 intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

- a) en y insérant le paragraphe suivant comme alinéa "a":  
"a) cent trente-cinq mille dollars pour établir, acquérir et construire une nouvelle école dans la paroisse de Saint-Patrice, pour les filles catholiques de langue anglaise, en remplacement de l'école Leonard";
- b) en remplaçant à la ligne 1 de l'alinéa "b" les mots "Neuf cent quatre-vingt dix-mille dollars" par les mots "Huit cent cinquante-cinq mille dollars";
- c) en retranchant aux lignes 1 et 2 de l'alinéa "c" les mots "pour consolider une dette contractée";
- d) les alinéas a, b, c, deviennent respectivement alinéas a, b, c, d.;
- e) en remplaçant aux lignes 5, 6, 7 et 8 du dernier paragraphe de l'alinéa "d" les mots "trois cent mille dollars pour les fins du paragraphe a ci-dessus, et cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe b, de la présente section" par les mots "cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe a) ci-dessus, deux cent cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe b) ci-dessus, et cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe c) de la présente section".

2. L'article 2 est biffé.

3. L'article 3 devient article 2.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 38) intitulé: "Loi relative à l'interprétation des lois de la province", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi constituant en corporation the "Order Sons of Italy in Quebec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 164) intitulé: "Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 12) intitulé: "Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi modifiant la charte de *Québec-Saguenay and Chibougamau Railway Company*".

Sur la motion de M. Duguay, secondé par M. Thibault, il est—

*Ordonné* que cette Chambre n'accepte pas les amendements du Conseil législatif, parce qu'il est désirable que la compagnie commence ses opérations le plus tôt possible.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 63) intitulé: "Loi relative aux tribunaux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill suivant:

Bill No 141, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

### CONSEIL LÉGISLATIF

le 19 mai 1937.

*Ordonné*, Que le greffier rapporte le bill No 88, intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke", et l'informe que cette Chambre n'insiste pas sur ses amendements 2, 3, 4, 5, 6 et 7, mais qu'elle attire l'attention de l'Assemblée législative sur le fait que, d'après les explications fournies au Conseil législatif, l'amendement 1 est le même que celui qui avait été accepté par le Comité des bills privés de l'Assemblée législative et qui aurait été omis dans le rapport de ce Comité à la Chambre.



Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Duguay, il est—

*Ordonné* que cette Chambre accepte l'amendement 1 du Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 203) intitulé: "Loi abrogeant l'article 638 du Code civil".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que, vu que le bill 79, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal", a pour objet de remettre une certaine pension à des pensionnaires pauvres, et que cette demande n'a pas été accordée, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

*Résolu* que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 201, intitulé: "Loi favorisant l'exploitation des gisements de fer titané".

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que la loi qui sera basé sur les présentes résolutions pourra être citée sous le nom de "Loi de la prime sur les minerais de fer titané".

*Résolu, 2.*—Que dans ladite loi:

a) “minerai de fer titané” signifiera tout minerai de fer contenant au moins trois pour cent d’oxyde de titane;

b) “unité” signifiera un pour cent de la teneur en fer que renferme le minerai exploité;

c) “tonne” comprendra deux mille deux cent quarante livres, mesure avoir-du-poids.

*Résolu, 3.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra payer annuellement à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années à compter du premier janvier 1938, à chaque propriétaire d’un gisement de fer titané en exploitation dans la province de Québec une prime de un centin par unité de fer métallique contenue dans chaque tonne de minerai de fer extraite et expédiée de son gisement, aux conditions suivantes:

a) Le minerai de fer titané devra être transformé en acier ou en fonte malléable ou en fer métallique dans une usine située dans la province.

b) Le total des primes payées à chaque propriétaire de mine ne devra pas excéder vingt-cinq mille dollars annuellement.

*Résolu, 4.*—Que la détermination de la teneur en fer métallique des minerais de fer titané sujets à la prime s’effectuera sur des échantillons de minerai séchés à la température de 212 degrés Fahrenheit.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire tout règlement concernant les demandes de primes et les renseignements à fournir.

*Résolu, 6.*—Que le ministre des mines et des pêcheries sera chargé de l’application de ladite loi et il sera autorisé à prendre les moyens qu’il jugera à propos afin de contrôler et de vérifier les réclamations de la prime.

*Résolu, 7.*—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

M. l’Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l’honorable M. Gagnon, il est—

*Ordonné* que l’honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: “Loi favorisant l’exploitation des gisements de fer titané”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

---

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 66, intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole".

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Dussault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que le Conseil de l'instruction publique pourra former et maintenir sous son contrôle un ou deux comités composés de personnes compétentes en pédagogie et en science agricole et chargés de préparer un programme d'enseignement agricole dans la province.

*Résolu*, 2.—Que les membres de ce comité ou de chacun de ces comités seront au nombre d'au moins cinq et d'au plus neuf et que leurs services seront gratuits, mais qu'ils pourront être remboursés de leurs dépenses.

*Résolu*, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à mettre à la disposition du Conseil de l'instruction publique les sommes requises pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, lesquelles seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

*Résolu*, 4.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 66) intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole".

---

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, et sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi relative aux écoles techniques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

*Résolu.*—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1937, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,285,044.80.

*Résolu.*—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1938, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$28,834,485.06.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

*Résolu* qu'à la prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, il est —

*Ordonné* que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937, et le 30 juin 1938 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 48, intitulé: "Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 21 est amendé en retranchant le deuxième alinéa qui commence par les mots "Sous réserve" et qui se termine par les mots "deux ans".

2. L'article 33 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 2 les mots "société ou personne" par le mot "municipale";

b) en insérant à la suite du mot "convention" à la ligne 1 du deuxième alinéa, les mots "visés au premier alinéa".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 48) intitulé: "Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime de la Chambre, la Chambre procède à la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Sur la motion de M. Carignan, secondé par M. Boyer, il est—

*Résolu* que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif, mais en retranchant les paragraphes Nos 12 et 13, et lesdits amendements tels qu'amendés sont lus une première fois, une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements tels qu'amendés.

Du consentement unanime de la Chambre, la Chambre procède à la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Du consentement unanime de la Chambre, la Chambre procède à la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 12) intitulé: "Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province".

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

---

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Et, alors la Chambre, s'ajourne.

---

### JEUDI 20 MAI 1937

*Onze heures du matin.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi modifiant la loi du prêt agricole de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 17, intitulé: "Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité".

Bill No 49, intitulé: "Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques".

---

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 157, intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a) en remplaçant à la ligne 8 "cinquante" par "cinquante et un";

b) en remplaçant à la ligne 16 "quarante-neuf et cinquante" par "cinquante et cinquante et un".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Larochelle, il est—

*Ordonné* que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 208) intitulé: "Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestantes de la ville de Val d'Or".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill 52, intitulé: Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines



---

compagnies de transport et remédiant au chômage, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article I est amendé en retranchant aux lignes 5 et 6 les mots "et Paspébiac".
- 

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 52) intitulé: "Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la côte nord, la Gaspésie, et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

*Ordonné* que la séance soit suspendue jusqu'à trois heures.

---

A trois heures la Chambre reprend sa séance.

Sur la motion de M. Beaudry, secondé par M. Larouche, il est—

*Ordonné* que M. Beaudry ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé: "Loi relative à la ville de Coaticook".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion que le bill "soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 166, intitulé: "Loi relative aux conventions de paiement en or".

Bill No 167, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées".

Bill No 168, intitulé: "Loi modifiant la loi du barreau".

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 129, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a) en remplaçant l'alinéa 2 ("jj") qui commence par les mots "La Commission" et qui se termine par le mot "montant":

"jj. La commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à emprunter, pour les fins susdites, en sus des emprunts déjà autorisés, une somme additionnelle n'excédant pas la somme de \$3,100,000. dollars, dont \$500,000. dollars pour combler le déficit du budget de l'année 1936-1937; \$600,000. dollars pour équilibrer le salaire des instituteurs pour la même année; \$500,000. dollars en vue des acquisitions, constructions, agrandissements, améliorations et modifications, travaux de confection de cours de récréation des élèves, et paiement des hypothèques et obligations ci-dessus énumérées; et \$1,500,000. pour boucler le budget de revenu de l'année scolaire 1937-1938, et par suite, à émettre des bons ou obligations pour ce montant".

b) en retranchant l'alinéa "kk".

2. L'article 4 est amendé en insérant à la suite du mot "contrats" à la ligne 1 les mots "de construction et achats de terrains et propriétés".

Aussi le bill No 161, intitulé: "Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant tous les mots de la ligne 10 immédiatement à la suite du mot "l'arpent"; et aussi tous les mots aux lignes 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, par ce qui suit: "Cette évaluation comprend les granges, écuries et tous les autres bâtiments; mais ne comprend pas la maison servant d'habitation, qui devra être évaluée à part, en tenant compte seulement de sa valeur en regard de l'exploitation agricole attenante".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101", et lesdits amendements sont lus une première fois, une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 129) intitulé "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal," et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est

*Résolu* que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 205, intitulé: "Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Que nonobstant toute loi à ce contraire, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra :

a. céder de gré à gré, aux conditions qu'il déterminera, des concessions forestières qui peuvent être utiles à la réouverture ou à la construction d'usines dans la Cité de Chicoutimi et qui peuvent être nécessaires pour en assurer le maintien en opération;

b. échanger des terrains détenus par lettres patentes ou par licences de coupe de bois pour des terres publiques dont il pourra déterminer le mode et les conditions de détention;

c. autoriser le ministre des terres et forêts à procéder à l'expropriation de tels terrains lorsqu'il juge que leur détention est de nature à nuire à la réouverture de ces usines ou à leur maintien en opération, et qu'il est impossible d'en obtenir la cession ou l'échange volontaire;

d) modifier, relativement aux concessions forestières cédées aux propriétaires de ces usines en vertu de la présente loi et à celles qu'ils peuvent déjà posséder, les règlements concernant l'octroi des licences de coupe de bois, la coupe du bois, les transferts de limites, les rentes foncières, la taxe pour la protection des forêts et ceux concernant généralement la détention de terrains provenant du domaine public et l'exploitation des bois sur ces terrains;

e. faire des compromis relativement à toute taxe, droit ou autre créance dus à la couronne;

f. entreprendre la construction ou la réfection de chemins ou de ponts lorsque la chose est jugée nécessaire à la mise en marche de ces usines et à leur bon fonctionnement;

g. faire pour les fins susdites les dépenses nécessaires.

*Résolu, 2.*—Que l'expropriation prévue au paragraphe c) de la résolution précédente aura lieu conformément à la loi 1 George VI, chapitre 38.

*Résolu, 3.*—Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter le paiement entier ou partiel de ces dépenses au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR :

## Messieurs :

<i>Auger</i> ((Montréal-St-Jacques),	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Labelle,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Bêïque,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boyer,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Drouin,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Perron,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Ducharme,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Vachon.</i>
<i>Jolicœur,</i>	—53.

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaine,</i>
<i>Connors,</i>	—5.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

## POUR :

## Messieurs :

<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Vachon.</i>
<i>Jolicœur,</i>	—53.

## CONTRE :

## Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Dumaïne.</i>
<i>Connors,</i>	—5.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 205) intitulé: "Loi favorisant la réouverture des usines dans la région de Chicoutimi".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Sur un message de M. l'Administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, M. l'Administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 12 Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province.
- 17 Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité.
- 38 Loi relative à l'interprétation des lois de la province.
- 44 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski.
- 47 Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières.
- 48 Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité.
- 49 Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques.
- 50 Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.
- 52 Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte Nord, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

- 
- 53 Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger.
  - 54 Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés.
  - 56 Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931.
  - 60 Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal.
  - 78 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
  - 79 Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.
  - 80 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
  - 83 Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.
  - 88 Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.
  - 92 Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse.
  - 95 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.
  - 96 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.
  - 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
  - 108 Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau.
  - 110 Loi refondant la charte de La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.
  - 112 Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
  - 122 Loi concernant la "*Canadian Home Assurance Company*".
  - 123 Loi constituant en corporation the "*Orders Sons of Italy in Canada*".
  - 124 Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.
  - 128 Loi concernant la succession de feu James McCready.
  - 136 Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.
  - 139 Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada.
  - 140 Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".
  - 141 Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or.
  - 142 Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville.
  - 150 Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.
  - 157 Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata.
  - 161 Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101.
  - 164 Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.



- 
- 167 Loi modifiant la Loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées.
- 168 Loi modifiant la Loi du barreau.
- C Loi modifiant l'article 716 du Code municipal.
- D Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'instruction publique.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, M. l'Administrateur sanctionne ces bills".

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

- 40 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, M. l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

Au retour des députés:

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mercredi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## MERCREDI 26 MAI 1937

*Onze heures du matin.*

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi relative au tourisme".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Ordonné* que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 209) intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

*Ordonné* que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

*Résolu* qu'à la présente séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 207, intitulé: "Loi relative au tourisme".

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* qu'à la présente séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 209, intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 207) intitulé: "Loi relative au tourisme".

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Bilodeau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, 1.—Que les officiers et employés nécessaires à l'administration des matières relevant de l'Office du tourisme établi par l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions pourront être nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), ou de la Loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A).

*Résolu*, 2.—Que le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pourra, sur la recommandation du directeur de l'Office du tourisme et aux conditions qu'il déterminera généralement ou pour tout cas particulier, aider au moyen de subventions les écoles de tourisme.

*Résolu*, 3.—Que les dépenses occasionnées au gouvernement de la province par l'application des sections II et IV de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu, mais ne devront pas excéder cinq mille dollars par année, en outre des salaires des officiers et employés visés à la résolution 1 ces salaires ne devant pas dépasser un montant global annuel de sept mille dollars.

*Résolu*, 4.—Que le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pourra aider, au moyen de subventions, tout syndicat d'initiative aux conditions mentionnées à l'article 10 de la loi 23 George V, chapitre 36 tel que remplacé par la section 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 207) intitulé: "Loi relative au tourisme".

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

*Ordonné* que le bill (No 207) intitulé: "Loi relative au tourisme", soit lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 209, intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

L'honorable M. Tremblay propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Tremblay informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

*Résolu, 1.*—Qu'un tribunal d'arbitrage en matière de salaires et conditions raisonnables de travail soit créé, sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sous le nom de *L'Office des salaires raisonnables*; qu'il soit composé d'au plus cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera leurs traitements et désignera parmi eux le président et le vice-président, et que l'Office subsistera en dépit de toute vacance parmi ses membres.

*Résolu, 2.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à nommer un secrétaire, des inspecteurs, des vérificateurs, des commis et tous autres employés nécessaires au bon fonctionnement dudit Office, à déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération.

*Résolu, 3.*—Que ledit Office pourra prélever des employeurs professionnels visés par une ordonnance, rendue par ledit Office en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme n'excédant pas un pour cent des salaires payés à leurs employés; que le produit de ce prélèvement sera versé à l'Office qui en fera remise immédiatement au trésorier de la province en remboursement, jusqu'à concurrence, des sommes payées par celui-ci en vertu de la résolution 4.

*Résolu, 4.*—Que les traitements des membres et des employés de l'Office et toutes les dépenses que le lieutenant-gouverneur en conseil décrètera utiles à l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre du travail, pourra autoriser le trésorier de la province à verser ou à avancer à l'Office les sommes nécessaires à ces fins.

*Résolu, 5.*—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces traitements et dépenses au moyen d'emprunts, pour un terme n'excédant pas trente ans, et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

*Ordonné* que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 209) intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Tremblay, il est—

*Ordonné* que le bill (No 209) intitulé: "Loi des salaires raisonnables", soit lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

*Résolu* que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

*Ordonné* que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 57 intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

---

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 42 intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Bill No 58 intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des Sulpiciens".

Bill No 62 intitulé: "Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler".

Bill No 64 intitulé: "Loi relative au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général".

Bill No 65 intitulé: "Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements".

Bill No 66 intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole".

Bill No 67 intitulé: "Loi modifiant la Loi des produits laitiers".

Bill No 69 intitulé: "Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2".

Bill No 71 intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

Bill No 72 intitulé: "Loi garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec".

Bill No 73 intitulé: "Loi relative à la corporation du pont du lac Saint-Louis".

Bill No 74 intitulé: "Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9".

Bill No 200 intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Bill No 201 intitulé: "Loi favorisant l'exploitation des gisements de fer titané".

Bill No 203 intitulé: "Loi abrogeant l'article 638 du Code Civil".

Bill No 204 intitulé: "Loi relative aux écoles techniques".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 61 intitulé: "Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 10 comme article 10a.

10a. La section 14 de la Loi des dettes et emprunts municipaux (S. R. 1925, ch. 111), telle que modifiée par la loi 18 George V, chapitre 39, section 3, est de nouveau modifiée:

a) en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" dans l'avant dernière ligne du premier alinéa les mots "ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas";

b) en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa les mots "ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas".

2. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 14 comme article 14a.

14a. L'article 246 de la Loi de l'Instruction publique (S.R., 1925, ch. 133), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 45, section 1, est de nouveau modifié:

- a) en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa les mots "ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas";
- b) en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" dans la deuxième ligne du deuxième alinéa les mots "ou le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, selon le cas".
3. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 24 comme article 25:
- "25. L'article 3 de la Loi 22 George V, chapitre 2 est remplacé par le suivant:
- "3. Le ministre du travail et le ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce peuvent autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du Ministre du travail, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à l'article 2 de la présente loi".
4. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 25 comme article 26:
- "26. L'article 3 de la Loi 23 George V, chapitre 2 est remplacé par le suivant:
- "3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le Ministre du travail à conclure avec le gouvernement du Dominion toutes conventions ayant pour objet de remédier au chômage.
- Le ministre du travail et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce peuvent également conclure avec les municipalités de la province de telles conventions".
5. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 26 comme article 27:
- "27. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant les mots "lieutenant-gouverneur en conseil peut" dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1 par les mots "Ministre du travail et le Ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce peuvent".

Aussi le bill No 68 intitulé: "Loi sauvegardant les droits de la colonisation", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est amendé en ajoutant à la ligne 7 après le mot "ministre" les mots "de la colonisation".
2. L'article 5 est biffé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 27 intitulé: "Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 1, 2, 3 et 4 sont remplacés par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 suivants:

"1. La Commission des écoles catholiques de Montréal continue à former une corporation avec la juridiction, pour fins scolaires catholiques, qui lui est actuellement attribuée par les diverses lois qui la régissent, sujet aux modifications explicites de la présente loi.

Cette commission est formée de neuf membres nommés comme suit:

a) trois par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont un doit être de langue anglaise;

b) trois par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal;

c) trois par le comité exécutif de la cité de Montréal, dont un doit être de langue anglaise.

Le quorum de la Commission est de cinq membres.

"2. Toutes les qualifications requises pour être membre de la Commission des écoles catholiques de Montréal sont les suivantes:

1° Etre catholique romain;

2° Etre domicilié dans la cité de Montréal et contribuable de cette cité;

3° Posséder les autres qualifications jugées utiles par l'autorité qui fait la nomination.

"3. Un Conseil pédagogique est institué, formé d'au plus vingt membres, tous catholiques romains, nommés par la Commission des écoles catholiques de Montréal, sur la recommandation préalable de l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal. Le quorum de ce conseil est celui que détermine la Commission.

Ce Conseil pédagogique a les pouvoirs qui lui sont attribués par la Commission.

Il exerce ses attributions sous la surveillance de la Commission des écoles catholiques de Montréal et de l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal.

"4. La Commission des écoles catholiques de Montréal choisit parmi ses membres une personne pour agir comme président général, dont le traitement annuel fixé par la Commission ne doit pas excéder trois mille dollars.



Le président général a pour fonction de présider les réunions de la Commission et, en outre de son vote comme membre de cette commission, il a un droit de vote prépondérant en cas d'égalité de voix.

La Commission nomme durant bon plaisir un secrétaire général qui est en même temps trésorier et dont le traitement ne doit pas excéder sept mille cinq cents dollars par année.

Le secrétaire général est d'office secrétaire du Conseil pédagogique et il a tous les devoirs et attributions qui sont conférés par la Loi de l'instruction publique aux secrétaires-trésoriers des commissions scolaires, sujet aux dispositions de la présente loi.

"5. Les membres de la Commission des écoles catholiques de Montréal et du Conseil pédagogique sont nommés pour trois ans.

Les premières nominations devront être faites par les autorités compétentes avant le 1er juillet 1937 et, par la suite, toute nomination comme membre de la Commission ou du Conseil pédagogique doit être faite dans les quinze jours de la vacance.

"6. Le maire non plus que les membres du comité exécutif et les échevins de la cité de Montréal ne peuvent être nommés membres de la Commission ni du Conseil pédagogique.

"7. Les membres actuels de la Commission des écoles catholiques de Montréal, y compris le président général, demeureront en fonctions jusqu'au 1er juillet 1937 alors qu'ils seront remplacés par les personnes qui seront nommées conformément à la présente loi.

Les commissions administratives et pédagogiques continuent à exercer leurs juridictions et pouvoirs respectifs jusqu'au 1er juillet 1937, et les membres qui en font partie demeureront en fonctions jusqu'à cette date.

"8. Dans toutes lois, arrêtés ministériels, règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics se rapportant aux écoles catholiques de Montréal, dans lesquels sont employés les mots "bureau central" pour désigner le bureau central des écoles catholiques de Montréal, ces mots signifient "La Commission des écoles catholiques de Montréal"; et également les mots "commission de district" ou "la Commission pédagogique de la Commission des écoles catholiques de Montréal" désignent "le Conseil pédagogique de la Commission des écoles catholiques de Montréal".

"9. La loi 18 George V, chapitre 50; les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la Loi 7 George V, chapitre 28; les sections 6 et 7 de

---

la loi 19 George V, chapitre 46; les sections 2, 4 et 5 de la loi 20 George V, chapitre 58, et la section 3 de la loi 22 George V, chapitre 60, sont abrogés.

Toutes les dispositions des lois générales ou spéciales incompatibles avec les dispositions de la présente loi sont abrogés et toutes les autres dispositions des lois générales ou spéciales qui ne contreviennent pas, directement ou indirectement, avec celles de la présente loi demeurent en vigueur”.

---

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 68) intitulé: “Loi sauvegardant les droits de la colonisation”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 61) intitulé: “Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 27) intitulé: “Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal”, et lesdits amendements sont lus une première fois.

*Ordonné* que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

---

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 129) intitulé: “Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal”, et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

L'honorable M. Bouchard propose:

Que le président du comité des privilèges et élections reçoive instruction de convoquer sans délai ledit comité et que ce comité soit autorisé à assigner des témoins et à faire produire tous documents, lettres ou autres papiers, pour s'enquérir de tous faits relatifs à la démission de monsieur Gagné, député de la division électorale d'Arthabaska et des raisons pour lesquelles le siège de ladite division n'a pas été déclaré vacant conformément aux dispositions des Statuts refondus de 1925.

M. le premier ministre objecte que la motion ne peut être proposée parce qu'elle est irrégulière, qu'elle contrevient à l'article 156 du règlement. Après discussion de la question de règlement M. l'Orateur maintient l'objection et déclare la motion irrégulière.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant ainsi fait et mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbe,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Élie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—50.</i>

---

**CONTRE****Messieurs:**

*Bastien,  
Bouchard,  
Bouthillier,  
Casgrain,  
Delagrave,*

*Drouin,  
Dumaine,  
Grégoire,  
Hamel,  
Messier.—10.*

La décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

---

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Duplessis, la Chambre appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 61) intitulé: "Loi diminuant les pouvoirs accordés au Lieutenant-Gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

*Résolu* que la séance soit suspendue, jusqu'à trois heures de l'après-midi.

---

A trois heures, la Chambre reprend sa séance.

---

Du consentement unanime de la Chambre et sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, la Chambre appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 27) intitulé: "Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

---

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre:  
Annuaire Statistique, Québec, 1936.

(Document de la session, No 27.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 mai 1937, demandant copie des rôles-de-paie pour travaux de voirie exécutés à Grande-Rivière-Ouest, comté de Gaspé, durant novembre 1936.

(Document de la session No 28.)

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 202, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Législature".

Bill No 207, intitulé: "Loi relative au tourisme".

Bill No 209, intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

---

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

*Résolu* que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures et demie du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

---

## JEUDI 27 MAI 1937

*Onze heures et demie du matin.*

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 26 mai 1937.

*Ordonné*, Que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement au bill No. 99 intitulé: "Loi modifiant la charte de Quebec Saguenay

and Chibougamau Railway Company", mais qu'il lui demande d'agréer l'amendement suivant:

1. L'article 2 est amendé aux lignes 1 et 2 de la page 2 en remplaçant les mots "d'une année" par les mots "de deux années".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 99) intitulé "Loi modifiant la charte de Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 55 intitulé: "Loi relative aux salaires des ouvriers", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 46 est amendé dans la version française seulement en ajoutant à la fin de la ligne 4 après les mots "cinq dollars et", les mots "des frais pour la première offense, et d'une amende de".
2. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 53 comme article 53a.

"53a. L'article 53 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cette abrogation n'affecte pas les décrets, règlements et procédés adoptés sous l'empire des lois abrogées en vertu du présent article, lesquels continueront d'avoir leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été adoptés et elle n'affecte pas non plus l'existence des comités constitués en vertu desdites lois".

Aussi le bill No 70 intitulé: "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 53", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 1 comme article 2:

"2. La loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 186) telle que modifiée par la loi 18 George V, chapitre 68 est de nouveau amendée en retranchant le dernier paragraphe de l'article 28a".

2. L'article 2 devient article 3.

Aussi le bill No 166 intitulé: "Loi relative aux conventions de paiement en or", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

1. Toute obligation contractée avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, échue ou à échoir, qui confère ou tend à conférer au créancier le droit de réclamer son paiement en or ou en une espèce ou étalon monétaire particuliers ou en argent de la Puissance du Canada ou d'ailleurs calculables d'après l'étalon or ou d'après un étalon monétaire particulier, sera valablement acquittée sur paiement, unité monétaire pour unité monétaire, du montant nominal ou apparent à la face de l'obligation, en numéraire ou monnaie constituant une offre légale pour le paiement des dettes publiques et privées au temps du paiement et à l'endroit où tel paiement doit être fait".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 55) intitulé "Loi relative aux salaires des ouvriers", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 70) intitulé "Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 53", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 166) intitulé "Loi relative aux conventions de paiement en or", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Le 27 mai 1937.

*Résolu* qu'un message soit adressé à l'Assemblée législative pour l'informer que c'est par erreur que le titre du bill No 166, intitulé:

---

“Loi relative aux conventions de paiement en or” a été inscrit avec les bills Nos 167 et 168 dans un message du Conseil législatif qui a été transmis à l’Assemblée législative le 20 mai courant.

*Ordonné* que le greffier porte ce message à l’Assemblée législative.

---

L’honorable M. Bouchard propose:

Qu’il soit résolu qu’il soit déposé sur le bureau de la Chambre: Copie de tous les arrêtés ministériels passés du premier septembre au premier décembre 1936.

M. le premier ministre objecte que la motion est irrégulière, parce qu’elle est insuffisamment libellée.

Après discussion de la question de règlement, M. l’Orateur prend celle-ci en délibéré.

---

Sur la motion de l’honorable M. Duplessis, il est—

*Résolu* que la séance soit suspendue jusqu’à deux heures et demie.

---

A deux heures et demie, la Chambre reprend sa séance.

---

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu’il suit:

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté:

Le bill No 63 intitulé “Loi relative aux tribunaux”, avec les amendements suivants qu’il la prie d’agréer:

1. L’article 3 est modifié en ajoutant à la 4ème ligne, à la suite du mot “district” les mots suivants: “dans la division territoriale qui leur est assignée”.
2. L’article 7 est modifié en insérant à la suite du paragraphe 2, à la page 3 du bill, les deux paragraphes suivants comme paragraphe “3” et “4”:

“3. Il ne pourra être établi de Cour de Magistrat siégeant ailleurs qu’au chef-lieu d’un district ou comté qu’après l’établissement d’une Cour de magistrat siégeant à ce chef-lieu;

4. Le nombre des magistrats de district n’excèdera en aucun temps trente-cinq.”



3. L'article 32 est modifié en ajoutant à la ligne 1, à la suite de "La section 111" les mots "de la première partie".
4. Les articles 39 et 40 sont retranchés.
5. L'article 43 est modifié en ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe;  
"2. Ces traitements ne peuvent être réduits tant que le titulaire exerce ses fonctions; il en est de même des juges des sessions et des magistrats de district en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ou nommés subséquemment."
6. L'article 45 est modifié en ajoutant ce qui suit comme paragraphe 2:  
"2. Les juges des sessions et les magistrats de district remplissant actuellement les devoirs de ces charges continuent d'être juges des sessions et magistrats de district et d'exercer leurs fonctions de la façon prévue à la présente loi."
7. L'article 50 est amendé:
  - a) Le sous-paragraphe "c" est amendé en insérant à la ligne 3 après les mots "Cour du banc du roi" le mot "et";
  - b) le sous-paragraphe "c" est amendé en retranchant aux lignes 4 et 5, les mots "et du tribunal des juges de paix est général et";
  - c) le sous-paragraphe "c" est amendé en insérant à la ligne 7 après le mot "magistrat" les mots "du tribunal des juges de Paix".
8. L'article 80 est amendé en remplaçant les mots "modifié en retranchant les mots: "de district", dans la quatrième ligne" par les mots "1284. Sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec celles du présent chapitre, les dispositions des articles 1126 à 1149 inclusivement s'appliquent à la Cour de magistrat, au magistrat qui la tient et aux officiers de la cour".
9. L'article 102 est amendé:
  - a) en retranchant le mot "et" à la ligne 1 du paragraphe "2".
  - b) en insérant à la ligne 2 du paragraphe 2 après les mots "Cour supérieure" les mots "et de la Cour des Sessions de la Paix";
  - c) en retranchant aux lignes 4 et 5 du paragraphe 2 les mots "de la Cour des sessions de la paix".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 63) intitulé "Loi relative aux tribunaux", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

---

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 59 intitulé: "Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 20 est remplacé par le suivant:

20. Les arrérages de taxes visés à l'article 19 sont inclus dans l'emprunt que la corporation peut faire en vertu de l'article 9.

La corporation doit, dans les trente jours de la réalisation de son emprunt, rembourser au tiers subrogé les montants qu'il a payés à la corporation à l'acquit du contribuable.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 59) intitulé "Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

*Ordonné* que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

---

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements les bills suivants:

Bill No 169 intitulé: "Loi relative à la ville de Coaticook".

Bill No 205 intitulé: "Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

Bill No 206 intitulé: "Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec".

Bill No 208 intitulé: "Loi relative aux municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or".

---

---

Sur un message de M. l'Administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, M. l'Administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 27 Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal.
- 42 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 55 Loi relative aux salaires des ouvriers.
- 57 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
- 58 Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens.
- 59 Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.
- 61 Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936.
- 62 Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler.
- 63 Loi relative aux tribunaux.
- 64 Loi relative au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.
- 65 Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements.
- 66 Loi relative à l'enseignement agricole.
- 67 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.
- 68 Loi sauvegardant les droits de la colonisation.
- 69 Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.
- 70 Loi modifiant la loi 22 George V, chapitre 53.
- 71 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.
- 72 Loi garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec.
- 73 Loi relative à la Corporation du pont du Lac Saint-Louis.
- 74 Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9.
- 99 Loi modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company.
- 129 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
- 165 Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or.
- 166 Loi relative aux conventions de paiement en or.
- 169 Loi relative à la ville de Coaticook.
- 200 Loi modifiant la Loi de la chasse.
- 201 Loi favorisant l'exploitation des gisements de fer titané.
- 202 Loi modifiant la Loi de la Législature.

- 
- 203 Loi abrogeant l'article 638 du Code civil.
  - 204 Loi relative aux écoles techniques.
  - 205 Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.
  - 206 Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec.
  - 207 Loi relative au tourisme.
  - 208 Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or.
  - 209 Loi des salaires raisonnables.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, M. l'Administrateur de la province sanctionne ces bills".

Après quoi il a plu à M. l'Administrateur de la province de clore la deuxième session de la vingtième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Il m'a été très agréable, en l'absence de M. le lieutenant-gouverneur, de revêtir de la sanction royale les lois qui ont été soumises à mon approbation.

Ces lois de même que celles que M. le lieutenant-gouverneur a sanctionnées avant son départ sont évidemment des mieux inspirées. Reconnaître l'indépendance de nos institutions religieuses, combattre la propagande communiste, protéger et secourir la jeunesse, assister les aveugles et venir en aide aux mères nécessiteuses; relever le traitement des instituteurs de nos campagnes, assurer de justes salaires aux classes laborieuses, particulièrement aux ouvriers de la forêt, et libérer la terre du colon; encourager l'épargne populaire, protéger la petite propriété, rétablir le crédit des municipalités et reviser les différents modes d'imposition en usage dans notre province; favoriser le progrès de l'agriculture, de la colonisation et des pêcheries, sauvegarder les intérêts du Québec dans l'exploitation de nos ressources naturelles et seconder la mise en valeur de notre domaine minier ainsi que de nos réserves de chasse et de pêche; faciliter la municipalisation des services électriques, contrôler les entreprises de production, de vente et de distribution de l'électricité, autoriser l'État à établir des centrales de production et des réseaux de distribution de l'énergie électrique et surveiller l'expédition de nos bois hors de la province; réorganiser nos tribunaux provinciaux, simplifier, uniformiser les procédures de l'expropriation et refondre nos

---

lois générales: tel est, en effet, l'objet des principales lois que vous avez votées au cours de la session. Le soin que vous avez mis à les étudier est sans doute une garantie qu'elles répondront à votre attente et serviront parfaitement les intérêts de notre province.

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition des différents ministères les crédits qu'ils vous ont demandé de leur voter, et particulièrement d'avoir augmenté le budget de l'agriculture et celui de la colonisation. Soyez assurés que toutes ces sommes seront dépensées de façon judicieuse et selon la destination que vous leur avez assignée.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée législative,*

Au moment de proroger la Législature, je tiens à former des vœux pour votre bonheur ainsi que pour celui de vos familles, et je prie la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de M. l'Administrateur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

---

---

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR  
DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

---

*Séance du 6 avril 1937.*

Une motion présentée le mardi a été suffisamment annoncée si un avis en a été déposé le samedi matin précédent, même s'il n'a été publié le lundi, faute de séance ce jour-là.

---

*Séance du 8 avril 1937.*

Un amendement est irrégulier si l'un de ses paragraphes se rattache à une question sur laquelle la chambre s'est déjà prononcée au cours de la présente session (art. 322 du règlement).

---

*Séance du 22 avril 1937.*

Sur une motion de deuxième lecture, il est irrégulier de discuter en détail les articles du bill à l'étude (art. 455 du règlement).

---

*Séance du 29 avril 1937.*

Un amendement est irrégulier s'il y est proposé d'insérer dans le bill en discussion des dispositions qui s'y trouvent déjà.

L'amendement proposant le renvoi à six mois ne peut contenir un exposé de motifs.

---

*Séance du 30 avril 1937.*

Une question de privilège non urgente et mettant en question la conduite d'un député ne peut être soulevée, si ce n'est par motion préalablement annoncée (art. 132 du règlement).

Il est irrégulier de se référer aux délibérations d'un comité avant que ses délibérations soient rapportées à la chambre (art. 245 du règlement).

---

*Deuxième séance du 4 mai 1937.*

Immédiatement après la première lecture de résolutions, il est irrégulier de proposer une motion soulevant une question de privilège et portant renvoi des résolutions au comité plénier.

---

*Deuxième séance du 10 mai 1937.*

Lorsqu'un amendement a été proposé sur la motion de deuxième lecture de résolutions rapportées, il est irrégulier de discuter la régularité du rapport fait par le président des comités pléniers.

---

*Deuxième séance du 13 mai 1937.*

Un amendement à la motion pour que la chambre se forme en comité des subsides est irrégulier s'il se rattache à une affaire inscrite au feuillet et s'il tient du pamphlet politique (art. 322 et note 2 sous art. 140 du règlement).

Un amendement est irrégulier s'il contient une critique d'une loi en vigueur (art. 245 du règlement et décision de l'orateur le 18 fév. 1932).

---

*Deuxième séance du 14 mai 1937.*

Un amendement à la motion de deuxième lecture de résolutions est irrégulier s'il propose, sans recommandation du lieutenant-gouverneur, d'augmenter une allocation de deniers publics (art. 157 et 670 du règlement).

---

*Séance du 26 mai 1937.*

La conduite de l'orateur ne peut être mise en question que par motion directe (art. 156 du règlement).

---





## ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1937

### 21ème SESSION DE LA 20ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 24 février 1937.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Labelle, secondé par M. Bulloch.

Les Chambres sont prorogées le 27 mai 1937.

Séances .....	65
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre .....	28
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative .....	208
Bills présentés en premier lieu au Conseil législatif .....	3
Avis de questions .....	77
Séances de comité pléniers consacrées à l'étude de bills .....	180
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents .....	1
Rapports du comité des bills privés en général .....	28
“ “ des chemins de fer, etc. ....	6
“ “ des règlements .....	17
“ “ des bills publics en général .....	21
“ “ des comptes publics .....	1
“ “ des privilèges et élections .....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc. ....	2
“ “ de l'industrie et du commerce .....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature .....	1
“ “ du code municipal .....	1
“ “ des impressions législatives .....	1
“ “ de la Chasse et de Pêche .....	2
Bills sanctionnés .....	155

G.-S. GOURDEAU,

*Greffier des archives.*



# INDEX

DES

## Journaux de l'Assemblée législative

### DE QUÉBEC

---

1 GEORGE VI, 1937

---

**A**CCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi des accidents du travail, 1931.  
(Voir *BILLS*, No 56.)

ACTES ET DOCUMENTS:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES*, *Gaspésie*.)

~~ADMINISTRATION DE LA PROVINCE:—(Voir *LIEUTENANT-GOUVERNEUR*.)~~

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir *TRIBUNAUX*; *TRIBUNAUX JUDICIAIRES*; *CODES*.)

ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE VI:—Résolution adoptée par l'Assemblée législative, à l'effet qu'une Adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi George VI, pour saluer son accession au trône, 6; message reçu de Conseil Législatif à l'effet que l'Adresse de l'Assemblée législative a reçu l'assentiment dudit conseil, 13; message du C. L. annonçant qu'il a été résolu par ledit C. L. qu'une Adresse soit présentée au Lieutenant-Gouverneur pour prier celui-ci de faire parvenir au Gouverneur Général l'Adresse votée à Sa Majesté par les deux Chambres; le C. L. demande à l'A. L. d'y donner son adhésion, 13 et 14; l'Assemblée législative donne son adhésion, 14.

ADRESSE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—(Voir *ADRESSE A SA MAJESTÉ*.)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Résolution que la prise en considération du Discours du Trône ait lieu à pro. séance, 5. Motion de M. Labelle, secondé par M. Bulloch, que l'— soit votée et présentée, débat, débat ajourné, 10; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 15; reprise du débat, débat se continue, 20; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 24; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 26; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 33; reprise du débat, débat se continue; motion de M. Dumaine "que le débat s'ajourne maintenant"; cette motion est mise aux voix, vote, rejetée, 38 à 39; reprise du débat sur l'adresse, motion adoptée, 39.

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

AFFAIRES MUNICIPALES:—(Voir COMMISSION DES SERVICES PUBLICS; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CODE MUNICIPAL; EXEMPTIONS DE TAXES.)

AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COMMERCE:—(Voir COMITÉS (*Industrie.*))

AGRICULTURE:—(Voir PRÊT AGRICOLE; ENSEIGNEMENT AGRICOLE.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir COMITÉS.)

AJOURNEMENT:—

1. [La Chambre s'ajourne pour marquer deuil causé par mort de l'honorable M. Andrew R. McMaster, ancien trésorier de la province, et de M. Samuel Genest, ancien commissaire d'écoles catholiques d'Ottawa, 199.
2. [La Chambre s'ajourne par respect envers Leurs Majestés le roi George VI et la reine Élisabeth à l'occasion de leur couronnement 270.
3. La Chambre s'ajourne:
  - (a) du jeudi au mardi, 10, 24, 78;
  - (b) du vendredi au mardi, 47, 63, 107, 135;
  - (c) du vendredi au lundi, 160, 182, 220, 248;
  - (d) du mercredi, 5 mai, au vendredi, 7 mai, 238;
  - (e) du jeudi au lundi, 298;
  - (f) du jeudi, 20 mai, au mercredi, 26 mai, 369.
4. (Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SÉANCES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

ALMA ET JONQUIÈRE:—Loi concernant le chemin de fer—. (Voir BILLS, No 124.)

AMÉLIORATION DES PROPRIÉTÉS:—

1. Loi favorisant par une exemption de taxes, l'—. (Voir BILLS, No 29.)
2. (Voir PROPRIÉTÉS.)

AMYOT, GEORGE-ELIE:—Loi concernant la succession de feu l'honorable—. (Voir BILLS, No 77.)

ANNONCES ET PUBLICATIONS:—(Voir IMPRESSIONS.)

APPAREILS SOUS PRESSION:—Loi constituant en corporation les inspecteurs d'—. (Voir BILLS, No 114.)

AQUEDUCS MUNICIPAUX:—Loi abrogeant loi 24 George V, c. 85, relative aux—. (Voir BILLS, No 31.)

ARTHABASKA:—(Voir GAGNÉ, M.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills 72, 144, 306, 367, 387, et à la clôture de la session, le 27 mai, 387.

~~Ajourne à une heure plus tard que celle fixée par le règlement, 381.~~

Décide d'avoir une séance, 66, 150; deux séances par jour, 222; trois séances, 274. D'avoir séance excepté samedi et dimanche, 66; excepté le dimanche, 150.

Proclamation convoquant l'—, V.

Séance suspendue, 380, 384; reprend séance, 380, 384.

Ajourne à un autre jour que le jour suivant, 10, 47, 238, 298; ajourne à une date éloignée, 369.

Ajourne sans motion à cet effet, 10.

Se proroge, 389.

Ajourne par respect pour décès de certains personnages, 199.

Ajourne à l'occasion du couronnement du Roi et de la Reine, 270.

(Voir LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SANCTION; SÉANCES; ORATEUR; ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V.)

ASSISTANCE AUX AVEUGLES:—(Voir AVEUGLES.)

ASSISTANCE AUX MÈRES NÉCESSITEUSES:—(Voir MÈRES NÉCESSITEUSES.)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE LA POLICE DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la loi de l'—. (Voir *BILLS*, No 79.)

ASSOCIATION DES OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—(Voir *OPTOMÉTRISTES*.)

ASSURANCES:—

1. Loi des— de Québec. (Voir *BILLS*, No 57.)
2. (VOIR *CANADIAN HOME*—; *COMPAGNIE D'— MUTUELLE DU COMMERCE*; *PUBLIC SERVICE*.)

ASSURANCE MUTUELLE DES FABRIQUES DE QUÉBEC:—Loi modifiant la charte de L'—. (Voir *BILLS*, No 106.)

AUTOMOBILES:—(Voir *VÉHICULES*; *MOTIONS SPÉCIALES*.)

AUTONOMIE MUNICIPALE:—Loi sauvegardant l'—. (Voir *BILLS*, No 37)

AVEUGLES:—Loi de l'assistance aux—. (Voir *BILLS*, No 25.)

AVOCATS:—(Voir *BARREAU*.)

**B**AIE COMEAU:—Loi constituant en corporation la ville de—. (Voir *BILLS*, No 108.)

BARREAU:—Loi modifiant la Loi du—. (Voir *BILLS*, No 168.)

BEAUCE:—M. Raoul Poulin, sa lettre de démission comme député de—,  
2. L'orateur donne avis au greffier de la couronne en chancellerie d'émettre mandat convoquant collège électoral de Beauce, 1.  
Certificat d'élection de M. Joseph-Émile Perron, député de Beauce, 97.  
M. Joseph-Émile Perron, député du collège électoral de Beauce, est présenté et prend séance, 97. Son nom est ajouté à divers comités, 98.

BÉLANGER, ADÉLARD:—Loi rétablissant le titre de propriété de— à un certain emplacement situé à Montréal. (Voir *BILLS*, No 83.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS*.)
2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 14; députés nommés par l'Assemblée, 14.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BIEN-ÊTRE DE LA JEUNESSE:—**

1. Loi relative au—. (Voir *BILLS, No 11.*)
2. (Voir *JEUNESSE.*)

**BILLET DE LOCATION:—**Loi relative aux terrains détenus sous—. (Voir *BILLS, No 14.*)

**BILLS:—**

**B.—**Loi modifiant la Loi des véhicules automobiles concernant les véhicules à traction animale.—Message du C. L. demandant concours, 97. Première lecture (M. Bélanger), 97; l'ordre appelle 2e lect., ordre révoqué, renv. à comité agriculture, 115; rapporté rejeté avec recommandations, rapport adopté, 149.

**C.—**Loi modifiant l'article 716 du Code municipal.—Message du C. L. demandant concours, 248; Première lect., (M. Langlais), 248; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 289. Message du C. L. informant l'A. L. qu'il a agréé ses amdts, 332. Sanction, 369. (1 Geo. VI, c. 101.)

**D.—**Loi modifiant l'article 391 de la Loi de l'Instruction publique.—Message du C. L. demandant concours, 248. Première lect., (M. Langlais), 248; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect., 289. Message du C. L. informant l'A. L. qu'il a agréé ses amdts, 332. Sanction, 369. (1 Geo. VI, c. 64.)

**No 1.—**Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Duplessis), 2.

**No 2.—**Loi modifiant la Loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province.—Bill présenté (M. Bilodeau), 1ère lect. sur div., 38; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 47. Message du C. L. 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 58.)

**No 3.—**Loi relative aux exemptions de taxes municipales.—Bill présenté (M. Bilodeau), 32; 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect., 58. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 62.)

**No 4.—**Loi autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal.—Bill présenté (M. Paquette), 31; 2e lect., renv. à

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

comité pl. pro. séance, 46; comité pl., rapporte progrès, 51; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect., 57. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 74.)

No 5.—Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.—Bill présenté (M. Bilodeau), 31; 2e lect., renv. à comité pl. au cours de la séance, 69; comité pl., rapporté, motion pour 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 70, 71. Message du C. L., 99. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 28.)

No 6.—Loi augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.—Présentation (M. Dussault), 30; rés. renv. à comité pl., 32; recommandation du L. G., en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, rés. renv. au comité chargé du bill; 42; 2e et 3e lect. du bill, 42. Message du C. L., 72. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 32.)

No 7.—Loi favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.—Bill présenté (M. Gagnon), 31; rés. renv. à comité pl., 32; recommandation du L. G., comité pl., rés. lues 1ère et 2e fois et adoptées; rés. renv. au comité chargé du bill, 68; 2e lect. du bill; 3e lect., 69. Message du C. L., 99. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 46.)

No 8.—Loi protégeant la province contre la propagande communiste.—Bill présenté (M. Duplessis), 31; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect., 58. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 11.)

No 9.—Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.—Bill présenté (M. Duplessis), 31; rés. renv. à comité pl., 46; recommandation du L. G., comité pl., 1ère lect. sur div., 2e lect. sur div., adoptées sur div., renv. au comité chargé du bill, 53; 2e lect. du bill, renv. à comité pl. prochaine séance, 54; en comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 58. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 56.)

No 10.—Loi relative à l'expropriation.—Bill présenté (M. Duplessis), 32; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdts, lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect. du bill, 112. Message du C. L. avec amdts, 141; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 142. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 93.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**BILLS:—*Suite.***

No 11.—Loi relative au bien-être de la jeunesse.—Bill présenté (M. Tremblay), 49; 2e lect., renv. à comité pl., comité pl., rapporté, motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 84, 85. Message du C. L., 123. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 84.)

No 12.—Loi relative à certaines corporations subventionnées par la province.—Bill présenté (M. Paquette), 49; 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div. 60. Message du C. L. avec amdts, 343; amdts lus 1ère fois, 351; 2e fois sur div., adoptés sur div., 358. Sanction 367. (1 Geo. VI, c. 85.)

No 13.—Loi concernant les municipalités dans les régions minières.—Bill présenté (M. Gagnon), 32; rés. renv. à comité pl., 32; recommandation du L. G., comité pl., 1ère lect. sur div., 2e lect., sur div., adoptées sur div., renv. à comité chargé du bill, 52; 2e lect. du bill, renv. à comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pro. séance, 52; 3e lect. sur div., 57. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 42.)

No 14.—Loi relative aux terrains détenus sous billet de location.—Bill présenté (M. Auger), 50; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 60. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 31.)

No 15.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession.—Bill présenté (M. Duplessis), 50; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 61. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VI, c. 98.)

No 16.—Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51.—Bill présenté (M. Duplessis), 50; 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect., 61. Message du C. L., 71. Sanction, 72. (1 Geo. VII, c. 79.)

No 17.—Loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité.—Bill présenté (M. Bilodeau), 49; l'ordre appelle 2e lect. débat, point d'ordre; l'orateur maintient point d'ordre, l'hon. M. Bouchard en appelle, vote, décision maintenue, amendement proposé, vote, amendement rejeté, débat continue sur motion principale, débat ajourné, 176 à 179; reprise du débat sur motion de 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., renv. à comité pl., comité, progrès à pres. séance, 180 à 182; de nouveau en comité pl., progrès, 182; de nouveau en comité, progrès, 184; de nouveau en comité, progrès, 185; de nouveau en comité, rapporté avec amdt, lu 1ère et 2e fois et adopté sur div., ordre de 3e lect., à pro. séance, 187; l'ordre appelle 3e lect., débat, amdt

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

proposé, point d'ordre soulevé, l'orateur déclare objection bien fondée, appel de la décision, vote, décision maintenue, motion principale soumise, amendt proposé; point d'ordre soulevé, l'orateur déclare objection bien fondée; appel de la décision de l'orateur, vote, décision maintenue, motion principale mise aux voix, vote, motion adoptée, 3e lect., 200 à 205. Message du C. L., 359. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 26.)

No 18.—Loi abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable.—Bill présenté (M. Bilodeau), 50; 2e lect., comité pl., progrès, 61; de nouveau en comité pl., progrès, 67; de nouveau en comité pl., le comité se lève, 288.

No 19.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux immeubles imposables.—Bill présenté (M. Bilodeau), 50; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 62.

No 20.—Loi concernant le Parc national de la Gaspésie.—Bill présenté (M. Gagnon), 60; rés. renv. à comité pl., 79; recommandation du L. G., comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption des résol., renv. au comité chargé du bill, 89, 90; 2e lect. du bill, renv. à comité pl. pro. séance, 90; comité pl., progrès pour présente séance, 97; de nouveau en comité pl., rapporté; 3e lect., 98. Message du C. L. avec amdts, 142; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 142. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 47.)

No 21.—Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.—Bill présenté (M. Tremblay), 65; rés. renv. à comité pl., 67; recommandation du L. G., comité pl., rés. lues 1ère fois; motion de 2e lect., vote, motion adoptée, lues 2e fois; motion pour adoption, adoptée sur même vote, résolutions adoptées, renv. à comité chargé du bill, 75; 2e lect. du bill, renv. à comité pl. pro. séance, 76; comité pl., de nouveau, progrès, siègera présente séance, 81; de nouveau comité pl., rapporté; motion pour 3e lect.; amdt proposé, vote, amdt rejeté; motion principale adoptée, 3e lect., 82, 83. Message du C. L., 99. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 81.)

No 22.—Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.—Bill présenté (M. Bilodeau), 65; 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 90; comité pl., rapporté avec un amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 105. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 59.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 23.—Loi relative aux déclarations des compagnies et des sociétés.—Bill présenté (M. Bilodeau), 65; 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 90; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 105. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 95.)

No 24.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Bill présenté (M. Duplessis), 65; rés. renv. à comité pl., 67; recommandation du L. G., comité pl., 1ère lect. de la rés; 2e lect. sur div. adoption sur division; renv. à comité chargé du bill, 76; 2e lect. du bill sur div., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. à pro. séance, 76; 3e lect. sur div., 79. Message du C. L., 130. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 23.)

No 25.—Loi de l'assistance aux aveugles.—Bill présenté (M. Tremblay), 65; rés. renv. à comité pl., 67; recommandation du L. G., comité pl., 1ère lect. des rés., motion pour 2e lect., vote, motion adoptée, résolutions lues 2e fois et adoptées; renv. au comité pl. chargé du bill, 92, 93, 94; 2e lect., renv. au comité pl. pour pro. séance, 94; comité pl., rapporté, 3e lect., 98. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 83.)

No 26.—Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.—Bill présenté (M. Duplessis), 65; rés. renv. à comité pl., 67; recommandation du L. G., comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption des rés.; renv. à comité chargé du bill, 80; 2e lect. du bill; comité pl., rapporté avec amdts, lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect., 80. Message du C. L., 123. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 12.)

No 27.—Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Bill présenté (M. Duplessis), 66; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., comité, président fait rapport que point ordre à été soulevé par député de Berthier et qu'il a renvoyé ledit point ordre; appel de sa décision a été fait, vote, décision du président maintenue, 266, 267. De nouveau en comité pl., rapporté avec amdts, amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, motion pour 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 268. Message du C. L. avec amdts, 376; amdts lus 1ère fois, 378; 2e fois et adoptés, 380. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 65.)

No 28.—Loi concernant la revision des divers systèmes de taxation dans la province.—Bill présenté (M. Duplessis), 66; rés. renv. à comité pl., 67; 2e lect. du bill, renv. à comité pl., pro. séance, 90, 91; rés. recommandation du L. G., comité pl., rés. lues 1ère, 2e fois et adoptés;

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

renv. au comité chargé du bill, 105, 106; comité pl. sur le bill, rapporté, 3e lect., 106. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 55.)

No 29.—Loi favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés.—Bill présenté (M. Bilodeau), 78; 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 91; comité pl., rapporté, 3e lect., 106. Message du C. L., 227. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 53.)

No 30.—Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et réparer les erreurs de l'ancien gouvernement à ce sujet. Motions que rés. soient renv. à comité pl., objection que l'avis donné n'est pas suffisant. L'orateur prend objection en délibéré, 111. L'orateur déclare avis suffisant et motion régulière, 120. Rés. renv. immédiatement en comité; recommandation du L. G., comité pl., rés, rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 123, 124. Bill présenté (M. Auger), 2e lect., renv. à comité pl., pro. séance, 123, 124, 125; comité pl., rapporté, 3e lect., 131. Message du C. L. avec amdts, dont un dans le titre: "Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation", 211; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 211. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 37.)

No 31.—Loi abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85, relative aux aqueducs municipaux.—Bill présenté (M. Bilodeau), 108; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 165. Message du C. L., 199. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 100.)

No 32.—Loi relative à la Commission des services publics de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 108; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdts, lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect. du bill, 131. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 19.)

No 33.—Loi déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini.—Bill présenté (M. Bilodeau), 108; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec un amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect. du bill, 165. Message du C. L., 180. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 128.)

No 34.—Loi encourageant l'épargne populaire et les caisses Desjardins.—Rés. renv. à comité pl., 111; recommandation du L. G., comité pl., rés. rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 115, 116. Bill

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

présenté (M. Dussault), 1<sup>ère</sup> lect., 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, 116. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 92.)

No 35.—Loi reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses.—Bill présenté (M. Duplessis), 109; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3<sup>e</sup> lect., 150. Message du C. L., 199. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 87.)

No 36.—Loi relative au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence (24 George V, chapitre 4).—Bill présenté (M. Paquette), 126; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3<sup>e</sup> lect., 131. Message du C. L., 264. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 7.)

No 37.—Loi sauvegardant l'autonomie municipale.—Bill présenté (M. Bilodeau), 126; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3<sup>e</sup> lect., 150. Message du C. L., 199. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 20.)

No 38.—Loi relative à l'interprétation des lois de la province.—Bill présenté (M. Bilodeau), 130; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, 3<sup>e</sup> lect., 150. Message du C. L. avec amdts, 344; amdts lus 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> fois et adoptés, 350. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 13.)

No 39.—Loi modifiant la Loi des bourses pour des cours additionnels.—Bill présenté (M. Paquette), 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3<sup>e</sup> lect., 156. Message du C. L., 199. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 72.)

No 40.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public.—Bill présenté (M. Fisher), 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lect., 357. Message du C. L., 362. Sanction, 369. (1 Geo. VI, c. 1.)

No 41.—Loi pourvoyant à la protection des chemins de colonisation.—Bill présenté (M. Auger), 168; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3<sup>e</sup> lect., 188. Message du C. L., 227. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 40.)

No 42.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Bill présenté (M. Gagnon), 168; 2<sup>e</sup> lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

amnds; amnds lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 289. Message du C. L., 373. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 41.)

No 43.—Loi aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière.—Rés. renv. à comité pl., 171; recommandation, comité pl., rés. adoptée en comité; rapporté, rés. lue 1ère, 2e fois et adoptée, 187, 188. Bill présenté (M. Gagnon) 1ère, 2e et 3e lect., 188. Message du C. L., 227. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 44.)

No 44.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski.—Bill présenté (M. Gagnon), 173; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec un amdt, amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; ordre de 3e lect. pour proch. séance, 243; 3e lect., 264. Message du C. L., 310. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 77.)

No 45.—Loi modifiant la Loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents.—Bill présenté (M. Paquette), 179; 2e lect., renv. à comité pl., en comité; rapporté, 3e lect., 190. Message du C. L., 227. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 21.)

No 46.—Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension.—Bill présenté (M. Tremblay), 179; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 190. Message du C. L., 227. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 82.)

No 47.—Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières.—Bill présenté (M. Duplessis), 182; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, progrès, siègera présente séance, 207; de nouveau comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pro. séance, 209; l'ordre appelle 3e lect., débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, 3e lect., 215, 216. Message du C. L., 326. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 30.)

No 48.—Loi instituant la Régie provinciale de l'électricité.—Bill présenté (M. Duplessis), 182. Rés. renv. à comité pl., 183; recommandation de l'Adm., comité pl., progrès, 226; de nouveau en comité pl., rés. adoptées en comité, rapportées, lues 1ère fois, point d'ordre, l'orateur déclare motion irrégulière, appel de la décision, vote, décision maintenue, motion de 2e lect. mise aux voix et adoptée, 2e lect., motion pour adoption des rés., vote, motion adoptée, adoption des rés., 227 à 230. Rés.

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

renv. au comité pl. chargé du bill, 230; ordre du jour appelle 2e lect. du bill, débat, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, 2e lect. renv. à comité pl., comité, président fait rapport à l'effet que député Kamouraska a été hors d'ordre et que celui-ci a appelé de la décision du président; appel de cette décision est soumise à la Chambre, vote, décision maintenue, 233 à 235. De nouveau en comité pl. sur le bill, progrès, 235; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect. proposée, vote, motion adoptée, 3e lect., 236, 237. Message du C. L. avec amdts, 357; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 357. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 25.)

No 49.—Loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydro-électriques.—Bill présenté (M. Duplessis), 183. Rés. renv. à comité pl., 183; recommandation de l'Adm., comité pl., progrès, 251; de nouveau en comité pl., rés. adoptées en comité, rapportées, lues 1ère fois, motion de 2e lect. des rés., amdt proposé, débat, point d'ordre, l'orateur décide que débat ne peut porter que sur l'amdt; appel de la décision, vote, décision maintenue, amdt mis aux voix, vote, rejeté, rés. lues 2e fois; motion que rés. soient adoptées, vote, motion adoptée, résolutions adoptées, 255 à 260. L'ordre du jour appelle 2e lect. du bill, motion, vote, motion adoptée, 2e lect., renv. à comité pl. pour pro. séance, 260, 261; comité pl., rapporté, motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 262, 263. Message du C. L., 359. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 24.)

No 50.—Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.—Bill présenté (M. Auger), 200; rés. renv. à comité pl., 200; rés. recommandation de l'Adm., comité pl., rés. adoptées en comité; rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 230, 231. Rés. renv. à comité pl. chargé du bill, 231. Deuxième lect. du bill, renv. à comité pl. pro. séance, 231; comité pl., rapporté avec un amdt., amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 237. Message du C. L., 310. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 38.)

No 51.—Loi relative à la loi 25-26 George V, chapitre 27.—Bill présenté (M. Dussault), 226; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec un amdt., amdt lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect. du bill., 238. Message du C. L., 276. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 35.)

No 52.—Loi facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte Nord, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

de transport et remédiant au chômage.—Rés. renv. à comité pl., 326. Bill présenté (M. Gagnon), 327. Recommandation de l'Adm., comité pl., rapportées, résolutions lues 1ère, 2e fois et adoptées, 330, 331. Deuxième lecture du bill, renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 331. Message du C. L. avec amds, 360; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés, 361. Sanction, 367. (1 Geo. VI, c. 4).

No 53.—Loi relative à l'expédition du bois à l'étranger.—Bill présenté (M. Duplessis), 226; rés. renv. à comité pl., 264; deuxième lect. du bill, renv. à comité pl., comité, progrès, 264. Rés. recommandation de l'Ad., comité pl., rés. adoptée en comité, rapportée, lue 1ère, 2e fois et adoptée, 265. Rés. renv. à comité pl. chargé du bill, 265. Comité pl. sur le bill, rapporté avec amds, amds lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 265, 266. Message du C. L., 310. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 29.)

No 54.—Loi modifiant la Loi de la garde des enfants trouvés.—Bill présenté (M. Bilodeau), 249; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 272. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 86.)

No 55.—Loi relative aux salaires des ouvriers.—Bill présenté (M. Tremblay), 249; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amds; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 272. Message du C. L. avec amds, 382; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés, 383. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 49.)

No 56.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931.—Bill présenté (M. Tremblay), 249; l'ordre appelle 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amds; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés; motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 268 à 270. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 94.)

No 57.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.—Bill présenté (M. Fisher), 336; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 352. Message du C. L. avec amds, 360; lus 1ère, 2e fois et adoptés, 360. Message du C. L., 373. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 91.)

No 58.—Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des Sulpiciens.—Rés.

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**BILLS:—*Suite.***

renv. à comité pl., 274; recommandation de l'Ad., comité pl., rés. adoptées en comité; rapportées, lues 1ère fois, motion pour 2e lect., débat, amdt proposé, point d'ordre à l'effet que amdt contrevient aux art. 157 et 670 du règl.; l'orateur maintient obj., appel de la décision, vote, décision maintenue, motion principale mise aux voix, vote, motion adoptée, 2e lect., motion pour adoption, vote, motion adoptée, résolutions adoptées, 289 à 295. Bill présenté (M. Duplessis), motion pour 2e lect. du bill, vote, motion adoptée, 2e lect.; motion pour 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 297. Message du C. L., 373. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 2.)

No 59.—Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.—Bill présenté (M. Bilodeau), 273; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, progrès, siègera présente séance, 305; de nouveau en comité pl., rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 308. Message du C. L. avec amdts, 386; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 386. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 57.)

No 60.—Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal.—Bill présenté (M. Duplessis), 273; rés. renv. à comité pl., 274; recommandation de l'Adm., comité pl., rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 310, 311. Rés. renv. au comité chargé du bill, 311. Deuxième lect. du bill, renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 311, 312. Message du C. L. avec amdts, 336; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 342. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 104.)

No 61.—Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936.—Bill présenté (M. Bilodeau), 273; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdt, amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill sur div., 303. Message du C. L. avec amdts, 374. Amdts lus 1ère fois, 378; lus 2e et adoptés, 380. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 51.)

No 62.—Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler.—Bill présenté (M. Duplessis), 273; rés. renv. à comité pl., 274; recommandation de l'Adm., comité pl., rapportée, lue 1ère fois, motion pour 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., motion pour adoption de la rés., vote, motion adoptée, résolution adoptée, 312 à 314. L'ordre appelle 2e lect., motion pour 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., renvoi à

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

comité pl., comité, rapporté, motion pour 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 314 à 316. Message du C. L., 373. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 5.)

No 63.—Loi relative aux tribunaux.—Bill présenté (M. Duplessis), 273; rés. renv. à comité pl., 274; recommandation de l'Adm., comité pl., rapportées, lues 1ère fois, lues 2e fois sur div., adoptées sur div., 333, 334. L'ordre appelle 2e lect., motion de 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., renv. à comité pl., en comité, progrès, 333 à 336; de nouveau en comité, rapporté, 3e lect. sur div., 352. Message du C. L. avec amdts, 384. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 385. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 75.)

No 64.—Loi relative au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.—Rés. renv. à comité pl., 274; recommandation de l'Adm., comité pl., rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 309. Bill présenté (M. Bilodeau), 1ère, 2e et 3e lect., 310. Message du C. L., 373. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 63.)

No 65.—Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements.—Bill présenté (M. Auger), 298; 2e lect. sur consentement unanime, renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdt., amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 302. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 39.)

No 66.—Loi relative à l'enseignement agricole.—Bill présenté (M. Dussault), 299; rés. renv. immédiatement à comité pl., recommandation de l'Adm., en comité, rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 355. Ren. au comité chargé du bill, 355. Deuxième lect. du bill, 3e lect., 356. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 34.)

No 67.—Loi modifiant la Loi des produits laitiers.—Bill présenté (M. Dussault), 299; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 319. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 36.)

No 68.—Loi sauvégarant les droits de la colonisation.—Bill présenté (M. Auger), 300; rés. renv. immédiatement en comité pl., recommandation de l'Adm., comité pl., rés. rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 300. Rés. renv. à comité chargé du bill, 301. Deuxième lect. du bill, renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 301. Mes-

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

sage du C. L. avec amdts, 375; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 378. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 27.)

No 69.—Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.—Bill présenté (M. Bilodeau), 299; recommandation de l'Adm., comité pl., rapportée, 1ère lect. sur div., 2e lect., sur division, adoption sur division, 321. Ren. au comité chargé du bill, 322; 2e lect. du bill sur div., 3e lect. sur division, 322. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 8.)

No 70.—Loi modifiant la Loi 22 George V, chapitre 53.—Bill présenté (M. Bilodeau), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 317. Message du C. L. avec amdts, 382; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 383. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 61.)

No 71.—Loi modifiant la loi électorale de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 316. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 18.)

No 72.—Loi garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, 3e lect., 317. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 22.)

No 73.—Loi relative à la Corporation du Pont du lac Saint-Louis.—Rés. renv. à comité pl., 319. Bill présenté (M. Gagnon), 324; rés. recommandation de l'Adm., comité pl., rapportée, lue 1ère, 2e fois et adoptée, 324; renvoyée au comité pl. chargé du bill 325; du consentement unanime, 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 325. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 3.)

No 74.—Loi modifiant la loi 25-26 Georges V, chapitre 9.—Bill présenté (M. Bilodeau), 318; du consentement unanime, 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 322. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 9.)

No 75.—Loi concernant la Compagnie d'Assurance mutuelle du Commerce contre l'incendie.—Pétition, 11; rapport, 19. Bill présenté (M. Bouchard), 19, 2e lect., renv. à comité b. publics, 24; rapporté du comité des bills publics "référé à la Chambre", 34; comité pl., progrès, 106; de nouveau comité pl., comité se lève, 113.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—Suite.**

No 76.—Loi ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la "*Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited*".—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Barrette, Terrebonne), 36; 2e lect., renv. à comité b. publics, 45; rapporté, 185; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 194. Message du C. L. avec amdts, 278. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 278. Sanction, 306. (1 Geo. VI, c. 146.)

No 77.—Loi concernant la succession de feu l'honorable George-Elie Amyot.—Pétition, 19; rapport, 22. Bill présenté (M. Boyer), 22; 2e lect., renv. à comité b. publics, 42; rapporté, 55; comité pl., rapporté, 3e lect., 62. Message du C. L., 143. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 150.)

No 78.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 47; rapport, 119. Bill présenté (M. Delagrave), 119; 2e lect., renv. à comité b. privés, 153; rapporté avec amdts, 271; comité pl., rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 277. Message du C. L. avec amdts, 337; amdts lus 1ère fois, 343; 2e fois et adoptés, 359. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 102.)

No 79.—Loi modifiant la loi constituant en corporation l'association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.—Pétition, 18; rapport, 22. Bill présenté (M. Boyer), 22; 2e lect., renv. à comité b. publics, 42; rapporté avec amdt, 224; comité pl., rapporté, 3e lect., 298. Message du C. L. avec amdts, 328. Amtdt lu 1ère, 2e fois et adopté, 329. Remboursement droits ordinaires, 353. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 129.)

No 80.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 11; rapport, 19. Bill présenté (M. Lafleur), 20; 2e lect., renv. à comité b. privés, 24; comité pl., rapp. avec amdts; lus 1ère et 2e fois et adoptés, ordre de 3e lect. pour pro. séance, 69; l'ordre du jour appelle 3e lect., ordre révoqué, renv. de nouveau au comité pl., en comité, rapporté avec un amdt., amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 92. Message du C. L. avec amdts, 344; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 350. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 109.)

No 81.—Loi changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption

---

**BILLS:—Suite.**

desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath.—Pétition, 26; rapport, 35. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité b. publics, 45; rapporté, 55; comité pl., rapporté, 3e lect., 91. Remb. droits ord., 186.

No 82.—Loi modifiant la charte de la cité de Granby.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Choquette), 30; 2e lect., renv. à comité b. privés, 44; rapporté avec amdts, 55; comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect. du bill, 112. Message du C. L. avec amdts, 243; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 246. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 107.)

No 83.—Loi rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Thibault), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 43; rapporté avec amdts, 173; comité pl., rapporté, 3e lect., 277. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 148.)

No 84.—Loi autorisant la société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Auguste DeVillers.—Susp. régl., pétition présentée, lue et reçue, 33; rapport, 48. Bill présenté (M. Bélanger), 84; 2e lect., renv. à comité b. publics, 59; rapporté rejeté, 64.

No 85.—Loi concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Choquette), 30; 2e lect., renv. à comité b. privés, 44; rapporté avec amdts, 55; comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 113. Message du C. L., 180. Remboursement droits ord., 218. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 124.)

No 86.—Loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité b. publics, 46; rapporté rejeté, 64.

No 87.—Loi modifiant la charte de *The Sherbrooke Railway and Power Company*.—Pétition, 11; rapport, 22. Bill présenté (M. Marier), 22; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 43; rapporté, 64; comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté, motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 117, 118. Message du C. L., 301. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 134.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 88.—Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke.—Susp. règl. pétition présentée, 25; lue et reçue, 27; rapport, 35. Bill présenté (M. Beaudry), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 45; rapporté avec amdts, 99; comité pl., progrès; 114; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect., 152. Message du C. L. avec amdts, 244; amdts lus 1ère fois, 246; l'ordre appelle 2e lect., résolu que la Chambre ne peut accepter amdts, 276. Message du C. L. informant l'A. L. qu'il n'insiste pas sur ses amdts 2 à 7 mais qu'il attire l'attention de l'A. L. sur l'amdt No 1; l'A. L. accepte l'amdt No 1 du C. L., 352. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 105.)

No 89.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement No 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la *Brown Corporation*.—Pétition, 11; rapport, 35. Bill présenté (M. Ducharme), 35; 2e lect., renv. à comité b. publics, 44; rapporté sans amdts, 95; comité pl., rapporté, 3e lect., 113. Message du C. L. avec amdts, 174. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 174. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 117.)

No 90.—Loi ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Marier), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 42; rapporté avec amdts, 139; comité pl., rapporté, 3e lect., 218. Message du C. L., 264. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 149.)

No 91.—Loi modifiant la charte de la Ville Châteauguay, concernant l'Île St-Bernard.—Pétition, 19; rapport, 22. Bill présenté (M. Monette), 22; 2e lect., renv. à comité b. privés, 43; rapporté, 107; l'ordre appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 218; rapporté, 285; comité pl., le comité se lève, 305. Remboursement droits ord., 323.

No 92.—Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Bulloch), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 44; référé à la Chambre, 64; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 208. Remboursement droits ord., 275. Message du C. L. avec amdt, 328; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté, 329. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 127.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—Suite.**

No 93.—Loi modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Messier), 29; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 44; rapporté avec amdts, 55; comité pl., progrès, 69; de nouveau en comité pl., rapporté avec amdts, 1ère et 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect., 81. Message du C. L., 130. Sanction, 144. (1 Geo. VI, c. 123.)

No 94.—Loi constituant en corporation une congrégation religieuse appelée "*The Congregation of Christians*".—Pétition, 26; rapport, 34. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité b. privés, 46; rapporté que promoteurs désirent retirer bill, 173, remb. droits ord., 187.

No 95.—Loi modifiant la charte de la ville La Salle.—Pétition, 11; rapport, 19. Bill présenté (M. Carignan), 20; 2e lect., renv. à comité b. privés, 24; rapporté avec amdts, 28; comité pl., progrès, renv. de nouveau à comité b. privés, 69; rapporté avec amdts, 73; comité pl. rapporté, 3e lect., 113. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 115.)

No 96.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—Pétition, 11; rapport, 19. Bill présenté (M. Carignan), 20, 2e lect., renv. à comité b. privés, 24; rapporté avec amdts, 55; comité pl., ordre que bill soit renv. de nouveau à comité b. privés, 98; rapporté avec amdts, 136; comité pl., rapporté, 3e lect., 193. Message du C. L. avec amdts, 328; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 328. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 108.)

No 97.—Loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Jolicœur), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 44; rapporté avec des amdts, 108; comité pl., rapporté, 3e lect., 193. Message du C. L. avec amdts, 278. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 279. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 151.)

No 99.—Loi modifiant la charte de *Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company*.—Pétition, 26; rapport, 35. Bill présenté (M. Duguay), 36; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 45; rapporté avec amdts, 99; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 193. Message du C. L. avec amdt, 328; amdt lu 1ère fois, 329; l'ordre du jour appelle 2e lect. des amdts, ordre que la Chambre n'accepte pas amdts parce-qu'il est désirable que Cie commence opérations le plus tôt possible,

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

351. Message du C. L. avec amdts, 381; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 382. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 132.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Susp. régl., bill présenté (M. Raynault), 1ère, 2e lect., renv. à comité b. privés, 135; rapporté avec amdts, 185; comité pl., rapporté avec amdt., lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 208. Message du C. L. avec amdts, 344; amdts lus 1ère fois, 351; l'ordre du jour appelle la 2e lect. des amdts du C. L.; résolu que la Chambre accepte amdts mais en re-tranchant parag. 12 et 13, et lesdits amdts sont lus et adoptés, 358. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 103.)

No 101.—Loi relative aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.—Pétition, 11; rapport, 28. Bill présenté (M. Thibault), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 43; rapporté avec amdts, 60; comité pl., rapporté, 3e lect., 192. Message du C. L., 264. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 126.)

No 102.—Loi modifiant la charte de la Cité des Trois-Rivières.—Susp. régl., pétition présentée, lue et reçue, 27; rapport, 48. Bill présenté (M. Ducharme), 49; 2e lect., renv. à comité b. privés, 82; rapporté avec amdts, 129; comité pl., président du comité fait rapport que point d'ordre a été soulevé et qu'après discussion il l'a maintenu et que le chef de l'opposition en appelle de sa décision, 146; appel de la décision du président du comité est mis aux voix, vote, décision maintenue par la Chambre, 146, 147; de nouveau en comité pl., rapporté, motion pour 3e lect., débat s'élève, amdt proposé, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, 3e lect., 147, 148. Message du C. L. avec amdt, 244; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 246. Sanction 307. (1 Geo. VI, c. 106.)

No 103.—Loi constituant en corporation *The Quebec Goldfields Transportation Company*.—Pétition, 19; rapport, 28. Bill présenté (M. Barrette, Terrebonne), 28; 2e lect., renv. à comité, ch. de fer, 43; rapporté avec amdts, 86; comité pl., rapporté avec amdts, dont un dans le titre, "Loi constituant en corporation La Compagnie de chemin de fer nord-ouest Québécois", amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect. du bill, 145. Message du C. L. avec amdts dont le titre: "Loi constituant en corporation La Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental", 255; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 255. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 131.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**BILLS:—*Suite.***

No 104.—Loi modifiant la charte de “Les Frères des Écoles Chrétiennes”.—Pétition, 19; rapport, 22. Bill présenté (M. Marcoux), 23; 2e lect., renv. à comité b. publics, 43; rapporté avec amdts, 64; comité pl., rapporté, 3e lecture, 81. Remb. droits ord., 187. Message du C. L., 301. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 137.)

No 105.—Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Québec.—Pétition, 19; rapport, 22. Bill présenté (M. Marcoux), 23; 2e lect., renv. à comité b. publics, 43; rapporté avec amdts, 64; comité pl., rapporté avec amdt, 1ère, 2e lect. et adoption de l’amend., 3e lect., 91. Remb. droits ord., 187. Message du C. L., 301. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 138.)

No 106.—Loi modifiant la charte de “L’Assurance mutuelle des Fabriques de Québec”.—Pétition, 18; rapport, 48. Bill présenté (M. Boiteau), 48; 2e lect., renv. à comité b. publics, 59; rapporté, 185; comité pl., rapporté, 3e lect., 208. Message du C. L., 264. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 142.)

No 107.—Loi constituant en corporation la ville de Malartic.—Pétition, 25; rapport, 41. Bill présenté (M. Lesage), 48; 2e lect., renv. à comité b. privés, 59. Rapport que promoteurs désirent retirer bill, 271. Remboursement droits ord., 276.

No 108.—Loi constituant en corporation la ville de Baie Comeau.—Pétition, 21; rapport, 41. Bill présenté (M. Leclerc), 48; 2e lect., renv. à comité b. privés, 59; rapporté avec amdts, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 247. Message du C. L. avec amdts, 348; amdts lus 1ère fois, 2e fois et adoptés, 350. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 120.)

No 109.—Loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec.—Pétition, 21; rapport, 35. Bill présenté (M. Pelletier, Lotbinière), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 45; rapporté avec amdts, 86; comité pl., comité se lève, 107. Remboursement droits ord., 218.

No 110.—Loi refondant la charte de La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Boiteau), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 45; rapporté avec amdts, 119; comité pl., progrès, 145; comité pl., rapporté avec amdts lus 1ère et 2e lect. et adoptés, 3e lect. du bill, 162. Remboursement droits ord.,

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

---

**BILLS:—*Suite.***

304. Message du C. L. avec amdts, 339; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 343. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 141.)

No 111.—Loi ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.—Pétition, 18; rapport, 22. Bill présenté (M. Larouche), 23; 2e lect., renv. à comité b. publics, 43; rapporté avec amdts, 64; comité pl., rapporté, 3e lect., 92. Message du C. L. avec amdts, 143. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 143. Sanction, 145. (1 Geo. VI, c. 80.)

No 112.—Loi modifiant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 18; rapport, 35. Bill présenté (M. Delagrave), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 54; rapporté avec amdts, 272; comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 304. Message du C. L. avec amdts, 349; amdts lus 1ère fois, 357; 2e fois et adoptés, 358. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 67.)

No 113.—Loi concernant la dation en paiement par la Chambre de Commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco Canadien.—Pétition, 18; rapport, 45. Bill présenté (M. Boyer), 36, 2e lect., renv. à comité b. privés, 35; rapporté, 95; comité pl., rapporté, 3e lect., 115. Message du C. L. avec amdts, 199; 1ère, 2e lect. et adoption, 199. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 147.)

No 114.—Loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 27; rapport, 41. Bill présenté (M. Boyer), 41; 2e lect., renv. à comité b. privés, 54; rapporté que promoteurs désiraient retirer bill, 126.

No 115.—Loi modifiant la charte de Bishop's College School Association.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité b. publics, 46; rapporté, 55; comité pl., rapporté avec amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 62. Message du C. L., 123. Sanction, 145. (1 Geo. VI, c. 135.)

No 116.—Loi modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 27; rapport, 41. Bill présenté (M. Raynault), 41; 2e lect., renv. à comité b. privés, 54; rapporté avec amdts, 64; comité pl., rapporté, 3e lect., 92. Message du C. L., 131. Sanction, 145. Remb. droits et hon., 186. (1 Geo. VI, c. 136.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 117.—Loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de Saint-Hyacinthe.—Pétition, 11, rapport, 19. Bill présenté (M. Marier), 20; 2e lect., renv. à comité des b. privés, 24; rapporté avec amdts, 59; comité pl., rapporté, 3e lect., 81. Message du C. L., 301. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 111.)

No 118.—Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun.—Pétition, 11; rapport, 28. Bill présenté (M. Lafleur), 29; 2e lect., renv. à comité b. publics, 44; rapporté avec amdts, 64; comité pl., rapporté, 3e lect., 113. Message du C. L. avec amdts, 174. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 174. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 68.)

No 119.—Loi ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf et la Donnacona Paper Company, Limited.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Delagrave), 30; 2e lect., renv. à comité b. publics, 54; rapporté avec amdts, 130; comité pl., rapporté, 3e lect., sur div., 152. Message du C. L., avec amdts, 245; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 246. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 114.)

No 120.—Loi ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited.—Pétition, 21; rapport, 28. Bill présenté (M. Delagrave), 30; 2e lect. renv. à comité b. publics, 54; rapporté avec amdts, 130; comité pl., rapporté, 3e lect., sur div., 153. Message du C. L., avec amdts, 245; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 247. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 113.)

No 121.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield.—Pétition, 19; rapport, 48. Bill présenté (M. Leduc, Soulanges), 49; 2e lect., renv. à comité b. privés, 59; rapporté avec amdts, 126; comité pl., rapporté avec amdt., lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect. du bill, 145. Message du C. L., 265. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 112.)

No 122.—Loi concernant la "*Canadian Home Assurance Company*".—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité b. publics, 46; rapporté avec amdts, 126; comité pl., rapporté, 3e lect., 297. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 144.)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—Suite.**

No 123.—Loi constituant en corporation the “*Order Sons of Italy in Quebec*”.—Pétition, 19; rapport, 48. Bill présenté (M. Monette), 49; 2e lect., renv. à comité b. publics, 59; rapporté avec amds, 71; comité pl., rapporté, 3e lect., 297. Remboursement droits add., 323. Message du C. L., avec amds, et titre amendé: “Loi constituant en corporation *The Orders Sons of Italy in Canada*”, 349; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés, 351. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 139.)

No 124.—Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.—Pétition, 25; rapport, 34. Bill présenté (M. Robinson), 37; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 46; rapporté, 64; comité pl., rapporté, 3e lect., 297. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 134.)

No 125.—Loi concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 107; première lecture du bill (M. Trudel), 107; 2e lect., renv. à comité b. publics, 153; rapporté, 179; comité pl., rapporté, 3e lect., 194. Message du C. L., 305. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 152.)

No 126.—Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.—Pétition, 25; rapport, 35. Bill présenté (M. Robinson), 36; 2e lect., renv. à comité b. publics, 45; rapporté, 55; comité pl., rapporté, 3e lect., 91. Remboursement droits add., 275. Message du C. L., 301. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 155.)

No 128.—Loi concernant la succession de feu James McCready.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 47; rapport, 95. Bill présenté (M. Bulloch), 96; 2e lect., renv. à comité b. publics, 114; rapporté avec amds, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 276. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 153.)

No 129.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 33; rapport, 96. Bill présenté (M. Bélanger), 96; 2e lect., renv. à comité b. privés, 114; rapporté avec amds, 285; comité pl., rapporté, 3e lect., 304. Message du C. L., avec amds, 362; amds lus 1ère fois, 363; 2e lect. et adoptés, 378. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 66.)

No 130.—Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 55; rapport,

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

---

**BILLS:—*Suite.***

95. Bill présenté (M. Trudel), 96; 2e lect., renv. à comité b. publics, 114; rapporté, 179; comité pl., rapporté, 3e lect., 194. Message du C. L., 255. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 154.)

No 131.—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 63; rapport, 119. Bill présenté (M. Larivière), 119; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 132; rapporté avec amdts, 139; comité pl., rapporté, 3e lect., 153. Message du C. L., 236. Sanction, 307. (1 Geo. VI, c. 133.)

No 132.—Loi modifiant la charte de la Fédération des Scouts Catholiques de la province de Québec.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue; bill présenté (M. Thibault), 77; 2e lect., renv. à comité b. privés, 82; rapporté, 149; comité pl., rapporté, 3e lect., 162. Message du C. L., 211. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 140.)

No 133.—Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 86; rapport, 119. Bill présenté (M. Boyer), 119; 2e lect., renv. à comité b. privés, 132; rapporté avec préambule augmenté, 155; comité pl., rapporté, 3e lect., 162. Message du C. L., avec amdts, 245; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 247. Remboursement droits add., 274. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 69.)

No 134.—Loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval, et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-est, dans le comté de Laval.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 99; rapport, 136. Bill présenté (M. Boyer), 137; 2e lect., renv. à comité b. privés, 154; rapporté, 167; comité pl., rapporté, 3e lect., 193. Message du C. L., avec amdts, 245; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 247. Remboursement droits add., 275. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 116.)

No 135.—Loi constituant en corporation de ville la municipalité du village de la Pointe-au-Pic.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 125. Bill présenté (M. Jolicœur), 125; 2e lect., renv. à comité b. privés, 132; rapporté avec préambule non prouvé, 155. Remboursement droits ord. et add., 186.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—Suite.**

No 136.—Loi relative aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 125; rapport 130. Bill présenté (M. Larouche), 130; 2e lect., renv. à comité b. privés, 153; rapporté, 167. Remboursement droits add., 275. Comité pl., rapporté, 3e lect., 276. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 125.)

No 137.—Loi constituant en corporation "*Public Service Mutual Assurance Company*".—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 129. Bill présenté (M. Boyer), 129, 2e lect., renv. à comité b. publics, 153; rapporté, 185; l'ordre appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 208; rapporté avec amds, 210; comité pl., comité se lève, 277. Remboursement droits ord. et add., 304.

No 139.—Loi constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 136. Bill présenté (M. Carignan), 136; 2e lect., renv. à comité b. publics, 154; rapporté avec amds, 167; comité pl., rapporté, 3e lect., 277. Remboursement droits add., 304. Message du C. L., avec amdt, 328; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté, 329. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 145.)

No 140.—Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Prévoyance".—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 136; rapport, 163. Bill présenté (M. Thibault), 163; 2e lect., renv. à comité b. publics, 194; rapporté, 232; comité pl., rapporté, 3e lect., 298. Remboursement des droits add., 323. Message du C. L., 326. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 143.)

No 141.—Loi constituant en corporation la ville de Val d'Or.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 163. Bill présenté (M. Lesage), 163; 2e lect., renv. à comité b. privés, 194; rapporté avec amds, 285; comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect., 305. Message du C. L., 352. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 121.)

No 142.—Loi modifiant la charte de la ville de Bromptonville.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 249. Bill présenté (M. Goudreau), 249; 2e lect., renv. à comité pl. proch. séance, 279; comité pl., rapporté, 3e lect., 304. Remboursement des amendes, 323. Message du C. L., 333. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 119.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 150.—Loi refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.—Présentation (M. Bélanger), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 41; rapporté avec amdts, 95; ordre appelle en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau au comité b. publics, 132; rapporté avec amdts, 200; comité pl., rapporté, ordonné renv. de nouveau comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 248. Message du C. L., avec amdts, 342; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 343. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 122.)

No 151.—Loi abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59.—Présentation (M. Pouliot, Gaspé-Sud), 41; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 62. Message du C. L., 211. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 78.)

No 152.—Loi modifiant le Code du notariat.—Présentation (M. Boiteau), 73; 2e lect., renv. à comité b. publics, 85; rapporté, 108; comité pl., progrès, siègera présente séance, 142; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect., 151. Message du C. L., 211. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 89.)

No 153.—Loi modifiant le Code municipal concernant les chiens errants.—Présentation (M. Barré), 73; 2e lect., renv. à comité pl., rapporté avec amdts, 1ère, 2e lect. et adoptés, 3e lect. du bill, 89. Message du C. L., 143. Sanction, 145. (1 Geo. VI, c. 99.)

No 154.—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel.—Présentation (M. Marier), 108; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 120. Message du C. L., 199. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 97.)

No 155.—Loi concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire.—Présentation (M. Labelle), 108; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 121. Message du C. L., 265. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 60.)

No 156.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull.—Présentation (M. Taché), 109; 2e lect., renv. à comité b. publics, 121; rapporté avec amdts, 167; comité pl., rapporté, 3e lect., 240. Message du C. L., 276. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 76.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 157.—Loi détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata.—Présentation (M. Dubé, Témiscouata), 109; 2e lect., renv. à comité b. publics, 121; rapporté, 224; comité pl., rapporté, 3e lect., 240. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 16.)

No 158.—Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.—Présentation (M. Duguay), 137; 2e lect., renv. à comité b. publics, 144; rapporté avec amdts, 167; comité pl., rapporté, 3e lect., 218. Message du C. L., avec amdts, 278. Amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 279. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 90.)

No 159.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires relative-ment à la juridiction des tribunaux de Hull.—Présentation (M. Taché), 137; 2e lect., renv. à comité pl., pro. séance, 144; comité pl., comité se lève, 240.

No 160.—Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac.—Présentation (M. Tardif), 173; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 195. Message du C. L., 305. Sanction, 308. (1 Geo. VI, c. 14.)

No 161.—Loi modifiant la loi 24 George V, chapitre 101.—Présentation (M. Barrette, Terrebonne), 220; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec un amdt; amdt, lu 1ère, 2e fois et adopté; motion de 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., 242. Message du C. L., avec amdts, 363; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 363. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 110.)

No 162.—Loi détachant certain territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le district électoral de Saint-Jean, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice, dans le même district.—Présentation (M. Marier), 220; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 242.

No 163.—Loi détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce.—Présentation (M. Perron), 220; 2e lect., renv. à

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**BILLS:—*Suite.***

comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 243. Message du C. L., 276. Sanction, 308, (1 Geo. VI, c. 15.)

No 164.—Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.—Présentation (M. Tellier), 224; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect., 238. Message du C. L., avec amdts, 349; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 351. Sanction, 368. (1 Geo. VI, c. 54.)

✓ No 165.—Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val d'Or.—Bill présenté (M. Lesage), 271; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 303. Message du C. L., 333. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 70.)

No 166.—Loi relative aux conventions de paiement en or.—Présentation (M. Robinson), 299; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect., 322. Message du C. L., 362. Message du C. L., avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 383. Message du C. L., informant l'A. L., que c'est par erreur que le titre de ce bill a été inscrit avec les bills 167 et 168 dans un message daté du 20 mai 1937, 383. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 10.)

No 167.—Loi modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées.—Présentation (M. Pelletier, Lotbinière), 299; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect. du bill, 323. Message du C. L., 362. Sanction, 369. (1 Geo. VI, c. 52.)

No 168.—Loi modifiant la Loi du barreau.—Bill présenté (M. Boyer), 299; 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 324. Message du C. L., 362. Sanction, 369. (1 Geo. VI, c. 88.)

No 169.—Loi relative à la ville de Coaticook.—Présentation (M. Beaudry), 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amdts, amdts lus 1ère et 2e fois, amdts adoptés sur div., 3e lect. du bill sur div., 361. Message du C. L., 386. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 118.)

No 200.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Présentation (M. Gagnon), 332; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 358. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 45.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—*Suite.***

No 201.—Loi favorisant l'exploitation des gisements de fer titané.—Rés. renv. à comité pl. immédiatement, recommandation de l'Ad., en comité, rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 353, 354. Bill présenté (M. Gagnon), 2e et 3e lect., 354. Message du C. L., 374. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 43.)

No 202.—Loi modifiant la Loi de la Législature.—Présentation (M. Duplessis), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 332. Message du C. L., 381. Sanction, 387. (1 Geo. VI, c. 17.)

No 203.—Loi abrogeant l'article 638 du Code civil.—Bill présenté (M. Duplessis), 336; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 353. Message du C. L., 374. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 96.)

No 204.—Loi relative aux écoles techniques.—Bill présenté, consentement unanime, (M. Bilodeau), 2e lect., renv. à comité pl., comité, rapporté avec amdt, amdt lu 1ère, 2e fois; adopté sur div.; 3e lect. du bill, 356. Message du C. L., 374. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 73.)

No 205.—Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.—Rés. renv. à comité pl. immédiatement, recommandation de l'Adm., en comité, rapportées, lues 1ère fois, 2e lect. proposée, vote, motion adoptée, lues 2e fois, motion pour adoption, vote, motion adoptée, résolutions adoptées, 363 à 366. Renv. au comité chargé du bill, 366. Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 367. Message du C. L., 386. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 6.)

No 206.—Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec.—Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 359. Message du C. L., 386. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 33.)

No 207.—Loi relative au tourisme.—Bill présenté (M. Bilodeau), 369. Rés. renv. à comité pl. présente séance, 370; recommandation de l'Adm., comité pl., rés. rapportées, lues 1ère, 2e fois et adoptées, 371. Rés. renv. au comité pl. chargé du bill, 371. Du consentement unanime 2e lect. du bill, renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 371. Message du C. L., 381. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 48.)

No 208.—Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or.—Bill présenté (M. Boyer), 2e et 3e lect., 360. Message du C. L., 386. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 71.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS:—Suite.**

No 209.—Loi des salaires raisonnables.—Bill présenté (M. Tremblay), 370. Rés. renv. à comité pl. présente séance, 370. Recommandation de l'Adm., comité pl., rés. lues 1ère, 2e fois et adoptées, 371 à 373. Renv. au comité pl., chargé du bill 373. Du consentement unanime 2e lect. du bill, renv. à comité pl., comité, rapporté, 3e lect., 373. Message du C. L., 381. Sanction, 388. (1 Geo. VI, c. 50.)

**BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—**

Pétition présentée, 11; rapport, 19.  
Susp. règl., pétition présentée, 25; lue et reçue, 27.  
Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 27; rapport, 48.  
Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue et bill présenté, 163.  
Susp. règl., bill présenté, 135.  
Bill présenté (consentement unanime), 356.  
Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 2.  
Bill présenté, 1ère lect. sur div., (Bill 2), 38.  
Bill présenté, 1ère, 2e et 3e lect., 116.  
Bill présenté, 2e et 3e lect. (Bill 40), 357.  
2e et 3e lect. (Bill 6), 42.  
2e lect. renv. à comité b. privés, 153.  
2e lect. renv. à comité b. publics, 45, 42, 153.  
2e lect., renv. à comité pl. pro. séance (Bill 4), 46.  
2e lect., renv. à comité pl. présente séance (Bill 5), 69.  
L'ordre appelle 2e lect. d'un bill; ordre révoqué, renv. à comité d'agriculture, (Bill B), 115.  
2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amds; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés, 3e lect., (Bill C), 289.  
2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., (Bill 2), 47.  
2e lect., renv. à comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. pro. séance (Bill 13), 52.  
2e lect., renv. à comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., (Bill 14), 60.  
2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 131.  
2e lect. sur div., renv. à comité pl., président fait rapport que point ordre a été soulevé et qu'il a renvoyé point d'ordre; appel de décision, décision du prés. maintenue, (Bill 27), 266.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.***

- L'ordre appelle 2e lect., vote, motion adoptée, 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté avec amds; amds lus 1ère, 2e fois et adoptés; motion pour 3e lect., vote, motion adoptée, 3e lect., (Bill 56), 268.
- 2e lect. sur consentement unanime (Bill 65), 302.
- 2e lect., sur div., 3e lect., sur div., (Bill 69), 322.
- De nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect. proposée, vote, motion adoptée, 3e lect., (Bill 48), 236.
- L'ordre appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 218, 208, 132.
- Rapporté rejeté du comité d'agriculture, avec recommandations. rapport adopté (Bill B), 149.
- En comité pl., progrès rapporté, (Bill 4), 51.
- En comité pl., rapporté, motion pour 3e lect., vote, motion adoptée. 3e lect., (Bill 5), 70.
- Comité pl., rapporté avec amds dont undans le titre, (Bill 103), 145.
- Rapporté de comité b. privés que promoteurs desiraient retirer bill, 126, 173.
- Rapporté comité b. privés avec préambule augmenté, 155.
- Rapporté comité b. privés avec préambule non prouvé, 155.
- Comité pl., progrès, renv. de nouveau à comité b. privés, 69, 98.
- L'ordre appelle 3e lect., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité pl. 92.
- Bills rejetés par comité pl. ("Comité se lève"), 107, 240, 288, 305.
- Sanction, 72, 144, 306, 367, 387.
- Bill rapporté par C. des bills publics référé à la Chambre, 34; le comité plénier le rejette ("comité se lève"), 113.
- Bill rejetés par comité b. publics, 64.
- Bill rejeté par comité d'agri., (Bill 75), avec recommandation. p. 149.
- Renv. de nouveau au Comité pl., 3e lect., 247, 248.
- Ordre révoqué; ordre appelle 2e lect., ordre révoqué, renv. à comité d'agriculture, 115; appelle 3e lect., ordre révoqué, renv. à comité pl., 92; appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau en comité bills publics, 218, 208, 248.
- Bills retirés au comité des bills privés, 126, 173, 271.
- Bill retiré au Conseil législatif, 186.
- Bills adoptés avec célérité, 116, 156, 357.
- Message du C. L., 227.
- Message du C. L. informant A. L. qu'il a agréé ses amendements, (Bill C.), 332.
- Message du C. L. avec amds, 376; amds lus 1ère fois, 378; 2e fois et adoptés, 380.

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.***

- Message au C. L. que l'Ass. lég. n'accepte pas amdts du C. L., 276.  
Message du C. L. avec amdts, dont un dans le titre; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 211; 255.  
Message du C. L. informant A. L. qu'il n'insiste pas sur certains de ses amdts, mais qu'il attire attention sur un amdt (Bill 88), 352 et 381.  
L'ordre du jour appelle 2e lect. des amdts du C. L., résolu que la Chambre ne peut accepter amdts, (Bill 88), 276, 351; Résolu que la Chambre accepte amdts, mais en retranchant certains paragraphes et lesdits amdts sont lus et adoptés, 358.  
Message du C. L. informant A. L. que c'est par erreur que le titre d'un bill a été inscrit avec d'autres dans un message antérieur, 383.  
Bills dont les titres ont été changés: par C. L., 211; par comité plénier et aussi par C. L., 145 et 255.  
Bills rejetés par le C. L., (bills 19 et 162) sans que celui-ci fasse rapport.  
Remboursement des droits ordinaires, 218, 323; droits additionnels, 323; droits ordinaires et additionnels, 186, 304; droits et honoraires, 186; amendes, 323.  
Résolutions, (relatives aux bills):  
    Résolutions renv. à comité pl., 79.  
    Résolutions renv. immédiatement au comité pl., 355.  
    Recommandations du L. G., comité pl., lues 1ère, 2e fois et adoptées, et renv. au comité chargé du bill, 89.  
Recommandation du L. G., comité pl., lues 1ère fois sur div., 2e fois sur div., adoptées sur div., renv. au comité chargé du bill, 76.  
Recommandation du L. G., comité pl., 1ère lect. des rés., motion pour 2e lect., vote, motion adoptée, lues 2e fois et adoptées, renv. au comité chargé du bill, 92.  
(Voir COMITÉS; ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; AJOURNEMENT; SÉANCES, ORATEUR; SANCTIONS.)

**BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)**

**BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)**

**BISHOP'S COLLEGE SCHOOL ASSOCIATION:—Loi modifiant la charte de—.**  
(Voir **BILLS**, No 115.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

BOIS:—(Voir EXPÉDITION DU—; SALAIRES RAISONNABLES.)

BOURSES:—Loi des— pour cours additionnels. (Voir BILLS, *No 39.*)

BROMPTONVILLE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, *No 142.*)

BROWN CORPORATION:—(Voir LA TUQUE.)

BÛCHERONS:—(Voir SALAIRES RAISONNABLES.)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX.)

BUREAU DES COMMISSAIRES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—  
(Voir ÉCOLES.)

CADASTRE ET TITRES DE PROPRIÉTÉ:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

CAISSES DESJARDINS:—(Voir ÉPARGNE POPULAIRE.)

CANADIAN HOME ASSURANCE COMPANY:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 122.*)

CAUTIONNEMENT EN APPEL:—(Voir PÉTITION DE DROIT.)

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la dation en paiement par la—, à Crédit Foncier Franco Canadien. (Voir BILLS, *No 113.*)

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-HYACINTHE:—(Voir SAINT-HYACINTHE.)

CHAMBRE DES NOTAIRES:—(Voir CODE DU NOTARIAT.)

CHANDLER:—Loi relative à la réouverture de l'usine de—. (Voir BILLS, *No 62.*)

CHANTIERS:—(Voir SALAIRES RAISONNABLES.)

CHASSE:—Loi modifiant la Loi de la—. (Voir BILLS, *No 200.*)

CHASSE ET PÊCHE:—(Voir COMITÉS, *2e rapport de—, recommandations.*)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

CHÂTEAUGUAY:—Loi modifiant la charte de la Ville—, concernant l'Île Saint-Bernard. (Voir *BILLS*, *No 91*.)

CHEMINS DE COLONISATION:—

1. Loi pourvoyant à la protection des—. (Voir *BILLS*, *No 41*.)
2. (Voir *COLONISATION*.)

CHEMINS DE FER:—(Voir *COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER*.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):  
—(Voir *COMITÉS*.)

CHICOUTIMI:—(Voir *USINES DE*—.)

CHIENS ERRANTS:—Loi modifiant le Code municipal concernant les chiens errants. (Voir *BILLS*, *No 153*.)

CHÔMAGE:—(Voir *COMPAGNIES DE TRANSPORT*.)

CIDRE DE POMME:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES*.)

CITÉS ET VILLES:—Loi modifiant la loi des— relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées. (Voir *BILLS*, *No 167*.)

COATICOOK:—Loi relative à la ville de—. (Voir *BILLS*, *No 169*.)

CODE CIVIL:—Loi abrogeant l'art. 638 du—. (Voir *BILLS*, *No 203*.)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le— relativement à l'envoi en possession. (Voir *BILLS*, *No 15*.)
2. Loi modifiant le— concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel. (Voir *BILLS*, *No 154*.)

CODE DU NOTARIAT:—Loi modifiant le—. (Voir *BILLS*, *No 152*.)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant art. 716 du—. (Voir *BILLS*, *C*.)
2. Loi modifiant le— et les immeubles imposables. (Voir *BILLS*, *No 19*.)
3. Loi modifiant le— concernant les chiens errants. (Voir *BILLS*, *No 153*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**COLONISATION:—**

1. Loi pour sauvegarder les meilleurs intérêts de la—. (Voir *BILLS, No 30.*)
2. Loi sauvegardant les droits de la—. (Voir *BILLS, No 68.*)
3. (Voir *CHEMINS DE—; CULTIVATEURS.*)

**COMITÉS:—**

*Comités permanents*, institués, 5.

*Comité spécial* nommé et chargé de préparer la liste des membres, des différents comités permanents, 6; noms des onze membres, 6; rapport, 8; concours, 8. Noms des députés composant les divers comités permanents, 8 à 10.

*Agriculture, immigration et colonisation:—*Liste des membres, 9; nom de M. Perron ajouté à la liste, 98. 1er rapport, M. Tardif, président, quorum à sept., 12; 2e rapport *re* Bill B recommande qu'il soit rejeté avec certaines recommandations, rapport adopté, 149.

*Bibliothèque:—*Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 14; par le Conseil, 14.

*Bills privés en général:—*Liste des membres, 8; nom de M. Perron ajouté à la liste, 98. 1er rapport, M. Bégin, président, quorum à quinze, 12; 2e, 27; 3e, délais prolongés, 34; 4e, *re* bill 80 clauses du préambule retranchés, 47; 5e, 55; 6e, 59; 7e, 64; 8e, 73; 9e, 86; 10e, ord. et délais prolongés, 95; 11e, 99; 12e, 107; 13e, 119; 14e, 126; 15e, ord. et recommande de réduire quorum à dix, 129; 16e, 136; 17e, 138; 18e, 149; 19e, préambule du bill 133 modifié, préambule du bill 135 non prouvé, 155; ord. et délais prolongés, 167; 21e, 173; 22e, ord. et délais prolongés, 185; 23e, 224; 24e, délais prolongés, 231; 25e, délais prolongés, 262; 26e, ord.; déclare que promoteurs bill 107 désirent le retirer; délais prolongés, 271; 27e, 272; 28e, 285.

*Bills publics en général:—*Liste des membres, 9. 1er rapport, M. Duplessis, président, M. Boyer, vice-président, quorum à huit, 11; 3e, bill 75 référé à la Chambre, 34; 4e, 55; 5e, 60; 6e, 63; 7e, 64; 8e, 71; 10e, 95; 11e, 108; 12e, 126; 13e, 130; 14e, 138; 15e, 139; 16e, 167; 17e, 173; 18e, 179; 19e, 184; 20e, 200; 21e, 210; 22e, 224; 23e, 232.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**COMITÉS:—*Suite.***

*Chasse et Pêche:*—Comité institué, 23; liste des membres, 23; 1er rapport, président, M. Gagnon, quorum à cinq, M. Bulloch, vice-président, L.-P. Gagnon, secrétaire, comité s'ajourne au 31 mars, 77; 2e rapport déclare que comité a tenu 12 séances et qu'il fait certaines recommandations, 171.

*Chemins de fer et autres moyens de communication:*—Liste des membres, 8; 1er rapport, M. Pouliot (Missisquoi), président, quorum à sept., 11; nom de M. Larochelle ajouté à la liste, 15; 2e, 55; 3e, 64; 6e, 86; 7e, 99; 8e, 139.

*Code municipal:*—Liste des membres, 9; nom de M. Perron ajouté à la liste, 98. 1er rapport, M. Carignan, président, quorum à sept., 12; nom de M. Tellier ajouté à la liste, 15.

*Comptes publics:*—Liste des membres, 9; nom de M. Perron ajouté à la liste, 98. 1er rapport, M. Taché, président, quorum à quinze, 12; motion de l'hon. M. Duplessis que le comité soit autorisé à continuer enquête, à employer sténographes, à siéger jours où la chambre ne tient pas séance, etc., vote, motion adoptée, 109 à 111.

*Impressions législatives:*—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 15; par le Conseil, 40.

*Industries et commerce:*—Liste des membres, 9. 1er rapport, M. Gagné, président, quorum à sept., 12; nom de M. Larivière ajouté à la liste, 15.

*Privilèges et élections:*—Liste des membres, 8. 1er rapport, M. Duguay, président, quorum à sept., 12. (Voir MOTIONS SPÉCIALES—*M. Bouchard au sujet démission de M. Gagné, député d'Arthabaska*), 379.

*Règlements:*—Liste des membres, 8. 1er rapport, M. Marier, président, quorum à cinq, 12; 2e, 19; 3e, 21; 4e, 28; 5e ord. et délais prolongés, 34; 6e, 40; 7e, 48; 8e, ord. et délais prolongés, 95; 9e, 119; 10e, 129; 11e, 136; 12e, 163; 13e, délais prolongés, 167; 14e, délais prolongés, 185; 15e, délais prolongés, 232; 16e, délais prolongés, 262; 17e, délais prolongés, 271.

**COMMERCE:—(Voir CHAMBRE DE—.)**

---

**Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".**

- 
- COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE MONTRÉAL-EST ET DE SAINT-YVES-DE-LAVAL:—(Voir MONTRÉAL-EST.)
- COMMISSAIRES DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE QUÉBEC:—(Voir ÉCOLES—.)
- COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, Nos 27 et 129.)
- COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 118.)
- COMMISSION DES LIQUEURS:—Loi garantissant l'indépendance de la— de Québec. (Voir BILLS, No 72.)
- COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi de la—. (Voir BILLS, No 32.)
- COMMUNAUTÉ DES SŒURS DE CHARITÉ DE LA PROVIDENCE:—Loi relative au contrat entre le gouvernement et la— (24 George V, c. 4). (Voir BILLS, No 36.)
- COMMUNISME:—Loi protégeant la province contre la propagande communiste. (Voir BILLS, No 8.)
- COMMUTATIONS:—(Voir TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.)
- COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU COMMERCE:—Loi concernant la— contre l'incendie. (Voir BILLS, No 75.)
- COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ALMA ET JONQUIÈRE:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 124.)
- COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER TEMISCAMINGUE AND ABITIBI RY Co:—(Voir TEMISCAMINGUE—.)
- COMPAGNIE DE TRAMWAYS VERCHÈRES-CHAMBLY ET LAPRAIRIE:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 93.)
- COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS:—Loi relative aux déclarations des—. (Voir BILLS, No 23.)
- COMPAGNIES DE TRANSPORT:—Loi facilitant communications entre centres commerciaux et la Côte Nord, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine, réglant les octrois à certaines— et remédiant au chômage. (Voir BILLS, No 52.)
- 

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

COMPTABLES AGRÉÉS:—(Voir DE VILLERS, AUGUSTE.)

COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)

CONGREGATION OF CHRISTIANS:—Loi constituant en corporation THE—. (Voir BILLS, No 94.)

CONGRÈS DU PARLER FRANÇAIS:—Loi relative au— de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle. (Voir BILLS, No 64.)

CONSEIL ARMORIAL DE QUÉBEC:—Loi constituant en corporation le—. (Voir BILLS, No 109.)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

1. *Messages au Conseil:*

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 14; des impressions, 15.

Qu'un amdt du Conseil a été adopté par l'Assemblée, 227.

2. *Messages du Conseil:*

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 14; des impressions, 40.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 332, 376, 211, 255, 352, 358, 383.

3. Bills originés au C. L. (Voir BILLS B; C; D.)

4. (Voir BILLS (Procédures incidentes); ADRESSE A SA MAJESTÉ.)

CONSOLIDATION DES TAXES:—(Voir PETITE PROPRIÉTÉ; INTÉRÊT; IMMEUBLES IMPOSABLES.)

CONVENTIONS DE PAIEMENT EN OR:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 166.)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL:—(Voir SALAIRES RAISONNABLES; SALAIRES DES OUVRIERS.)

CORPORATIONS:—(Voir COMPAGNIES, MUNICIPALITÉS.)

CORPORATIONS SUBVENTIONNÉES:—Loi relative à certaines— par la province. (Voir BILLS, No 12.)

CÔTE NORD:—(Voir COMPAGNIES DE TRANSPORT.)

CRÉDIT AGRICOLE:—(Voir PRÊT AGRICOLE.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

CRÉDITS:—(Voir SUBSIDES.)

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN:—(Voir CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL.)

CRÉDIT AGRICOLE:—Loi augmentant à quinze millions de dollars le—provincial. (Voir BILLS, No 6.)

CRÉDIT MUNICIPAL ET SCOLAIRE:—(Voir PETITE PROPRIÉTÉ.)

CULTIVATEURS:—

1. Loi favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des—sur la terre. (Voir BILLS, No 50.)
2. (Voir PRÊT AGRICOLE.)

DALBEC, ALFRED:—Loi concernant la succession de feu—. (Voir BILLS, No 97.)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir ORATEUR; QUESTIONS D'ORDRE; PRÉCIS DES—.)

DÉCLARATIONS:—(Voir COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS.)

DÉLAIS PROLONGÉS:—Rapports de comités pour—, adoptés par la Chambre, 24, 95, 167, 185, 231, 232, 262, 271. (Voir RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE; BILLS; COMITÉS.)

DENTISTES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir BILLS, No 158.)

DÉPUTÉS:—

Démission de M. Raoul Poulin, député de Beauce, 2.

M. Joseph-Émile Perron, député du collège électoral de Beauce, prend séance, 97.

Résolution que le nom de M. Perron soit ajouté à la liste des membres du comité des b. privés, du comité de l'Agriculture, du Code municipal et des comptes publics, 98.

Motion concernant la démission de M. Gagné, député d'Arthabaska, et le comité des privilèges et élections, 379.

(Voir SÉANCES; ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; AJOURNEMENT.)

DE SALABERRY DE VALLEYFIELD:—(Voir VALLEYFIELD.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

DE VILLERS, AUGUSTE:—Loi autorisant la société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres—. (Voir *BILLS*, No 84.)

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 2; motion pour prise en considération du—, 5; à la clôture de la session, 388. (Voir *ADRESSE EN RÉPONSE AU—*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

*Accidents du travail*:—(Voir *Commission des—*.)

*Agriculture*:—Rapport du Ministre de l'— pour l'année finissant le 30 juin 1936. Déposé, 166. (No 22.)

*Aides de Cultivateurs*:—(Voir *Cultivateurs*.)

*Amos*:—Correspondance avec Commission d'électricité, City Gas Electric Corporation et la ville d'—, concernant obstacles à municipalisation. Ordonné, 326.

*Annonciation à l'Ascension*:—(Voir *Chemin de l'—*.)

*Annuaire Statistique*:—L'—, de Québec, 1936, déposé, (No 27), déposé, 381.

*Archiviste*:—Rapport de l'— de la Province de Québec pour 1935-1936. Déposé, 66. (No 12.)

*Arrêts ministériels*:—Motion de M. Bouchard que copie de tous les— passés du 1er sept. au 1er déc. 1936 soit déposée; objection que motion irrégulière parce-qu'insuffisamment libellée; après discussion, l'Orateur délibère, 384.

*Assistance publique*:—Rapport de l'— pour l'année finissant le 30 juin 1936. Déposé, 66. (No 11.)

*Beauce*:—(Voir *Retour à la terre*.)

*Bellechasse, lot 3, rang 6, du canton*:—Correspondance concernant achat par gouv. du—. Ordonné, 275. Déposé, 302. (No 36.)

*Billets de location*:—(Voir *Lambton, etc.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

*Brotherhood of Maintenance of Way Employees*:—Correspondance relativement à certains griefs de la—, loge 148 de Montréal. Ordonné, 171.

*Budget*:—Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1938. Déposé, 111. (*No 1.*)

*Budget Supplémentaire*:—Des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1937. Déposé, 180. (*No 2.*)

*Chemins*:—(Voir *Port-Daniel Ouest*; *Grande-Rivière-Ouest.*)

*Chemins de fer*:—1. Rapport des Chemins de Fer pour l'année expirant le 31 décembre 1935. Déposé, 66. (*No 9.*)

2. Statistiques des Chemins de Fer jusqu'au 31 décembre 1935. Déposé, 66. (*No 10.*)

*Chemin de l'Annonciation à l'Ascension*:—État indiquant argent dépensé depuis 17 août 1936 pour (Labelle); contremaîtres, salaires, longueur du chemin, nombre d'employés. Ordonné, 139. Présenté, 186. (*No 23.*)

*Chômage*:—(Voir *Louiseville*; *Commission du—.*)

*City Gas & Electric Corporation*:—(Voir *Amos.*)

*Colonisation*:—1. Rapport succinct des activités du ministère de la—, pour l'année finissant le 30 juin 1936, 10. (*No 7.*)

2. Correspondance, depuis 17 août 1936, relativement à bureau de— à N.-D. du Lac, Témiscouata, et à fermeture de celui de Rivière-du-Loup. Ordonné, 89; déposé, 155. (*No 20.*)

3. (Voir *Retour à la terre.*)

*Commission des Accidents du travail*:—Neuvième Rapport Annuel de la— de Québec 1936. Déposé, 74. (*No 13.*)

*Commission du chômage*:—Correspondance concernant police provinciale et occupation de l'édifice de la— à Montréal, présent mois. Motion; débat ajourné, 72; reprise du débat, adoption; ordonné, 73.

*Comptes publics*:—État des—, pour l'exercice finissant le 30 juin 1936. Déposé, 109. (*No 16.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.***

*Contrats d'impression:—(Voir Impression.)*

*Conseil Exécutif:—(Voir Nomination.)*

*Créances hypothécaires:—*Correspondance relativement à la loi qui tient vendeur d'un immeuble responsable des créances hypothécaires grevant cet immeuble. Ordonné, 171.

*Cultivateurs:—*Quels aides—placés avec octrois dans St-Gervais, Honfleur et St-Lazare, noms des— chez qui placés, montant reçu. Ordonné, 88; déposé, 132. (*No 17.*)

*Cultivateurs et fils de—, de Beauce:—(Voir Retour à la terre.)*

*Elections générales de 1936:—Rapport sur les—, 7. (No 3.)*

*Employés du Gouvernement:—*1. État indiquant nombre d'— au service du premier ministre à Montréal, du 1er juin, 1931 au 26 août, 1936; noms, salaires, fonctions respectives; combien maintenus au service, noms, salaires. Ordonné, 239.

2. (*Voir Nominations dans le service civil.*)

*Employés du Gouvernement congédiés:—*État indiquant liste complète des— par nouvelle administration depuis août dernier, raison, enquête dans chaque cas; ont-ils été remplacés, augmentation ou diminution de salaire. Ordonné, 170.

*Établissement sur terres:—(Voir Retour à la terre.)*

*Fonctionnaires:—(Voir Employés du Gouv. congédiés; Nominations dans le service civil.)*

*Grande-Rivière-Ouest (Gaspé):—*Rôles-de-paie pour travaux Voirie à—, novembre 1936. Ordonné, 275. Déposé, 381. (*No. 28.*)

*Grève du vêtement à Montréal:—*Correspondance concernant la— et MM. Trépanier et Shane, et l'attitude du gouv. Ordonné, 327.

*Impression:—*État indiquant à qui le gouv. a accordé contrats d'—, depuis sept. 1936; est-ce par soumissions; montant de chacun de ces contrats. Ordonné, 170.

*Imprimeur du roi:—*Rapport de l'— relatif aux Statuts de la dernière session, et ceux qui lui restent en mains, 7. (*No 4.*)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

---

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

*Instruction publique*:—(Voir *Surintendant de l'—*.)

*Labelle*:—1. État indiquant personnes employées par gouv. provincial dans comté Labelle; dates de leur entrée en fonction, salaires, devoirs de leur fonction. Ordonné, 139.

2. (Voir *Chemin de l'Annonciation à l'Ascension*.)

*Lachapelle, M. Georges*:—Correspondance concernant pétition de droit de—, cultivateur d'Aylwin, Wright. Ordonné, 324.

*Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth*:—Correspondance relativement à l'annulation de billets de location dans cantons— (Frontenac), depuis janvier 1933; motion; débat ajourné, 141; reprise du débat, motion adoptée sur division; ordonné, 303.

*Louiseville*:—État indiquant travaux faits dans— avec arg. du gouv. fédéral et provincial pour remédier au chômage; sommes octroyées, dépensées, à qui argents payés, travaux interrompus, raisons. Ordonné, 222; déposé, 236. (No 25.)

*Mandats spéciaux*:—État des—. Déposé 16 à 18. (No 8.)

*Mines et Pêcheries*:—Rapport du ministre des—, pour l'année financière 1935-36. Déposé, 96. (No 15.)

*Nominations dans le service civil*:—Rapports du Conseil Exécutif concernant certaines—, 7. (No 5.)

*Notre-Dame-du-Lac*:—(Voir *Colonisation*.)

*Pêcheries*:—(Voir *Mines et—*.)

*Pensions de vieillesse*:—1. État indiquant personnes dans comté Rivière-du-Loup ont reçu— depuis mise en application de Loi 1, Ed. VIII, c. 1. Ordonné, 169.

2. Dans comté Témiscouata. Ordonné, 169.

*Police provinciale*:—1. État indiquant combien de plaintes faites à la— pour toutes infractions depuis 17 août 1936; enquêtes commandées, terminées, condamnation, et nature des plaintes. Ordonné, 239.

2. (Voir *Commission du chômage*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

*Plaintes faites à la police provinciale:*—(Voir *Police provinciale.*)

*Pont du moulin Beaulieu:*—(Voir *Ponts à St-Clément et—.*)

*Ponts à St-Clément et du moulin Beaulieu:*—Correspondance, depuis 1930, relativement à reconstructions des deux—. Ordonné, 89; déposé, 133. (*No 18*); supplémentaire, 133. (*No 19.*)

*Port Daniel-Ouest (Bonaventure):*—Rôles-de-paie pour entretien chemin—, depuis 1927. Ordonné, 276.

*Retour à la terre:*—Subventions à des cultivateurs de Beauce ont-elles été payées, depuis 26 août 1936, en vertu de loi pour—; à qui, endroit, date, payé directement ou par intermédiaires. Ordonné (sur division), 87. Subventions des fils de cultivateurs de Beauce. Ordonné, 88.

*Rivières à saumon:*—État du nombre des— sur côte nord, sud, du St-Laurent, Gaspésie et Bonaventure; louées à des clubs, droit de pêche; à quelles— a droit citoyen de prov. Québec ne faisant pas partie d'un club de pêcher. Ordonné, 86; déposé, 87. (*No 14.*)

*Rivière-du-Loup:*—(Voir *Pensions de vieillesse.*)

*Saumon:*—(Voir *Rivières à—.*)

*Service civil:*—(Voir *Nominations dans le—; Employés du Gouvernement.*)

*Surintendant de l'Instruction publique:*—1. Rapport du— pour l'année 1935-1936. Déposé, 155. (*No 21.*)

2. État financier du— pour l'exercice finissant le 30 juin 1936. Déposé, 213. (*No 24.*)

*Témiscouata:*—(Voir *Pensions de vieillesse.*)

*Travaux publics:*—Rapport des— de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1936, 10. (*No 6.*)

*Trépanier et Shane:*—(Voir *Grève du vêtement à Montréal.*)

---

Pour les documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

*Vendeur responsable des créances hypothécaires:*—(Voir *Créances hypothécaires.*)

*Voirie:*—(Voir *Grande-Rivière-Ouest; Port-Daniel-Ouest.*)

DONNACONA PAPER CO. LTD:—Loi ratifiant résolution et contrat entre les commissaires d'écoles et la corporation municipale de la ville de Donnacona, et la—. (Voir *BILLS, Nos 119 et 120.*)

DROIT DE VOTE EN MATIÈRE MUNICIPALE ET SCOLAIRE:—Loi concernant l'exercice du—. (Voir *BILLS, No 155.*)

DROITS SEIGNEURIAUX:—(Voir *RENTES SEIGNEURIALES.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir *COMMISSION DES—.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA CITÉ DE QUÉBEC:—Loi modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'—. (Voir *BILLS, No 112.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—(Voir *COMMISSION DES—.*)

ÉCOLE DU MEUBLE:—Loi concernant l'— à Montréal. (Voir *BILLS, No 4.*)

ÉCOLES TECHNIQUES:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 204.*)

ÉDUCATION:—(Voir *INSTRUCTION PUBLIQUE; ÉCOLES.*) (Voir *BILLS "D".*)

ÉLECTRICITÉ:—

1. Loi autorisant les corporations à municipaliser l'—. (Voir *BILLS, No 17.*)
2. Loi instituant la Régie provinciale de l'—. (Voir *BILLS, No 48.*)
3. (Voir *LIGNES DE TRANSMISSION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE; RESOURCES HYDRO-ÉLECTRIQUES.*)

ÉLECTIONS:—(Voir *LOI ÉLECTORALE; DROIT DE VOTE.*)

EMPRUNTS PAR LES CULTIVATEURS:—(Voir *PRÊT AGRICOLE.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

ENFANCE (Protection):—(Voir BIEN-ÊTRE DE LA JEUNESSE; ENFANTS TROUVÉS.)

ENFANTS TROUVÉS:—Loi de la garde des—. (Voir BILLS, *No 54.*)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, *No 66.*)

ENVOI EN POSSESSION:—Loi modifiant le Code de procédure civile et l'—. (Voir BILLS, *No 15.*)

ÉPARGNE POPULAIRE:—Loi encourageant l'— et les caisses Desjardins. (Voir BILLS, *No 34.*)

EXEMPTIONS DE TAXES:—(Voir MACHINERIE IMPOSABLE.)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES:—(Voir TAXES MUNICIPALES.)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—(Voir TAXES—.)

EXPÉDITION DU BOIS A L'ÉTRANGER:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, *No 53.*)

EXPROPRIATION:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, *No 10.*)

FARNHAM:—Pétition au sujet de charte de la ville de— présentée, 25; lue et reçue, 27.

FÉDÉRATION DES SCOUTS CATHOLIQUES:—(Voir SCOUTS—.)

FER TITANÉ:—(Voir GISEMENTS DE—.)

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES:—Loi modifiant la charte de Les—. (Voir BILLS, *No 104.*)

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES DE QUÉBEC:—Loi constituant en corporation Les—. (Voir BILLS, *No 105.*)

GAGNÉ, M., DÉPUTÉ D'ARTHABASKA:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

GASPÉSIE:—(Voir COMPAGNIES DE TRANSPORT; PARC NATIONAL DE LA—; MOTIONS SPÉCIALES; COMPAGNIES DE TRANSPORT.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

GAULT, LESLIE HAMILTON:—Loi concernant la succession de feu—.  
(Voir *BILLS*, No 86.)

GÉOGRAPHIE-OFFICE:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES*.)

GISEMENTS DE FER TITANÉ:—Loi favorisant l'exploitation des—.  
(Voir *BILLS*, No 201.)

GRANBY:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *Bills*, No 82.)

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le— informe la Chambre que l'orateur est absent, et l'orateur-suppléant prend le fauteuil. (Voir *ORATEUR; ORATEUR-SUPPLÉANT*.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Proclamation signée par—, convoquant conseillers législatifs et députés pour l'expédition des affaires, V.

L'orateur adresse au— un mandat d'émettre bref *re* convocation du collège électoral de Beauce, 1.

Ayant reçu notification de la démission de M. Raoul Poulin, comme député de Beauce, 2; l'orateur déclare qu'il a reçu du— certificat d'élection de Beauce et que M. Joseph-Emile Perron a été élu député, en remplacement de M. Raoul Poulin, démissionnaire, 97.

**H**OPITAUX:—(Voir *CORPORATIONS SUBVENTIONNÉES*.)

HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la charte de Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'—. (Voir *BILLS*, No 116.)

HULL:—(Voir *TRIBUNAUX JUDICIAIRES*.)

HYDRO-ÉLECTRIQUES:—(Voir *RESSOURCES*—.)

**I**LES-DE-LA-MADELEINE:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES; COMPAGNIES DE TRANSPORT*.)

ILE ST-BERNARD:—(Voir *CHÂTEAUGUAY*.)

IMMEUBLES IMPOSABLES:—

1. Loi modifiant le Code municipal et les—. (Voir *BILLS*, No 19.)
2. (Voir *PETITE PROPRIÉTÉ*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (COMITÉ DES).— (Voir COMITÉS.)

Conseillers nommés par le Conseil, 40; députés nommés par l'Assemblée législative, 15.

INDIGENTS:—(Voir ASSISTANCE.)

INDUSTRIES:—(Voir COMITÉS; PRODUITS LAITIERS; ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.)

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES:—(Voir CONGRÈS DU PARLER FRANÇAIS.)

INSTITUTIONS RELIGIEUSES:—Loi reconnaissant l'indépendance des—. (Voir BILLS, No 35.)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi modifiant art. 391 de la Loi de l'—. (Voir BILLS, D.)

2. (Voir CONGRÈS DU PARLER FRANÇAIS; ÉCOLES.)

INTÉRÊT:—Loi relative au taux d'— de taxes municipales et scolaires. (Voir BILLS, No 22.) (Voir PETITE PROPRIÉTÉ.)

INTERPRÉTATION DES LOIS:—Loi relative à l'— de la province. (Voir BILLS, No 38.)

JEUNESSE:—

1. Loi aidant la— à profiter des carrières nouvelles offertes par l'industrie minière. (Voir BILLS, No 43.)

2. (Voir BIEN-ÊTRE DE LA—.)

KÉNOGAMI:—Loi ratifiant le règlement No 119 de la ville de—. (Voir BILLS, No 111.)

LACHINE:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 96.)

LAFOND, LOUIS-PHILIPPE:—Loi ratifiant le titre de—, relatif à un emplacement situé en la cité de Drummondville. (Voir BILLS, No 90.)

LAIT:—(Voir PRODUITS LAITIERS.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

LA PRÉVOYANCE:—Loi modifiant la loi constituant en corporation—. (Voir *BILLS*, *No 140.*)

LA SALLE:—Loi modifiant la charte de la ville—. (Voir *BILLS*, *No 95.*)

LA TUQUE:—Loi modifiant la charte de la ville de— et ratifiant le règlement No 229, ainsi que le contrat entre la dite ville et la BROWN CORPORATION. (Voir *BILLS*, *No 89.*)

LAURIN ALIAS LAURINT, CÉLINA:—Loi concernant la succession de Dame—. (Voir *BILLS*, *No 125.*)

LÉGISLATURE:—Loi modifiant la Loi de la—. (Voir *BILLS*, *No 202.*)

LETTRES PATENTES ET DOCUMENTS:—Loi du secrétariat relativement aux—. (Voir *BILLS*, *No 45.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du— à l'ouverture de la session, 2; à la clôture de la session, 388; prise en considération, 5; motion pour adresse en réponse au discours du trône, 10; débat, 10, 15, 20, 24, 26, 33, 38; motion adoptée, 39.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills: (Voir *SANCTIONS*;) à la clôture de la session, 387.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 7.

Transmission du budget, 111; du budget supplémentaire, 180.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 7.

Proroge les Chambres, 389.

Adresse au—. (Voir *ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL:—(Voir *POUVOIRS DU—.*)

LIGNES DE TRANSMISSION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE:—Loi concernant l'évaluation municipale des—. (Voir *BILLS*, *No 164.*)

LIQUEURS ALCOOLIKES:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 24.*)

LOI 22 GEORGE V, c. 41:—Loi abrogeant la— et ses amendements. (Voir *BILLS*, *No 65.*)

LOI 22 GEORGE V, c. 53:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS*, *No 70.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

LOI 23 GEORGE V, c. 2:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 69.*)

LOI 24 GEORGE V, c. 51:—Loi abrogeant la loi—. (Voir *BILLS, No 16.*)

LOI 24 GEORGE V, c. 85:—(Voir *AQUEDUCS MUNICIPAUX*).

LOI 24 GEORGE V, c. 101:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 161.*)

LOI 25-26 GEORGE V, c. 9:—Loi modifiant la—. (Voir *BILLS, No 74.*)

LOI 25-26 GEORGE V, c. 27:—Loi relative à la—. (Voir *BILLS, No 51.*)

LOI 25-26 GEORGE V, c. 59:—Loi abrogeant la—. (Voir *BILLS, No 151.*)

LOI ÉLECTORALE:—Loi modifiant la— de Québec. (Voir *BILLS, No 71.*)

LOIS:—(Voir *REFONTE DES—; STATUTS; INTERPRÉTATION DES—*.)

LONGUEUIL:—Loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de—. (Voir *BILLS, No 133.*)

**M**ACHINERIE IMPOSABLE:—Loi abolissant exemptions et réductions de taxes à des établissements industriels ou commerciaux sur leur—. (Voir *BILLS, No 18.*)

MALARTIC:—Loi constituant en corporation la ville de—. (Voir *BILLS, No 107.*)

MANDATS SPÉCIAUX:—DÉPÔT, 16, 17, 18.

MCCREADY, JAMES:—Loi concernant la succession de feu—. (Voir *BILLS, No 128.*)

MÈRES NÉCESSITEUSES:—Loi de l'assistance aux—. (Voir *BILLS, No 21.*)

MEUBLE:—(Voir *ÉCOLE DU—*.)

MINES:—

1. Loi des— de Québec. (Voir *BILLS, No 42.*)

2. (Voir *RÉGIONS MINIÈRES; JEUNESSE.*)

MISTASSINI:—(Voir *N.-D. DE—*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**MONTRÉAL:—**

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 100.*)
2. (Voir *ASSOCIATION DE LA POLICE DE—.*)

**MONTRÉAL-EST:—**Loi ratifiant une entente entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-est et de Saint-Yves-de-Laval. (Voir *BILLS, No 134.*)

**MOTIONS SPÉCIALES:—**

*L'honorable M. Bouchard.*—Motion: que cette chambre ayant pris connaissance d'une lettre de W. B. Pitkin, de l'Université Columbia, dont extrait a été publié dans "Globe and Mail" et contenant insultes pour canadiens français, proteste contre ces accusations malicieuses. Proposée, débat, débat ajourné, 114; reprise du débat, se continue, *M. Pouliot* (Missisquoi) propose amendement: l'Assemblée législative tient ces assertions pour méprisables et passe à l'ordre du jour suivant. Vote, amendement adopté, 121.

*M. Pouliot* (Missisquoi).—Motion: Que cette Chambre se rend compte de la disproportion entre propriétaires d'automobiles urbains et ruraux; est d'avis d'accorder réduction taux dans campagnes, où il n'y a pas de circuit d'hiver. Proposée, puis retirée, 115.

*M. Pouliot* (Missisquoi).—Motion: que cette Chambre est d'avis d'étudier conditions dans comtés de Gaspésie et Iles-de-la-Madeleine au point de vue cadastre et titres; de recueillir actes passés; que pouvoir d'y faire actes devrait être restreint à des lettrés et honoraires. Proposée, adoptée, 165.

*M. Barré.*—Motion: Que cette Chambre est d'avis de prendre moyens d'établir valeur des seigneuries, justice des réclamations, et d'en arriver à l'abolition des rentes seigneuriales, Proposée, adoptée sur division, 205.

*M. Boiteau.*—Motion: Que cette Chambre est d'avis que le Gouvernement devrait encourager production et vente du cidre de pomme. Proposée, adoptée, 272.

*M. Chaloult.*—Motion: Que cette Chambre est d'avis d'étudier création d'un Office de Géographie au sujet des appellations



---

**MOTIONS SPÉCIALES:—*Suite.***

géographiques, à utiliser souvenirs historiques, à favoriser le tourisme. Proposée, adoptée, 327.

*L'honorable M. Bouchard.*—Que président du comité des privilèges et élections reçoive instruction de convoquer comité, assigner témoins, etc, pour s'enquérir faits relatifs à démission de M. Gagné, député d'Arthabaska et pourquoi le siège n'a pas été déclaré vacant. Proposée, Objection que motion est irrégulière; Orateur maintient objection; Appel de la décision, vote, décision de l'orateur maintenue, 379.

(Voir QUESTIONS DE PRIVILÈGES; QUESTIONS D'ORDRE.)

**MUNICIPALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ:—**(Voir ÉLECTRICITÉ.)

**MUNICIPALITÉS:—**(Voir CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; EMPRUNTS; AUTONOMIE MUNICIPALE.)

**NOTAIRES:—**(Voir CODE DU NOTARIAT.)

**NOTRE-DAME AUXILIATRICE:—**(Voir SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE.)

**NOTRE-DAME DE MISTASSINI:—**Loi déterminant le statut municipal du Monastère de—. (Voir BILLS, *No 33.*)

**OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—**Loi refondant la charte de l'Association des—. (Voir BILLS, *No 150.*)

**ORATEUR:—**

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 2;

Prononce l'ajournement de la séance, 336.

Rend décision sur des questions d'ordre; prend questions en délibéré. (Voir QUESTIONS D'ORDRE.—)

Précis des décisions de l'—, 390.

Reçoit notification de la démission de M. Raoul Poulin, député de Beauce, 2.

Informe la Chambre qu'il a donné avis au Greffier de la Couronne en chancellerie d'émettre bref pour élection Beauce, 1.

Informe qu'il a reçu avis que M. Joseph-Émile Perron été élu député de Beauce, 97.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**ORATEUR-SUPPLÉANT:—**

Prend le fauteuil, l'orateur étant absent, 25, 27, 33, 40, 129.

**ORDER SONS OF ITALY IN QUEBEC:—**Loi constituant en corporation the—. (Voir *BILLS, No 123.*)**ORDRES DE LA CHAMBRE:—**

Ordre révoqué et bill renvoyé au comité d'agriculture, 115; ordre révoqué, renv. à comité pl., 92; ordre révoqué renv. de nouveau à comité bills publics, 218.

(Voir *QUESTIONS D'ORDRE; QUESTIONS DE PRIVILÈGES; RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE.*)

**ORDRES DU JOUR:—**

1. Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)
2. Que la Chambre passe à l'ordre du jour suivant, 121.

**OUVRIERS:—**(Voir *ACCIDENTS DU TRAVAIL; SALAIRES DES—; SALAIRES RAISONNABLES.*)**PAIEMENT EN OR:—**(Voir *CONVENTIONS DE—.*)**PARC NATIONAL DE LA GASPÉSIE:—**Loi concernant le—. (Voir *BILLS, No 20.*)**PÊCHERIES:—**Loi concernant le progrès des— et des pêcheurs. (Voir *BILLS, No 7.*)**PENSIONS DE VIEILLESSE:—**Loi des— relativement à l'endossement des chèques de pension. (Voir *BILLS, No 46.*)**PETITE PROPRIÉTÉ:—**

1. Loi pour aider aux problèmes de la petite propriété. (Voir *BILLS, No 2.*)
2. Loi protégeant la— et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes. (Voir *BILLS, No 59.*)

**PÉTITION:—**

1. Pétition de la ville de Farnham demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte. (M. Pouliot (Missisquoi), Présentée, 25; Lue et reçue, 27.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

PÉTITION:—*Suite.*

2. Pétition demandant l'incorporation d'une congrégation religieuse appelée: THE STANDARD CHURCH OF AMERICA. Susp. régl., pétition présentée, lue et reçue, 129.
3. (Voir BILLS-PROCÉDURES INCIDENTES; DÉLAIS PROLONGÉS.)

PÉTITION DE DROIT:—Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la— et le cautionnement en appel. (Voir BILLS, No 154.)

PITKIN, PROFESSEUR W. B.:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

POINTE-AU-PIC:—Loi constituant en corporation de ville la municipalité de la—. (Voir BILLS, No 135.)

POINTS D'ORDRE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

POLICE DE MONTRÉAL:—(Voir ASSOCIATION DE—.)

PONT DU LAC SAINT-LOUIS:—Loi relative à la Corporation du—. (Voir BILLS, No 73.)

POUVOIRS DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—Loi diminuant pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par régimes antérieurs au 25 août 1936. (Voir BILLS, No 61.)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—390 et 391. (Voir ORATEUR.)

PRÉSIDENT DES COMITÉS:—(Voir ORATEUR-SUPPLÉANT.)

PRÊT AGRICOLE:—Loi modifiant la Loi du—. (Voir BILLS, No 206.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCÉDURE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE; BILLS.)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, V.

PRODUITS LAITIERS:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir BILLS, No 67.)

PROPAGANDE COMMUNISTE:—(Voir COMMUNISME.)

PROPRIÉTÉS:—(Voir AMÉLIORATION DES—; PETITE—.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

PROPRIÉTÉS NOUVELLES OU AMÉLIORÉES:—Loi modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des—. (Voir BILLS, *No 167.*)

PROROGATION *sine die*:—La législature est prorogée, 389.

PUBLIC SERVICE MUTUAL ASSURANCE CO:—Loi constituant en corporation—. (Voir BILLS, *No 137.*)

QUÉBEC, CITÉ:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, *No 78.*)

QUEBEC GOLDFIELDS TRANSPORTATION COMPANY:—Loi constituant en corporation THE—. (Voir BILLS, *No 103.*)

QUEBEC-SAGUENAY AND CHIBOUGAMAU RAILWAY Co:—Loi modifiant la charte de—. (Voir BILLS, *No 99.*)

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

*Agriculture*:—(Voir *Dorion, Pierre; Simard, Jules.*)

*Agriculture (Services au dépt.)*:—Nombre des services, 26 août 1936; a-t-il été augmenté depuis; combien; noms des nouveaux titulaires; salaires; M. S. J. Chagnon a-t-il été promu, 118.

*Agriculture (Service Intérieur)*:—Quel était le montant total des salaires payés mensuellement au Département de l'—, avant 26 août 1936; montant payé mensuellement maintenant, 333.

*Arsenault, J.-Fred.*:—A quelle date M.—, l'Étang-du-Nord, Iles-de-la-Madeleine, a été destitué comme inspecteur sanitaire; quelle recommandation; raisons, enquête, plaintes, rapport de l'enquête, 133.

*Augmentations statutaires des Employés civils permanents*:—Le gouvernement a-t-il l'intention de rétablir les—, l'augmentation s'applique-t-elle à 1937 ou aux années suivantes seulement; sera-t-elle rétroactive; a-t-il l'intention d'expliquer pourquoi le Premier Ministre, ses collègues et ses partisans ont promis au cours de la dernière campagne électorale de rétablir les augmentations statutaires, 240.

*Barras. Joseph*:—M.—, beau-frère du député de Lotbinière, est-il à l'emploi du gouv. à titre d'ingénieur stationnaire, 164.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**QUESTIONS:—*Suite.***

*Bélair, Oscar:*—Le gouvernement a-t-il pris à son emploi comme gardien de la prison de Bordeaux M.—; sur la recommandation de qui a-t-il été nommé, 239.

*Bergeron, Ald.:*—Le département de la Voirie a-t-il accordé contrat pour transport de 1,500 verges de gravier à M.—, maire de St. Gédéon (Lac St-Jean); ce contrat a-t-il été accordé personnellement ou à la municipalité; a-t-il été ratifié par Conseil municipal; sur la recommandation de qui; le gouvernement a-t-il reçu une réclamation pour accident survenu à deux des hommes, 184.

*Brabant, Léopold:*—Depuis quelle date M.—, est-il à l'emploi de la Colonisation, attributions, salaire, quelle fonction occupait-il avant, quelle préparation avait-il, 175.

*Chagnon, S.-J.:*—(Voir *Agriculture (Services.)*)

*Champigny:*—(Voir *Chemin—.*)

*Chandler:*—(Voir *Usine de—.*)

*Charlesbourg:*—(Voir *Chemin Québec-Charlesbourg; Route nouvelle Charlesbourg.*)

*Chemin de Québec-Charlesbourg:*—Le Gouvernement fait-il des travaux de voirie sur le—, soumissions demandées, travaux confiés, prix, coût à date, Gouvernement fédéral contribue-t-il en vertu du chômage, 168.

*Chemin de Champigny:*—Le Gouvernement fait-il des travaux de voirie sur le—, soumissions demandées, à qui travaux confiés, prix, coût à date, Gouvernement fédéral contribue-t-il en vertu du chômage, 169.

*Chemin d'hiver à Chibougamau:*—Le Gouvernement a-t-il fait des travaux pour—, soumissions ont-elles été demandées, quand produites, contrat a-t-il été accordé, prix, combien payé par gouvernement, 175.

*Chemins (Entretien) à Rivière-du-Loup:*—Le gouvernement a-t-il payé salaires des cantonniers qui ont travaillé à—, du 17 août au 29 août 1936; montant total dû; sur quelle recommandation ces paiements différés ou refusés; qui a donné instruction de ne pas payer: Voirie ou Procureur-Général; quelles raisons, 83.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**QUESTIONS:—*Suite.***

*Chemins:—(Voir Voirie; Colonisation.)*

*Chibougamau:—(Voir Chemin d'hiver à—.)*

*Chômage:—(Voir Pelletier, L.-B.; Colonisation-Service-chômage; Travaux rue Sherbrooke; Travaux à St-Jérôme.)*

*Chômage dans Gaspé-Nord:—(Voir Secours directs dans—.)*

*Colonisation:—(Voir Brabant; Chemin d'hiver à Chibougamau; Coutu; Giguère; Pont à Cullen Brook; Salaire aux ouvriers de—.)*

*Colonisation (Service du Chômage):—Y a-t-il des employés qui ont fait du temps supplémentaire en novembre et décembre 1936; nombre de ces fonctionnaires, et d'heures supplémentaires, combien de ces fonctionnaires destitués, date, leur nom, employés maintenus ou destitués ont-ils été payés, 206.*

*Commission des liqueurs:—(Voir Méloche, Jean.)*

*Commission des Liqueurs à Rivière-du-Loup:—MM. Olivier Gagné, Gérard Viel, Yvon Lavoie et Melle Anne-Marie Pelletier, employés à la—, ont-ils été congédiés; à quelle date; durée de leurs services; plaintes; enquête; sur quelle recommandation; par qui remplacés, 56.*

*Compagnies minières:—Combien de—, ont été incorporées depuis septembre 1936; quelles sont ces compagnies; y en a-t-il en opération; lesquelles, 100.*

*Conseil économique:—1. Noms des économistes experts et techniciens que le député des Trois-Rivières a déclaré, à la séance du 10 mars, retenus par départements du commerce et colonisation et qui sont destinés à faire partie du—; traitement de ces employés; quand feront-ils partie du—, 78.*

*2. Quels sont les noms des économistes experts ou techniciens retenus par les départements du Commerce et Colonisation et destinés au—; traitement de ces employés; quand feront-ils partie du—, 140.*

*Contrats collectifs:—(Voir Conventions collectives.)*

*Conventions collectives de travail:—Le Gouvernement a-t-il nommé une commission pour étudier la loi de l'extension des—, quels en étaient*

---

**Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".**

---

**QUESTIONS:—*Suite.***

les membres, a-t-elle fait un rapport, ce rapport sera-t-il porté à la connaissance de la Chambre; sera-ce en conformité avec les recommandations de ladite commission, 250.

*Coulombe, Philippe:—*A quelle date M.—, garde-chasse et pêche, Oskelaneo, Abitibi, a-t-il été destitué; enquête; par qui faite; raison, a-t-il été démis, 87.

*Cousineau, Diomède:—*A quelle date M.—, député protonotaire de la Cour Supérieure de Beauharnois, a-t-il été destitué; quelle raison, enquête, par qui faite; quelles conclusions, 242.

*Coutu, Alphonse:—*Le Département de la Colonisation a-t-il à son emploi M.—, de St-Gabriel-de-Brandon; depuis quelle date, ses fonctions, ses qualifications, salaire, dépenses de voyages, 207.

*Cullen Brook:—*(Voir *Pont à—*.)

*Daoust, Gilbert:—*M.—, de Mont-Laurier (Labelle), est-il à l'emploi de la province; salaire, devoirs de sa fonction, sujet britannique, a-t-il autorisation occuper palais de justice, est-il assisté d'une secrétaire; son nom, salaire et date de son entrée en fonction, 135.

*Dépôts faits par les candidats pour listes d'électeurs:—*(Voir *Listes—*.)

*Dorion, Pierre:—*Depuis quand M.—, est-il à l'emploi du ministère de l'agriculture; attributions, salaire; états de services, ses fonctions avant, 221.

*Economistes, experts et techniciens:—*(Voir *Conseil économique*.)

*Elections:—*(Voir *Listes des Electeurs*.)

*Elie, M.:—*M.—, agent d'expropriation de terrains à Charlesbourg, est-il cultivateur; quel est son emploi; est-il parent de l'honorable ministre sans portefeuille du même nom; où demeure-t-il, 232.

*Employés civils permanents:—*(Voir *Augmentations statutaires des—*.)

*Extension des conventions collectives:—*(Voir *Conventions—*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

---

QUESTIONS:—*Suite.*

*Frontenac (imprimerie):*—Travaux d'impression ont-ils été confiés à l'imprimerie Frontenac, qui édite le Journal; Gouvernement sait-il que cette compagnie n'a pas outillage; pense-t-il pratiquer économie en favorisant intermédiaires, 140.

*Gagné, Olivier, Gérard Viel, Yvon Lavoie et Melle Anne-Marie Pelletier:*—(Voir *Commission des liqueurs à Rivière-du-Loup.*)

*Garon, J.-E.:*—A quelle date M.—, (Matapédia) a été destitué comme inspecteur sanitaire; quelle recommandation, raisons, enquête, plaintes, rapport de l'enquête, 134.

*Gatineau Power:*—(Voir *Lachapelle, Georges.*)

*Giguère, Camille:*—Le ministre de la Colonisation a-t-il acheté du bois et du bardeau du docteur—, de Rouyn, depuis 26 août 1936; quantité, prix payé, 189.

*Hughes Owen Co. Ltd.:*—Est-il vrai que la maison—, de Montréal, a chargé au gouvernement la taxe d'accise et de vente sur la marchandise à lui livrée depuis 1924; total de ces taxes exigées injustement; quelle somme remboursée à date par la—, 214.

*Impressions:*—(Voir *Frontenac; L'Action Sociale.*)

*Jacques, Edouard:*—Le nom de M.—, de East Broughton, apparaît-il sur la liste des pensions de vieillesse, par qui recommandé, depuis quand reçoit-il une allocation, et quelle allocation mensuelle reçoit-il, 170.

*Joli-Cœur, Achille:*—M.—, avocat, C. R., qui parlait le 14 mars à la Radio, est-il le même, employé civil, aviseur légal au département du Prêt Agricole; à la demande de qui a-t-il fait de la propagande politique; quelle attitude Gouvernement entend-il prendre; salaire, 78.

*Lachapelle, Georges:*—Le gouvernement a-t-il reçu une pétition de droit de M.—, demandant de poursuivre le gouvernement et la "Gatineau Power", le gouvernement a-t-il accordé ou refusé; pour quelle raison, quand, 225.

*L'Action Catholique:*—(Voir *L'Action Sociale.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

**QUESTIONS:—*Suite.***

*L'Action Sociale, Limitée:*—Le Gouvernement a-t-il accordé contrats à—, éditrice de l'Action Catholique, partie de ces contrats ont-ils été annulés, lesquels et pourquoi, 189.

*Langlois, J.-H.:*—A quelle date M.—, registrateur des Deux-Montagnes, a-t-il été destitué; enquête, quelle raison a-t-il été destitué, 140.

*Lavoie Yvon:*—(Voir *Commission des Liqueurs.*)

*Leclerc, J.-Zotique:*—M.—, de Saint-Pamphile, est-il à l'emploi du Gouvernement; pour quel ministère; ses fonctions; quel salaire, 302.

*Le Journal:*—(Voir *Frontenac, Imprimerie.*)

*Létourneau, Eugène:*—A quelle date M.—, de Montmagny, a-t-il été destitué comme grand constable, qui a recommandé sa destitution, quelle raison, y a-t-il eu enquête, par qui cette enquête tenue, plaintes, a-t-il été remplacé, par qui, ou quand le sera-t-il et par qui, 318.

*Listes des électeurs:*—Les dépôts faits par les candidats pour les—, à la dernière élection générale, ont-ils été remboursés; ou quand seront-ils remboursés, 250.

*Meloche, Jean:*—A quelle date M.—, employé de la Commission des liqueurs sur la rue Sherbrooke, à Montréal, a-t-il été destitué; y a-t-il eu une enquête, par qui tenue, quel rapport, pour quelle raison a-t-il été destitué, par qui remplacé, 320.

*Mines:*—(Voir *Compagnies minières.*)

*Morin, Narcisse:*—M.—, organisateur de la Renardière de Montmagny Incorporée, est-il à l'emploi du Gouvernement; depuis quand; ses fonctions; qui a recommandé sa nomination, 232.

*Ouimet, Wilfrid:*—M.—, de Ste-Agathe-des-Monts, a-t-il été remercié de ses services comme cantonnier; date, raison, enquête, 215.

*Pelletier, Anne-Marie:*—(Voir *Commission des liqueurs.*)

*Pelletier, Auguste:*—M.—, est-il à l'emploi du gouvernement comme chef des gardiens de nuit, à Québec, salaire, par qui recommandé, 164.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

QUESTIONS:—*Suite.*

*Pelletier, Emerie*:—M.—, est-il à l'emploi du Gouvernement au bureau des licences à Québec, salaire, par qui recommandé, 164.

*Pelletier, Eugène*:—M.—, est-il à l'emploi du Revenu Provincial, à Montréal, 164.

*Pelletier, Georges*:—M.—, est-il à l'emploi du Gouvernement, comme garde-forestier et garde-pêche; salaire, par qui recommandé, 164.

*Pelletier, Ivanhoe*:—M.—, est-il à l'emploi de la police provinciale, à Montréal, salaire, par qui recommandé, 164.

*Pelletier, L.-B.*:—M.—, a-t-il été à l'emploi du gouvernement sur les travaux de chômage à Lévis; quelle position occupait-il, quel était son salaire par jour, somme totale qui lui a été payée, pour salaire; pour autres considérations, 319.

*Pelletier, Médéric*:—M.—, a-t-il été à l'emploi du Revenu, service de la Gazoline; occupe-t-il encore cette position, ou s'il a été remercié, quelle raison, 225.

*Pelletier, Pierre*:—M.—, est-il à l'emploi du gouvernement, salaire, par qui recommandé, 164.

*Pétition de droit*:—Le gouvernement se propose-t-il d'abolir la—de manière à permettre à tout citoyen de le poursuivre sans avoir à obtenir sa permission, suivant la promesse du premier ministre au cours des dernières élections, 140.

*Pettigrew, Ernest*:—A quelle date Dr—, destitué à la prison de Rivière-du-Loup (Kamouraska); sur quelle recommandation; raisons; enquête; durée de ses services; 56.

*Pitt, Atchez*:—La déclaration de l'échevin—, de Trois-Rivières, telle que publiée dans le "Nouvelliste" du 13 avril 1936 à l'effet que le Premier-Ministre lui aurait déclaré que M. l'échevin Robert Ryan n'était plus pro-maire depuis le 17 août 1936, est-elle conforme à la vérité; quelle raison le gouvernement apporte-t-il pour expliquer cette intervention, 320.

*Pont de Cullen Brook*:—Le gouvernement a-t-il fait des travaux sur—, Bonaventure-est, en novembre ou décembre 1936; quelle quantité

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**QUESTIONS:—*Suite.***

de pierre et de qui achetée, au rôle-de-paie pour l'exécution de ces travaux et montant payé à chacun, 216.

*Pont, rangs 3 et 4, Canton Warwick:—*Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour le bois du—, à Ste-Élizabeth-de-Warwick, (Arthabaska), 262.

*Québec, Charlesbourg:—*(Voir *Chemin—*.)

*Ramier, Alfred-O.:—*M.—, de Port Daniel ouest, est-il à l'emploi du gouvernement; quelle position occupe-t-il, son salaire, 302.

*René, J.-R.:—*M.—, de Trois-Rivières, est-il à l'emploi du gouvernement; quelle position occupe-t-il, quel est son salaire, à quel titre occupe-t-il des bureaux au Palais de justice, 320.

*Riverin, Jean-Maurice:—*Le gouvernement a-t-il acheté un terrain de M.—, de Charlesbourg; à quel prix; est-il un employé du gouvernement, quelle charge occupe-t-il et quel salaire, 214.

*Rivière-du-Loup:—*(Voir *Chemins à—*.)

*Ross, Joseph:—*Quand a été destitué M.—, gardien à la réserve Ouimet, St-Anaclet, Rimouski; pour quelle raison, enquête, par qui enquête faite, par qui remplacé, position de son remplaçant, 183.

*Route nouvelle Charlesbourg:—*Quelle est la largeur de la—, à la demande de qui a-t-elle été entreprise, but, plans préalables ont-ils été préparés et par qui, 170.

*Ryan, Robert:—*(Voir *Pitt, Atchez*.)

*Sainte-Elizabéth-de-Warwick:—*(Voir *Pont à Warwick*.)

*Salaires aux ouvriers charpentiers dans régions de colonisation:—*Les—, ont-ils été baissés de \$3.00 à \$2.50 par jour; date de ce changement, 140.

*Secours directs dans Gaspé-Nord:—*Nombre d'enquêteurs pour distribuer les—; leurs noms et salaire mensuel, 84.

*Simard, Jules:—*M.—, a-t-il fait au cours des derniers six mois un travail pour le ministère de l'agriculture; quand; son salaire, 221.

---

**QUESTIONS:—Suite.**

*Taxe d'accise et de vente:—*(Voir *Hughes Owen Co.*)

*Thibault, M.-J.-L.:—*M.—, gouverneur de la prison de Québec, a-t-il été destitué, 141.

*Travaux de chômage à St-Jérôme:—*Quels—, autorisés en vertu de l'entente de 1936; pour quels montants autorisés, et pour quels montants exécutés, gouvernement d'Ottawa a-t-il payé partie, si refus, quelles raisons données, 174.

*Travaux de chômage rue Sherbrooke à Montréal:—*Y a-t-il eu des—, en vertu de l'entente 1936-37; coût de ces travaux, globalement, par verge carrée, 250.

*Trudel, Donat:—*M.—, cantonnier de la Voirie à Nédélec, a-t-il été démis de ses fonctions; pourquoi, enquête, par qui tenue, 214.

*Usine de Chandler:—*L'— (Gaspé-Sud) est-elle réouverte; quand; par qui exploitée, nombre d'ouvriers; salaires payés chaque mois; à quelles conditions gouvernement a obtenu réouverture, 79.

*Viel, Gérard:—*(Voir *Commission des liqueurs.*)

*Voirie:—*(Voir *Bergeron; Chemins (Entretien à R.-du-Loup); Chemin-Champigny; Chemin-Québec-Charlesbourg; Ouimet; Riverin; Route nouvelle Charlesbourg; Trudel.*)

*Warwick:—*(Voir *Pont à—.*)

**QUESTIONS DE PRIVILÈGE:—**

*M. Chaloult.*—Soulevée au sujet d'accusations portées contre lui au cours d'un débat de la séance de la veille.

L'orateur décide qu'on ne peut soulever—en mettant en question conduite d'un membre de l'Assemblée, si ce n'est par motion annoncée (art. 132 règl.) Appel de cette décision, vote, décision maintenue, 211.

*M. Grégoire.*—Soulevée au sujet de discussion au comité des b. privés, le jour même.

L'orateur décide qu'il est irrégulier de faire allusion aux délibérations d'un comité ayant rapport à la Chambre (art. 245 règl.) Appel de cette décision, vote, décision maintenue, 212.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**QUESTIONS D'ORDRE:—****1° Concernant les bills:**

L'ordre du jour appelle 2e lect. du (bill 17) concernant les corporations municipales à municipaliser l'électricité. Au cours du débat, objection est faite que la discussion ne doit porter que sur le principe du bill. L'orateur décide qu'il est irrégulier de discuter en détail les articles du bill (art. 455 règl.). Appel de la décision, vote, décision maintenue, 176.

L'ordre du jour appelle 3e lect. dudit (bill 17). M. Bouchard propose amendement qu'il soit référé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender: en permettant aux municipalités d'exproprier non seulement l'entreprise de toute compagnie mais aussi partie d'icelle, etc.

Objection que l'amdt est irrégulier parcequ'il propose d'insérer dispositions qui s'y trouvent déjà. L'Orateur déclare amdt irrégulier. Appel de la décision; vote, décision maintenue, 200.

M. Casgrain propose amendement: que cette loi ne soit pas lue maintenant mais dans six mois parcequ'au lieu d'augmenter l'autonomie des municipalités elle la diminue, parce qu'elle sera nuisible, etc.

Objection que l'amdt est irrégulier parce qu'il ne peut contenir un exposé de motifs. L'orateur déclare amdt irrégulier.

Appel de la décision; vote, décision maintenue, 202.

La Chambre ayant siégé en comité plénier, sur le (bill 27), relatif à la commission des Écoles Catholiques de Montréal, le président du comité fait rapport à la Chambre que le premier ministre, en parlant a déclaré que M. le député de Berthier montrait de l'enthousiasme comme s'il pratiquait avec les prévaricateurs. M. le député de Berthier demande que le premier retire ses paroles. Le président a renvoyé le point d'ordre. Et le chef de l'opposition a appelé de sa décision.

Appel de la décision du président est ainsi fait à la Chambre; vote; la décision du président est maintenue, 266.

Motion ayant été faite que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération résolutions relatives au (bill 30), concernant les meilleurs intérêts de la colonisation, p. 111.

Objection est faite que l'avis donné n'est pas suffisant. L'Orateur prend l'objection en délibéré, p. 111.

---

**QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.***

L'Orateur rend décision: L'avis requis par l'art. 136 a été déposé régulièrement le samedi 3 avril, avant 11 hrs a. m.; il déclare l'inscription de la motion à l'ordre du jour parfaitement régulière, 120.

Les résolutions relatives au (bill 48,) concernant la régie de l'électricité, ayant été rapportées du comité plénier, elles sont lues une première fois et M. Bouchard propose "que cette Chambre proteste contre la violation par le gouv. des privilèges des représentants du peuple en empêchant les députés... de discuter librement des résolutions relatives aux bills du gouv. et que cette Chambre réclame ses prérogatives... et que les résolutions du bill 48 soient étudiées de nouveau".

Objection que la motion est irrégulière.

L'Orateur la déclare irrégulière parce que la dernière partie constitue une demande de renv. des résolutions au comité, non une question de privilège, et vicie le reste de la motion (art. 144 règl.).

Appel de la décision; vote; décision maintenue, 227.

La Chambre ayant siégé en comité plénier sur le (bill 48) concernant la régie de l'électricité, le président du comité fait rapport: Le député de Kamouraska a été déclaré hors d'ordre, parce qu'il s'est éloigné de l'article en discussion, (art. 7 du bill 48). Il en appelle de la décision du président à la Chambre.

Appel de la décision du président est fait; vote; la décision du président est maintenue, 234.

Les résolutions relatives au (bill 49), concernant la concurrence de l'état relativement aux ressources hydro-électriques, ayant été rapportées du comité plénier, elles sont lues une première fois et M. Duplessis en propose la 2e lecture. M. Drouin propose amendement: cette Chambre désapprouve les rés. parce qu'elles sont insuffisantes, elles ne peuvent servir de base à une loi établissant une concurrence immédiate au trust de l'électricité sur des points stratégiques.

Objection qu'on ne peut discuter la régularité du rapport fait par le président des comités. L'Orateur décide que le débat ne peut porter que sur l'amendement.

Appel de la décision; vote; décision maintenue, 257.

---

**QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.***

Motion pour 2e lect. des résolutions relatives au (bill 58), concernant la province et les Sulpiciens est présentée, M. Bouchard propose un amendement: Cette Chambre regrette de ne pouvoir supporter ce projet de résolutions dans sa présente forme, mais elle se déclare prête à appuyer toute loi ayant pour objet à leur choix d'autoriser ladite corporation à émettre obligations, ou lui accorder l'octroi d'un subside annuel.

Objection est faite que cet amendement contrevient aux art. 157 et 670 du régl.

L'Orateur maintient objection.

Appel de la décision; vote; décision maintenue, 292.

La Chambre ayant siégé en comité plénier sur le bill 102, concernant la cité de Trois-Rivières, M. le Président du comité fait rapport:

Que durant la discussion de l'art. 16 du bill 102, le premier ministre s'est opposé à ce que l'on discute de façon générale sur les agissements de la City Gas Electric Corporation, hors de la ville des Trois-Rivières, le président du comité a décidé que le point d'ordre devait être maintenu.

Le chef de l'opposition en appelle de la décision du président.

Appel de la décision du président est ainsi fait à la Chambre; vote; décision du président est maintenue, 146.

2° *Concernant les Subsidés (Voir SUBSIDES, amendements.)*

3° *Concernant les autres procédures:*

Motion de M. Bouchard: que président comité Privilèges et élections convoque ledit comité pour s'enquérir faits relatifs à démission de M. Gagné, député d'Arthabaska, et raisons pourquoi siège n'a pas été déclaré vacant.

Objection que la motion est irrégulière (Art. 156 régl.). L'Orateur maintient objection et déclare motion irrégulière.

Appel de la décision; vote; décision maintenue, 379.

Motion de M. Bouchard que copie de tous les arrêtés ministériels passés du 1er septembre au 1er décembre 1936 soit déposée;

Objection que motion est irrégulière parcequ'insuffisamment libellée; après discussion, l'Orateur délibère, 384.

(Voir Précisions des Décisions de l'Orateur).

---

**R**EFONTE DES LOIS:—Loi pourvoyant à la— de la province.  
(Voir *BILLS*, No 26.)

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ:—(Voir ÉLECTRICITÉ.)

RÉGIONS MINIÈRES:—Loi concernant les municipalités dans les—. (Voir *BILLS*, No 13.)

RÈGLEMENT (Comité des):—(Voir COMITÉS; QUESTIONS D'ORDRE; QUESTIONS DE PRIVILÈGE; MOTIONS SPÉCIALES.)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—(Voir *BILLS*, Procédures incidentes; PÉTITION; QUESTIONS D'ORDRE; QUESTIONS DE PRIVILÈGE; MOTIONS SPÉCIALES.)

RELIGIEUSES SŒURS HOSPITALIÈRES DE ST-JOSEPH:—(Voir HOTEL-DIEU DE MONTRÉAL.)

RENTES SEIGNEURIALES:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

RÉPONSES AUX QUESTIONS:—(Voir QUESTIONS ET—.)

RESSOURCES HYDRO-ÉLECTRIQUES:—Loi établissant concurrence de l'État relativement aux—. (Voir *BILLS*, No 49.)

RESSOURCES NATURELLES:—Loi relative aux— de la province. (Voir *BILLS*, No 5.)

RETOUR A LA TERRE:—(Voir CULTIVATEURS; COLONISATION.)

RIMOUSKI:—(Voir SAINT-MICHEL-DU-SQUATEC; TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE—.)

RIVARD, JOSEPH:—Loi interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu—. (Voir *BILLS*, No 130.)

ROSS, JAMES:—Loi autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu—. (Voir *BILLS*, No 126.)

**S**AINTE-ÉDOUARD-DE-FRAMPTON:—Loi détachant certain territoire de—, pour l'annexer à Saint-Joseph-de-Beauce. (Voir *BILLS*, No 163.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

SAINT-EPHREM-DE-TRING:—Loi détachant territoire de— (Beauce), pour l'annexer à Saint-Méthode d'Adstock, (Frontenac). (Voir BILLS, No 160.)

SAINT-FAMILLE-DE-GRANBY:—Loi concernant les syndics de la paroisse de La—. (Voir BILLS, No 85.)

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DE CHICOUTIMI:—Loi relative aux syndics de la paroisse de—. (Voir BILLS, No 136.)

SAINT-HYACINTHE:—Loi autorisant la cité de— à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de Commerce de—. (Voir BILLS, No 117.)

SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE:—Loi détachant certain territoire de la municipalité scolaire de—, (Saint-Jean), pour l'annexer à Notre-Dame Auxiliatrice. (Voir BILLS, No 162.)

SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE:—(Voir SAINT-ÉDOUARD-DE-FRAMPTON.)

SAINT-MÉTHODE D'ADSTOCK:—(Voir SAINT-EPHREM-DE-TRING.)

SAINT-MICHEL-DU-SQUATEC:—Loi détachant lots du district de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de—, dans le district Témiscouata. (Voir BILLS, No 157.)

SAINT-PHILOMÈNE-DE-ROSEMONT:—Loi relative aux syndics de la paroisse de—. (Voir BILLS, No 101.)

SAINT-SULPICE:—(Voir SULPICIENS.)

SAINT-YVES-DE-LAVAL:—(Voir MONTRÉAL-EST.)

SALABERRY DE VALLEYFIELD:—(Voir VALLEYFIELD.)

SALAIRE DES INSTITUTEURS RURAUX:—(Voir CONGRÈS DU PARLER FRANÇAIS.)

SALAIRES DES OUVRIERS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 55.)

SALAIRES RAISONNABLES:—

1. Loi assurant des— aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières. (Voir BILLS, No 47.)
2. Loi des—. (Voir BILLS, No 209.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

SANCTION DES BILLS:—Le 24 mars, 72; 14 avril, 144; 17 mai, 306; 20 mai, 367; 27 mai, (Prorogation) 387.

SCOUTS CATHOLIQUES:—Loi modifiant la charte de la Fédération des—  
de la province de Québec. (Voir BILLS, No 132.)

SÉANCES:—

Motion adoptée qu'à partir du 30 mars, la Chambre tiennne 1 séance à 3 hrs tous les jours, excepté samedi et dimanche, et qu'à chaque séance, sauf cette du mercredi, l'ordre soit celui du mardi, 66.

Motion adoptée qu'à partir du 16 avril, la Chambre tiennne une séance à 3 heures tous les jours, le dimanche excepté, et qu'à chaque séance, sauf celle du mercredi, l'ordre soit celui du mardi, 150.

Motion adoptée qu'à partir de lundi 3 mai, la Chambre tiennne deux séances tous les jours, excepté le dimanche; la 1ère de 3 à 6 heures; la 2e de 8½ heures jusqu'à ajournement, et qu'à chaque séance l'ordre soit celui du mardi, 222.

Motion adoptée qu'à partir de samedi 15 mai, la Chambre tiennne trois séances par jour: la 1ère de 11 heures a. m. à 1 heure p. m.; la 2e, de 3 à 6 heures p. m.; la 3e, depuis 8½ heures du soir jusqu'à ajournement; et que l'ordre soit celui du mardi; 274.

A la fin de l'unique séance du jeudi 20 mai, la Chambre s'ajourne à mercredi 26 mai (et comme la résolution n'indique pas l'heure, cela veut dire onze heures du matin, 369).

Au cours de la séance du matin du mercredi 26 mai la Chambre suspend la séance jusqu'à 3 heures de l'après-midi, du même jour. A 3 heures la Chambre reprend sa séance, 380.

A la fin de la séance reprise à 3 heures (mercredi 26 mai) la Chambre s'ajourne au lendemain à 11½ heures du matin, 381.

Au cours de la séance du jeudi 27 mai, commencée à 11½ heures de l'avant-midi, il résolu que la séance soit *suspendue* jusqu'à 2½ heures de l'après-midi du même jour. A 2½ heures du même jour, la Chambre *reprend* sa séance, 384.

(VOIR ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; ORATEUR; LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE:—(VOIR LETTRES PATENTES.)

SEIGNEURIES:—(VOIR MOTIONS SPÉCIALES.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir BILLS, *No 1.*)

SERVICES PUBLICS:—(Voir COMMISSION DES—.)

SESSION:—Ouverture, 24 février 1937, 1; clôture, 27 mai 1937, 389.

SHERBROOKE:—Loi refondant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, *No 88.*)

SHERBROOKE RAILWAY AND POWER COMPANY:—Loi modifiant la charte de THE—. (Voir BILLS, *No 87.*)

SOCIÉTÉS:—(Voir COMPAGNIES ET—.)

SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE DU CANADA:—Loi constituant en corporation la—. (Voir BILLS, *No 139.*)

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC:—Loi refondant la charte de La—. (Voir BILLS, *No 110.*)

SŒURS DE LA PROVIDENCE:—(Voir COMMUNAUTÉ DES—.)

STANDARD CHURCH OF AMERICA:—Pétition au sujet de l'incorporation de THE—, présentée lue et reçue, 129.

STATUTS:—(Voir INTERPRÉTATION DES LOIS.)

STATUTS REFONDUS:—(REFONTE DES LOIS.)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1938, et renvoi à comité des—, 111. (*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1937, et renvoi à comité des—, 180. (*No 2.*)

Constitution du comité des—, 40; du comité des voies et moyens, 40.

Dépôt des Comptes publics 1936, 109. (*No 16.*)

Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, débat ajourné, 112; reprise du débat, débat se continue, amendement de M. Bouchard proposé (voir texte de l'amendement Bouchard et du Point d'Ordre immédiatement ci-après).

En comité des—, 2 résolutions lues et adoptées, 126 à 128.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**SUBSIDES:—*Suite.***

- De nouveau en Comité, 8 résolutions lues et adoptées, 138. De nouveau en comité, 1 résolution lue et adoptée, 148. De nouveau en comité, 12 résolutions lues et adoptées, 151. De nouveau en comité, 7 résolutions lues et adoptées, 154. De nouveau en comité, 57 résolutions lues et adoptées, 156. De nouveau en comité, 4 résolutions lues et adoptées, 161. De nouveau en comité, 3 résolutions lues et adoptées, 162. De nouveau en comité, 5 résolutions lues et adoptées, 166. De nouveau en comité, progrès, 172.
- Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement de M. Drouin (voir texte de l'amendement immédiatement ci-après), vote, rejeté, motion principale adoptée, de nouveau en comité, 1 résolution lue et adoptée, 191 et 192.
- De nouveau en comité, 45 résolutions lues et adoptées, 195.
- Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement de M. Chaloult (voir texte de l'amendement Chaloult immédiatement ci-après), vote, rejeté, en comité, 1 résolution lue et adoptée, 209.
- De nouveau en comité, 14 résolutions lues et adoptées, 218. De nouveau en comité, 1 résolution lue et adoptée, 222. De nouveau en comité, 7 résolutions lues et adoptées, 223.
- Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement de M. Drouin (voir texte de l'amendement Drouin immédiatement ci-après), vote, rejeté, motion principale adoptée, 251, 252; de nouveau en comité, président fait rapport: "crédits de la voirie appelés, chef de l'opposition donne raison pour ne pas discuter ces crédits, député de Berthier veut faire un débat ce que je refuse, il en appelle de ma décision", appel est fait à la Chambre, vote, décision du président maintenue, 252, 253; de nouveau en comité, 10 résolutions lues et adoptées, 253 et 254. De nouveau en comité, 4 résolutions lues et adoptées, 261.
- Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement de M. Bouchard (voir texte de l'amendement Bouchard et point d'ordre immédiatement ci-après).
- Débat se continue sur motion principale, amendement de M. Bertrand (Montréal-Laurier) (voir texte de l'amendement Bertrand et point d'ordre immédiatement ci-après).
- Débat se continue sur motion principale, amendement de M. Dumaine (voir texte de l'amendement Dumaine immédiate-

---

**SUBSIDES:—*Suite.***

- ment ci-après), vote, rejeté, motion principale adoptée, 281 à 284; en comité. 10 résolutions lues et adoptées, 284.
- Motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement de M. Bastien (voir texte de l'amendement Bastien immédiatement ci-après), vote, rejeté, en comité, 15 résolutions lues et adoptées, 285 à 288.
- La Chambre se forme en comité des voies et moyens, 2 résolutions lues et adoptées, 356.
- Bill (No 40) des subsides présenté, lu 2e et 3e fois, 357. Message du C. L., 362. Sanction, 369 (1 Geo. VI, c. 1).

**AMENDEMENTS:**

(*M. Bouchard*):

Cette Chambre est prête à voter subsides, mais elle demande d'adopter mesures pour payer dépenses courantes à même revenus de manière à faire cesser augmentation de la dette publique; pour faire cesser diminution des droits de coupe pour assurer liberté de paroles aux représentants du peuple, pour rendre plus conforme aux besoins des veuves la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, 126.

L'Orateur décide que l'amendement est irrégulier en ce que l'un des paragraphes se rattache à une question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée pendant la présente session (art. 322 du règl.) 127. Appel de la décision; décision maintenue, 128.

(*M. Drouin*):

Cette Chambre regrette de constater que ce gouvernement n'a pas encore institué Conseil économique, 191.

(*M. Chaloult*):

Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas accordé prime promise sur le beurre et le fromage, 209.

(*M. Drouin*):

Cette Chambre regrette que ce gouvernement n'ait pas pris mesures pour briser le trust de la gasoline et en faire baisser le prix, 251.

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUBSIDES:—*Suite.*AMENDEMENTS:—*suite.*

(*M. Bouchard*):

Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas rempli promesses faites à la population en n'équilibrant pas le budget et en annonçant un déficit considérable; en n'accordant pas aux municipalités une part équitable des revenus provenant de la loi des liqueurs; en ne subventionnant pas les écoles de Montréal et de Québec, malgré que les revenus aient décuplé depuis 1896; en n'ayant pas pris mesure pour radier hypothèque de \$483,000,000. qui grève notre domaine forestier; en refusant de prendre action contre trust du charbon, 279.

Objection que l'amendement est irrégulier parce qu'il se rattache à une affaire inscrite au feuillet et parce qu'il tient du pamphlet politique (Art. 322 et note 2 sous-art. 140 du régl.). Appel de la décision, décision maintenue, 280.

(*M. Bertrand*) (Montréal-Laurier):

Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas sauvegardé intérêts de la province, en négociant un emprunt de 51 millions sans demander soumissions et en donnant contrats pour travaux de voirie de la même façon; en destituant officiers et employés; en négligeant d'entretenir chemins; en n'ayant pas inséré, lors de refonte de la loi électorale, disposition obligeant partis politiques à faire connaître provenance de leurs fonds électoraux, 281.

Objection que l'amendement est irrégulier, l'Orateur décide qu'il est irrégulier parce qu'il critique une loi en vigueur; appel de la décision, décision maintenue, 281.

(*M. Dumaine*):

Cette Chambre est d'opinion que le gouvernement devrait payer sommes légitimement dues aux officiers nommés par l'ancienne administration pour la mise en application de la loi concernant les pensions de vieillesse, 283.

(*M. Bastien*):

Cette Chambre est d'opinion que le gouvernement, dans l'intérêt de la classe Agricole, devrait publier, comme sous l'ancienne administration, le "Journal de l'Agriculture", 286.

---

SULPICIENS:—Loi concernant les meilleurs intérêts de la province et des—. (Voir *BILLS, No 58.*)

SYNODE DE L'ÉGLISE PRESBYTÉRIENNE DU CANADA:—Loi concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du— en rapport avec l'église d'Écosse. (Voir, *BILLS No 92.*)

**T**AUX D'INTERET:—(Voir INTÉRÊT.)

TAXES MUNICIPALES:—Loi relative aux exemptions de—. (Voir *BILLS, No 3.*)

TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—

1. Loi autorisant procédures pour établir les exemptions et commutations des—. (Voir *BILLS, No 9.*)
2. (Voir INTÉRÊT; PETITE PROPRIÉTÉ; IMMEUBLES IMPOSABLES.)

TAXES SUR MACHINERIE:—(Voir MACHINERIE IMPOSABLE.)

TÉMISCAMINGUE AND ABITIBI RY Co:—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer—. (Voir *BILLS, No 131.*)

TERRAINS SOUS BILLET DE LOCATION:—(Voir BILLET DE LOCATION.)

THREE RIVERS GRAIN AND ELEVATOR COMPAGNY, LIMITED:—Loi ratifiant règlement concernant l'évaluation des biens de la—. (Voir *BILLS, No 76.*)

TOURISME:—

1. Loi relative au—. (Voir *BILLS, No 207.*)
2. (Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

TRAMWAYS DE MONTRÉAL:—Loi relative au règlement de la question des—. (Voir *BILLS, No 60.*)

TRAVAIL:—(Voir ACCIDENTS DU—.)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Tableau des—, 392.)

TRIBUNAUX:—Loi relative aux—. (Voir *BILLS, No 63.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions. voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

---

**TRIBUNAUX JUDICIAIRES (HULL):—**

1. Loi modifiant la Loi des— relativement à la Cour supérieure à—. (Voir *BILLS, No 156.*)
2. Loi modifiant la Loi des— relativement à la juridiction des—. (Voir *BILLS, No 159.*)

**TRIBUNAUX JUDICIAIRES A RIMOUSKI:—**Loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure, district de Rimouski. (Voir *BILLS, No 44.*)

**TROIS-RIVIÈRES:—**Loi modifiant la charte de la cité des—. (Voir *BILLS, No 102.*)

**USINE DE CHANDLER:—**(Voir *CHANDLER.*)

**USINES DE CHICOUTIMI:—**Loi favorisant la réouverture des— de la région de—. (Voir *BILLS, No 205.*)

**UTILITÉS PUBLIQUES:—**(Voir *COMMISSION DES SÉANCES—.*)

**VAL D'OR:—**

1. Loi constituant en corporation la ville de—. (Voir *BILLS, No 141.*)
2. Loi créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de—. (Voir *BILLS, No 165.*)
3. Loi relative aux municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de—. (Voir *BILLS, No 208.*)

**VALLEYFIELD:—**Loi modifiant la charte de Salaberry de—. (Voir *BILLS, No 121.*)

**VÉHICULES A TRACTION ANIMALE:—**(Voir *VÉHICULES-AUTOMOBILES.*)

**VÉHICULES AUTOMOBILES:—**Loi des— concernant ceux à traction animale. (Voir *BILLS, B.*)

**VERCHÈRES-CHAMBLY ET LAPRAIRIE:—**(Voir *COMPAGNIE—.*)

**VERDUN, CITÉ:—**

1. Loi modifiant la charte de la—. (Voir *BILLS, No 80.*)
2. Voir *COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE—.*)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".



---

VILLES:—(Voir CITÉS ET—.)

VOIES ET MOYENS:—

1. Constitution du comité des—, 40; formation en comité des—, 356; rapport de résolutions, concours, 356.
2. (Voir *BILLS*, *No 40*.)
3. (Voir *SUBSIDES*.)

VOTE:—(Voir DROIT DE— EN MATIÈRE MUNICIPALE ET SCOLAIRE.)

**WILSON, ELIZABETH ANN WILSON:**—Loi changeant le nom d'— en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Wilson, et confirmant l'adoption des dits enfants mineurs. (Voir *BILLS*, *No 81*.)

---

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".